

InterDIALOGOS : Action sociale et éducation en contextes pluriculturels
InterDIALOGOS : Soziales Engagement und Bildung in einer plurikulturellen Umwelt
InterDIALOGOS : Azione sociale e educazione nei contesti pluriculturali

FEMMES ET MIGRATIONS :
CHANGER LE REGARD

FRAUEN UND MIGRATION :
EIN BLICKWECHSEL

DONNE E MIGRAZIONI :
CAMBIARE LO SGUARDO

I n t e r -

D

i

a

DIALOGOS

NUMERO 1 / 01

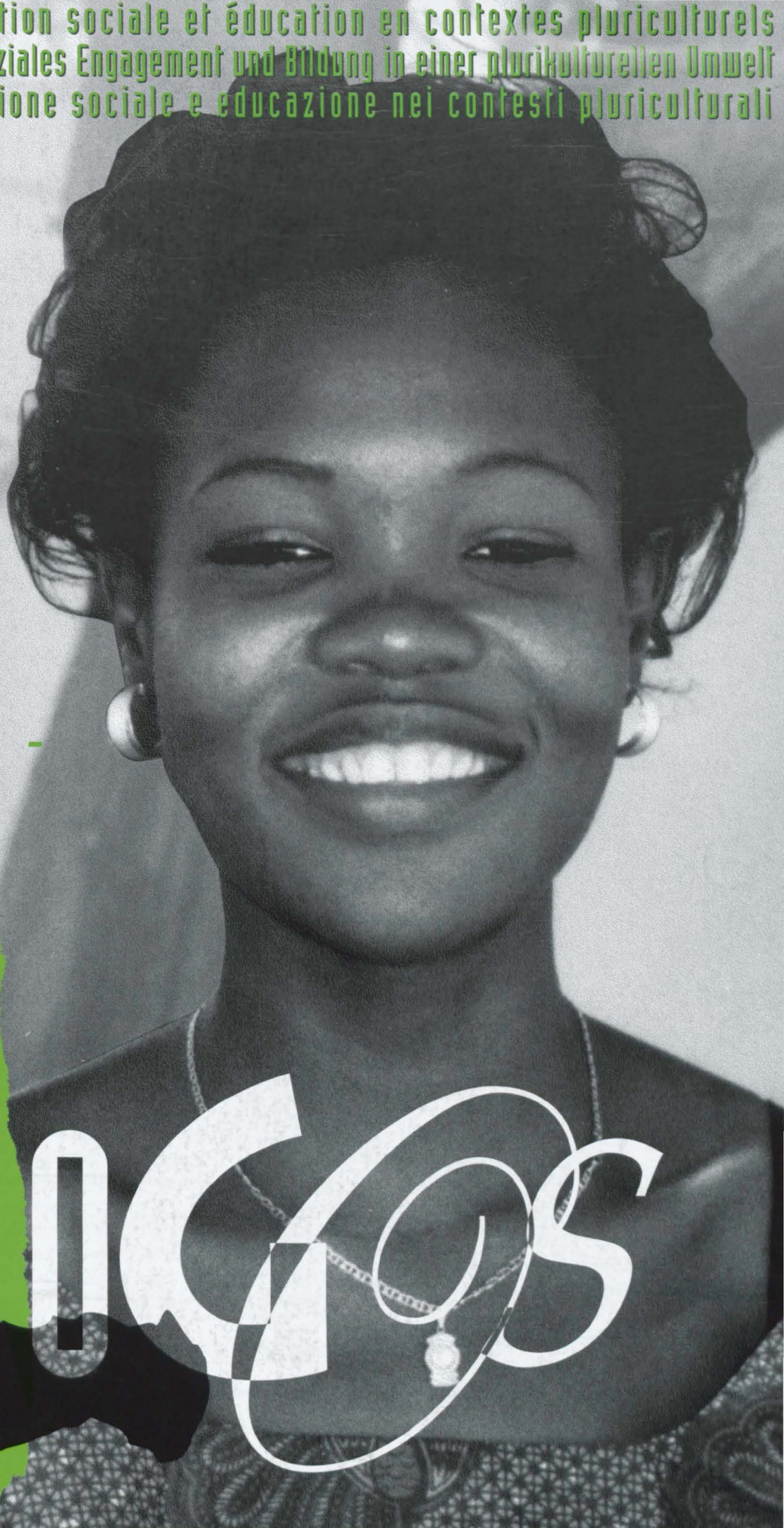


PHOTO :

couverture

MARY-CLAUDE WENKER

pages 4, 26 & 33

**NICOLAS TSCHOPP
(SAVI/IES)**

pages 8 & 15

BDE NEUCHÂTEL

ABONNEMENTS

(2 numéros par année)

PRIX / PREIS / PREZZO :

- Privé - Fr. 25.-
- Institution Fr. 50.-
- Soutien (Unterstützung) Fr. 50.-
- Prix au numéro Fr. 15.-
- L'abbonamento non disdetto s'intende automaticamente rinnovato per l'anno successivo
- L'abonnement non révoqué est automatiquement renouvelé pour une année
- Das Abonnement verlängert sich automatisch um ein Jahr, wenn es nicht gekündigt wird

ADMINISTRATION ET ABONNEMENTS

InterDIALOGOS
Case postale 830
2301 La Chaux-de-Fonds
CCP 20-9933.9

RÉDACTION - INFORMATION - CONTACT :

InterDIALOGOS
Mary-Claude WENKER
Creux Dorand 11
1753 Matran
e-mail :
mcwenker@swissonline.ch

Sommaire

EDITORIAL 1

HOMMAGE / ERINNERRUNG 2

DOSSIER 5

FEMMES ET MIGRATIONS : CHANGER LE REGARD

FRAUEN UND MIGRATION : EIN BLICKWECHSEL

DONNE E MIGRAZIONI : CAMBIARE LO SGUARDO

- Gender-Perspektive in der migrationspolitischen Praxis 4
- Les femmes immigrées comme productrices de lien social en milieu urbain 8
- Frauenhandel im Kontext von Exklusions- und Differenzierungsprozessen 12
- Être femme et clandestinisée: Pistes de réflexion 16
- Le «traditionalisme» des femmes issues de la migration: un stéréotype à revoir 19
- Jugendliche aus Ex-Jugoslawien und der Türkei mit wenig Chancen 22
- Les femmes d'origine kurde. À l'ombre des valeurs éducatives! 26
- Feministische antirassistische Öffentlichkeitsarbeit und Empowerment-Politik 30
- Femmes migrantes ou les pièges d'une interprétation en termes de cultures 33
- Comment concrétiser l'égalité dans une équipe interculturelle? 37

FENÊTRE SUR ...

NEUCHÂTEL Devenir Suisse? 42

FRIBOURG Re-Resources: Une nouvelle association voit le jour 43

ZÜRICH Heilpädagogische Unterstützung im Kindergarten
Beispiel eines QUIMS-Projekts in Winterthur-Töss 44



PLUME LIBRE
41



PUBLICATIONS
45

La place des femmes dans les mouvements migratoires internationaux est très importante: elles sont majoritaires parmi les migrant-e-s. Pourtant on aborde rarement de manière spécifique leurs situations, besoins et aspirations, comme si les femmes étaient invisibles et les migrations étaient une problématique principalement masculine. Le but de ce dossier est double: d'une part rendre visible leurs conditions de vie, leurs ressources et identités, d'autre part présenter des analyses qui introduisent la perspective de genre dans l'action sociale et pédagogique non seulement avec les femmes immigrées, mais dans le domaine des relations interculturelles au sens large.

On imagine souvent que l'émigration des femmes est la conséquence d'une décision prise par leurs conjoints ou leurs pères. Or, dans le contexte économique actuel, les femmes ont souvent plus de chances que les hommes de trouver un emploi. Elles quittent donc leur pays seules, souvent de leur propre initiative, pour contribuer à l'entretien de leur famille. Cependant, les politiques migratoires des Etats récepteurs ne facilitent guère leur entreprise. Ils rechignent à leur octroyer des autorisations de séjour et de travail, de sorte que beaucoup d'entre elles se retrouvent dans les pays dits «d'accueil» dans des conditions juridiques et socio-économiques très précaires, dans des secteurs, tels l'économie domestique, où les conditions de travail sont les plus dures et les moins favorables aux salarié-e-s. En fait, souvent elles doivent affronter une situation paradoxale: l'économie a besoin de leur force de travail, mais les politiques migratoires font comme si elles n'existaient pas, autorisant par là leur exploitation et rendant difficile la défense de leurs droits.

Il y a un grand décalage entre ces constats et les images dominantes véhiculées à propos des femmes migrantes attribuant leurs difficultés à leur soi disante distance culturelle. On les présente ainsi comme des femmes voilées, traditionalistes, peu qualifiées, qui n'auraient pas assez d'atouts pour s'intégrer à la modernité. Sans nier que l'on peut rencontrer ce type de situations, ces stéréotypes et préjugés mystifient et occultent les conditions de vie et les combats de ces femmes et de leurs descendantes. Ils sont doublement réducteurs: ils ignorent les dimensions juridiques et socio-économiques de la réalité migratoire, ils ignorent les ressources des femmes immigrées qui pour s'en sortir, auraient besoin de l'aide des autochtones «éclairés».

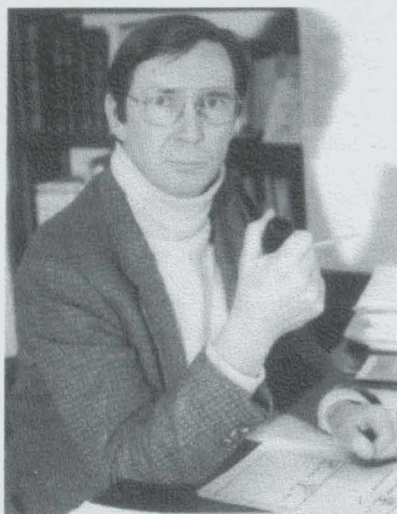
Pourtant, comme le montre ce dossier, ces femmes font preuve de créativité, de débrouillardise, d'adaptabilité et de bien d'autres qualités. Un des enjeux est de modifier le regard posé sur elles, pour les considérer comme des partenaires et non seulement comme des usagères qui ont besoin de notre aide.

Par ailleurs, il ne faut pas oublier que les femmes immigrées ne constituent pas une catégorie sociale homogène: certaines sont des travailleuses de l'ombre, d'autres des mères au foyer et d'autres encore des travailleuses sociales, des soignantes, des intellectuelles et l'on peut se demander quelles espaces leur laisse la société de résidence pour participer à la production de savoirs et d'actions, dans quelle mesure est-on prêt à reconnaître leurs ressources et apports dans divers domaines de la vie sociale?

Ce sont là des enjeux majeurs de l'interculturalité, qui exige des stratégies de reconnaissance et de partenariat, stratégies adoptées par certaines organisations présentées dans ce dossier. Certes, il ne s'agit pas de croire qu'un travail de ce type est exempt de tensions ou conflits. Les rapports entre migrantes et sédentaires ne sont pas toujours évidents, comme ne l'est d'ailleurs aucun travail commun. La question centrale demeure cependant de savoir si les migrantes sont uniquement des objets d'actions sociales et pédagogiques ou des membres à part entière des équipes qui mènent ces actions. Plus largement, elles nous interpellent sur la place que l'on est prêt à accorder à l'Autre, avec ses différences, dans la construction d'une réalité commune.

CLAUDIO BOLZMAN ET MONIQUE ECKMANN





La formation – et non seulement l'information – des futurs maîtres dans les institutions pédagogiques est la seule mesure qui garantisse une prise en charge adéquate des enfants de travailleurs migrants.

Mais une telle mesure n'a de sens que si elle s'inscrit dans une perspective interculturelle en mobilisant toutes les valeurs qui inspirent l'éducation. Cette tâche ne peut toutefois s'accomplir à plus long terme sans une collaboration authentique de tous les enseignants, qu'ils soient étrangers ou autochtones.

Charles Muller

Charles Muller
Professeur École Normale, Neuchâtel

À CHARLES MULLER

Charles Muller. Un collègue avec lequel nous avons collaboré si longtemps! Cela fut un choc et une grande tristesse pour nombre d'entre nous que d'apprendre sa terrible maladie puis son décès survenu le 3 février de cette année.

Les expériences partagées avec lui ont sans doute été différentes pour les étudiants, les collègues, les responsables des cours de langues et cultures d'origine, les autorités scolaires et administratives de la ville et du canton de Neuchâtel, pour les collègues d'autres cantons, pour ceux qui ont travaillé avec Charles au niveau suisse ou européen; mais chacun garde de lui le souvenir d'un ami, disponible, dévoué et engagé de toute son énergie (qui ne lui a jamais fait défaut), rigoureux, mais surtout doué de cette qualité d'accueil qu'il définissait lui-même. Accueillir aujourd'hui, disait-il, «c'est non seulement dire, mais aussi faire de manière responsable ces actes qui contribuent à fonder la solidarité humaine».

C'est avec gratitude qu'en mon nom et au nom de tous les collaborateurs d'InterDIALOGOS, et assurément de bien d'autres amis et collègues, je me souviens de la profonde humanité et de la solidarité agissante de Charles Muller. Ma reconnaissance, notre reconnaissance, s'adresse aussi à sa

femme, Madame Eliane Muller-Calame qui a partagé cet esprit de solidarité et porté avec lui cet engagement social.

Pour ma part, c'est dans le cadre de projets internationaux ou intercantonaux que j'ai eu l'occasion de collaborer avec Charles Muller; mais il nous parlait aussi avec enthousiasme de ses activités et combats sur le plan local (les changements dans les programmes et les enseignements, le décloisonnement des cours de langues d'origine,...). Car son ouverture à l'autre n'avait rien d'exotique. Son humanité traversait aussi aisément le Jura, la Sarine ou le Rhin que les Alpes ou la Méditerranée.

C'est en 1979 que j'ai fait sa connaissance. Je présidais alors un programme du Conseil de l'Europe sur la formation interculturelle des enseignants. Nous nous sommes rencontrés à l'occasion d'un séminaire à Donaueschingen destiné aux formateurs de formateurs.

A partir de là, partageant le même souci d'ouverture et les mêmes intérêts plurilingues, nous nous sommes retrouvés dans le cadre de plusieurs projets, dont je ne peux mentionner ici que quelques-uns.

En 1984, Charles accepta d'intervenir dans le cadre de journées de formation sur une pédagogie interculturelle, à Genève. Il nous a dit comment il avait pu introduire dans le plan d'étude des futurs enseignants neuchâtelois

«une clause mentionnant explicitement l'exigence d'une prise en compte des situations respectives des enfants autochtones et des enfants de migrants».

Il y a eu ensuite la collaboration avec le Centro-pedagogico-didattico per la Svizzera dépendant de l'Ambassade d'Italie à Berne, et la réalisation du dossier Formation des enseignants et scolarisation des enfants de migrants, en 1985, puis le concours d'outils pédagogiques interculturels et les séminaires organisés par le «Comité mixte» avec le soutien de Conseil de l'Europe. Bientôt, c'est la création de la revue «InterDIALOGOS» qui nous a réunis dès 1988 autour d'un projet qui a eu le mérite, non seulement d'offrir, selon son objectif, des réflexions et des suggestions pratiques dans le domaine de l'interculturel, mais aussi de nourrir une coopération intercantonale et de faciliter les échanges, entre enseignants, formateurs, chercheurs, de multiples origines. Charles Muller a fait partie du Comité de rédaction de la revue et a été pendant près de dix ans un des piliers de cette collaboration.

On retrouve Charles Muller dans les équipes de travail de la Société suisse de recherche en éducation et il contribue en tant qu'auteur à des publications clés de cette société, en matière de promotion d'une éducation interculturelle et d'une ouverture aux langues.

Nous nous sommes rencontrés encore lors de manifestations organisées par la Conférence suisse des Directeurs cantonaux de l'instruction publique, notamment à Emmetten lors d'un «Convegno» consacré au plurilinguisme et aux dimensions linguistiques de l'éducation interculturelle, domaine auquel, on le sait, Charles Muller a consacré beaucoup d'efforts au cours de sa vie professionnelle... Et au-delà.

En effet, une fois «retraité», Charles Muller a continué à se battre pour une ouverture de l'éducation à la communication plurilingue. Assurant un lien entre les institutions et entre les régions, il a notamment coopéré avec la Conférence suisse des Directeurs de l'instruction publique et la Commission fédérative des professions de l'enseignement du Syndicat des services publics et participé à la réflexion autour de l'important projet de concept général pour l'enseignement des langues en Suisse. Ci-dessous, les représentants de la CDIP lui rendent également hommage.

Mais le terme de retraite est largement inadéquat. Charles Muller jusqu'à la fin a vécu passionnément. Il s'est battu pour que notre école et notre communauté apprennent à accueillir. Et nous sommes enrichis de son apport. Puis il a combattu avec une même énergie la maladie qui le contraignait à l'isolement social.

Puissent notre reconnaissance, notre sympathie et notre amitié accompagner aujourd'hui sa famille.

**MICHELINE REY ET L'ÉQUIPE
D'INTERDIALOGOS**

NACHRUF VOM VPÖD : ERINNERUNGEN AN DIE MITARBEIT IN DER LEHRBERUFSKOMMISSION

Vor etwa fünf Jahren wurde Charles der Vertreter des Kantons Neuchâtel in der vpod-Lehrberufskommission. Aber er vertrat nicht nur seinen Kanton, sondern auch die Anliegen der LehrerInnen-Bildung, der Mehrsprachigkeit, der interkulturellen Erziehung, einer «guten Schule».

Charles schuf in unserer Kommission eine Atmosphäre von Nachdenklichkeit und Ernsthaftigkeit, verbunden mit Liebenswürdigkeit, Wertschätzung und Humor. Deshalb war es um ihn herum immer sehr anregend: Intensivste Auseinandersetzungen waren möglich, weil dieses Element von Leichtigkeit aus einer überblickenden Distanz und Relativierung dazu kam; so konnten Auseinandersetzungen zu neuen komplexeren Einsichten führen, wir fühlten uns miteinander verbunden, bekamen Lust, Visionen zu konkretisieren, zu arbeiten. Mit Charles machte Arbeit Spass.

Mit Charles war eine mögliche Form der Sprachenvielfalt in der Schweiz so eindrücklich lebbar: Jede Person sprach in ihrer Sprache und verstand die Sprache der anderen so gut, dass sich hin und wieder auch über Übersetzungen feilschen liess. Auch diese sprachliche Reichhaltigkeit war anregend.

Er versuchte, eine Brücke zwischen der Arbeit in der deutschen und der französischen Schweiz zu bilden, engagierte sich im Projekt interkulturelle Bildung ebenso wie in der «Coordination romande» und trug immer wieder Ideen und Projekte von einem Landesteil in den andern. Er hätte es sehr gern gesehen, wenn sich unser Magazin der Zweisprachigkeit geöffnet hätte und von den Sektionen in der Westschweiz mit getragen worden wäre. Einen entsprechenden Vorschlag präsentierte er 1998 an der vpod-Verbandskonferenz Lehrberufe, die nicht zuletzt dank seinem Einsatz in La Chaux-de-Fonds stattgefunden hat.

Als wir 1996 eine Artikelserie zu den Auswirkungen des Sparens im Bildungswesen entwarfen, kam Charles an die zweite Sitzung, kurz vor den Sommerferien, nachdem er zwei Wochen zuvor eine schwere Herzoperation gut überstanden hatte. Seine Wachheit und sein Engagement waren überhaupt nicht gemindert.

Wir hatten so gehofft, dass es ihm gesundheitlich nun besser gehen würde. Aber die Hoffnung hat getrogen. Die Krankheit war stärker, hat seinem Leben ein abruptes Ende gesetzt. Dabei hatten wir noch so viele Projekte mit Charles vor, wir waren so neugierig – immer wieder – auf seine Sicht der Dinge, auf seine Formulierungen; und nun müssen wir ohne ihn die weiteren Schritte gehen. Wir haben einen wichtigen Freund verloren, einen Menschen, der sich für jeden andern interessierte, der Wertschätzung andern gegenüber lebte und gerade auch dafür von uns bewundert wurde. Charles Muller fehlt uns sehr.

MARTINA TURNES UND RUEDI TOBLER

Gender-Perspektive in

Femmes et migrations: changer le regard Frauen und Migration: ein Blickwechsel



der migrationspolitischen Praxis

Donne e migrazioni: cambiare lo sguardo

Die Genderperspektive lässt Machtverhältnisse erkennen. Eine Sicht aus den Augen von Migrantinnen fördert eine doppelte Machtstruktur zu Tage. Diese zu thematisieren führt zur Frage nach ihrer Berechtigung oder Legitimität.

Nicht nur Männer, sondern auch Frauen meiner Generation und sozialen Umgebung haben von Kind an gelernt, die Welt aus den Augen von Männern zu betrachten. Dies ist zwar ein Paradox, aber nach wie vor eine weitverbreitete Selbstverständlichkeit. Eine solche gebrochene Wahrnehmung der Frauen von sich selbst hat zur Folge, sich selbst und andere Frauen als abnorm und defizitär aufzufassen. Vielen Frauen in den Industrieländern fiel es wie Schuppen von den Augen, als die neue Frauenbewegung den Blick für die Machtverhältnisse unter den Geschlechtern und damit auch den Blick aus Frauensicht freigab. Die Welt aus der Sicht von Männern und von Frauen zu sehen, ist eine Optik, die uns immer wieder abhanden kommt und sich im «geschlechts-neutralen» Blick verliert.

Die Sicht des «weissen» Mannes ist eine Sicht von oben; sie ist durch einen beschränkten Blickwinkel geprägt. Eine Gender-Perspektive, die auch nach Herkunft differenziert, erfasst hingegen eine weit grösseres und vielfältigeres Feld. Sie lässt sich mit der offiziellen Sprache kaum mehr erfassen, wie allein schon die Bezeichnung «Ausländerin» oder «Migrantin» zeigt. Die beiden Bezeichnungen aus der Herrschaftssprache geben lediglich die Wahrnehmung wieder: «aus dem Ausland»

und «auf Wanderung begriffen», erfassen jedoch die bezeichneten Personen mit Migrationserfahrung in ihrer Vielfalt nicht, wie beispielsweise diejenigen, die sich im Land definitiv niedergelassen haben, oder die als «AusländerInnen» wahrgenommenen Menschen mit dem Landespass. Für eine Selbstdefinition von Männern und Frauen der Migration fehlen die allgemein verständlichen Begrifflichkeiten, was schon rein sprachlich eine selbstbestimmte Öffentlichkeit behindert.

DIE BEDEUTUNG DES «PRIVATEN» IN DER FRAUENMIGRATION

Auch der Begriff «privat» ist eine machtgeprägte Metapher: Frauen werden nirgends so ausgeprägt dem «privaten» Bereich zugeordnet wie in der Migrationspolitik. Migrantinnen, Ausländerinnen wandern, so die offizielle Wahrnehmung, als das angehängte Privatleben ihrer migrierenden Männer ein.

Frauen, die aus dem privaten Gemeinschaftsbereich auswandern, d.h. eigenständig migrieren, unterliegen überall dem Stigma der «Unziemlichkeit». Sie gelten als «ungebundene» Frauen, die für alles zu haben sind - und oft unter Gewaltanwendung dazu gezwungen werden. Auf unabhängige Art zu reisen und eine ökonomische Initiative zu ergreifen, kommt der Missachtung einer traditionellen Rolle gleich, mit der sich Frauen unweigerlich das Stigma der potentiellen «Prostituierten» zuziehen. Die Verbannung der Frauen in den Privatbereich sowie die Stigmatisierung der «ungebunden» migrierenden Frauen entspricht nicht nur der «Kultur» der Herkunftsländer, sondern auch derjenigen der Aufnahmeländer und findet ihren Niederschlag im jeweiligen AusländerInnenrecht. Hauptsächlichster Aufenthaltswortzweck von Migrantinnen aus Nicht-EU-Ländern ist, gemäss Schweizer Zulassungspraxis, einerseits der «Verbleib beim Ehemann» oder dann die Arbeit als «Cabaret-Tänzerinnen» oder Haushaltshilfen.

Die Trennung von öffentlichen und privaten Angelegenheiten, die Verbindung der öffentlichen Aufgaben mit Macht und die Verbannung der Frauen in den Privatbereich stellen die Eckpfeiler patriarchalischer Gesellschaften dar. Ausländische Männer werden als Erwerbstätige wahrgenommen, deren Nachfrage sich nach dem

Arbeitsmarkt richtet. Der Entwurf zum neuen AusländerInnenengesetz schränkt mit den angeführten männertypischen Berufsqualifikationen als Zulassungskriterien die Immigration von Frauen aus Nicht-EU-Ländern noch zusätzlich ein. Wiewohl Frauen, bedingt durch die sich rapid verschlechternde ökonomische und rechtliche Lage, das Überleben ihrer Familien zunehmend durch Erwerbsarbeit im Ausland sichern müssen, und wiewohl die Nachfrage nach ihren Dienstleistungen in den Wirtschaftsmetropolen steigt, sind sie gezwungen, die dem Privatbereich zugeordneten Einwanderungskanäle zu benützen (Hausarbeit, Ehe, Sexgewerbe). Gemäss dem Schweizer AusländerInnenrecht ist der Anspruch der ausländischen Ehefrauen auf Aufenthalt nicht nur an denjenigen des Ehemanns, sondern auch an die gemeinsame eheliche Wohnung gebunden. Der Zwang, dem Ehemann den «Privatraum» zu gewährleisten, wird durch den Entwurf des neuen AusländerInnengesetzes auch auf mit SchweizerInnen verheiratete ausländische Ehegatten ausgedehnt.

Eingriffe in die Privatsphäre diskriminieren die «Trägerinnen des Privaten» in besonderem Masse. Öffentliche Orte, Arbeitsplätze, Bildungsstätten werden plötzlich zu privaten, wenn Frauen sie betreten; ihr Aussehen und ihre Bekleidung werden Gegenstand öffentlicher Diskussionen.

MISSHANDLUNGEN VON FRAUENFLÜCHTLINGEN ALS «PRIVATE» ANGELEGENHEIT BETRACHTET

Nach der 4. Weltfrauenkonferenz forderten die Frauen-NGOs in der Schweiz die Anerkennung von frauenspezifischen Fluchtgründen. Bei der letzten Asylgesetzrevision wehrten die bürgerlichen Parlamentarier und der Bundesrat jedoch dieses Anliegen ab. Schliesslich kam es zu einem «Kompromiss»: Unter den in Absatz 1 Art. 3 aufgezählten Verfolgungsgründen blieb das Geschlecht als Verfolgungsmotiv unerwähnt, während im Absatz 2 zur «Verfolgungsart» der Satz zugefügt wurde: «Den frauenspezifischen Fluchtgründen ist Rechnung zu tragen».

Die Asylbehörden schieben die von Frauenflüchtlingen geltend gemachte Gewalt und ihre erlittenen sexuellen Übergriffe gerne als Vorkommnisse ab, die eben zu einem Frauenleben gehören, und mit

denen sich Frauen wohl abzufinden haben.

Häusliche oder ähnliche Gewalt in der sogenannten Privatsphäre erachtet die Asylbehörde in der Regel als unerhebliche Fluchtgründe.

Das Bundesamt für Flüchtlinge argumentiert häufig, dass es sich bei der als Fluchtgrund geltend gemachten häuslichen Gewalt um ein privates Beziehungsproblem handle, von dem eine Vielzahl von Frauen auf der ganzen Welt tagtäglich betroffen sei. Das Amt stellt sich immer wieder auf den Standpunkt, dass «häusliche Gewalt» an sich eine nichtstaatliche Verfolgung sei, die nicht zur Asylgewährung führen könne. Dies ist in dreierlei Hinsicht fragwürdig: Erstens unterscheidet die Flüchtlingskonvention nicht nach Verfolgung im privaten und im öffentlichen Raum. Zweitens müsste überprüft werden, ob die Frau bei einer staatlichen Stelle um Schutz nachgesucht hat und ob ihr dieser Schutz gewährt worden ist. Drittens müsste - auch in einem Nichteintretensverfahren - geprüft werden, ob eine Wegweisung überhaupt zumutbar ist oder ob eine vorläufige Aufnahme gewährt werden muss.

PERSPEKTIVE OHNE GENDER - MEHR ALS EINE BLOSSE UNACHTSAMKEIT

«Frauen und Immigranten sind neben der Internationalisierung von Kapital ein wichtiger Teil des Globalisierungsprozesses», sagt Brigitte Young. Sie beschreibt die steigende Nachfrage nach billigen, flexiblen und rechtlich schlecht abgesicherten Arbeitskräften in den Wirtschaftszentren. Informalisierung und Transnationalisierung der Beschäftigungsformen führen, so Young, zu einer geschlechtsspezifischen Verfestigung der Niedriglohnarbeit¹. Die Arbeitsmarktsegmentierung nach Herkunft und Geschlecht ist in der Schweiz sehr ausgeprägt: Überdurchschnittliche Ausländeranteile weisen das Gastgewerbe, das Gesundheitswesen, private Haushaltungen, das Baugewerbe und «sonstige Dienstleistungen» auf. Migrantinnen, insbesondere diejenigen aus Nicht-EU-Ländern, sind vorwiegend in haushaltsnahen Berufen sowie im Verkauf beschäftigt. AusländerInnen verdienen insgesamt rund 14% weniger als SchweizerInnen; am schlechtesten bezahlt sind die Migrantinnen aus Nicht-EU-Ländern. NordeuropäerInnen

sind hingegen relativ selten im Tieflohnbereich anzutreffen. Männer, sowohl Schweizer wie Ausländer, haben besseren Zugang zu Vorgesetztenfunktionen als Frauen, für MigrantInnen aus Ländern ausserhalb Europas stehen die Chancen auf eine solche Stellung am schlechtesten. Immer mehr Dreck- und Versorgungsarbeit, welche die einheimischen Frauen aufgrund ihrer Erwerbstätigkeit nicht mehr umsonst leisten, wird an schlecht bezahlte ausländische Dienstleistende delegiert.

Die asymmetrische Arbeitsteilung und die ungleichen gesellschaftlichen Positionen zwischen einheimischen und «ausländischen» Frauen und Männern wahrnehmbar zu machen, heisst auch, Machtverhältnisse zu thematisieren. Sie nachhaltig in Frage zu stellen, könnte das unsichtbare Fundament unserer Gesellschaft erschüttern.

Für Migrantinnen führen das regelmässige Lohneinkommen und der Ausbruch aus dem «Privaten» häufig zu einer Veränderung ihres Geschlechterverhältnisses. Frauen der Migration gewinnen, auch unter schlechten Lohnbedingungen, nicht selten an Autonomie und Entscheidungsbefugnissen über das Familieneinkommen. Dies ermöglicht ihnen auch die Teilnahme am öffentlichen Leben, wiewohl in sehr begrenztem Masse. Die wirtschaftlichen Bedingungen öffnen Migrantinnen, innerhalb des engen Rahmens der AusländerInnenengesetze, Handlungsräume, in welchen sie ihre bisherigen Rollenverpflichtungen mit eigenen und fremdbestimmten Erwartungen verknüpfen und innovative Orientierungsmuster entwickeln. Die vielfältigen Lösungsversuche, Familien- und Erwerbsarbeit in Einklang zu bringen, führen zu einer grossen Vielfalt der Migrantinnen-Biographien. Aufgrund ihrer Migrationserfahrung haben sich Migrantinnen oft ein komplexes Wissen und grosse geistige Beweglichkeit erworben, die sie aber meist nicht in ihren Kompetenzen entsprechende Tätigkeiten einbringen können.

ANNI LANZ

Solidarité sans frontières

RÉSUMÉ

La perspective de «l'homme blanc» est une perspective d'en haut, qui se distingue par un pont de vue limité. Une perspective de genre qui établit une différenciation selon les origines montre un champ bien plus large, déterminé par des rapports de pouvoir et de violence.

La séparation entre affaires publiques et affaires privées, point angulaire du système patriarcal, est particulièrement marquée dans la politique migratoire. Les femmes migrantes ne sont perçues que comme accessoires de la vie privée d'hommes migrants. Des femmes qui migrent de façon indépendante sont stigmatisées comme femmes «affranchies»

(ungebundene) et donc librement disponibles. La violence contre les femmes est interprétée partout comme «affaire privée» qui ne regarde qu'elles-mêmes. Pour les femmes migrantes cependant, la sortie du «privé» signifie fréquemment plus de pouvoir de décision et de participation à la vie publique – quoique limité au cadre restreint des lois pour étrangers-ères dans les pays d'accueil. Les expériences de migration et les stratégies multiples pour harmoniser vie de famille et travail salarié mènent à une grande diversité de biographies de femmes migrantes et souvent à des compétences remarquables que celles-ci développent, mais qui sont rarement reconnues ici.

¹ Brigitte Young: Genderregime und Staat in der globalen Netzwerk-Ökonomie, in: Prokla 111, Globalisierung und Gender.

Les femmes immigrées

comme productrices de lien social en milieu urbain

Dans le domaine des études migratoires, la femme a souvent été considérée comme une «auxiliaire» aux faits de mobilité, tout comme si elle n'avait pas occupé une place et joué un rôle, presque toujours différents des hommes, c'est bien vrai, mais non moins importants pour autant dans les sociétés

concernées par ces phénomènes. La femme migrante, surtout en raison des différences dans ses connaissances et ses pratiques spatiales et relationnelles par rapport à l'homme migrant, constitue pourtant un élément déterminant dans les tentatives de compréhension des dynamiques migratoires, dans le pays d'origine comme dans le pays d'accueil.



Cela dit, les études et les analyses qui concernent l'immigrée persistent à la considérer plus comme un «sujet problématique» que comme un individu à part entière à même de jouer un rôle actif et «productif» dans la société hôte. L'attention accordée par les chercheurs, les praticiens et les décideurs à ses difficultés de compréhension d'une organisation sociale et de coutumes non usuelles pour elle, à la situation de marginalisation dans laquelle elle s'est souvent retrouvée et parfois dans laquelle elle se retrouve encore dans la société hôte a, de fait, «caché» et «fait oublier» les ressources et les potentialités de la femme immigrée. Ressources et potentialités qui jouent ou peuvent jouer un rôle important

dans la production de nouveaux liens sociaux dans le contexte urbain d'accueil dans lequel elle vit.

À LA RECHERCHE DES LIEUX GENRÉS

Les réflexions et les exemples qui suivent nous viennent de trois recherches dans lesquelles, tout en étant axées sur des sujets de recherche plus vastes, la femme immigrée et les questions de genre ont fini par occuper une place importante dans la réflexion sur le rôle des étrangers dans les contextes locaux et, plus en général, sur les relations à l'Autre¹.

Les espaces de rencontre et d'échange dans les contextes urbains ont souvent été «délimités» et sont encore gérés par les immigrés. Si les associations «étrangères» ressentent souvent une «affaire d'hommes», le besoin de repères et de rencontre de la part des femmes fait que la composante féminine joue un rôle central dans d'autres espaces moins connotés d'un point de vue ethnique, où étrangères et autochtones non seulement cohabitent mais échangent habituellement leurs savoirs, leurs envies, leurs soucis. La prédominance des femmes dans certains lieux peut conduire à la mise en place de nouvelles dynamiques relationnelles: «il y a des fois où des personnes qui arrivent ici sans nous expliquer ce qu'elles veulent, je ne sais pas elles n'osent pas je crois, mais enfin quand elles voient notre manière de fonctionner, qui n'est pas celle de bibliothécaires normales [pause] bon on voit bien qu'au bout d'un moment ces gens comprennent, se mettent à l'aise et prennent place comme si elles étaient chez elles. C'est ça je pense qui est important et qui vient je crois du fait que nous sommes surtout des femmes ici» (GLOB, responsable)².

UNE VOCATION CENTRÉE... SUR LA PRAXIS

Les lieux et les nœuds relationnels que les femmes immigrées fréquentent sont marqués par une forte présence féminine, sans pour autant être des espaces exclusivement «au féminin» ou bien «réservés aux étrangères». Fréquemment créés et/ou gérés par les femmes, ces lieux de rencontre et

ZUSAMMENFASSUNG
Sichtbarkeit der Ressourcen, Erringen von Gleichgewicht und Legitimität, Anerkennung von Kompetenzen, «andere» Handlungstypen - all dies sind Erfahrungseigenschaften und Hindernisse, die Zeit, Energie Flexibilität, und vor allem Selbstvertrauen erfordern. Ein Selbstvertrauen in ihre Mittel und Fähigkeiten, das Frauen, Migrantinnen sowohl als Einheimische, nicht immer besitzen, und die ihnen von Forschern, Politikern, und Mitbürgern nur zögernd zugestanden werden. Dazu kommt, dass nicht nur Widerstände seitens der lokalen Gesellschaft gegenüber den Ressourcen von Frauen im allgemeinen besiegt werden müssen, sondern auch Zweifel im Bezug auf ihre Fähigkeiten, eine Pionierrolle in der Produktion von sozialen Beziehungen zu spielen, und der Betreuung von sozialen Netzen und Bezugspunkten gewachsen zu sein.

¹ Il s'agit de la recherche FNR Racine J.-B., Marengo M., «Les lieux d'interculturalité. Le cas de l'agglomération de Lausanne», PNR39 (1999), de la thèse de doctorat de Marina Marengo «Les trajectoires migratoires: entre flux, filières et mythes. Le cas des Italiens du canton de Vaud (2001), et de la recherche en cours Racine J.-B., Marengo M., «Des villes pour vivre durablement ensemble», Fondation BCV.

² GLOB= Bibliothèque interculturelle Globlibres, Renens; FJ= Association «Français en Jeu», Lausanne; CI= Centre islamique de Lausanne.

D O S S I E R

d'échange constituent des «espaces de liberté» où les femmes, étrangères ou autochtones, s'expriment, échangent, transmettent, construisent. Il s'agit souvent d'espaces de discussion et de formation où la dimension réflexive est toujours présente, sans que la dimension pratique et concrète, celle liée au quotidien, ne soit pour autant perdue de vue.

Dans ces lieux, la composante genrée joue un rôle central dans la manière de concevoir et gérer le rapport à l'Autre, de se doter des outils conceptuels et théoriques nécessaires afin que la rencontre de l'Autre devienne une réalité. Cependant, la réflexion théorique n'est jamais dissociée d'une recherche incessante des outils indispensables aux actions concrètes. Ces outils pragmatiques sont incontournables dans l'activation des mécanismes nécessaires au tissage de nouveaux liens sociaux: «Je me suis toujours battue pour mes idées, mes idées politiques je dis. Mais là ce n'est pas que des idées, il faut des solutions ou proposer des solutions. Des choses concrètes, qui aident les gens, les idées c'est bien mais après il faut agir» (FJ, responsable).

La propension des femmes à la praxis est souvent accompagnée, voire couplée, à la souplesse - il faudrait peut-être dire flexibilité -, à une capacité d'adaptation aux situations les plus disparates: «Justement, voilà un des rôles; ce n'est pas prendre tout le monde comme ça, parce que chacune a son niveau, chacune a sa mentalité...on lui parle son langage à lui, plutôt à elle, il s'agit de femmes. Soit essayer de se mettre au niveau de la personne, que ce soit sur le plan intellectuel ou sur le plan éducatif; par exemple il y a certains points que, je ne sais pas, dans certaines traditions ils attachent de l'importance à ça que tu peux dans un autre pays non; donc il faut prendre en considération.» (CI, usagère/responsable).

DE L'ACCEPTATION À LA VALORISATION DES DIFFÉRENCES

La flexibilité conduit certaines de ces femmes à attribuer un poids et un rôle incontournables à la gestion des différences. Si la différence et sa gestion occupent une place centrale dans les réflexions et les actions quotidiennes, la plupart des femmes interpellées dans le contexte lausannois montrent en revanche peu d'intérêt pour les statuts sociaux des autres femmes qu'elles rencontrent et côtoient: «Oui, xxx elle est libanaise, elle est aussi étudiante; xxx elle est algérienne, elle étudie pas mais elle donne des cours de religion et sinon une qui s'appelle xxx, c'est aussi une Algérienne, qui travaille; sinon qui? Enfin beaucoup de femmes en fait aussi des Suissesses comme xxx, qui travaille, xxx, qui travaille pas, elle a des enfants, exceptera, il y en a beaucoup.» (CI, usagère).

Les dynamiques qui jaillissent de ces lieux et ces réseaux féminins prennent leur source d'une richesse fondée sur la multiplicité des origines, des parcours, des aspirations et des compétences individuelles: «Et vous savez ici dans ce quartier on est très différents mais en fait les femmes nous NOUS [elle indique l'ensemble de l'assemblée, toute composée de femmes] nous avons les mêmes soucis, les mêmes problèmes. Et nos enfants, et la sécurité dans le quartier et tout tout le reste. C'est plus facile de discuter et de faire quand on est que que des femmes» (CB, usagère). Les relations de pouvoir ou bien les relations liées aux appartenances sociales sont absentes ou, en tout cas, n'intéressent pas les femmes à ce stade de la création et de la gestion du réseau relationnel.

**DE REPRODUCTRICES « FAMILIALES »
À PRODUCTRICES DE LIENS SOCIAUX**

Considérées comme des qualités « naturelles » des femmes, habituées depuis toujours à assumer les tâches les plus diversifiées dans le cadre familial (dans les sociétés traditionnelles tout comme dans les sociétés « avancées »), la flexibilité et la souplesse peuvent être considérées des ressources indispensables dans le (re)tissage des liens sociaux, dans la gestion des relations de proximité auxquelles les femmes sont particulièrement sensibles, dans la recherche d'un équilibre des genres ainsi que dans la reconstruction d'un dialogue intergénérationnel.

Les attentes des femmes sont nombreuses mais ce que les sociétés locales peuvent attendre d'elles et de la valorisation de leurs ressources spécifiques est encore plus fondamental, voire capital, dans le cadre des processus de (re)définition des contextes urbains actuels. Cependant, les femmes doivent faire front à un changement de mentalité lent et tortueux, à un manque de reconnaissance et de légitimité des initiatives qu'elles soutiennent. Leur volonté de ne pas opter pour des choix « faciles mais utiles » au détriment des bénéficiaires de leurs initiatives, les conduit parfois à des choix radicaux qui excluent les compromis, les compromis politiques en particulier: « On n'est pas intégrés dans quelque chose. D'une part nous on a toujours beaucoup insisté pour garder une indépendance. Parce que ça nous semble indispensable dans ce travail. Parce qu'il faut pouvoir choisir suivant les besoins effectifs. Quelquefois quand on va dans d'autres bibliothèques... ils sont obligés d'acheter là ou là, de respecter tel prix. Alors que nous avons toute liberté d'achat: dans les pays où l'on veut, avec qui l'on veut... Mais d'autre part on n'est ni reconnu ni intégré dans rien de stable. Donc la bibliothèque, elle peut fermer dans quelques mois s'il y a plus d'argent. C'est comme ça... On est arrivé assez près de ne plus avoir rien du tout. Puis on a lancé des appels. C'est reparti. Mais elle n'a pas une garantie d'existence » (GLOB, responsable).

MARINA MARENGO
Université de Lausanne

« [Paola] I miei genitori avevano allora un appartamento molto piccolo, lavoravano tutti e due e così hanno deciso di portarmi in Italia, da mia nonna. Ma pare che io lì non stessi bene. Allora mi hanno riportata in Svizzera. »

« A quattro anni e mezzo sono ritornata in Italia, dalla nonna paterna.

Sono rimasta con lei sei mesi, finché lei è morta.
[.....]

Allora i miei genitori hanno deciso di riportarmi in Svizzera e hanno tentato di farmi fare la scuola materna. [.....]

Fino a sei anni sono andata al Kindergarten, a Zurigo.

[.....] Mia madre ha dovuto essere ingessata e così io sono rimasta in Italia da una zia. Vedevo che tutti i bambini andavano a scuola e dicevo che anch'io volevo andare a scuola.

I miei genitori che come tanti altri italiani pensavano di rimanere in Svizzera solo un anno o due, hanno detto « Va bene, vai a scuola in Italia, la zia ti può tenere e tra un anno, massimo due, veniamo anche noi ».

► p. 18 . . .

LA TRAITE DES FEMMES DANS LE CONTEXTE DES PROCESSUS D'EXCLUSION ET DE DIFFÉRENCIATION

Cet article part d'une recherche qui examine la traite des femmes dans le contexte de la formation d'un marché mondial de la main-d'œuvre et de la division internationale du travail entre les genres. La recherche met en évidence, pour la Suisse, les processus d'exclusion et de différenciation comme un des éléments constitutifs de la situation de ces femmes.

Les femmes interviewées travaillent comme danseuses de cabaret, prostituées, employées de ménage et épouses, ces domaines n'étant pas toujours bien délimités. Il y a une recrudescence de la demande de main-d'œuvre féminine pour des tâches de reproduction socialement peu valorisées, en particulier dans le travail ménager et des métiers du sexe.

Le recrutement et l'engagement de ces femmes se fait dans un contexte d'ethnisation des différences et d'attributions selon le genre, renforcées et légitimées par la politique d'immigration. Ces femmes font ainsi l'objet de processus de déclassement et de marginalisation sociale. Elles n'obtiennent que des autorisations de séjour de courte durée comme danseuses de cabaret, ou, en cas de mariage, d'autorisations à l'année. De par la loi elle-même, elles se voient donc juridiquement subordonnées et dépendantes de leurs employeurs, propriétaires de cabarets ou maris, qui disposent de ce fait d'une marge de manœuvre étendue, ce qui perpétue l'ordre établi des relations entre les genres.

Malgré leurs conditions sociales extrêmement difficiles, ces femmes ne sont pas qu'objets de violence et de mécanismes d'exclusion, mais elles développent des stratégies créatives qui s'inscrivent pourtant dans un contexte fort paradoxal : bien qu'elles soient victimes d'actes de violence, la protection juridique fondamentale, la sécurité de la personne ainsi que l'accès à l'ensemble des droits constituant les droits de l'homme leur sont niés à cause des mécanismes d'exclusion sociale. Pourtant, elles réussissent à s'opposer à ces déterminations structurelles en développant des perspectives d'action qui se situent entre adaptation et résistance. Leur participation à cette recherche peut être interprétée comme l'expression de leur volonté de faire reconnaître publiquement le phénomène de la traite des femmes et de créer par-là des changements sociaux.

Frauenhandel

im Kontext von Exklusions- und Differenzierungsprozessen¹

Die Anwerbung und Vermittlung von Betroffenen des Frauenhandels in der Schweiz spielt sich im Kontext ethnisierter und rassisierter geschlechtsspezifischer Differenzen ab. Entsprechend erfahren unsere Interviewpartnerinnen Reduzierungs- und Verobjektivierungsprozesse², die sich in ihrem untergeordneten rechtlichen Status sowie in gesellschaftlicher Deklassierung und Marginalisierung manifestieren. So erhalten sie einzig eine Kurzaufenthaltsbewilligung als Cabaret-Tänzerinnen oder eine Jahresaufenthaltsbewilligung durch Verheiratung, was sie in starke Abhängigkeit von Cabaret-Besitzern und Ehemännern bringt.

FRAGESTELLUNG RESP. ZIELSETZUNG

Ausgehend von der Prämisse, dass das Phänomen des Handels mit Frauen aus Afrika, Asien, Lateinamerika und Osteuropa als Folge der internationalen und geschlechtsspezifischen Arbeitsteilung innerhalb des globalisierten Weltarbeitsmarktes zu verorten ist, werden in der vorliegenden Untersuchung Fragen nach den gesellschaftlichen Voraussetzungen von Frauenhandel in der Schweiz erforscht. Dabei konzentrieren wir uns auf die Lebenswelt von betroffenen Frauen. Fokussiert werden die Schnittstellen zwischen individuellen Erlebnissen und Möglichkeiten sowie strukturellen Gegebenheiten und Zwängen, denen betroffene Migrantinnen ausgesetzt sind.

¹ Dieser Beitrag basiert auf dem Forschungsprojekt «Gesellschaftliche Determinanten des Frauenhandels aus der Perspektive betroffener Migrantinnen in der Schweiz», welches die Autorinnen im Auftrag vom FIZ – Fraueninformationszentrum für Frauen aus Afrika, Asien, Lateinamerika und Osteuropa – im Rahmen des Nationalen Forschungsprojektes 40 «Gewalt im Alltag und Organisierte Kriminalität» des Schweiz. Nationalfonds zwischen November 1998 und Juli 2000 durchgeführt haben.

² Der Begriff «Verobjektivierung» bezieht sich in diesem Zusammenhang auf die Konstruktionsprozesse, die durch objektive Verhältnisse, in Form staatlicher Institutionen und Diskurse erzeugt werden. [...]» (Gutiérrez Rodríguez 1999, S. 97).

In diesem Kontext baut der Schwerpunkt der Untersuchung auf folgender These auf:

Die in den westlichen Metropolen erfolgende Zuweisung von reproduktiven Arbeitsleistungen an Frauen aus Ländern des Südens und Ostens basiert auf der Naturalisierung³ von Unterscheidungen, die aufgrund von Geschlecht, geographischer Herkunft und weiteren sozialen Unterschieden getroffen werden. Diese Merkmale werden dazu benutzt, ihre Ausbeutung, ihre Verfügbarkeit und damit die Unsichtbarmachung ihrer Arbeitsleistungen zu rechtfertigen. Gleichzeitig steht diese Zuweisung im Kontext der Kolonialgeschichte wie auch der damit verknüpften Rassierungs- und Ethnisierungsprozesse durch den Nationalstaat.

Auf dieser Grundlage stehen im Mittelpunkt der Analyse folgende Problembereiche:

1. Die Vermittlungsmechanismen und Nachfragefaktoren, die Abhängigkeits- und Zwangsverhältnisse hervorrufen.
2. Die durch Frauenhandel charakterisierten Lebens- und Arbeitsbedingungen betroffener Migrantinnen.
3. Die Handlungsansätze und -perspektiven betroffener Frauen.

Hierbei gehen wir von der Annahme aus, «dass Subjekte einen individuellen Umgang mit den Ereignissen ihres Lebens entwickeln. Doch dieses Handeln [und Wissen sind] über das Zustandekommen verschiedener sozialer Momente in einem Subjekt gesellschaftlichen Bewegungsgesetzen unterworfen. Das, was sich als individuell im Subjekt zeigt, ist daher nur als gesellschaftlich Vermitteltes zu denken. Handeln kann immer nur als gesellschaftlich Vermitteltes verstanden werden» (Gutiérrez Rodríguez 1999, S. 65).

Demnach verweisen die biographischen Erzählungen auf die gesellschaftlichen Strukturen, in denen wir situiert sind. Die Lebensgeschichten zeigen, dass Frauenhandel in der Schweiz im Kontext gesellschaftlicher Bedingungen und in der Verflechtung verschiedener Macht- und Herrschaftsverhältnisse hervorgebracht wird.

DIE NATURALISIERUNG VON UNTERSCHIEDEN: MIGRANTINNEN ALS VERTRETERINNEN «TRADITIONELLER» WEIBLICHKEITSKONZEPTE

Unsere Datenanalyse verdeutlicht, dass die spezifische Nachfrage nach Dienstleistungen, die an den «weiblichen» Körper und an bestimmte Funktionen gebunden sind und wofür Frauen als besonders geeignet gelten, die Situation unserer Interviewpartnerinnen stark beeinflussen. Es zeigte sich, dass die Konstituierung eines Subjekt-Objekt-Verhältnisses zwischen Männern, d.h. Freien, Ehemännern, und Betroffenen des Frauenhandels als Basis einer von Unterdrückung und Reduzierung geprägten Beziehung fungiert. So werden unsere Gesprächspartnerinnen auf die Rolle der bedürfnislosen Haushälterin und/oder auf die Funktion eines verfüg- und ausbeutbaren Objekts des männlichen Begehrens reduziert. Dieses Subjekt-Objekt-Verhältnis basiert einerseits auf der Unterstellung eines «Modernitäts-Defizits»⁴, welches Migrantinnen als Vertreterinnen «traditioneller» Gesellschaftsstrukturen und Weiblichkeitskonzepte versteht. Andererseits bildet der konstruierte Gegensatz zwischen weiblicher Unterlegenheit resp. Unterordnung und männlicher Überlegenheit resp. Souveränität die Grundlage dieses dichotomen Verhältnisses. Legitimiert wird dieses Ungleichheitsverhältnis durch die Naturalisierung von Eigenschaften, d.h. aufgrund rassistisch und geschlechtsspezifisch begründeter Zuschreibungen.

Soziale Unterschiede werden auf diese Weise zu natürlichen und damit unhinterfragten Ungleichheitsverhältnissen.

In dieser Logik haben (weisse) Männer Anspruch auf die Erfüllung sexueller, emotionaler und kommerzieller Bedürfnisse, welche aufgrund der abhängigen Position betroffener Frauen gewaltsam durchgesetzt werden können. Dabei erscheint Geschlecht als eine Ungleichheitskategorie, die untrennbar mit weiteren Differenzierungskategorien wie Rasse und Ethnie verknüpft ist und sowohl die männliche Subjektivität als auch den Objektstatus von Frauen bestätigen. Die Lebenssituation der von uns interviewten Frauen ist also durch die Überschneidung verschiedener Differenzierungsprozesse charakterisiert, denen in einer dichotomen Logik aus der Perspektive der hiesigen Gesellschaft die Position der Ungleich- resp. Untergeordneten gemeinsam ist.

³ Das bedeutet, dass antagonistische gesellschaftliche Verhältnisse vor dem Hintergrund angeblicher biologischer Unterschiede erklärt werden.

⁴ Apitzsch, Ursula (1996): Frauen in der Migration. In: Frauen in der Einen Welt. Zeitschrift für interkulturelle Frauenalltagsforschung. 7. Jg., Heft 1, Nürnberg, S. 9 – 25.

RESTRIKTIVE AUSLÄNDERINNENGESetze VERSTELLEN DEN BLICK AUF DIE PROFITEURE DES FRAUENHANDELS

Wie die Datenanalyse verdeutlicht, sind die Profiteure des Frauenhandels in erster Linie HändlerInnen, VermittlerInnen, Freier, Ehemänner, ArbeitgeberInnen und Cabaret-BesitzerInnen sowie auch der Staat⁵. Die restriktiven Einwanderungsbestimmungen für Migrantinnen aus Ländern ausserhalb der Europäischen Union tragen dieser Tatsache nicht Rechnung. Wie unsere Untersuchung aufzeigt, ist Frauenhandel eine Form der internationalen und geschlechtsspezifischen Arbeitskräfteanwerbung, die eine bestimmte Nachfrage nach Migrantinnen für den sexuellen, emotionalen und häuslichen Bereich bedient.

Vor diesem Hintergrund ist festzustellen, dass weitere Restriktionen im AusländerInnengesetz für Frauen aus Ländern des Südens und Ostens – wie sie in der aktuellen Revision vorgesehen sind – die Bedingungen von Frauenhandel nicht ändern, sondern weitere Voraussetzungen für Ausbeutung und Menschenrechtsverletzungen schaffen.

HANDLUNGSSTRATEGIEN ZWISCHEN ANPASSUNG UND WIDERSTAND

Trotz dieser antagonistischen gesellschaftlichen Verhältnisse zeigen die Biographien betroffener Frauen, dass sie nicht einfach Objekte von Gewalt und Ausgrenzungsmechanismen sind. Ihre Handlungsstrategien und ihre Lebensperspektiven lassen sich durch einen aporetischen, d.h. paradoxen Zustand beschreiben⁶. Denn ihr Handeln und ihre Erfahrungen formieren sich im Kontext struktureller Bedingtheiten, die Handlungsnotwendigkeiten hervorrufen, um ihre Lebens- und Arbeitssituation zu verändern. So bemühen sie sich, dieser strukturellen Determinierung mit neuen Handlungsperspektiven im Spannungsverhältnis zwischen Anpassung und Widerstand zu begegnen. Durch die Dynamik der Bewegung, das Abwägen von Möglichkeiten sowie den Rekurs auf psycho-soziale und rechtliche Unterstützung⁷ versuchen unsere Interviewpartnerinnen, auf die Herrschaftsverhältnisse hinzuweisen sowie die ihnen aufgezwungenen Lebenskonstellationen zu beeinflussen. Obwohl sie sich durch den Status der «Ausländerin» stark mit Ein- und Ausschlusspraktiken konfrontiert sehen und ihr Aufenthalt in der Schweiz durch

⁵ So arbeiten beispielsweise in der Schweiz monatlich rund 2000 Cabaret-Tänzerinnen mit einer Kurzaufenthaltsbewilligung. Zusammen bezahlen sie jährlich rund 25 Millionen Franken Quellensteuer und Sozialabgaben, ohne davon profitieren zu können. Denn sie zahlen beispielsweise Beiträge an die Arbeitslosenversicherung, ohne bezugsberechtigt zu sein, und erhalten bei der Ausreise aus der Schweiz auch ihre AHV-Beiträge kaum je zurück (vgl. Le Breton Baumgartner, Maritza; Bertschi, Susanne (1995): Die Feminisierung der Migration und der Druck neoliberaler Politik. In: OLYMPE, Feministische Arbeitshefte zur Politik. Heft 4, Zürich, S. 48 – 61, S. 52f.). – Über Umsätze und Gewinne im Bereich Frauenhandel und Prostitution liegen bis heute keine zuverlässigen Zahlen vor (vgl. Bundesamt für Polizeiwesen (BAP) (1998): Szene Schweiz. Drogen, Falschgeld, Organisierte Kriminalität, Menschenhandel. Lagebericht Nr. 2, Bern 1998, S. 34).

⁶ Vgl. Gutiérrez Rodríguez, Encarnación (1999): Intellektuelle Migrantinnen – Subjektivitäten im Zeitalter von Globalisierung. Eine postkoloniale dekonstruktive Analyse von Biographien im Spannungsverhältnis von Ethnisierung und Vergeschlechtlichung. Opladen.

⁷ In diesem Kontext ist beispielsweise die Arbeit des FIZ in Form von Beratung und Begleitung sowie rechtlichem Beistand zu verorten.

eine ständige Rechtsunsicherheit charakterisiert ist, so beispielsweise im Fall der Auflösung einer von Gewalt geprägten ehelichen Beziehung, lehnen sie die Verobjektivierungsverhältnisse ab. Trennungs- und Scheidungsbegehren zeigen, dass sie nicht bereit sind, die erzwungene Abhängigkeit und die Gewaltbedingungen zu akzeptieren und sich für Selbstbestimmung einsetzen. Vor diesem Hintergrund widersprechen die Biographien unserer Interviewpartnerinnen verbreiteten Klischeedarstellungen von Opfern und Täterinnen resp. Heldinnen. Vielmehr müssen ihre Lebens-

und Arbeitsbedingungen und somit ihre Existenzweisen in der Schweiz nicht als selbstbestimmt erachtet werden, sondern als Folge struktureller Bedingtheiten. Diese Verhältnisse sind mit dem Handeln einzelner Subjekte nicht zu überwinden, sondern verweisen auf die Notwendigkeit gesellschaftlicher Veränderungen.

**MARITZA LE BRETON
UND URSULA FIECHTER**



Etre femme et clandestinisée¹ :

Pistes de réflexion

Pourquoi parler de la clandestinisation et de son influence sur la femme immigrée? Cet intérêt répond à quelques constatations: la présence croissante de la femme dans le processus migratoire²; présence qui malgré son importance numérique et qualitative, a été (et est encore) négligée dans beaucoup d'études sur la migration. Etant donné que la migration féminine est en hausse, le fait de parler de migration clandestinisée pourrait bien signifier qu'une partie importante des femmes sont touchées par cette réalité. Pourquoi cette expérience peut-elle être différente de celle des hommes? Le contexte façonne d'une manière différente la femme et l'homme; leurs rôles sont différents et ils varient d'une société à l'autre. Prendre en considération cette particularité est une tentative pour éviter un biais ethnocentrique.

Or, l'objectif de cet article est de mettre en évidence que malgré la clandestinisation, la femme immigrée latino-américaine peut reconstruire son expérience à travers d'autres lignes identitaires. Cet article va être divisé en deux parties: tout d'abord, nous allons définir ce que signifie la clandestinité. Ensuite, il s'agit d'esquisser comment la femme se définit dans ce contexte.

I. LA CLANDESTINISATION SUISSE

«L'illégalité c'est vivre comme des rats; toujours dans son trou, très attentif pour sortir...comme un animal caché: si on sort, on court déjà des risques. C'est très triste ne pas pouvoir dire aux autres où on habite; non on ne sait jamais qui est qui ...» (femme péruvienne).

Parler de la clandestinisation suisse suppose le fait de mettre en évidence l'existence d'un «univers en construction». Celui-ci se présente comme le résultat des inégalités de développement dans les pays du sud comme dans les pays du nord, ce qui crée un excédent de main d'œuvre dans le sud et une demande de main d'œuvre bon marché dans le nord surtout dans le secteur des services³. La migration se présente donc comme une réponse à la pauvreté; les gouvernements du sud, chaque fois plus affaiblis, sont loin de répondre aux besoins concrets de la population; au contraire, dans beaucoup de cas, la migration apparaît comme une source importante de devises et une ressource pour éviter des tensions sociales. Dans les pays du nord, à partir des années 70, les frontières se ferment en raison de la crise économique en produisant des immigrés «clandestinisés»⁴, c'est-à-dire de personnes qui n'ont pas une existence légale et qui sont privées de tout droit.

¹ Les réflexions suivantes sont inspirées d'une thèse de doctorat en cours sur le mode de vie des femmes latino-américaines clandestinisées. Il s'agit d'une recherche qualitative de type compréhensive qui utilise comme technique principale des entretiens individuels de femmes qui habitent en Suisse de manière illégale. Elles vont se limiter aux femmes ayant un projet économique de type familial, c'est-à-dire, le projet où la femme émigrée (mère de famille ou fille de la famille) doit envoyer de l'argent régulièrement pour rembourser les dettes du voyage et apporter au budget familial (atteindre des meilleures conditions de vie). Au début, la durée du séjour est envisagée pour 2 ou 3 ans. Finalement, il faut noter que le terme de «clandestinisée» met l'accent sur le caractère extérieur au migrant qui produit des clandestins (voire des politiques migratoires ainsi comme le contexte des développements inégaux entre les pays du sud et du nord) Cf. BOLZMAN, C. (1999), «Migrations, pauvreté et processus d'exclusion: le rôle des politiques d'immigration» in CHYTIL, O. & SEIBEL, F. (Ed.), *European Dimensions in Training and Practice of Social Professions*, Ed. Albert, Vokovice.

² Différentes statistiques montrent que les femmes constituent la moitié de la population des immigrants dans le monde. Cf. ZLOTNIK H., «The South-to North Migration of women» in *International Migration Review*, Vol.xxix, N° 1, pp.229-254.

³ Cf. SASSEN S., «Notes on the incorporation of Third World Women in to Wage-labor through Immigration and Off-shore production» in *International Migration Review*, 18(4), pp.1144-1167. Voir également STIER H., TIENDA M., *Family, Work and Women: The Labor Supply of Hispanic Immigrant Wives*. *International Migration Review*, 26(4), pp.1291-1313

⁴ En Suisse, la politique migratoire a été basée jusqu'en 1998 sur le modèle des 3 cercles qui a été ensuite remplacé par le modèle d'admission binaire qui prévoit l'octroi d'une autorisation initiale de séjour aux personnes qui exercent une activité lucrative seulement s'il s'agit de ressortissants de l'UE et de l'AELE. Aux personnes en provenance d'autres États, les autorisations initiales ne s'octroient que de manière exceptionnelle et s'il s'agit de personnes hautement qualifiées qui sollicitent une autorisation pour l'exercice d'une activité déterminée avec une durée limitée. Cf. Politique d'admission suisse en matière d'étrangers et de marché de l'emploi. Directives OFE A 314.1

Cet univers en construction suppose aussi la présence d'une structure invisible, d'une cohabitation formellement inexistante; condition, à la fois, primordiale pour la reproduction au jour le jour de ce mode de vie. Comment décrire cette «structure invisible»?

Dans ce «monde», il y a des aspects ambivalents qui cohabitent: d'une part, les jalousies, les envies, la méfiance, les dénonciations, etc.; d'autre part, une certaine «solidarité» (de caractère informel et formel⁵) où il y a un échange de services qui rend possible l'existence de cette structure illégale. De même, il y a des règles implicites, auxquelles il faut adhérer. Par exemple le fait de «ne pas compromettre d'autres clandestins en cas de contrôle policier».

D'ailleurs, il faut soulever l'existence d'endroits de «rencontre» (par exemple les arrêts de bus). C'est là que l'on établit des contacts avec d'autres personnes qui se trouvent en situation «irrégulière» ou que l'on s'informe sur les endroits où l'on peut rencontrer d'autres gens, etc. Cela permet de connaître les conditions de clandestinisation et la marge de négociation dans différentes dimensions.

De plus, cette structure amène à considérer l'importance de la personne «contact»⁶. En effet, elle exerce une influence dès la prise de décision d'émigrer jusqu'à l'adaptation au pays de réception (modes de comportements quotidiens, nouveaux codes sociaux, expressions de la langue du pays, orientation spatiale, etc.) et l'introduction à la clandestinité suisse (à ce que cela signifie: types de comportements, réponses à la peur, comment se mobiliser, que faire, comment chercher un travail, transmission des savoir-faire: comment faire les nettoyages, quels produits utiliser, etc.).

Ce contact assure également la satisfaction des besoins fondamentaux comme le logement, la nourriture (au moins pour quelque temps), le travail (qui se trouve grâce aux contacts et aux relations) ainsi que l'intégration dans un réseau social (fréquemment d'autres latino-américaines).

La personne clandestinisée s'intègre dans ce milieu: elle participe, reproduit les conditions de la clandestinité; elle devient, à son tour, un contact pour une nouvelle émigrée, elle assume des comportements spécifiques dans le but de ne pas se faire

remarquer, elle connaît des personnes qui sont dans la même situation et avec qui elle partage un même vocabulaire, des mêmes thèmes, des sentiments et des stratégies semblables.

II. COMMENT L'IMMIGRÉE CLANDESTINISÉE CONSTRUIT-ELLE SON EXPÉRIENCE ?

Schématiquement, on peut distinguer deux profils de femmes clandestinisées.

Femmes avec éducation primaire ou secondaire, âgées entre 40 à 50 ans, provenant d'un milieu social défavorisé et travaillant dès l'enfance (travail de ménage, garde d'enfants ou travail dans un petit commerce ou sur un marché).

Le fait d'être déjà en Suisse représente, pour elles, la grande opportunité pour «s'en sortir», autrement dit pour atteindre des conditions de vie dignes. Dans ce groupe, il y a des femmes qui sont en Suisse avec leur famille (partenaire et enfants) et des femmes seules avec des enfants restés dans le pays d'origine.

C'est le rôle de mère qui définit leur identité: «c'est à cause de mes enfants», «une mère veut toujours donner le meilleur à ses enfants...», «on ne peut pas regretter d'être venue en Suisse; le fait de sortir pour construire quelque chose de bien pour les enfants, c'est positif». L'accomplissement de ce rôle, comme elles le comprennent, passe par le fait de se sentir active face à la pauvreté et par leur «sacrifice» nécessaire: «malgré le fait d'être loin de mes enfants, j'ai toujours de l'argent à leur envoyer, ils ne vont pas souffrir du manque de nourriture ou de logement». C'est là que se définit la validité de l'expérience: le sacrifice (être loin de ses enfants, dans un autre pays, où elle ne parle pas la langue, etc.) va rendre possible le fait que les enfants aient un autre type de vie (notamment pouvoir étudier). Leur réalisation personnelle et comme «sujet» passe par la propre réalisation de leurs enfants.

Femmes avec un niveau d'instruction plus élevé, âgées entre 20 et 35 ans, provenant d'une couche sociale moyenne à basse, ayant une formation supérieure (secrétaire, étudiante à l'université, etc.) ou qui occupaient des postes dans l'administration publique.

ZUSAMMENFASSUNG

Dieser Artikel soll verdeutlichen, dass illegal hier lebende lateinamerikanische Immigrantinnen ihr Leben auch auf der Basis anderer Identitäten als der einer Illegalen aufbauen können. Im Falle jener Frauen, deren wirtschaftliches Projekt familiär begründet ist, gibt es eine starke Identifikation als «Mutter» oder «Tochter», die für den Unterhalt der Familie verantwortlich ist. Die Erfahrungen der illegalen Lebensweise und der «Aufopferung» erhalten ihren Wert durch die Möglichkeit, die Lebensbedingungen der Kinder, Eltern oder anderer in den Heimatländern verbliebener Familienangehöriger zu verbessern. Diese Identität erwächst somit aus der Rolle als Mutter. Allerdings ist diese Mutterrolle nicht frei von Spannungen. Aus ihren Heimatländern, in denen sie sich ausserstande sahen, ihren Kinder ein würdevolles Leben zu ermöglichen, emigrierten diese Frauen, um diese Spannungssituation zu auflösen. Doch in den Zielländern erhält diese Spannungssituation, anstatt eliminiert zu werden, neue Nuancen. Obwohl regelmässig Geld geschickt wird, verursacht die räumliche Trennung auch Gewissensbisse, die häufig dazu führen, dass die Mütter ihre Kinder nachreisen lassen. Die Illegalität der Mütter führt somit zu einer paradoxen Situation: Zum einen müssen die in den Heimatländern zugelassenen Kinder mit der Abwesenheit ihrer Mutter zurechtkommen, zum anderen müssen die nachgereisten Kinder mit dem Leben in der Illegalität zurechtkommen, für das sie Gründe weder kennen noch verstehen.

⁵ Par exemple, de la part d'autres clandestinisées ou d'autres personnes ou des institutions humanitaires. Cf. théorie institutionnelle de la migration. Voir MASSEY D., ARANGO J. & alii. «Theories of International Migration: A Review and Appraisal» in Population and Development Review, 19, NO 3, 1993, pp.431-463.

⁶ La personne contact peut être une amie ou des amis, un membre de la famille, une connaissance, etc.

[.....] Questa zia è diventata per me una mamma.

L'ho conosciuta quando avevo quattro anni e mezzo e sono stata con lei per tutto il tempo delle elementari.

La zia era diventata la mia mamma e i miei genitori, che vedevo due volte l'anno, erano diventati degli intrusi.

Ricordo le scene tremende che succedevano quando veniva mia madre a trovarmi e io mi chiudevo nel bagno perché non volevo vederla.»

Questa ragazza, oggi trentenne, che mi ha confidato in una lunga intervista la sua vita, fa parte di un gruppo di sette donne italiane in Svizzera che ho intervistato alcuni anni fa. I loro destini sono più o meno tragici - la ragazza dell'intervista è diventata più tardi eroinomane e lo è rimasta per molti anni. Grazie alla sua forza di volontà e all'aiuto che ha trovato in una casa di cura, ha potuto uscire dalla droga ma non dalla malattia presa durante gli anni bui.

► p. 36 . . .

Il s'agit de femmes ayant des enfants qui sont restés dans leur pays d'origine ou de femmes célibataires ayant la responsabilité d'aider leurs parents. Ces femmes ressentent une perte de statut au niveau professionnel et social.

«Là-bas, j'occupais un poste de travail où j'étais valorisée... ici, je suis une bonne ...c'est dur, très dur... et penser que chez moi, on avait quelqu'un qui travaillait pour nous...»

Toutefois, cette identité est définie de manière momentanée. Elles n'ont pas comme centre de référence la Suisse mais le pays d'origine où elles revendiquent une identité des mères courageuses qui se sacrifient pour donner à leurs enfants la possibilité d'avoir une vie digne ou une identité de filles aînées courageuses qui sacrifient leurs études pour aider leurs parents. L'expérience est valorisée par l'accomplissement de leur objectif économique, soit en remplissant le rôle de mère célibataire ou celui de fille aînée de la famille.

Il faut considérer finalement que l'âge est un élément important. Même s'il s'agit d'un projet économique familial, ces femmes cherchent aussi à réaliser quelques intérêts personnels: «...tout ce temps que je vais rester en Suisse en me cachant et ayant peur, est-ce seulement pour payer mes dettes? Non, pas du tout. J'aimerais avoir mon épargne et satisfaire mes aspirations personnelles».

CONCLUSION

C'est à partir du rôle de mère que l'identité de ces femmes est construite. Toutefois, ce rôle de mère est vécu avec tension. Bien que les besoins économiques soient satisfaits (par l'envoi de l'argent), les besoins émotionnels sont mis entre parenthèses. Il y a une espèce de remords d'avoir quitté l'enfant. Ces femmes ont alors tendance à le faire venir:

«J'ai toujours voulu emmener mon fils avec moi, jusqu'au maintenant je n'ai pas encore pu le faire mais la majorité de mes amies ont pu le faire. Elles sont ici avec deux enfants et moi, qui n'en ai qu'un, pourquoi je devrais être la seule qui est sans son fils?»

Cela n'est pas sans conséquence sur le comportement actuel. C'est ainsi que cet amour maternel est projeté sur d'autres enfants (bien évidemment, les enfants qu'elles gardent). C'est comme ça qu'elles accomplissent en quelque sorte le fait d'être mère à distance: «je suis toujours entourée d'enfants et je les garde comme s'il s'agissait de mon fils; ils remplissent un vide et de cette façon ma vie est plus supportable». Voilà un autre paradoxe de la réalité de la clandestinisation féminine: d'une part, il y a des enfants restés dans le pays d'origine qui doivent affronter l'absence de leurs mères; d'autre part, il existe des enfants qui doivent affronter la clandestinisation sans en connaître ni comprendre les raisons.

MYRIAN CARBAJAL
Université de Fribourg

Le «traditionalisme» des femmes issues de la migration : un stéréotype à revoir

On a souvent tendance à présenter les familles immigrées, et notamment les femmes, comme ancrées dans un traditionalisme qui empêcherait leur insertion dans les sociétés industrielles et urbaines modernes. Nous nous proposons de montrer que la réalité est en fait bien plus nuancée que l'image véhiculée par ce stéréotype persistant. Déjà nos recherches sur la première génération espagnole et italienne en Suisse nous avaient amenés à constater que, s'agissant de femmes de ces deux nationalités, le traditionalisme était davantage un mythe qu'une réalité: dans des domaines aussi variés que le projet migratoire, le monde du travail ou la prise de décisions dans le couple, ces femmes faisaient preuve de beaucoup d'initiative et d'indépendance (Bolzman, Fibbi, Vial, 1997; Fibbi, Bolzman, Vial, 1999). Dans cet article, nous analysons la situation des femmes de la deuxième génération issues de ces deux nationalités lors de leur entrée et de leur installation dans la vie adulte. Nous nous interrogeons sur leur parcours de formation et professionnel ainsi que sur leur vie familiale en comparant leurs trajectoires avec celles de leurs mères, d'une part, et avec celles d'un groupe témoin de jeunes femmes d'origine suisse issues d'un milieu social proche¹ d'autre part.

FORMATION ET INSERTION PROFESSIONNELLE : DES FEMMES EN MOBILITÉ SOCIALE ASCENDANTE

Dans les années 1980, on percevait la deuxième génération, et en particulier les femmes, comme porteuses d'un certain nombre de handicaps et vouées à reproduire la position sociale subordonnée de leurs parents. Or, une recherche récente que nous avons menée dans le cadre du PNR39 (Bolzman, Fibbi, Vial, 2000) montre que les femmes d'origine espagnole et italienne ont des parcours de formation assez semblables à ceux des femmes d'origine suisse issues d'un milieu social proche, tout en présentant

quelques particularités qui sont loin d'être en leur défaveur. Relevons en particulier:

- le faible pourcentage de répondantes sans formation post-obligatoire parmi les femmes issues de la migration (2%); ce pourcentage est inférieur à celui observé parmi les femmes d'origine suisse du groupe témoin (10%);
- le succès de l'école de commerce auprès des jeunes femmes d'origine italienne et espagnole qui sont 23% à la fréquenter, contre 9% des femmes d'origine suisse. Cette formation représente en effet pour les premières une filière de qualification ascensionnelle;
- une égalité entre hommes et femmes s'agissant des degrés de formation, aussi bien parmi les jeunes d'origine immigrée (36% et 32% de formations tertiaires respectivement parmi les hommes et les femmes) que parmi les jeunes autochtones (31% et 34%).

La conséquence du fait que les femmes d'origine espagnole ou italienne poursuivent dans leur grande majorité une formation post-obligatoire est qu'elles connaissent une entrée plus tardive dans la vie active que leurs mères: à 17 ans en effet, 40% de celles-ci exerçaient déjà une activité professionnelle; à cet âge, seules 7% de leurs filles sont en emploi. Elles y entrent généralement (près de 8 sur 10), entre 18 et 24 ans, tout comme leurs contemporaines d'origine suisse. Même si une partie des interviewées a connu des périodes de chômage - dans les mêmes proportions au demeurant que leurs homologues d'origine suisse - ces périodes n'ont pas constitué un frein à leur insertion professionnelle puisqu'elles sont en emploi au temps de l'enquête. Par ailleurs, les emplois occupés par les femmes issues de la migration, les situent dans une trajectoire de mobilité socioprofessionnelle ascendante par rapport à la situation professionnelle qu'ont connue leurs mères. Cependant, les différences entre hommes et femmes sont relativement

ZUSAMMENFASSUNG

Migrantenfamilien, und insbesondere Frauen, werden oft so dargestellt, als ob ihre Verbundenheit mit Tradition ihre Integration in eine industrielle und urbane Gesellschaft verhindern würde. Aber die Realität bietet ein viel differenzierteres Bild, als diese immer noch anhaltenden Stereotypen. In diesem Artikel werden Situationen von Frauen der 2. Generation spanischer und italienischer Herkunft im Moment ihres Eintritts ins Berufsleben und ihrer Niederlassung im erwachsenen Leben analysiert. Wir untersuchten ihren Ausbildungsgang, ihren Berufseintritt und ihr Familienleben. Die Daten aus unserer Forschung im NFP 39 zeigen, dass Frauen mit Migrationshintergrund ähnliche Bildungs- und Berufslaufbahnen aufzeigen wie Frauen aus ähnlichem sozialen Milieu mit schweizerischem Hintergrund. Es gibt zwar kleinere Unterschiede, aber diese fallen eher zum Vorteil der Migrantinnen aus. In der Familiensphäre hingegen differenzieren sich die Lebensläufe nach nationaler Herkunft, auch wenn die Unterschiede nicht systematisch sind, und junge Migrantinnen nicht immer «traditioneller» sind als Einheimische. Im Gegenteil, Frauen mit Migrationshintergrund die Kindern haben, zeigen z.B. eher eine kontinuierliche Aktivität im Arbeitsmarkt als Einheimische.

¹ Le niveau de formation des parents des jeunes suisses interrogés ne dépassait pas le degré secondaire.

RÉFÉRENCES

BOLZMAN (C.), FIBBI (R.) et VIAL (M.), «Espagnols et Italiens proches de la retraite: structures et fonctionnement du réseau familial», in BEDAY (P.) et BOLZMAN (C.), Ed., On est né quelque part mais on peut vivre ailleurs: familles, migrations, cultures, travail social, Les éditions IES, Genève, 1997.

BOLZMAN (C.), FIBBI (R.) et VIAL (M.), Adultes issus de la migration. Le processus d'insertion d'une génération à l'autre, Rapport au Fonds national suisse de la recherche scientifique, IES, Genève, 2000.

FIBBI (R.), BOLZMAN (C.) et VIAL (M.), «Italiennes et Espagnoles en Suisse à l'approche de l'âge de la retraite», Revue européenne des migrations internationales Vol.15, N°2, 1999, pp.69-94.

KELLERHALS, J., PERRIN, J. STEINAEUR, G., VONECHE, L. & WIRTH, G. (1982), Mariages au quotidien, Lausanne, P.M. Favre.

KELLERHALS J. ET COENEN-HUTHER Jo. (1990), Familles suisses d'aujourd'hui: évolution récente et diversité, Cahiers médico-sociaux, 34, 7-31.

importantes et cela quelle que soit l'origine nationale: on constate qu'en matière de carrière professionnelle, il existe un modèle masculin et un modèle féminin, dichotomie plus marquée que celle entre jeunes d'origine étrangère et jeunes d'origine suisse. Les hommes occupent plus souvent des postes de salariés intermédiaires et les femmes d'employées qualifiées; les hommes, plus nombreux à travailler à plein temps, détiennent plus fréquemment des postes d'encadrement.

VIE FAMILIALE: DES DIFFÉRENCES ATTENDUES ET INATTENDUES

Si la similitude caractérise les parcours de formation et professionnels des femmes d'origine immigrée et des femmes d'origine suisse, le domaine des relations familiales apparaît en revanche plus contrasté. Dans la sphère privée en effet, les trajectoires sont davantage diversifiées selon l'origine nationale, même si ces différences sont loin d'être systématiques et si les filles d'immigrés ne sont pas toujours plus «traditionnalistes» que leurs congénères autochtones.

Une première différence porte sur la durée de la cohabitation avec les parents: la majorité (presque deux tiers) des jeunes d'origine suisse quittent le foyer parental avant 25 ans, alors que la plupart des jeunes de la deuxième génération le font après 25 ans. En général, le départ du foyer parental est plus précoce pour les filles que pour les garçons. De plus, il a lieu plus tôt pour les femmes d'origine suisse que pour celles d'origine italienne ou espagnole. Entre 21 et 25 ans en effet, seules 19% des femmes d'origine suisse habitent encore au foyer parental, alors que c'est le cas de 61% des femmes d'origine immigrée; mais à 26-30 ans l'écart entre les femmes des deux catégories se réduit (9% et 17% vivent respectivement encore avec leurs parents); entre 31 et 35 ans enfin, seules 3 à 4% des femmes des deux nationalités résident toujours au foyer parental.

Une deuxième différence concerne la cohabitation prénuptiale. Les jeunes marié(e)s d'origine suisse ont dans leur grande majorité (9 sur 10) cohabité avant le mariage, alors que les enfants d'immigrés sont moins nombreux à avoir vécu une telle expérience, bien que ce soit le cas de deux répondants sur trois. La différence est plus importante en ce qui concerne

les femmes: 88% de celles d'origine suisse ont eu une expérience de vie commune avant le mariage contre 54% des femmes d'origine étrangère, ce qui constitue tout de même plus de la moitié d'entre elles.

Il est intéressant de noter que ceux/celles qui n'ont pas connu de cohabitation prémaritale attendent, une fois marié(e)s, plus longtemps la venue de leur premier enfant que ceux/celles qui ont vécu un temps de concubinage. Les premiers ressentent probablement le besoin d'expérimenter la vie de couple avant de fonder une famille, les seconds se marient vraisemblablement lorsqu'ils décident d'avoir un enfant. Les femmes d'origine espagnole et italienne ont, tout comme leurs mères, une bonne maîtrise de leur fécondité. Les mères immigrées ont repoussé la venue de leur premier enfant en raison des contraintes liées à la migration; leurs filles, quant à elles, tiennent compte de leurs trajectoires de formation et/ou professionnelle.

Une troisième différence concerne l'activité extra-domestique des femmes. Dans les couples non-mariés, les femmes d'origine suisse ont un taux d'activité plus élevé que leurs homologues d'origine étrangère (85% et 70%). La situation change peu après le mariage, mais se modifie fortement lors de l'arrivée des enfants: si dans les deux groupes le taux d'activité des femmes diminue, la baisse est plus importante chez les femmes d'origine suisse (54%), les femmes d'origine immigrée optant plutôt pour un travail à temps partiel (63%). A l'encontre des stéréotypes sur le «traditionalisme» des femmes d'origine immigrée, celles-ci adoptent sur ce point un style plus moderne que leurs congénères suisses.

Les femmes d'origine espagnole ou italienne ont été socialisées par leurs mères, plus actives que les femmes suisses de leur classe d'âge, à exercer un rôle économique en dehors du foyer (Fibbi, Bolzman, Vial, 1999)². Elles comptent en outre souvent sur le soutien de leur mère ou belle-mère pour la garde des enfants, ce qui est plus rarement le cas pour les femmes d'origine suisse (26% et 10%).

Au sein du couple, que celui-ci soit d'origine suisse ou immigrée, la répartition des tâches entre conjoints suit des modèles semblables, basés sur une certaine spécialisation des responsabilités dévolues à chacun.

² Rappelons par exemple qu'à 55-59 ans, à savoir à l'approche de l'âge officiel de la retraite, le taux d'activité des Italiennes et Espagnoles interrogées (59%) est très proche de celui de l'ensemble des étrangères de cette classe d'âge en Suisse (60%), et nettement supérieur à celui des Suissesses de la même classe d'âge (48%).

Lorsque la femme travaille à l'extérieur du foyer, l'homme s'investit un peu plus dans certaines activités domestiques, mais l'implication de la femme demeure prépondérante; l'égalité demeure, sur ce plan, plus une représentation qu'une réalité. En ce qui concerne la prise de décision sur des sujets importants (montants à économiser, emploi de l'un ou de l'autre, etc.), les couples d'origine suisse décident davantage chacun dans son domaine d'activité (modèle d'autonomie), alors que ceux d'origine immigrée prennent plus souvent les décisions ensemble, une tendance déjà observée chez leurs parents (modèle synarchique)³. Les jeunes d'origine immigrée reproduisent l'habitus familial (Bolzman, Fibbi, Vial, 1997) qui confère à la femme le rôle de partenaire nécessaire dans la prise de décision.

Finalement, les relations entre générations sont plus étroites dans les familles italiennes ou espagnoles que dans les familles suisses. Lorsque les enfants des premiers quittent le foyer parental, ceux-ci s'installent plus près du lieu de résidence des parents et les voient plus souvent. Les écarts entre les deux groupes tendent cependant à diminuer lorsque les jeunes d'origine suisse se marient; ils se rapprochent alors davantage de leurs parents.

L'échange de services entre parents et enfants est plus intense dans les familles espagnoles et italiennes que dans les familles suisses: les parents espagnols/italiens ont en effet davantage besoin de soutien de la part de leurs enfants, pour les démarches administratives par exemple; en outre, les attentes sont plus fortes de part et d'autre. Dans ces familles en effet, la norme prédominante est l'entraide, alors que dans les familles suisses, même si l'entraide est présente, on compte davantage sur l'aide extérieure et publique.

Ce caractère soudé des familles immigrées contraste avec l'image médiatique de familles parcourues de tensions déchirantes, en particulier lors de l'adolescence des filles. Nous observons que, si celles-ci sont bien réelles, elles existent dans des proportions similaires dans les familles suisses. De plus, elles semblent s'estomper lorsque les jeunes femmes atteignent l'âge adulte.

UN PORTRAIT NUANCÉ

Récapitulons. Les modèles de famille incarnés respectivement par les jeunes couples d'origine italienne/espagnole et par leurs contemporains d'origine suisse ne se conforment pas au schéma qui irait du traditionalisme des premiers à la modernité des seconds. Les distinctions vont plutôt dans le sens d'une tendance un peu plus poussée, parmi les natifs suisses, vers ce que Kellerhals et Coenen-Huther (1990) appellent la «famille associative», caractérisée par la quête de l'épanouissement individuel et l'autonomie, alors que l'on trouve chez les jeunes d'origine d'immigrée un modèle qui oscille entre la «famille bastion», s'agissant des relations avec les parents, et la «famille compagnonnage» en ce qui concerne les relations au sein du couple; dans ces derniers types de famille en effet, le «nous-groupe» revêt une importance plus grande. Quant aux couples mixtes, leur modèle familial se rapproche tantôt du pôle «suisse», tantôt du pôle «immigré», sans que l'une ou l'autre tendance ne prédomine clairement.

En synthèse, l'intégration structurelle des femmes issues de la migration sur le plan de la formation et de l'insertion professionnelle ne les amène pas, au niveau culturel, à adopter un style de relations familiales identique à celui des femmes d'origine suisse. Ce style particulier de relations intergénérationnelles ne constitue par ailleurs nullement un handicap pour elles sur le plan de l'insertion professionnelle. Au contraire, dans le cas des femmes avec des enfants, il permet à celles-ci de maintenir une activité plus continue sur le marché du travail que les femmes d'origine suisse.

CLAUDIO BOLZMAN
ROSITA FIBBI
MARIE VIAL

Institut d'études sociales, Genève

³ Nous empruntons à Kellerhals et al. (1982) cette typologie.

Jugendliche aus Ex-Jugoslawien und der Türkei mit wenig Chancen

QUELLEN

Bundesamt für Statistik,
Neuchâtel
Die ausländischen
Jugendlichen auf der
Sekundarstufe II; Romano
Müller, 2001-06-17
Aus: Integration oder Re-
Integration? Dokumentation
zur Tagung 2000 des
Schweizerischen Instituts
für Berufspädagogik

Die Berufswahl fällt in eine äusserst schwierige Phase der persönlichen Entwicklung. Die Jugendlichen sind verunsichert durch körperliche Veränderungen, suchen ihre eigene Identität als Frau oder Mann und müssen sich von den Eltern abnabeln. Diese Veränderungen und Anforderungen schaffen das Bedürfnis nach klaren Orientierungsmustern. Kein Wunder orientieren sich Jugendliche in dieser Lebensphase stark an den ihnen bekannten Rollenmustern und trauen sich selten zu, in einen geschlechtsuntypischen Beruf einzusteigen.

FÜR MIGRANTINNEN UND MIGRANTEN – IMMER EIN QUENTCHEN MEHR

Das trifft auf in- wie auch ausländische Jugendliche zu. Junge Migrantinnen und Migranten – vor allem spätmigrierte – leisten noch mehr. Sie müssen sich über ein kompliziertes Berufsbildungssystem informieren und sich darin zurecht finden. Sie müssen die Kultur ihres Herkunftslandes in Einklang bringen mit den Anforderungen und Ansprüchen, die das Ausbildungsland Schweiz an sie stellt. Sie müssen vielleicht Träume begraben, auf Ausbildungen verzichten, die ihnen im Herkunftsland möglich gewesen wären. Ist das schon harte Arbeit für Migranten, kommt bei den Migrantinnen noch die Auseinandersetzung mit geschlechtsspezifischen Fragestellungen hinzu, welche die Berufs- und Ausbildungswahl mitbestimmen.

DISKRIMINIERUNGSLINIE: SPRACHLICHE ZUGEHÖRIGKEIT

Wie schaffen Migrantinnen und Migranten den Eintritt in die Berufswelt? In seinem Referat an der Tagung «Integration oder Re-Integration» des Schweizerischen Instituts für Berufspädagogik spricht Romano Müller von einer Art Hierarchie der Benachteiligung von sprachlicher Zugehörigkeit und Geschlecht: Bei der Bezugsgruppe

der SekII-Absolventinnen und Absolventen zeige sich deutlich, dass die bildungsmässige Diskriminierungen entlang der Linie der sprachlichen Zugehörigkeit zentraler seien als jene entlang der Geschlechtszugehörigkeit. In seiner Untersuchung einbezogen sind jene Jugendlichen, welche die Sek II-Stufe erreicht haben.

SCHLUSSLICHTER EX-JUGOSLAWIEN UND TÜRKIE

Ausländische Jugendliche sind in den Mittelschulen untervertreten. Mehrsprachige Jugendliche können aber auf dem Lehrstellenmarkt ihre Begabung besser einbringen als bei Mittelschulprüfungen und streben anspruchsvolle Lehrberufe an. Romano Müller hat die gesamtschweizerischen Daten über die Verteilung der Anspruchsniveaus von 115 Berufen mit einer Gesamtzahl von 155'064 Lehrfrauen und Lehrlingen in 6 Berufliche Anspruchsniveau gegliedert. Bei den drei oberen Niveau stellen die SchweizerInnen 43%, die AusländerInnen 34%, bei den unteren ist das Verhältnis 57% zu 66%. Auf die Jugendlichen aus der Türkei und aus Ex-Jugoslawien trifft das nicht zu: Fast 80% der jungen Menschen aus dem Balkan absolvieren Ausbildungen mit einem tiefen bis sehr tiefen Anspruchsniveau, bei den Türkinnen und Türken sind es über 70 Prozent.

GENERELL: FRAUEN HABEN DIE NASE VORN

Werde generell davon ausgegangen, so Romano Müller, dass ein Mittelschulbesuch hierarchisch der Berufslehre bezüglich des schulischen Anspruchsniveau übergeordnet sei, so könne man von einem höheren Anspruchsniveau bei inländischen und ausländischen Frauen im Vergleich zu ihren männlichen Landsleuten sprechen, d.h. Mittelschulen werden eher von Frauen besucht, Berufslehren eher von Männern, als Zwischenlösungen absolvieren Migran-

tinnen eher die Diplommittelschule oder das 10. Schuljahr, Migranten die Voroder Anlehre. So sei generell das berufliche Ausbildungsniveau für die Schweizerinnen höher als für die Schweizer, für die ausländischen Frauen höher als für die Migranten.

TROTZDEM: FRAUEN UND DAMIT MIGRANTINNEN SIND IM NACHTEIL

Die Zahlen jener Menschen ohne postobligatorische Ausbildung senken sich zwar bei den bis zu 24-Jährigen: Nur gerade 8 % aller Schweizerinnen und Schweizer haben dann noch keine Ausbildung begonnen, bei den Migrantinnen und Migranten ist noch fast ein Viertel ohne postobligatorische Ausbildung. Und bei der Bevölkerungsgruppe bis 34 Jahre sah es 1998 für die Frauen generell schlechter aus als für die Männer. Mehr als 16 % aller in der Schweiz lebender Frauen können nur auf die obligatorische Schule zurückgreifen, bei den Männern betrifft das etwas mehr als 9 %. Kombiniert man die beiden Zahlen, so müssen die primär Leidtragenden die Migrantinnen sein.

PROJEKTE UND MEDIEN ZUR VERBESSERUNG DER SITUATION

Dass Migranten und vor allem Migrantinnen besondere Unterstützung brauchen, ist offensichtlich. Das Lehrstellenprojekt 16+ hat verschiedene Projekte und Medien entwickelt, welche die ausländischen Jugendlichen vor und während der Berufswahl sowie beim Übertritt in die Ausbildung unterstützen:

CYBILLA – VIRTUELLE BERUFSWAHL:

Laufbahnplanung ist immer auch Lebensplanung. Viele Mädchen planen ihre berufliche Ausbildung unter zum Teil unbewusster Berücksichtigung einer zu erwartenden oder erhofften Familienphase und erfahren die Zeit bis zur Familiengründung als eine Art Warteschlange. Knaben sehen sich als zukünftige Alleinernährer und beziehen nur selten Haus- und Familienarbeit in ihre Laufbahnplanung mit ein. Die CD-ROM Cybilla bereitet Jugendliche auf die Berufswahlphase vor. Indem diese sich spielerisch mit Themen wie Träume und Realitäten, Selbst- und Fremdeinschätzungen, Selbstbewusstsein und Arbeitswelt, Lebens-, Arbeits- und Partnerschaftsmodelle auseinandersetzen, simulieren sie mögliche Einstiege in die Berufswelt. Sie werden bei ihrer virtuellen Reise

RÉSUMÉ

LES JEUNES VENU-E-S D'AILLEURS ONT MOINS DE CHANCES

SUR LE MARCHÉ DE LA FORMATION

Le choix professionnel se fait durant une phase difficile de la vie des jeunes. En effet, c'est à ce moment qu'ils et elles doivent couper le cordon avec les parents et se trouver une identité définitive en tant qu'homme ou femme. Ces changements et les exigences qui en découlent demandent des modèles et des rôles définis. Il n'est dès lors pas étonnant que filles et garçons s'orientent souvent selon les stéréotypes connus et n'osent que rarement envisager une voie professionnelle atypique.

Pour les migrant-e-s, des difficultés supplémentaires s'ajoutent: ces jeunes doivent en effet s'informer sur un système de formation complexe, concilier les exigences du pays de formation qu'est la Suisse avec la culture de leur pays d'origine, enterrer des rêves ou renoncer à des formations qui leur auraient été possibles dans leur pays. Pour les filles s'ajoute la confrontation avec les questions liées au genre qui influencent indubitablement leur choix professionnel.

LA DISCRIMINATION DES JEUNES VENU-E-S D'AILLEURS

Selon Romano Müller, les jeunes migrant-e-s sont sous représenté-e-s dans les écoles secondaires supérieures (gymnases, collèges) mais peuvent mieux utiliser leurs aptitudes liées au plurilinguisme sur le marché de l'apprentissage. Si les femmes sont généralement meilleures à l'école, et qu'elles fréquentent plus souvent que les hommes l'école secondaire supérieure, les hommes se trouvent quant à eux majoritairement dans les apprentissages. En examinant les statistiques concernant les personnes de 24 ans sans formation postobligatoire, l'on constate que si 8 % des Suisses et Suissesses se trouvent encore aujourd'hui sans formation postobligatoire, chez les migrant-e-s, ce chiffre s'élève à presque 25 %. En 1998, dans la population âgée de 34 ans, 16 % des femmes vivant en Suisse avaient terminé leur formation à la fin de l'école obligatoire. Chez les hommes, ce chiffre est de 9 % environ. Si l'on combine les deux chiffres l'on peut déduire que les premières personnes souffrant de cet état de fait sont les femmes migrantes.

PROJETS ET PRODUITS POUR AMÉLIORER CETTE SITUATION

Le projet pour des places d'apprentissage 16+ a développé divers projets sectoriels et médiatiques afin de soutenir les jeunes migrant-e-s durant la phase du choix professionnel.

CYBILLA- LE CHOIX PROFESSIONNEL VIRTUEL: Le CD-ROM Cybilla prépare les jeunes au choix d'une profession. Il les confronte de manière ludique à des thèmes tels que rêve et réalité, évaluation de soi et relations, confiance en soi et monde du travail, modèles de vie et de partenariat. Il leur permet par ailleurs de simuler l'accès au monde professionnel, d'appréhender les facteurs extérieurs qui déterminent durablement le cours de leur vie, de prendre conscience de leurs limites et de faire face aux exigences qui se poseront à eux et elles. Le CD-ROM soutient à l'aide de différents modules les jeunes dans 9 langues.

LE VOYAGE - MATÉRIEL PÉDAGOGIQUE POUR LES COURS CULTURE ET LANGUE D'ORIGINE: Le rôle de médiation et de multiplication assuré par les «faiseurs et faiseuses d'opinion» des différentes communautés linguistiques permet aux enseignant-e-s des cours de culture et langue d'origine de soutenir de manière optimale les parents lors du choix professionnel de leur enfant. Le matériel pédagogique créé par 16+ - en étroite collaboration avec la commission fédérale des étrangers - est composé d'un cahier pour les élèves et d'un fascicule pour le corps enseignant. Il existe en 11 langues et permet ainsi de créer des ponts entre le pays d'origine et le pays de formation. Le fascicule pour les enseignant-e-s donne des informations détaillées sur le système de formation suisse, ce qui permet à ces personnes qui ne séjournent souvent que peu de temps en Suisse, de répondre de manière précise à des questions sur le sujet.

LE CHOIX PROFESSIONNEL EN ÉQUIPE - BRIQUES POUR CONSTRUIRE LES RÉUNIONS DE PARENTS: Les parents ont une influence prépondérante sur le choix professionnel de leurs enfants. Pour préparer ce choix dans les meilleures conditions, il est nécessaire d'établir une collaboration étroite entre l'école et les parents. Dans le classeur «Le choix professionnel en équipe», les enseignant-e-s trouvent des suggestions et des conseils pratiques pour aborder les problèmes liés aux différences de sexe et de culture lors de réunions de parents.

ANNÉE PROPÉDEUTIQUE LOG IN: Le projet permet à de jeunes migrantes d'exploiter leurs aptitudes et compétences individuelles lors du choix professionnel et de s'orienter vers un métier technique ou informatique. LOG IN est un projet pilote qui se déroulera pour la première fois durant l'année 2001/2002 dans la région bâloise. De jeunes migrantes qui ne séjournent pas encore depuis longtemps en Suisse peuvent acquérir les compétences linguistiques ou scolaires qui leur manquent encore et améliorer leur méthode de travail et de formation afin de pouvoir accomplir un apprentissage dans un métier informatique ou technique.



DAS LEHRSTELLENPROJEKT DER SCHWEIZERISCHEN KONFERENZ DER GLEICHSTELLUNG 16+

Mit dem Lehrstellenprojekt 16+ realisiert die Schweizerische Konferenz der Gleichstellungsbeauftragten – der Zusammenschluss aller öffentlichen Gleichstellungsfachstellen in Bund, Kanton und Gemeinden – im Rahmen des Lehrstellenbeschlusses 1 und 2 im Auftrag des Bundesamtes für Berufsbildung und Technologie Projekte, welche die Mädchen und jungen Frauen motivieren, das Segment der Berufe, aus dem sie auswählen, zu erweitern.

16+ INFORMIERT, VERNETZT, ENTWICKELT

Mit den Geschäftsstellen in Zürich und Genf stehen allen Interessierten Kompetenzzentren für Fragen zur Gleichstellung in der Berufsbildung zur Verfügung.

16+ ÖFFNET DEN BLICK

An der rollenkonformen Berufswahl hast sich wenig verändert. Mit gezielter Motivationsarbeit will 16+ Schülerinnen und Schüler zu einer offenen Berufswahl mit einer überlegten Laufbahnplanung anregen.

16+ VERBESSERT DIE AUSBILDUNGSANGEBOTE

Mit einem innovativen Lehrstellenmarketing möchte 16+ quantitativ die Zahl der Ausbildungsplätze für junge Frauen erhöhen und qualitativ neue und zukunftsweisende Wege beschreiten.

16+ SENSIBILISIERT

Mütter und speziell Väter sind sich oft nicht bewusst, wie gross ihr Einfluss auf die Berufswahl ihrer Kinder ist. 16+ möchte mit Projekten und Aktionen die Eltern unterstützen, um sie besser in den Berufswahlprozess ihrer Kinder einzubinden.

16+ ARBEITET MIT MIGRANTINNEN

Mit verschiedenen Projekten wendet sich 16+ speziell junge Migrantinnen bei der Berufswahl und ihr Umfeld, um ihnen den Einstieg in Berufsbildung zu erleichtern.

Weitere Informationen: Lehrstellenprojekt 16+, Wilhelmstrasse 6, 8005 Zürich;
16plus@16plus.ch

mit Fremdeinflüssen konfrontiert, die ihre Berufswahl mit bestimmen. Sie erleben die eigenen Grenzen, lernen aber auch, wie sie sich auf zu erwartende Anforderungen vorbereiten können.

Die CD-ROM unterstützt in einzelnen Modulen die Jugendlichen in 9 Sprachen bei der Auseinandersetzung mit den geschlechtstypischen Aspekten der Berufswahl und der Laufbahn-, bzw. Lebensplanung.

DIE REISE – MATERIALIEN FÜR DEN UNTERRICHT IN HEIMATKUNDLICHER SPRACHE UND KULTUR:

Wenn sich Migrantinnen mit der Berufswahl auseinandersetzen, brauchen sie die volle Unterstützung ihrer Eltern und ihres persönlichen Umfelds. Die Lehrkräfte des Unterrichts in Heimatkundlicher Sprache und Kultur HSK geniessen bei den Sprachgemeinschaften ein hohes Ansehen. In ihrer Rolle als «Opinion-Leaders» sind sie bestens dazu geeignet, innerhalb ihrer Sprachgemeinschaft Eltern dabei zu unterstützen, eine offene und zukunftsorientierte Berufswahl der Kinder zu fördern. Das Lehrstellenprojekt 16+ hat in Zusammenarbeit mit der Eidgenössischen Kommission für Ausländerfragen die Unterrichtsmaterialien «Die Reise» geschaffen. Dieses Material, bestehend aus einem Heft für die SchülerInnen und einem Begleitheft für die Lehrpersonen ist in 11 Sprachen erschienen. In einfachen Schritten schlagen die Lehrpersonen eine Brücke zwischen dem Herkunftsland und dem Ausbildungsland Schweiz. Die Unterlagen für die Lehrkräfte enthalten zudem detaillierte Informationen zum Schweizer Berufsbildungssystem, was den HSK-Lehrpersonen ermöglicht, Fragen ihrer Landsleute zur Berufswahl effizient und präzise zu beantworten, da sie selbst jeweils ja nur für relativ kurze Zeit hier in der Schweiz unterrichten.

Teamwork Berufswahl – ein Modul für Elternabende: Die Studie «Junge Frauen ohne obligatorische Ausbildung», durchgeführt von 16+ im Rahmen des LSB I, hat gezeigt, dass die Eltern den grössten Einfluss auf die Berufswahl ihrer Kinder haben. Eine gute Zusammenarbeit zwischen Schule und Elternhaus ist deshalb Voraussetzung für eine möglichst optimale Berufswahlvorbereitung. Das gilt auch für Kinder von Migrantinnen und Migranten.

In «Teamwork Berufswahl», das 16+ in enger Zusammenarbeit mit Müttern und Vätern verschiedener ausländischen Gemeinschaften in der Schweiz erarbeitet hat, finden Lehrpersonen Anregungen und konkrete Bausteine, wie sie an einer Elternveranstaltung kultur- und geschlechtsspezifische Fragestellungen aufgreifen können.

VORBEREITUNGSJAHR LOG IN: Das Projekt soll jungen Migrantinnen ermöglichen, bei der Berufswahl ihr individuelles Potenzial voll zu nutzen und sich auch zu zutrauen, in einen so genannten Männerberuf einzusteigen, Ausbildungen im technischen oder Informatikbereich anzupacken und erfolgreich abzuschliessen. Das Vorbereitungsjahr «Log in» ist ein Pilotprojekt, das im Schuljahr 2001/02 in Basel zum ersten Mal durchgeführt wird. Es richtet sich an junge Migrantinnen, die noch nicht lange in der Schweiz leben, eine drei- bis vierjährige Lehre in einem technischen oder Informatikberuf machen wollen und im Verlauf eines Jahres ihre Schulbildung auf den Stand bringen können, den die Lehre wie auch die Berufsschule verlangt. Während eines Jahres werden Migrantinnen individuelle Schulbildungslücken füllen sowie sich praktische und theoretische Grundfertigkeiten für technische und Informatikberufe erarbeiten. Gleichzeitig verbessern sie ihre Lern- und Arbeitsmethoden, und arbeiten an ihren Schlüsselqualifikationen. Da fast keine der Teilnehmerinnen in der Schweiz zur Schule gegangen ist, setzen sie sich intensiv mit dem schweizerischen Berufsbildungssystem auseinander, entscheiden sich für einen Beruf, schnuppern und bewerben sich. Während des Vorbereitungsjahrs werden die Migrantinnen durch ein Coachin begleitet und bei der Schnupperlehr- wie auch Lehrstellensuche unterstützt.

HELGARD CHRISTEN

16+ Zürich

MARIA ROTH-BERNASCONI

16+ Genf

LE PROJET POUR LES PLACES D'APPRENTISSAGE DE LA CONFÉRENCE SUISSE DES DÉLÉGUÉES À L'ÉGALITÉ 16+

Sur mandat de l'office fédéral de la formation professionnelle et de la technologie, la Conférence suisse des déléguées à l'égalité qui est composée de tous les bureaux de l'égalité de la Confédération, des cantons et des communes réalise avec le projet 16+ des projets qui motivent les filles et les jeunes femmes à agrandir la palette des métiers dans lesquels elles décident de se former.

16+ INFORME, CRÉE DES RÉSEAUX ET DÉVELOPPE DES PROJETS

Le secrétariat de 16+ offre à toutes les personnes intéressées un centre de compétences en matière d'égalité entre femmes et hommes dans la formation professionnelle

16+ OUVRE DES HORIZONS

En terme d'égalité des sexes, peu de choses ont changé dans le domaine du choix professionnel. Avec un travail de motivation ciblé, 16+ aimerait inciter les élèves à envisager un choix professionnel ouvert et à réfléchir sur leur plan de carrière.

16+ AMÉLIORE L'OFFRE DE FORMATION

Grâce à un marketing moderne des places d'apprentissage, 16+ aimerait augmenter le nombre des places d'apprentissage pour les jeunes femmes et s'engager dans de nouvelles voies prometteuses d'évolution.

16+ SENSIBILISE

Les mères et surtout les pères ne mesurent souvent pas suffisamment l'influence qu'elles et ils ont sur le choix professionnel de leurs enfants. Par le biais de projets et d'actions, 16+ a l'intention de soutenir les parents afin qu'ils s'impliquent davantage dans le processus de choix professionnel.

16+ SOUTIENT LES JEUNES MIGRANTES

Divers produits de 16+ assistent les jeunes migrantes dans leur choix professionnel. Un nouveau modèle de formation leur permet notamment d'accéder à des métiers porteurs.

Pour plus d'informations s'adresser à :
Projet des places d'apprentissage 16+,
Rue de la Tannerie 2, 1227 Carouge,
romandie@16plus.ch.

Les femmes d'origine kurde

À l'ombre des valeurs éducatives!

ZUSAMMENFASSUNG

Junge kurdische Mädchen und deren Familien sind oft mit Identitätsproblemen im Exil- und Akkulturationskontext konfrontiert. Kurdische Familien, die aus ländlichen Gegenden kommen, sind oft stark verankert in religiösen Werten und messen dem Ehrgefühl grosse Wichtigkeit bei. So stossen sich dann an den so unterschiedlichen sozio-kulturellen Werten einer urbanen Gesellschaft mit assimilationistischen Tendenzen. Ihre Kinder können sich unter Umständen in dieser Situation verloren und zerrissen fühlen. Um deren Integration zu erleichtern und Identitätsarbeit zu fördern, können gewisse Formen der Mediation sehr nützlich sein: ein stabiler, anerkannter Aufenthaltsstatus; ausserfamiliäre Freiräume die Ausdrucks- und Expertiermöglichkeiten bieten; und ein geschützter Raum, der Dialog und konstante Kommunikation mit den Eltern erleichtert.

En Suisse, une femme sur cinq est maltraitée par son mari¹. Il ne s'agit donc de loin pas d'un problème qui concerne uniquement les couples étrangers. Cependant, face aux différences culturelles entre les sociétés européennes et la mentalité de leurs parents ou de leur maris, les femmes kurdes en Suisse comme dans toute l'Europe, connaissent un certain désarroi et sont en quête de leur identité personnelle et culturelle.

Les adolescentes kurdes nées ou élevées en Europe, vivent sous la pression et les menaces constantes de leurs parents: leurs éventuels actes «dévies» sont surveillés de très près. Ces dernières années, plusieurs jeunes filles kurdes en cherchant à adopter les valeurs culturelles du pays d'accueil ont été victimes de la question d'honneur. Si tous les parents ne passent pas à l'acte, les conséquences de la maltraitance et l'absence de sécurité chez les adolescentes kurdes

¹ Tribune de Genève du 1^{er} – 2 juillet 2000



sont visibles aux niveaux de leur scolarité et de leurs comportements psychosociaux.

Aujourd'hui, les travailleurs sociaux ont besoin de comprendre les raisons qui conduisent certaines de ces familles, parfois élargies et très unies, vers la souffrance de l'éclatement et souvent vers la violence, parfois meurtrière.

Les enseignants ou les éducateurs rencontrent un certain nombre de jeunes filles d'origine kurde qui ont de la peine à identifier leurs problèmes, la source de leurs souffrances et qui manquent de repères leur permettant de construire leur identité. Ces jeunes filles ont des difficultés pour se situer entre deux cultures et ne comprennent pas les réactions parfois violentes de leurs parents. Elles grandissent entre la culture familiale et la culture urbaine suisse. Souvent,

l'écart entre les attentes des parents et les exigences de la société suisse est tellement grand, que la jeune fille se sent déchirée entre ces deux systèmes de valeurs antagoniques, et en même temps intolérants. Narine, une jeune fille d'origine kurde me disait: «Je vis entre deux mondes, entre deux cultures, celle de la maison et celle de l'extérieure. J'ai l'impression de vivre une double personnalité. C'est très difficile pour moi. Surtout maintenant que je suis grande. Mes amis me disent tu as 18 ans, tu es majeure, comment ça se fait que tu ne peux pas sortir. Ça me fait tellement mal d'entendre ça, alors je ne leur réponds pas. Ils sont tellement différents de moi que je n'ai pas envie de leur répondre. Je ne sais pas, mes amis sont différents de ma culture. D'ailleurs même dans ma culture, je me



sens différente des Kurdes. Ce qui est terrible, c'est que je ne me sens concernée par aucune des deux cultures. Je me sens différente des Suisses, et différente des Kurdes.»

Le travailleur social est invité à comprendre et à décortiquer les causes de la souffrance de ces jeunes filles et de leurs familles. Il doit trouver les réponses adéquates à beaucoup de questions tels que les problèmes qui poussent ces adolescentes à s'opposer aux valeurs culturelles de leurs familles, de la société d'accueil et aux règles et valeurs institutionnelles.

Il est évident que la méconnaissance de la problématique politique et sociale des réfugiés kurdes pose beaucoup de problèmes aux travailleurs sociaux suisses pour décoder les intentions, les besoins et les demandes de ces jeunes et de leurs familles. À l'école, comme dans les foyers d'éducation spécialisés, les professionnels se posent beaucoup de questions, telles que: entre la culture du pays d'accueil et celle du pays d'origine, quelles appartenances défendent les jeunes kurdes de la deuxième génération? Pourquoi certains parents kurdes ont recours à la violence avec leur propre fille? Qu'est-ce l'honneur?

En fait, différents facteurs influencent les problèmes d'éducation rencontrés par les parents d'origine kurde. Tout d'abord citons le grand écart entre la culture kurde et la culture suisse, qui est probablement à l'origine d'un «choc culturel», lors de leur arrivée en Suisse.

Un autre facteur, est la rigidité et les lacunes de la politique suisse en matière d'asile, d'immigration et d'intégration. Cette rigidité pourrait renforcer une sorte d'ambiguïté chez les exilés et leurs enfants.

LE RÔLE DE LA FEMME DANS LA SOCIÉTÉ KURDE

La femme kurde a toujours eu une place très importante dans sa société. Elle a pu jouir de la liberté de mouvement, de discuter avec des hommes étrangers et de s'exprimer sans gêne. À l'intérieur de la famille, elle exerce son autorité par rapport à toute prise de décision. Jacqueline Sammali souligne que les femmes kurdes participent toujours aux fêtes en public, les danses populaires sont mixtes, contrairement aux règles de l'islam². Toutefois la monogamie, l'habillement, la question d'honneur et la fidélité restent des valeurs incon-

tournables, et la transgression de ces règles pourrait entraîner le meurtre. En effet, la femme dans l'esprit des Kurdes représente un être «sacré», intouchable. Il faut que l'homme soit digne et est autorisé, selon certaines coutumes, à se marier avec une femme pour qu'il ait le droit de la regarder et d'entrer dans son intimité. Une femme doit rester «pure et propre». C'est cette pureté qui est à l'origine de l'honneur d'une famille ou d'une tribu.

De nos jours, plus particulièrement en Europe, les femmes kurdes subissent énormément de pression et de maltraitances. Elles jouissent de droits plus limités qu'elles n'avaient auparavant. Elles doivent respecter les lois islamiques, s'habiller correctement, ne pas sortir seules de la maison.

Pour comprendre la fragilité de la place des femmes kurdes d'aujourd'hui, il nous faut regarder le contexte historique. La raison socio-économique qui a déstabilisé la place des femmes kurdes dans la société kurde d'aujourd'hui, est parmi les facteurs les plus importants. Il y a quelques milliers d'années, les tribus kurdes étaient des nomades et leur principale source de vie était la chasse. Pendant que l'homme partait à la chasse du gibier, sa femme dirigeait la maison et les affaires de la famille. Les gens appelaient leurs enfants par le nom de la tribu de leur mère et non du père. Une fois que ces tribus se sont sédentarisées, la femme a perdu ce pouvoir. À ce propos Samira Hussaini³, une écrivaine écrit: Après la sédentarisation des tribus, la femme kurde entre dans une période d'esclavage. L'homme a commencé à penser que sa femme lui appartenait, comme sa terre, son cheval, et son blé qui étaient sa propriété.

Un autre facteur est l'arrivée de l'Islam au Kurdistan, qui a juxtaposé ses lois sur le système patriarcal dans la famille. Il est important de souligner que les Kurdes sont extrêmement attachés à leur identité religieuse dont 97% sont musulmans. Ainsi le Coran et les paroles du prophète Mahomet ont-ils visiblement marqué les rapports hommes-femmes: «Les hommes sont supérieurs aux femmes à cause des qualités par lesquelles Dieu a élevé ceux-là au-dessus de celles-ci... les femmes vertueuses sont obéissantes et soumises....(Coran 4,34)⁴.

Ainsi, deux structures de mariage coexistent chez les Kurdes: les structures patriarcales et les structures islamiques.

² Jacqueline Sammali, Être Kurde, un délit? Editions L'Harmattan, Paris, 1995, p. 46

³ Sirwe, revue culturelle en langue kurde, n 166 avril-mai 2000, Edition Salahaddin al-Aayoubi - Iran

⁴ Croix-Rouge suisse, Bulletin n°4 avril 1993

Les Kurdes sont liés par des liens affectifs communautaires et familiaux très proches. Par exemple, la question de l'honneur est une valeur commune à toutes les couches sociales kurdes. Chez les Kurdes, les fiancés ont rarement le choix. De manière générale, les pères arrangent le mariage.

Contrairement à la société urbaine occidentale, dans la famille kurde, la répartition des tâches entre homme et femme est bien définie. L'homme est celui qui détient le pouvoir.

En exil, la dépendance (économique et linguistique) est un état très dévalorisant pour ce père Kurde qui détenait tout le pouvoir auparavant. Ce sentiment pourrait le pousser au repli sur soi, à s'attacher d'avantage à sa culture d'origine et à repousser ainsi la culture du pays d'accueil. Tandis que pour sa fille, qui est vouée à vivre dans une société pluriculturelle comme la Suisse où l'on ne reconnaît pas facilement la culture de l'autre, le processus d'intégration devient encore plus difficile. Ari, un père kurde en exil me disait: «Je sais qu'en Europe on ne tue pas pour la question d'honneur, ce qui est très bien à mon avis. Mais moi, malgré moi, si je suis d'accord ou pas, j'adhère automatiquement à la philosophie kurde par rapport à la question d'honneur.»

On remarque que, d'une part, l'adolescente kurde rejette et dénigre les adultes et le monde social qui l'entourent; d'autre part, toute seule, et sans l'aide et le soutien des adultes, la jeune se sent complètement perdue. Shahla, une jeune fille kurde en exil depuis environ 7 ans, s'exprime ainsi: «J'aimerais que mon père ait des idées plus ouvertes et modernes. Nous avons beaucoup changé, mais mon père et les Kurdes n'ont pas trop changé. Je n'ai plus envie d'avoir de contacts ni avec mon père ni avec la communauté kurde...»

Amin Maalouf explique l'importance de la cohésion entre les différentes appartenances: Vivre plusieurs appartenances culturelles peut avoir des conséquences très enrichissantes si la jeune fille exilée peut jouir de la liberté d'affirmer ses appartenances multiples⁵. Au contraire, le fait de se heurter sans cesse aux critiques et aux préjugés des Suisses chaque fois qu'elle s'affirme kurde, musulmane et qu'elle se comporte de manière pudique peut être fort

traumatisant. C'est également le cas lorsqu'elle est accusée de trahir à sa propre culture par les siens, à chaque fois qu'elle s'affirme suisse ou européenne, non croyante, et qu'elle adopte des modes urbaines.

CONCLUSION :

La perspective développée ici visait à mieux comprendre les déchirements identitaires que peut vivre chaque exilé kurde.

Les Kurdes en exil, adultes et jeunes, sont en quête permanente d'identité. Entre l'attachement à certaines valeurs tribales sacrées telles le code de l'honneur, la protection sacrée des femmes et du mariage, et leurs aspirations universalistes dans le combat d'une nation kurde à part entière, il y a certainement des moyens de médiation. Parmi ces moyens on peut citer les suivants: un statut administratif reconnu et stable qui favorise une adaptation économique et sociale des familles et des jeunes; un espace de liberté et d'expérimentation (loisirs, formation, relations sociales) où les jeunes ne ressentent pas d'hostilité de la part de leur famille à l'encontre des valeurs de la société d'accueil - qui, elle aussi, se doit d'être exemplaire en matière d'ouverture et de moyens mis à disposition de ces jeunes; un espace de dialogue et de communication constants avec les parents, qui permet ainsi aux jeunes filles de garder des liens et une image positive de leur culture d'origine - la société d'accueil doit également participer à ce renvoi d'image positive.

Je pense que la situation interculturelle pourrait être une chance pour la société d'accueil qui pourrait s'enrichir de la culture des personnes qui viennent d'autres horizons. Le contact interculturel permettrait à la fois aux exilés et à la société d'accueil de se remettre en question par rapport à leurs propres valeurs, croyances et préjugés.

Il est vrai que souvent le conflit culturel est l'origine de la souffrance des femmes d'origine kurde, cependant une culture de conflit constitue une part importante de la communication, et nous pouvons l'appivoiser.

GIAWDAT SOFI⁶

éducateur spécialisé et médiateur socioculturel

⁵ Amin Maalouf, in Les identités meurtrières, Editions Grasset, Paris, 1998.

⁶ Giawdat Sofi a effectué un travail de recherche (Les jeunes kurdes en quête d'identité) dans le cadre de son travail de diplôme à l'IES, Genève, 2001.

Feministische antirassistische

Öffentlichkeitsarbeit und Empowerment-Politik

RÉSUMÉ

Un travail de relations publiques qui se veut féministe et antiraciste prend comme point de départ la construction sociale d'images et de représentations qui nous montrent les faits et réalités sous un certain angle. Ceci est vrai en particulier pour les projets ou les mesures politiques dans le domaine de la migration. La représentation (hégémonique) présente les conséquences des phénomènes migratoires comme une question de sécurité et d'identité nationale menacée. Ces représentations et discours fixent ainsi un certain cadre dans lequel la migration devrait être comprise et interprétée. Cette perspective centrale (puisqu'elle occupe une fonction de domination centrale) s'érige en seule représentation valable et contribue à établir et à maintenir un ordre symbolique. Le cfd articule et désigne cette perspective comme dominante et met ainsi en question sa prétention de vision universelle. Ainsi il ouvre des possibilités alternatives, de multi-perspective. Wisdonna est un lieu du cfd, où la multi-perspective est exercée de façon tenace, où les migrantes interrogent de façon permanente les images et discours dominants au moyen de projets d'empowerment, développent de nouvelles façons de voir et des stratégies alternatives.

Der cfd engagiert sich für Gleichberechtigung und Gleichstellung und fördert Perspektivenvielfalt in der Diskurs- und Projektpraxis. Er unterstützt Frauenprojekte in der Schweiz und in internationaler Zusammenarbeit und nimmt aus feministischer Sicht Stellung zu migrations- und friedenspolitischen Fragen und setzte sich beharrlich ein für die Gleichstellung von Migrantinnen, z.B. in wisdonna, der Migrantinnen-Werkstatt in Bern, wo Migrantinnen eigene Bildungsangebote realisieren und Politiken gegen Diskriminierung von Migrantinnen entwerfen.

1. KONZEPTE : PERSPEKTIVENVIELFALT ALS SEHSCHULE

Eine feministische, nicht-rassistische Öffentlichkeitsarbeit geht davon aus, dass Realitäten und ihre Wahrnehmung bereits durch Bilder vorbeschrieben sind, z.B. im Projekt- und Politikfeld Migration. Die dominante Darstellung der Folgen von Migration als Frage von Sicherheit und nationaler Identität geben den Rahmen vor, wie Phänomene im Zusammenhang mit Migration gesehen und interpretiert werden sollen. Die Zentralperspektive erscheint als einzig gültige und die symbolische Ordnung bestimmende Sichtweise. Indem der cfd diese dominante Perspektive benennt und ihren Anspruch auf Alleingültigkeit in Frage stellt, öffnet er Möglichkeiten für Perspektivenvielfalt.

POSTKOLONIALE, PATRIARCHALE ZENTRALPERSPEKTIVE

Seit den 80-er Jahren stellen zugewanderte Frauen ideale Fallbeispiele für Stereotypisierung dar. Als beliebtes Element öffentlicher Verlautbarungen werden sie als ländlich, Schleier tragend, fremd und male-risch, zurückgeblieben und geheimnisvoll dargestellt, wie Bilder mit exotischen Maskeln. Die 90-er Jahren brachten allerdings einen dem Gesellschaftsdesign des Multikulturalismus entsprechenden Perspektivwechsel: Die «Defizite» wurden «

Ressourcen», eine Bildmetamorphose, die u.a. dazu diente, bestehende (postkoloniale) Hierarchien politisch korrekt zu bebildern. Die «fremden Kulturen» der Zugewanderten bereichern die «Einheimischen». Zwei Sorten von Fremd-Bildern standen nun zur Verfügung: Bilder der Störung und Bilder der Bereicherung. Die pauschalisierende Zuschreibung blieb ein Merkmal beider Bildtypen, Produkte der einen dominierenden Zentralspektive und Ausdruck von Zuschreibungen, die durch die Spiegelung des Fremden am Eigenen überhaupt erst bedeutungsvoll werden: «das Eigene», «unsere Frauen», «die moderne unverschleierte Frau». Sinn ergibt sich nur in Abgrenzung zum Anderen, die Konstruktion des wir erfolgt durch die Spiegelung des Fremden in der Differenz.

BILDER VON ABWEICHUNG

Reportagen über Migrantinnen sind zusammengesetzt aus ethnographischen Versatzstücken und Einzelfallbeispielen. Sie bestimmen die Wahrnehmung dessen, was man sich unter MigrantInnenleben und unter Herkunftskulturen vorzustellen hat. Sie geben die Perspektive vor, für alternative Sichtweisen bleibt wenig Raum. Diedominante Logik geht aus von der Differenz, welche entlang nationaler Grenzen festgeschrieben ist - eine kulturell definierte Differenz, kombiniert mit der Geschlechterdifferenz. Bilder und Texte über Migrantinnen sagen also wenig aus über die Lebenszusammenhänge von Frauen. Vielmehr bekräftigen sie die Meinung, dass die Situation der MigrantInnen wohl mit ihrer Andersartigkeit zu tun habe. Solche Bilder haben einen hohen Gebrauchswert für Repräsentationspolitiken - wo um Macht gestritten, Herrschaftsverhältnisse festgeschrieben, Ausschluss begründet wird und wo letztlich die gültige symbolische Ordnung bestimmt und die Zentralperspektive bestätigt wird, die dem Eigenen Souveränität, dem Fremden indes Abhängigkeit zuschreibt.

PERSPEKTIVENVIELFALT

Auch der cfd nimmt teil an der Konstruktion von Bildern aus der Zentralperspektive, beispielsweise wenn er Migrantinnenprojekte formulieren will. Feministische nicht-rassistische Öffentlichkeitsarbeit bedeutet dann, auch die eigenen in der zentralen Perspektivensetzung bedeutsamen Darstellungen zu kontextualisieren und der Perspektivenvielfalt zugänglich zu machen. Und Perspektivenvielfalt heisst auch Seh-schule: Wir beobachten z.B. Darstellung von Frauen in muslimischen Ländern, in der Türkei, in Iran oder in Afghanistan durch die hiesigen Medien und beobachten den Wandel im Bild. Die einst unterdrückte muslimische Frau – in der Türkei, in Iran – ist heute emanzipiert, mit Schleier. In den Beschreibungen der Frauen von Afghanistan hat diese Metamorphose (noch) nicht stattgefunden. Während der Blick auf den Schleier der Frau aus der Türkei oder aus Iran Emanzipationsvorstellungen geradezu aufdrängt, schliesst derjenige auf die Frau in Afghanistan diese klar aus. Im ersten Fall wird das Gleichsetzen von Schleier und Unterdrückung gebrochen, im zweiten Fall weitergeführt. Keiner der Berichte gibt Aufschluss über die Lebenssituation der beschriebenen Frauen im Kontext, obgleich dies suggeriert wird. Sie bestätigen aber die symbolische (postkoloniale) Ordnung, in der die Frauen – verortet im patriarchalischen Herrschaftsverhältnis – gezeigt werden. Sehschule bedeutet, (geschriebene) Bilder in ihrer Funktion als Fest- und Fortsetzung dieser zentralperspektivischen Grenze zu entziffern und nicht-hegemoniale, subversive Sichtweisen von Wirklichkeit zu entdecken.

NEUE WAHRNEHMUNG DURCH IRRITATION

Diese Subversion oder Ent-stellung irritiert die Seh- und Wahrnehmungsgewohnheiten. Und demaskiert z.B. das Gefühl der «grenzenlosen» Solidarität der Frauen im Norden mit den Frauen aus dem «patriarchalischen Süden» und die Gewissheit der Männer, auf der «richtigen» Seite zu stehen, wenn sie sich solidarisch zeigen mit den Frauen in muslimischen Gesellschaften. Feministische antirassistische Öffentlichkeitsarbeit will zeigen, was geschieht, wenn Schweizer Männer sich mit Unterschriften für Frauenrechte in Afghanistan einsetzen: Sie nehmen Geschlechterhierar-

chien nur in der Fremdbeschreibung als ernstes Problem wahr, als Problem des muslimischen Patriarchats. Das Herrschaftsverhältnis zwischen den Geschlechtern wird dadurch nationalisiert und jederzeit nach Aussen verschiebbar.

Feministische kritische Öffentlichkeitsarbeit entziffert die Beschreibung solcher Grenzziehungen und sucht nach Bedeutungen und politischer Wirksamkeit. Solidarität wird nicht als ethische Haltung in Frage gestellt, sondern als bildhafter Bestandteil der Zentralperspektive, welche die Herrschaftsverhältnisse verschleiert. Und diese zu entziffern ist der Sinn einer feministischen antirassistischen Öffentlichkeitsarbeit

2. DIE DISKUSSION IN DER UMSETZUNG: WISDONNA ENTZIFFERT MIGRANTINNENBILDER

Bilder und Beschreibungen von Migrantinnen beschäftigen Rania Bahnan und Dora Leite von der cfd-Migrantinnenwerkstatt wisdonna täglich. Die Kommentare der Mitarbeiterinnen zu Ereignissen im Arbeitsalltag sind Ausdruck ihrer Verortung und ihres Umgangs mit Bildern für eine kritische Öffentlichkeitsarbeit.

«Kennen Sie eine Afrikanerin, die wir für einen Schulanlass einladen könnten. Können sie uns eine working poor Migrantin aus Asien oder eine mit Gewalterfahrungen angeben?».

VertreterInnen von Schweizer Institutionen, Schulen, Zentren, Parteien verlangen nach Migrantinnen mit «Fallgeschichten», die sich eignen, um Betroffenheit zu konstruieren. Dora Leite lehnt diese Rolle entschieden ab: «Wir lassen uns nicht vorführen, auch wenn unsere Geschichten für Schweizer Ohren exotisch und abenteuerlich wahrgenommen werden, als Geschichten von Elend, gerahmt mit Dschungelfantasien aus der Columbus-Optik». Zugewanderte Frauen sind gefragt, wenn sich ihre Herkunft für die Reproduktionen kolonialistischer Vorstellungen eignet. Sobald sie als Fachfrauen auftreten, gelingt diese Projektion nicht mehr. Irritation ist die Folge.

Die Mitarbeiterinnen von wisdonna werden an Tagungen eingeladen, um ihre persönliche Geschichte z.B. aus dem Treppenhaus zu erzählen. Wenn sie damit nicht einverstanden sind und den Inhalt selber setzen wollen, wird das Konzept gestört. Für sie sind andere Rolle vorgesehen, die der Opfer. «Viele von uns studierten zu

D O S S I E R

Hause Naturwissenschaften. Hier wählen wir dann einen sozialen Beruf, um als Fachfrau akzeptiert zu werden. Damit nehmen wir aber unweigerlich Teil am Spiel um die leidende Migrantin.» Den Referatsinhalt selbst bestimmen zu wollen, bedeutet eine Verschiebung der Perspektive, in der die Tagungen konzipiert sind.

In wisdonna treffen unterschiedliche Beschreibungen, Bilder und Reden zusammen und werden debattiert – eine Voraussetzung, um die Herrschaftsdiskurse entziffern zu können, die viele Anstrengungen für Gleichstellung ins Leere laufen lassen. Die Defizitbilder von Migrantinnen existieren und sind prominent in Umlauf. «Manchmal spielen wir mit und lassen uns darauf ein, in der Praxis der Perspektivenvielfalt.» Der Rollenwechsel zwischen Bilderstürmerinnen und Bilderproduzentinnen ist eine Gratwanderung, in der Öffentlichkeitsarbeit und in der biographischen Verortung als Fachfrauen.

3. PROJEKTE

PROJEKT «FACHFRAUENGRUPPE FFG»

Die Fachfrauengruppe von wisdonna sind Frauen verschiedener Herkunft, die seit einigen Jahren in der Schweiz leben und eine Ausbildung aus dem Herkunftsland oder der Schweiz haben. Die Reflexion ihrer Migrationsbiographien stattet die Fachfrauen der FFG mit zusätzlichen Ressourcen aus und die Migrationsbiographie wird zu einem identitätsstiftenden Element. So sind sie motiviert, ihren Qualifikationen entsprechend eine Arbeitsstelle zu suchen. Ein Ziel der FFG ist, dieses Wissen einzubringen und im Sinne von Empowerment für sich zu nutzen. Die FFG Frauen wollen ihr Wissen auch weitergeben, indem sie an Anlässen und bei Institutionen aus der je biographisch geprägten Sicht über Migrationsprozessen und -politiken informieren und ihre Position öffentlich machen.

PROJEKT «WISNIÑA» EIN EMPOWERMENTPROJEKT FÜR JUNGE MIGRANTINNEN

Der Übergang von der Schule zum Beruf ist eine Hürde, die für viele Migrantinnen zum Stolperstein wird. Sie treffen auf strukturelle Schranken im (Berufs-)Bildungswesen und auf dem Arbeitsmarkt. Sie begegnen Vorbehalten und Defizitbildern bei LehrmeisterInnen, BerufsberaterInnen und Lehrkräften – und bei sich selbst.

Die flying wisniñas – Migrantinnen, die in der Schweiz eine Berufsausbildung absolvieren oder abgeschlossen haben – stehen Migrantinnen bei der Berufsorientierung zur Seite und motivieren sie, Hürden zu überspringen. Sie machen Biographiearbeit, thematisieren Konflikte und Diskriminierungen und schulen so den Blick für Ressourcen, auf die in schwierigen Situationen gebaut werden kann. In ihrer vielfältigen Rolle als Informationsvermittlerinnen, Vorbilder und kritische Beobachterinnen unterstützen die flying wisniñas junge Migrantinnen, wenn sie die Wirkung struktureller Schranken auf ihr eigenes Leben durchleuchten und ihre Strategien und Ressourcen erkunden. Sie ermutigen sie, Bilder von Migrantinnen zu hinterfragen und an deren Stelle Eigenbeschreibungen zu setzen, die von Stärke und Selbstsicherheit ausgehen. Empowerment gibt Raum für Austausch und Vernetzung unter jungen Migrantinnen.

ANNEMARIE SANCAR

Ethnologin, Informationsbeauftragte und Migrationsexpertin beim cfd (Christlicher Friedensdienst)

KONTAKT:

cfd-wisdonna, Falkenhöheweg 8, Postfach 5761, 3001 Bern,
Tel.: 031/301 90 04 (ab Sommer 2001: 031 300 50 70)
wisdonna@cfd-ch.org. www.cfd-ch.org
Informationen zur FFG: Rania Bahnan; zu wisniña und dem
Empowermentkurs: Theodora Leite und Annina Indermühle.
(Das «Ausbildungskonzept Empowerment» kann dort bestellt werden)

FEMMES MIGRANTES

OU LES PIEGES D'UNE INTERPRETATION EN TERMES DE CULTURES.

En 1996, j'ai été chargée dans le cadre de mes activités au Bureau du délégué aux étrangers de mener une enquête auprès de femmes étrangères dans les Montagnes neuchâtelaises afin de se rendre compte de certaines de leurs demandes et besoins en tant que femmes étrangères et migrantes. Il s'agissait en particulier de connaître leur avis au sujet de l'éventuelle ouverture d'un lieu de rencontres réservé aux femmes à La Chaux-de-Fonds. Je me basais alors sur l'hypothèse selon laquelle des centres et lieux de rencontres pour femmes migrantes avaient fleuri dans plusieurs villes de Suisse et qu'ils devaient ainsi répondre à un besoin.

Sur la base de l'analyse des questionnaires remplis par septante-quatre femmes d'origine et de nationalité diversifiées, les réponses sont mitigées et les résultats demandent à être interprétés avec précaution. Si j'avais alors choisi d'échantillonner la catégorie des femmes étrangères, je me suis alors rendu compte que considérer les femmes étrangères comme un ensemble paraît inapproprié en raison de la diversité des caractéristiques de cette population que ce soit au niveau de la durée de séjour, du type de migration, de la situation familiale et professionnelle ou encore du milieu socio-professionnel du pays d'origine. Quelles similitudes y a-t-il entre une immigrée portugaise de la deuxième génération et une femme réfugiée somalienne arrivée en Suisse depuis une année si ce n'est le fait qu'elles sont de nationalité étrangère? C'est en particulier au niveau du type des demandes que ces deux femmes pourraient avant tout se distinguer. Si la seconde peut exprimer un fort besoin en matière d'offre d'apprentissage du français, la première peut se sentir vexée d'être interpellée en tant qu'étrangère. En effet, plusieurs lieux de rencontre pour femmes

existants regroupent avant tout des femmes réfugiées ou se définissent selon une appartenance nationale ou ethnique même s'ils s'adressent autant aux femmes étrangères dans leur ensemble qu'aux Suissesses dans le but de créer des liens et des occasions de contacts.

Toutefois, de façon transversale, les femmes interrogées formulent une demande d'échanges et de rencontres. Car si celles-ci ont toutes l'occasion de côtoyer des parents ou des compatriotes en Suisse, elles ont de manière générale peu l'opportunité d'approfondir des relations et amitiés avec des Suisses(esses) ou des personnes d'autres nationalités que la leur. Nous ne savons toutefois pas si ces échanges sont demandés dans un cadre exclusivement féminin ou s'ils peuvent avoir lieu dans un cadre mixte. D'autres hypothèses sous-tendraient la recherche telles la séparation hommes/femmes comme spécificité culturelle pouvant empêcher certaines femmes de se rendre non-accompagnée dans un lieu mixte ou encore l'isolement plus marqué des femmes migrantes que leurs homologues masculins. Je postulais alors que les hommes ont plus d'occasions d'entrer en interaction avec la population autochtone, que ce soit par le travail ou leurs activités en tant qu'hommes plus orientés sur l'extérieur, que les femmes. A l'heure actuelle, je renverserais le postulat présumant que les femmes dans leur situation familiale en tant que mère de famille ont peut-être plus d'opportunités d'entrer en contact avec l'extérieur que leurs maris, notamment par l'intermédiaire de leurs enfants avec d'autres mères, avec l'école, dans le quartier ou encore avec le personnel socio-éducatif par rapport à l'éducation de leurs enfants.

Lorsque l'on questionne les femmes sur les activités qu'elles souhaiteraient pratiquer entre femmes, ce sont donc avant tout

ZUSAMMENFASSUNG

Die Autorin entwickelt auf der Basis einer Umfrage bei Migrantinnen im Kanton Neuenburg und der Schaffung einer interkulturellen Frauengruppe Gedanken zur Integrationen von Migrantinnen. Ob es um die Kindererziehung, um sexuelle Fragen oder um Verhütung geht - immer muss man in der kulturellen Interpretation der Haltungen der Frauen und der Migrantenfamilien vorsichtig sein. Die Erfahrung lehrt oft, dass die Probleme in Migrationssituationen über kulturelle Aspekte hinausreichen. Die Fragen müssen ganzheitlich betrachtet werden unter Berücksichtigung der Aufenthaltsdauer, der Art der Aufenthalts-genehmigung der Person, der Form der Migration oder auch der familiären Situation oder des beruflichen Umfeldes.

des activités de rencontre et d'échange qui apparaissent. Elles manifestent également de l'intérêt pour découvrir des aspects de la région dans laquelle elles vivent, que ce soient les «spécificités culturelles» des Suisses et des Neuchâtelois, des excursions touristiques dans la région ou des informations d'ordre administratif sur les questions d'assurances, d'impôts ou de civisme. Les femmes interrogées qui ne travaillent pas, cherchent pour la plupart à exercer un emploi et demandent à être aidées dans leur démarche. Il faut souligner que l'enquête a été menée en 1996 alors que le chômage était élevé à Neuchâtel et que l'accès au marché du travail était difficile, de surcroît pour des femmes avec des statuts de séjour précaires. Une forte demande a été exprimée en matière de connaissances sur le système scolaire neuchâtelois ou pour des échanges sur des questions liées à l'éducation des enfants. J'y reviendrai plus loin.

Suite à cette enquête, j'ai alors pris l'initiative, toujours dans le cadre de mes activités au Bureau du délégué aux étrangers, de créer un groupe de réflexion et de discussion sur les questions d'intégration concernant les femmes étrangères. Intitulé «groupe interculturel femmes», il comprend une quinzaine de femmes de nationalité italienne, portugaise, marocaine, sri lankaise, turque, albanaise, congolaise, française, algérienne ou suisse. La composition est variée non seulement par la nationalité représentée ou la langue parlée, mais également par le type de migration, le milieu socio-professionnel, la formation, la situation familiale ou les expériences des femmes représentées. Ainsi, cette hétérogénéité permet d'appréhender les sujets sous des éclairages variés et nuancés. J'avais également le souhait dans la création d'un tel groupe de baser la réflexion sur l'expérience des femmes étrangères qu'elles-mêmes transmettaient et non sur celle que nous pourrions en tant que Suissesses leur prêter, en risquant peut-être alors d'apporter des réponses biaisées ou décalées par rapport aux véritables demandes. De même que si un projet naissait, il pourrait être formulé par les femmes migrantes elles-mêmes.

En appréhendant l'éducation et la scolarité des enfants, on s'aperçoit que les familles se trouvent quelquefois désemparées lorsqu'il s'agit de faire face à certaines situations de décalage entre parents et enfants et ne savent pas toujours où trouver un soutien. Ce phénomène peut bien entendu apparaître au sein des familles autochtones, il peut se trouver cependant accru chez les familles migrantes dans lesquelles des décalages socio-culturels ou de nature linguistique se trouvent activés dans la relation parent-enfant. Les difficultés soulevées par les femmes touchent principalement au fait que les parents ont l'impression que la scolarité ou l'éducation de leurs enfants leur échappe. Ce peuvent être des difficultés pour suivre le contenu de ce que leurs enfants apprennent à l'école et leur évolution scolaire, à entrer en contact avec les enseignants, à laisser les enfants participer à des activités extrascolaires ou encore à gérer les limites à la liberté dans le temps libre de leurs enfants ou tout simplement des difficultés à gérer les attitudes de leurs enfants dans lesquelles les parents ne se reconnaissent pas. La transmission des valeurs culturelles aux enfants demeure un aspect fondamental de l'éducation des enfants. Des soucis et interrogations reviennent souvent sur cet aspect. Il convient toutefois d'être prudent quant à la qualification de certains comportements culturels, en particulier en matière d'éducation. Le risque existe de tirer des conclusions hâtives sur les interférences entre la culture et l'éducation et de stigmatiser de ce fait des familles, en évitant de poser les véritables questions et d'y trouver des solutions adéquates. Toute confrontation mérite une analyse globale de la situation. Il serait dommage de stigmatiser le comportement d'un père qui peut apparaître restrictif à l'égard de sa fille en invoquant l'Islam sans même entrer en relation avec les intéressés et connaître leurs motivations. Les parents suivent le plus souvent avec attention l'évolution de leurs enfants et souhaitent s'adapter aux changements que ceux-ci leur renvoient. Leurs enfants forment un pont entre eux-mêmes et la société d'accueil. Les aspects

linguistiques sont déterminants dans les rapports parents-enfants. Une perturbation au niveau des rôles peut intervenir lorsque les enfants maîtrisent mieux le français que leurs parents et sont, de ce fait, amenés à fonctionner comme traducteurs dans des situations qui ne les concerneraient pas habituellement en tant qu'enfant. Les obstacles linguistiques se manifestent au moment de visionner le carnet scolaire, de se rendre à un entretien avec le(a) maître(sse) scolaire. En traduisant les documents ou en faisant appel à des traducteurs, il est possible de réduire ces obstacles et d'instaurer une meilleure communication entre les protagonistes.

Le groupe interculturel femmes a également abordé les questions de sexualité, contraception, grossesse et de prévention du sida. Nous sommes partis de l'hypothèse que les domaines variés liés à la sexualité et à la maternité faisaient référence aux sensibilités socioculturelles et psychologiques des personnes. Ces questions touchant à l'intimité et se situant ainsi au cœur de la vie des femmes, il nous a paru important de les aborder et d'entamer un dialogue dans ce domaine délicat afin de construire des ponts entre les migrantes et les pratiques de la société d'accueil. Là aussi, il me semble important d'évacuer les préjugés que l'on peut se faire au sujet des femmes d'autres cultures qui « n'y connaîtraient rien en comparaison avec nous femmes suisses et occidentales, émancipées, porteuses de progrès social et scientifique ». Il est donc aussi essentiel d'écouter l'expérience des femmes selon qu'elles viennent d'un milieu urbain ou rural. En Turquie, par exemple, les différences au niveau de l'information sur les questions de grossesse et de contraception sont importantes selon que les femmes proviennent de la ville ou d'un village, qu'elles aient été scolarisées ou non, selon leur âge, etc.

Le « groupe interculturel femmes » a donc saisi l'occasion de la sortie d'une brochure d'information sur ces questions éditée par l'Association suisse de planning familial et d'éducation sexuelle et traduite en plusieurs langues à l'intention des femmes migrantes vivant en Suisse pour organiser

sa diffusion dans le canton et des séances d'information et de discussion en plusieurs langues, en collaboration avec les organismes de planning familial.

Il n'a pas été aisé de faire venir les femmes aux séances d'information. Cela peut se comprendre s'il l'on tient compte de l'intimité du sujet et de la gêne qui peut s'en suivre, de se rendre à une séance où l'on ne connaît personne ou alors justement où l'on connaît les autres femmes. Durant les séances d'information, une intervenante du planning familial était présente, accompagnée d'une traductrice. Celle-ci était également censée jouer un rôle d'interface en faisant venir ainsi les femmes de ses réseaux de relations à la séance. Nous avons de manière générale eu l'impression d'avoir surestimé les obstacles à l'information que nous avons qualifiés de culturels. En effet, les questions posées par les femmes ou les discussions menées lors des séances étaient plutôt semblables dans les quatre groupes linguistiques conviés jusqu'alors. Des questions ont été posées sur les différents moyens de contraception et les avantages / inconvénients qui leur sont liés. Des jeunes femmes pour la première fois enceintes évoquaient leurs craintes liées à l'accouchement ou au changement intervenant dans leur vie, crainte qu'elles ne pouvaient pas toujours confier. Il faut cependant relever que nous n'avons eu les moyens que de toucher les femmes d'un certain milieu socio-culturel, dont les références culturelles sont plutôt proches. Nous pourrions imaginer à l'avenir faire appel à des traductrices, médiatrices ou des relais d'autres milieux socio-culturels. La campagne a toutefois permis de tisser des liens entre les plannings familiaux, les traductrices et les femmes et de sensibiliser les plannings familiaux sur ces questions. Lors des discussions, les femmes migrantes ont exprimé leur besoin d'être entendues par le personnel soignant durant la période de la grossesse et de l'accouchement. C'est souvent à ce moment-là que se cristallisent les décalages ou les manques issus de la migration. Par exemple, le fait pour une femme qui accouche d'être éloignée de sa famille, de sa mère, à cette occasion, n'est pas toujours facile à vivre. Plusieurs rituels

Avrei voluto far uscire queste donne dall'anonimato e, seppure anonime, pubblicare le loro storie, possibilmente con testo a fronte tedesco.

Purtroppo non ho trovato una casa editrice disposta o interessata a pubblicare tali interviste.

Me ne dispiace perché penso che queste otto storie siano emblematiche per molti destini di donne emigrate di tante altre nazionalità.

Non ho smesso di cercare e mi auguro che qualche ente, istituto, gruppo di ricerca o altro vogliano darmi una mano.

In Svizzera non c'è purtroppo un museo che raccolga documenti sull'emigrazione. Ci sono però molte fondazioni, ma a quali rivolgersi?

Il libro servirebbe a non far dimenticare.

Vedremo

Rosanna Ambrosi

transmis par leur mère de génération en génération sont décrits par elles comme étant liés à la grossesse et à l'accouchement. Les questions exprimées par les femmes durant les séances mettent en évidence certaines lacunes au niveau de l'information reçue de la part des gynécologues qui les suivent, même si elles apprécient beaucoup, notamment les femmes kosovares, de pouvoir être suivies si attentivement en Suisse en comparaison de leur pays d'origine. Il me semble ainsi que les remarques exprimées par les femmes mettent en évidence les faiblesses déjà existantes dans la société d'accueil. Dans ce cas, il s'agit du manque de temps et de disponibilité des médecins, fait qui n'est pas nouveau. Lors des demandes d'échanges, le cloisonnement entre les divers réseaux de relations est mis en exergue.

Il m'a paru utile de mener une réflexion en particulier par rapport à l'intégration des femmes étrangères qui peut comporter certaines spécificités sans toutefois vouloir trop entrer dans des catégorisations hommes / femmes qui pourraient biaiser la réflexion globale autour des questions d'intégration des populations étrangères. L'expérience menée dans les Montagnes neuchâteloises et les réflexions qui en découlent nous montrent que l'on se doit d'être attentif aux idées toutes faites et aux préjugés que la société d'accueil peut, par facilité, brandir lorsqu'il s'agit de fournir des explications sur les comportements des femmes étrangères dans leur façon d'éduquer leurs enfants ou leur manière de vivre leur maternité et leur sexualité.

ANNE JEANNERET

collaboratrice au Bureau du délégué aux étrangers, Neuchâtel

Comment concrétiser l'égalité

dans une équipe interculturelle ?

Cet article relate un entretien librement traduit et transcrit avec Iren Delpasand, politologue et sociologue iranienne, qui travaille au «Frauenhaus Winterthur» lieu d'hébergement pour femmes victimes de violence.

Iren fait partie d'une équipe de six femmes qui se partagent la responsabilité du «Frauenhaus», et qui définit son travail comme féministe et antiraciste. Leur pratique représente une mise en œuvre concrète de ces options, dont ce n'est pas un hasard qu'elles soient issues d'une maison pour femmes. Tout comme les femmes avaient créé des espaces de paroles séparés de ceux des hommes, ici, ce sont les migrantes qui ont fait une démarche semblable. Un groupe minoritaire, ayant peu accès au pouvoir, à la parole et à la visibilité, se donne un lieu de parole dans une perspective «d'empowerment».

«FRAUENHAUS CHERCHE COLLABORATRICE ISSUE D'UN PAYS NON-EUROPÉEN DE L'OUEST....»

... c'est le libellé de l'annonce publiée récemment. Discrimination positive? Besoin d'une collègue migrante pour le travail avec des résidentes migrantes? Moyen de percevoir les migrantes comme collègues plutôt qu'usagères?

Cette annonce traduit le projet d'une pratique réfléchie et explicitement interculturelle. Pour Iren et ses collègues, cela va de soi aujourd'hui, que l'équipe soit composée pour 50% de femmes migrantes et 50% d'autochtones.

POURQUOI UNE ÉQUIPE 50%-50% ?

Lorsque la première migrante était engagée, l'équipe était entièrement suisse. Rapidement toutes les tâches ayant trait à la migration lui étaient déléguées, de sorte que la question migratoire était évacuée de l'équipe. Seule migrante, il lui était difficile

d'influencer le fonctionnement du groupe sur les questions interculturelles. Considérée la migrante de l'équipe, elle risquait d'être réduite à cette position.

Cherchant à partager sa situation, elle forme avec une collègue d'un autre Frauenhaus un groupe de «femmes migrantes». Leur réflexion les amène à la recommandation de remplacer chaque personne qui part par une migrante jusqu'à arriver à une parité entre migrantes et autochtones dans chaque équipe. A l'époque, l'engagement de migrantes était rare dans le social, malgré leurs qualifications élevées. Outre la difficulté à faire reconnaître les diplômes étrangers, de nombreuses barrières rendent aujourd'hui encore l'accès à un travail ou à une formation difficile. Et même, équipées de diplômes, elles se trouvent reléguées au bénévolat ou à des postes où elles sont surqualifiées.

Cette ouverture ne s'est pas fait facilement; des débats serrés ont été nécessaires pour vaincre des résistances, tant à propos de l'idée de quotas, de la légitimité d'un nombre élevé de migrantes dans un «team», que par crainte de modifier la culture d'équipe ou du handicap de la langue.

Du côté des migrantes aussi, des craintes ont surgi: oser prétendre à une place de travail, être à la hauteur - il n'est jamais évident de s'imposer, quand on a eu l'habitude de devoir prouver plus, à la fois comme femme et comme migrante, et qu'on ne se sent pas toujours en droit de demander les mêmes droits.

COMMENT FONCTIONNE L'ÉQUIPE 50%-50% ?

Les femmes migrantes ont commencé à se réunir séparément, et à demander que ces réunions soient considérées partie intégrante du temps de travail. Les collègues autochtones n'ont que peu à peu ressenti le besoin de séances pour elles, questionnées

ZUSAMMENFASSUNG

Dieser Artikel geht von einem frei übersetzten Interview mit Iren Delpasand aus. Iren, Soziologin und Politologin aus Iran, arbeitet im «Frauenhaus Winterthur», das Schutz und Begleitung für misshandelte Frauen bietet, darunter eine wachsende Anzahl Migrantinnen.

Sechs Teamfrauen teilen sich die Verantwortung im «Frauenhaus», das sich durch eine feministische und antirassistische Praxis definiert. Die Teamfrauen arbeiten seit mehreren Jahren in paritären Strukturen im ganzen Betrieb, wo Migrantinnen und Einheimische zu gleichen Teilen vertreten sind.

Da Migrationserfahrung als wichtige Ressource im interkulturellen Team betrachtet wird, müssen die Migrantinnen auch Gelegenheit haben, diese gezielt einzusetzen. Ein Teil der Teamsitzungen werden deshalb getrennt durchgeführt, was ermöglicht, die Biographie- und Sozialisations-Erfahrungen sowohl der ausländischen als auch der einheimischen Teamfrauen zu reflektieren und aufzuarbeiten. Dadurch wird migrationspolitisches Bewusstsein als Arbeitsinstrument entwickelt. Es geht hier also nicht in erster Linie um kulturelle Unterschiede, sondern vielmehr um Macht und Machtdefizite, denen ein Prozess des «empowerment» entgegengesetzt wird.

par la démarche des migrantes sur la nécessité d'interroger leurs valeurs et références de classe, de genre, ainsi que de majorité suisse. Aujourd'hui, des séances séparées régulières sont considérées comme réunions de travail au même titre que les colloques de mise en commun.

Dans les séances séparées, les migrantes ont examiné leurs trajectoires; un processus qui a fait émerger similitude et diversité des expériences, et l'hétérogénéité du groupe. Ainsi, si les discriminations administratives sont connues par toutes, la façon d'être perçue dans son entourage varie énormément d'une personne à l'autre selon la visibilité de la différence ou du réseau personnel, - ce sont des observations très utiles au travail avec les résidentes. Ce n'est pas l'expérience de migration qui constitue telle quelle une compétence inter-culturelle, mais l'élaboration de celle-ci, le fait d'assumer sa situation de migrante et un positionnement actif par rapport à la politique migratoire.

Un processus de prise de conscience et de positionnement parallèle se déroule du côté des femmes suisses, autour de sujets différents: les conflits avec les résidentes migrantes, leur rapport à la politique migratoire et le poids des valeurs locales dans les décisions d'équipe.

CE TRAVAIL SÉPARÉ NE MÈNE-T-IL PAS À UNE POLARISATION INUTILE ?

Non, car tout ne se passe pas séparément, c'est un moment d'un processus global. Les moments séparés permettent de constater des différences, d'évaluer leur portée, et d'apporter une idée mûrie au colloque. Lors du «toutes ensemble», la migrante a une position difficile pour faire valoir son point de vue; généralement, les propositions des minorités sont moins prises en compte. En tant que migrante, certains sujets sont difficiles à aborder en colloque, on craint de mettre en question des habitudes établies, ou encore de blesser une collègue. La réflexion séparée permet de nuancer ses avis, ses appréhensions, et de se sentir moins seule face au groupe. L'institution de moments séparés fait exister les migrantes comme entité à prendre en compte dans la structure même du fonctionnement.

L'analyse d'une question précise, comme par exemple le règlement de maison, faite séparément, permet ensuite une mise en commun riche qui prend en comp-

te la différence, négociée dans un deuxième temps. Le travail séparé, est suivi par la reconstruction d'une vision commune d'une qualité supérieure car elle respecte les deux optiques.

QUELS SONT LES RÉSULTATS DE CETTE FAÇON DE TRAVAILLER ?

REPRÉSENTATION À L'EXTÉRIEUR: L'équipe applique le principe de représentation paritaire à tous les volets du travail. Ainsi, chaque fois que l'institution est représentée à l'extérieur, auprès des financeurs, lors d'exposés ou de rencontres, c'est une délégation composée de suisses et de migrantes qui apparaît. Au début, les interlocuteurs ne s'adressaient systématiquement qu'aux femmes suisses, sans apercevoir les migrantes, considérant celles-ci comme accompagnatrices. Il a fallu imposer une visibilité et la reconnaissance de leurs compétences pour être vues comme égales en considération et en droits, et non réduites à la position de témoin d'une souffrance ou de difficultés.

LA LANGUE: Si les langues étrangères sont un atout pour la communication avec les résidentes, à l'écrit, une bonne maîtrise de l'allemand est indispensable. Il a fallu simplifier les tâches de rédaction pour les allochtones sans quoi elles pèseraient comme surcroît de travail pour les autochtones. De plus, il est dangereux d'exposer les allochtones de façon constante à la critique pour leurs insuffisances linguistiques. La conception de lettres-type sur ordinateur a permis de simplifier la rédaction de requêtes courantes. Ce genre de mesure facilite énormément la vie quotidienne - en fait pour toutes. Mais il reste que la rédaction en langue étrangère représente un surcroît de travail et de fatigue pour les migrantes.

LE RÈGLEMENT DE MAISON: L'équipe porte une attention soutenue à l'établissement des règles, cherchant à éviter qu'elles ne soient dictées par la majorité, mais qu'elles traduisent au contraire des accords qui permettent à toutes les femmes de se sentir chez elles. Pour exemple, citons la nourriture (viande de mouton plus chère chez le boucher turc, renoncer à imposer le pain complet comme valeur absolue, parfois pas d'achat de porc), et l'éducation des enfants (heures de coucher des enfants).

STRUCTURES ASSOCIATIVES: L'équipe s'est efforcée d'étendre sa conception du travail à tous les niveaux de l'organisation, en particulier au comité et auprès des veilleuses de nuit. Si pour l'équipe de nuit, la mixité

suisses- étrangères est devenue un acquis, il est cependant plus difficile de la réaliser pour le comité, car beaucoup de migrantes sont déjà très engagées dans les ONG liées à la migration ou à l'asile.

Globalement, cette façon de travailler fonctionne extrêmement bien et permet une réelle identification au travail d'équipe. Parfois, on oublie que le Frauenhaus est une sorte d'îlot, et c'est avec déception que l'on retrouve à l'extérieur les anciens schémas, où les étrangères sont rendues invisibles. Ce lieu constitue un précieux terrain d'innovation, et avec le temps, les changements interviendront partout.

POURQUOI LA DISTINCTION MIGRANTES ET AUTOCHTONES- IL Y A D'AUTRES DIFFÉRENCES IMPORTANTES ? !

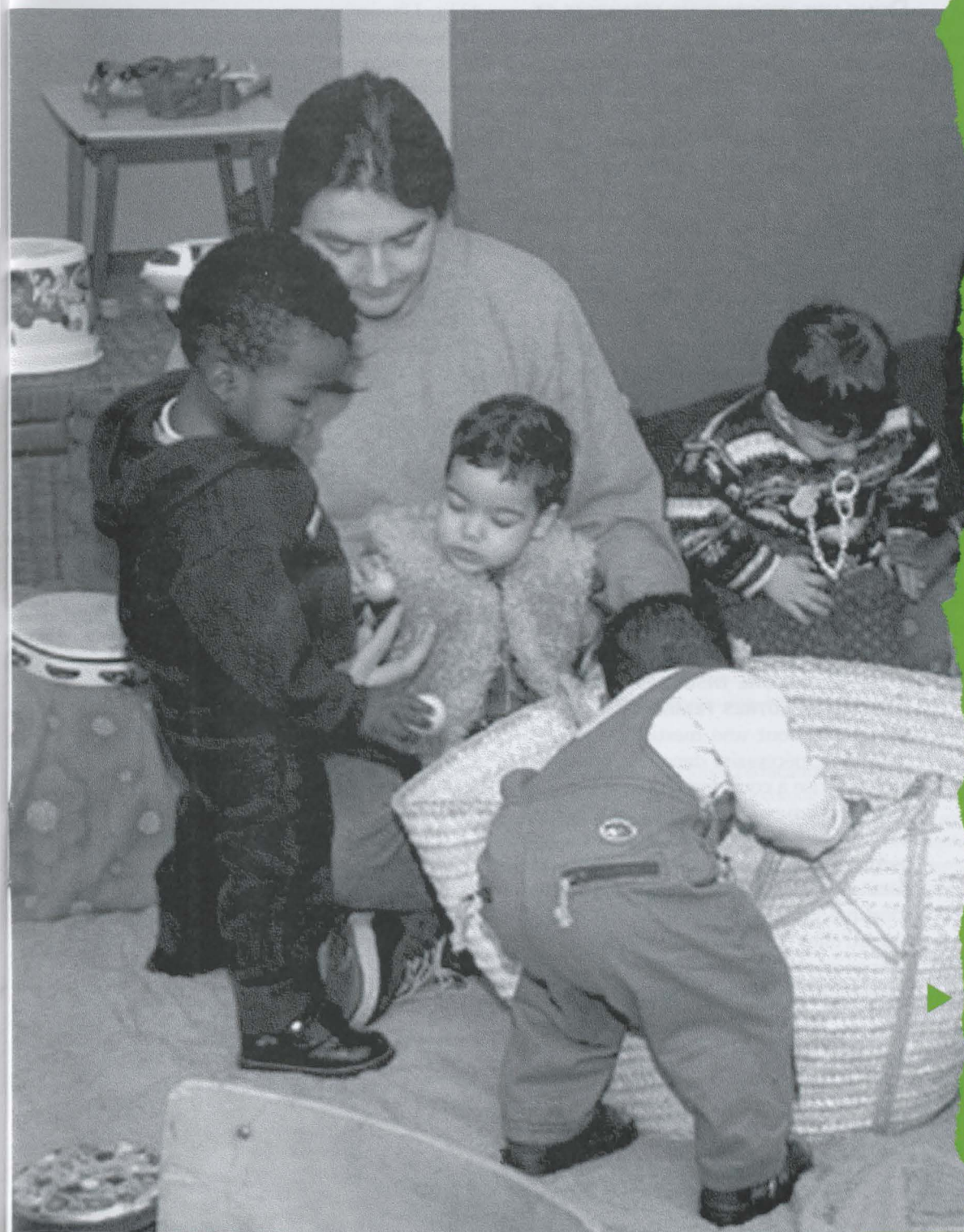
Nous avons bien sûr mené une réflexion à propos d'autres différences: Entre mères et non-mères, une expérience centrale pour le rapport au travail salarié, et en particulier celui avec des femmes en difficulté, souvent mères elles aussi. Nous avons aussi débattu sur les valides – invalides, ce qui soulève le problème de l'aménagement de la maison pour la rendre accessible. Des raisons financières nous ont empêchées d'avancer plus à propos dans cette réflexion. Pour l'instant, la différence de genre et l'expérience migratoire restent cependant décisives dans notre analyse.

LITTÉRATURE

Frauenhaus Winterthur,
Jahresberichte, Postfach
1045, Winterthur

STREIBERT, Susanne (1999)
Die interkulturelle
Teamarbeit im Sozial-
bereich. Chancen,
Schwierigkeiten und
Anforderungen.
Soziothek, Bern

ECKMANN, Monique (2001),
Identität und Vielfalt als
Lernthema in sozialen
Berufen. In Hoffmann,
Furch, Winge (Hg.)
« Grenzen - Borders.
Kontakt und Konflikt in
der Kulturbegegnung »
Sozaktiv, A - St. Pölten.
Va également paraître en
français in Actes de la
conférence de Modra,
« Identité et diversité dans
la formation aux
professions sociales ».



D O S S I E R

Une autochtone est une femme qui a fait sa socialisation ici, et qui, grâce à une réflexion critique, prend sur elle une certaine responsabilité en tant que membre d'une majorité. De façon analogue, pour agir comme migrante, l'histoire migratoire ne suffit pas, mais nécessite cette élaboration de la position de minorité déjà mentionnée. Contrairement à une vision simpliste, et pourtant répandue sur ce que serait la discrimination positive, nos exigences sont en fait très élevées. C'est-à-dire, avoir transformé l'expérience de la migration en un outil de prise de conscience et une nouvelle forme de compétence, basée sur un travail intense sur son expérience individuelle et collective.

DONC UNE PERSPECTIVE FÉMINISTE ET ANTIRACISTE ?

Travailler avec des femmes victimes de violence s'inscrit dans une perspective générale de défense des femmes. L'arrivée d'un nombre croissant de migrantes nous a poussées à une nouvelle réflexion, pour mieux les inclure dans la marche de la maison et leur permettre de prendre leur place ici. De plus, les femmes migrantes membres de l'équipe, sont particulièrement qualifiées, et constituent ainsi des modèles possibles pour les résidentes.

Cette maison permet aux résidentes de se reconstruire comme sujet par rapport au monde des hommes. Notre perspective antiraciste y ajoute la défense systématique des droits de celles qui en sont privées, en particulier les migrantes. Ainsi, plutôt que d'interpréter leur situation en termes de différences culturelles, on cherche à réhabiliter leurs droits et possibilités.

REVENONS À L'ANNONCE :

«CHERCHONS COLLABORATRICE ISSUE D'UN PAYS NON-EUROPÉEN DE L'OUEST» N'EST-CE PAS UNE DISCRIMINATION À L'ÉGARD D'AUTRES FEMMES ?

Les quotas sont une mesure de soutien transitoire, nécessaire dans le contexte actuel, qui vise à court terme à favoriser des migrantes issues de pays non-privilegiés et à établir une régulation à long terme. Elle permet aussi de prendre en compte les résistances. On rétorque souvent que cela constitue une dégradation de leur image, puisqu'elles ne seraient engagées que «parce que migrantes» et non pour leurs compétences. C'est une argumentation qui

ne tient pas compte des difficultés qu'elles rencontrent sur le marché du travail. En tant que femmes et migrantes, elles doivent prouver, davantage que les autres, qu'elles sont à la hauteur. Il n'y a toutefois pas de risque d'engager des femmes sous-qualifiées –sur le marché du travail se trouvent suffisamment de femmes surqualifiées!

En fin de compte, les rapports d'équipe ne reposent pas sur des différences culturelles, mais sur une relation de pouvoir. Tendre vers plus de justice nécessite de rétablir un équilibre à un moment donné. Une équipe rencontrée à Berlin pousse la réflexion encore plus loin: elles ont décidé de fonctionner pour un certain temps avec un nombre supérieur de femmes migrantes et ont établi le principe «60% et 40%». L'hypothèse est, qu'ayant l'avantage du nombre, elles pourront rétablir la balance de pouvoir, étant entendu qu'avec la parité, l'accès à celui-ci reste inéquitablement réparti. La question se posera: comment les migrantes pourront-elles sortir de leur position minoritaire?

EN GUISE DE CONCLUSION :

QU'AIMERAIS-TU DIRE AUX COLLÈGUES ?

Aux Suissesses: oser affronter des conflits, et introduire des changements qui permettent aux migrantes de trouver leur place. Peut-être faudra-t-il céder quelques privilèges, mais la qualité s'en trouve nettement améliorée. Les Suissesses ont une position privilégiée aussi car elles sont depuis longtemps dans ces équipes, elles ont le savoir et l'expérience. Une migrante qui arrive dans une équipe est en même temps la nouvelle, cela complique les rapports, d'où la nécessité d'être plusieurs pour faire face. Mais cela évoluera avec le temps.

Aux migrantes: ... également avoir du courage, oser affronter les conflits et renforcer la conviction à propos de nos compétences, et donc de notre légitimité. Et être attentives, veiller à ne pas se laisser déléguer toutes les questions de migration, elles concernent l'ensemble d'une équipe et ... d'une société.

MONIQUE ECKMANN

IES, groupe intermigrà
à partir d'un entretien réalisé en allemand avec

IREN DELPASAND

Frauenhaus Winterthur

Le 23 juillet dernier disparaissait dans de tragiques conditions une jeune femme péruvienne pleine de rêves pour son futur et celui de ses enfants... Carolina, 23 ans, était arrivée en Suisse il y a un peu plus de 10 ans, avec ses parents et sa sœur, une famille qui souhaitait construire ici un futur que leur pays d'origine ne leur offrait pas. Quelques années plus tard, elle rencontrait celui qui allait être le père de son premier enfant: un jeune albanais qui, bien qu'ayant vécu pratiquement toute sa vie dans son pays d'accueil, est resté très attaché aux valeurs et aux lois de son clan. Après quelques années de vie conjugale empreinte de violence, Carolina a enfin osé le pas de la rupture. Celle-ci allait lui coûter la vie puisqu'en ce lundi matin d'été, son ex-ami s'est rendu à son domicile pour la poignarder sauvagement avant de prendre la fuite... Ce drame qui nous touche de près a suscité de nombreuses réflexions que nous souhaitons livrer ici partiellement...

Avant de mourir, Carolina a été harcelée, menacée, le plus souvent très ouvertement. Quelques proches ont également été l'objet de menaces, l'arme au poing, parfois même en public. Alors que d'autres femmes subissent sans oser dénoncer, Carolina a eu le courage de faire le pas et de déposer une plainte. Quel en a été l'effet? Qu'a fait la justice pour garantir sa sécurité? Il y a quelques jours encore, une connaissance nous annonce qu'elle aussi a été l'objet d'une menace de mort, qu'elle a été recherchée par son auteur à deux reprises sur son lieu de travail, qu'elle aussi a porté plainte, qu'elle aussi a le sentiment que son appel n'a été enregistré que sur une feuille de papier, qu'elle aussi a peur... Non, nous ne sommes pas paranos! Que va faire la justice pour éviter une issue qui pourrait s'avérer fatale? Quand notre cadre juridique permettra-t-il de prendre au sérieux tout signe de maltraitance? Plus difficile encore sont les situations des jeunes femmes mariées et pour qui rupture est souvent associée à renvoi, la séparation entraînant la perte d'un permis de séjour.

Le responsable présumé du décès de Carolina est originaire des Balkans, tout comme l'individu auteur des menaces précitées. On le sait, la notion d'honneur est traditionnellement importante pour les ressortissants de l'ex-Yougoslavie. Interprétée parfois de manière erronée, et de plus en plus au nom du pouvoir ou d'un profit individuel, son sens profond s'est perdu, pour justifier aujourd'hui encore, pour une minorité d'individus, des actes extrêmes, contraires au droit de la personne. Se pose alors un problème de communication et d'information. Comment ne pas généraliser et tomber dans le piège des stéréotypes en attribuant à tous les ressortissants de ces contrées les caractéristiques des deux individus concernés par ces faits? Car certains ressortissants d'ex-Yougoslavie ont eux aussi été consternés par le décès de Carolina. Mal à l'aise, ils ont honte de décliner leur origine et ne savent comment réagir.

Enfin, cette tragédie pose également toute la problématique de la violence conjugale. L'auteur présumé de ce crime n'était plus l'ami de Carolina, mais il l'a été et leur relation n'est pas restée harmonieuse très longtemps. Nous l'avons dit, nous le répétons, Carolina a osé réagir. D'autres continuent d'accepter en silence de vivre des relations qui font abstraction de tout respect et qui ont tué toute dignité. Nous en connaissons plusieurs, qui espèrent toujours et encore un changement dans le comportement de leur partenaire, qui n'osent pas imaginer les conséquences des menaces émises. Elles ont de 20 à 50 ans, elles sont suisses ou étrangères, vivent en couple avec un ressortissant suisse ou étranger, issues de tous milieux socio-culturels, parfois au bénéfice de très bonnes formations. La mort de Carolina donne envie de les secouer très fort et de leur crier: «Ce qui est arrivé là, c'est la réalité... ça s'est passé tout près de chez vous... Ce n'est pas un téléfilm... Cela peut vous arriver aussi... Sans doute Carolina n'imaginait-elle pas s'éteindre ainsi... Réagissez, personne ne mérite d'être traitée comme vous l'êtes. Les coups, les menaces, les insultes, les abus de toutes sortes dont vous êtes victimes, rien ne les justifie, personne ne le mérite.»

Nous concluons en soulignant le rôle essentiel que devrait jouer l'éducation dans ce domaine... Il nous semble urgent d'aborder aujourd'hui des questions relatives à la vie conjugale et à l'éducation familiale, de permettre aux jeunes hommes et femmes de compléter les modèles et valeurs acquises au gré de leur histoire individuelle, de développer des capacités de communication, afin de permettre la construction de relations plus harmonieuses, respectueuses, égalitaires, des relations dans lesquelles pouvoir et possession n'auraient plus de place, où chacun(e) serait considéré(e) comme membre à part entière de l'entité familiale. Apprendre à être conjoint, apprendre à être parent...

MARY-CLAUDE WENKER
ALBERTO LAMAS

Devenir Suisse ?

RÉFORME DE LA NATURALISATION EN SUISSE.

La question de la naturalisation fait depuis quelque temps déjà la une de l'actualité suisse, en particulier depuis l'affaire de Emmen et des procédures de votations populaires en vue d'accorder la naturalisation aux étrangers. En effet, l'obtention de la nationalité suisse se caractérise d'une part par son manque de flexibilité (procédure longue et sélective) et d'autre part par des coûts élevés. Cette volonté de tenir à l'écart une partie de la population étrangère de la communauté des citoyens nationaux est défavorable à de bonnes relations entre les populations suisses et étrangères. C'est pourquoi, en réponse à la consultation fédérale concernant un projet de réformes du code de la nationalité, le gouvernement neuchâtelois et les organes officiels chargés de l'intégration des étrangers ont pris position en soutenant les principales innovations proposées. Il s'agit en particulier : de la simplification de la naturalisation pour les étrangers de la 2^{ème} génération, de la naturalisation par la naissance en Suisse pour les étrangers de la 3^{ème} génération, de l'introduction d'un droit de recours, de la réduction de la durée de domicile en Suisse de 12 à 8 ans ou encore de l'adhésion à la convention européenne sur la nationalité.

NATURALISATION : DÉBUT OU COURONNEMENT DE L'INTÉGRATION ?

Selon les instances officielles neuchâteloises, la naturalisation des étrangers ne peut être considérée ni comme un point de départ de l'intégration en Suisse ni comme l'aboutissement et le couronnement d'un projet de vie. Elle représente au contraire une étape majeure de la consolidation d'un processus d'intégration continu dans le pays, qui devrait intervenir beaucoup plus vite qu'aujourd'hui. L'accès à la nationalité suisse devrait se fonder sur des critères simples et objectifs conférant un véritable droit. La durée de résidence, comprise dans une fourchette de 5 à 8 ans, le respect de l'ordre juridique ainsi que la sauvegarde de la sécurité intérieure et extérieure de la Suisse sont les éléments véritablement essentiels de l'octroi de la nationalité suisse à des étrangers. La procédure de naturalisation devrait viser à s'assurer que le candidat dispose d'un ancrage suffisant dans le pays pour que l'octroi de la nationalité suisse constitue effectivement une étape de consolidation de l'intégration. L'appréciation du degré d'intégration devrait être postulée à partir de quelques critères objectifs et uniformes en Suisse selon des modalités pratiques laissées à la compétence des cantons.

QUELQUES INNOVATIONS À NEUCHÂTEL.

Depuis quelques années, les autorités neuchâteloises ont assoupli et simplifié la procédure cantonale et communale de naturalisation. Plus récemment, lors de la révision de la Constitution cantonale, les compétences concernant la naturalisation ont été transférées du parlement au gouvernement, ce qui rend la procédure moins politique et plus administrative. Une autre innovation a été le remplacement de l'enquête de police par une recherche administrative de renseignements. Enfin, au mois d'avril dernier, le Conseil d'Etat neuchâtelois a supprimé les taxes de naturalisation. Celles-ci pouvaient auparavant s'élever jusqu'à 10.000 francs, alors qu'aujourd'hui, selon le nouveau système de taxe unique, le coût est considérablement réduit. Il est de maximum 500 francs pour les étrangers de la 1^{ère} génération et de 150 francs pour ceux de 2^{ème} génération.

SABRINA RINALDO ADAM
Bureau du délégué aux étrangers
juillet 2001

Re-Sources: Une nouvelle association voit le jour

Le 20 juin 2001, après une année de rencontres et de discussion, l'association Re-Sources est née à Fribourg.

Le 23 mars 2000 avait eu lieu la Onzième Journée des infirmières de Suisse Romande et du Tessin travaillant auprès des migrants, journée consacrée à l'interprétariat et la médiation culturelle dans les soins. Neuf recommandations avaient alors été retenues et approuvées à l'unanimité et parmi elles le droit d'être entendu et soigné dans sa langue grâce à l'intervention d'interprètes ou de médiateurs culturels formés et reconnus.

Un groupe de professionnels fribourgeois de la santé et du social s'était engagé à transmettre et à diffuser ces recommandations sur leur lieu de travail. Très vite, ils se sont rendus compte de la nécessité de se rencontrer pour unir leurs ressources, collaborer et mener ensemble un travail de réflexion portant sur la qualité de vie et la santé des migrants. Lors de ces rencontres est apparue clairement la nécessité d'une association regroupant les professionnels de différents secteurs pour définir de manière commune les actions à mener.

Cette Association, Re-Sources, a pour but de promouvoir la rencontre entre communautés migrantes et communauté d'accueil, de développer et mettre à disposition des ressources pour une meilleure communication interculturelle, d'initier ou de soutenir des projets en vue d'une prise en compte optimale des ressources et des besoins des migrants par les services de la santé et du social, de développer les échanges avec des associations et/ou des intervenants d'autres champs (éducation, culture). Pour ce faire, l'Association se basera sur la recherche action, la formation, le partage de ressources au sein d'un réseau, la promotion de la santé.

Parmi les membres fondateurs on compte des personnes travaillant à Caritas Suisse, à la Croix Rouge Fribourgeoise, au Centre psychosocial, à Espace Femmes, à l'Hôpital Cantonal, à l'Ecole du Personnel Soignant, à l'Oeuvre Suisse d'entraide ouvrière. Il s'agit maintenant de faire connaître l'Association, d'intégrer des représentants des communautés migrantes ainsi que de nouveaux membres.

Un comité de 7 membres a été élu lors de l'Assemblée Générale constitutive. Plusieurs propositions d'action ou de formation ont déjà été faites à ce comité qui doit se prononcer d'ici la fin du mois de juin et mettre au point options et stratégies.

Ensemble nous découvrons nos ressources et celles des autres. Chacun de nous, migrants on non, est à la fois source et ressources: c'est cette conviction qui nous motive et que nous désirons promouvoir dans le domaine de la santé et du social.

Contact:

Association Re-Sources
CP 180
1705 Fribourg
email: re_sources@hotmail.com

Heilpädagogische Unterstützung im Kindergarten Beispiel eines QUIMS-Projekts in Winterthur-Töss

Wie in anderen Gemeinden ist auch in Winterthur-Töss der Kindergarten am Projekt QUIMS beteiligt. Obwohl die Schülerschaft teilweise sehr heterogen zusammengesetzt ist, arbeiten die 14 Kindergärtnerinnen ohne separierenden Massnahmen, wie sie für die Primarschule typisch sind. Damit vollbringen sie eine beeindruckende Integrationsleistung. Dies war bisher Sache jeder einzelnen Kindergärtnerin. Mit dem Beitritt zum Projekt machten sie sich auf, Formen einer regelmässigen Zusammenarbeit einzurichten. Sie bilden eine selbständige QUIMS-Einheit, mit eigener Steuergruppe, mit verschiedenen Arbeitsgruppen und einem eigenen Budget.

Momentan beschäftigen sie sich mit drei Teilprojekten (siehe www.quims.ch/Praxisberichte). Eines betrifft die enge Zusammenarbeit mit einer Heilpädagogin. Von diesem möchte ich aus Sicht des Schulbegleiters berichten. Dabei interessiert mich, wie die Beteiligten durch diese gemeinsame Arbeit von einander lernen und wie sich dieses Lernen auswirkt.

WAS WILL DAS PROJEKT?

Einmal pro Woche unterstützt eine Heilpädagogin die Kindergärtnerin, und zwar mit folgenden Zielen:

- Die Heilpädagogin arbeitet im Unterricht mit, damit Auffälligkeiten frühzeitig erfasst und Kinder entsprechend betreut werden können.
- Die Heilpädagogin und die Kindergärtnerin tauschen regelmässig ihr Fachwissen aus.
- Um die Lehrtätigkeit zu reflektieren, geben sich die Lehrpersonen systematisch Rückmeldungen.

Daneben bietet die Heilpädagogin für alle Kindergärtnerinnen Weiterbildung zur Lernförderung und Zusammenarbeit mit den Eltern an. Sie beteiligt sich an Sitzungen der Arbeitsgruppe, einer ersten Standortbestimmung und der Schlussauswertung des Projekts.

WARUM HEILPÄDAGOGISCHE UNTERSTÜTZUNG IM KINDERGARTEN?

Der Entwicklungs- und Sprachstand gewisser Kinder entspricht oft nicht der Vorstellung, die man an das entsprechende Lebensalter knüpft. Eine Kindergärtnerin bezeichnet ein Kind vielleicht als auffällig, weil es von der (womöglich unbewussten) Norm abweicht. Kinder sollten jedoch nicht unhinterfragt mit solchen normativen Erwartungen beurteilt werden – besonders dann nicht, wenn sie

nichtdeutscher Muttersprache oder fremder Herkunft sind. Nur zu schnell werden sie sonst diskriminiert oder abgestempelt – obwohl es der Kindergärtnerin nur darum geht, die Betroffenen zu fördern.

Gegen vorschnelle Beurteilungen ist eine Kindergärtnerin weder durch beste Absichten noch kraft ausgewiesener Berufskompetenzen gefeit. Hilfreich und korrigierend ist jedoch die Unterstützung durch eine externe Fachperson. In Töss geschieht dies, indem die Heilpädagogin sich am alltäglichen Unterricht beteiligt oder die Reflexion der Berufstätigkeit durch Feedbacks oder Weiterbildung unterstützt. Positiv wirkt sich auch die Kooperation in der Steuer- und Arbeitsgruppe aus, durch diese kommen Kindergärtnerinnen mit Fachpersonen aus anderen pädagogischen Feldern zusammen.

AUSTAUSCH VON WISSEN

Als Schulbegleiter erachte ich als besonders wertvoll, dass die Zusammenarbeit allen Beteiligten ermöglicht, ihr individuelles Wissen mit anderen auszutauschen und ständig zu erweitern. Eine Kindergärtnerin so kann alltägliche Erfahrungen anders verstehen und einordnen, sie kann Wissen

aus der Praxis mit Theorie und Modellen verknüpfen. Durch die gemeinsame Reflexion kommt sie zu neuen Erkenntnissen und einem anderen Selbstverständnis: Ihre Fragen sind allgemeine Fragen und von weiterreichendem Interesse. Durch den Austausch wird ihre Sprache mit der Zeit differenzierter. Die Praxis gewinnt durch die theoretische Anbindung an Tiefe und Profil. Sie kann ihre Handlungen noch besser vor sich selbst, aber nicht zuletzt auch gegenüber Eltern und Experten begründen. Das gibt Raum für Neues. Sie hat den Mut, sich und anderen etwas zuzumuten.

Kindergartenarbeit, die komplex und gehaltvoll ist, bedarf anspruchsvoller Theorien und einer ausdifferenzierten Sprache. Der reflektierte Umgang mit den täglichen Herausforderungen erhöht die beruflichen Kompetenz der Kindergärtnerin, weil sie auf hohem Niveau begründen kann, was in ihrem Unterricht geschieht. Durch die Zusammenarbeit mit der Schulbegleitung und anderen Fachpersonen erfahren Knowhow und Praxis der Kindergärtnerin eine Aufwertung – nicht zuletzt für diese selbst: «Wir wissen etwas, das sich lohnt zu dokumentieren und weiterzugeben!»



Schulerfolg: kein Zufall

EIN IDEENBUCH ZUR SCHULENTWICKLUNG IM MULTIKULTURELLEN UMFELD

Praxiswissen gibt es zuhauf. Es auszutauschen und zu dokumentieren braucht allerdings Zeit, die im Berufsauftrag nicht vorgesehen ist. Dies zu ändern ist nicht der Hauptzweck von QUIMS. Wenn sich unser Projekt jedoch bei den Kindern – statt auf die Defizite – auf die Potenziale konzentriert, muss es dies auch bei den Lehrpersonen tun. QUIMS kann die Kindergärtnerinnen mit bezahlten Entlastungen dabei unterstützen, ihre Erfahrungen auszuwerten. Mittelfristig profitieren so auch die Praxis und indirekt die Kinder. Ausserdem tragen Kindergärtnerinnen, die sich gegenseitig über ihre Projekte informieren und diese diskutieren, dem Vernetzungsgedanken Rechnung. Und da sie als selbstbewusste Fachleute in einen Dialog eintreten können, lassen sie ihre Tätigkeit nicht durch wissenschaftliche Experten vereinnahmen.

Wer sich die verantwortungsvolle und kompetente Arbeit der Kindergärtnerinnen vor Augen hält, kann ob dem Status, den ihnen unserer Gesellschaft im Allgemeinen und das Bildungssystem im Besonderen zuschreibt, nur staunen. Wenn QUIMS-Projekte dazu beitragen, dass sie mehr Anerkennung findet, würde das nicht nur mich sehr freuen.

STEFAN LÜÖND

Vor einiger Zeit war in einer Tageszeitung folgende Annonce einer Immobiliengesellschaft zu lesen: «EFH, 6 Zimmer, sonnige und verkehrsfreie Lage - Nähe Schulhaus mit geringen Ausländeranteilen.» Sollte das Programm des Zürcher Projekts «Qualität in multikulturellen Schulen, QUIMS», aus dem die Publikation «Schulerfolg: kein Zufall» entstanden ist, Früchte tragen, wird man in Immobilieninseraten vielleicht bald lesen: «EFH an kinderfreundlicher Umgebung - Nähe QUIMS-Schulhaus!»

DIE FAKTEN

Über ein Drittel aller Schulklassen in der Schweiz haben heute mehr als ein Drittel Kinder aus Migrantenfamilien. Sie gelten deshalb als «stark heterogen», das heisst als vielfältig zusammengesetzt - in Bezug etwa auf die kulturelle, sprachliche und soziale Herkunft der Schülerschaft. Je nach Gesichtspunkt sind daraus zwei Probleme entstanden: Einerseits beklagen sich nicht wenige Eltern und Lehrpersonen über ein «sinkendes Leistungsniveau» in «multikulturellen» Schulen. Andererseits ist der Lernerfolg der Kinder aus zugewanderten Familien besorgniserregend, denn immer mehr werden diese Sonderklassen oder dem Zweig der Sekundarstufe mit den tiefsten Anforderungen

zugewiesen. Um diese Probleme zu entschärfen, braucht es bedeutende Investitionen auf verschiedenen Ebenen. Erfolg versprechen vor allem Massnahmen, die den Unterricht oder die Verbindung von Schule und Familie verbessern.

Erstmals hat eine deutschsprachige Publikation Schulentwicklung mit konkreten pädagogischen Massnahmen für multikulturelle Verhältnisse in Verbindung gebracht. Entstanden ist ein Werkzeugkasten, der erfolgreiche Innovationen aus dem Inland und Ausland enthält. Ziel ist das erfolgreiche Lernen aller Schülerinnen und Schüler; der zugezogenen wie der einheimischen, jener mit deutscher wie jener mit anderer Muttersprache. Entsprechend lauten die Leitfragen: Wie gestaltet eine Schule - unter der Bedingung sozialer und kultureller Vielfalt - das Lernen derart, dass alle ihr Leistungspotenzial optimal nutzen können? Wie garantiert sie für alle gleiche Bildungschancen?

THEORIE UND PRAXIS

Das Buch ist übersichtlich gestaltet und flüssig geschrieben. Einen Akzent setzen die Zeichnungen von Ruedi Lambert. Es serviert wie auf einem Silbertablett eine kostbare Kombination von wissenschaftlich fundierten Anleitungen und in der Praxis erprobten Modellen. Ingredienzien sind die neusten

Erkenntnisse aus der Forschung zur Schuleffektivität und Interkulturellen Pädagogik. Die behandelten Aspekte umfassen ein breites Spektrum von Vorkehrungen, die das Lernen unterstützen. Die Kapitel sind modular aufgebaut, so dass ein Schulkollegium diejenigen Massnahmen auswählen und adaptieren kann, die den lokalen Bedürfnissen entsprechen. Sie thematisieren, wie die Unterrichtsgestaltung das Lernen fördert, wie bei einer vorwiegend mehrsprachigen Schülerschaft die Sprache eine systematische Förderung erfährt oder mit welchen Grundsätzen und Verfahren Schülerinnen gerecht beurteilt und ihre Potenziale optimal entfaltet werden können. Weiter macht das Buch Vorschläge, wie sich die Schule für Aktivitäten in Freizeit und im Quartier öffnen kann, um so das Lernen zu unterstützen. Es schliesst mit Anregungen für eine respektvolle Schulkultur.

Speziell erwähnen möchte ich hier die Ausführungen über die Zusammenarbeit zwischen Lehrpersonen und Eltern, die zu den wichtigen Bedingungen eines guten Lernerfolgs gehören. Obwohl die Schule den familiären Hintergrund der Kinder nicht ändern kann und auch nicht ändern muss, ist sie allfälligen Irritationen infolge einer ungünstigen «Passung» zwischen Familien- und Schulkultur nicht



Schulerfolg: kein Zufall

ohnmächtig ausgeliefert: Sie kann beeinflussen, wie sich die familiären Strukturen und Prozesse auf das schulische Lernen auswirken. Die Autorin illustriert dies, indem sie konkret zeigt, wie eine Schule mit Eltern kooperieren und diese zur Mitwirkung einladen kann. Die Beispiele stehen für ein kohärentes Konzept. Es enthält alle wesentlichen Schritte, mit der ein Kollegium die Eltern wirksam ins Schulleben und in die Lernförderung ihrer Kinder einbeziehen kann - und zwar auch diejenigen Eltern, die gewöhnlich abseits bleiben.

Da kann niemand mehr kommen und sagen, der Weg zur «Zusammenarbeit mit Migranteneltern» sei verstellt durch unüberwindbare Hindernisse («fehlende Deutschkenntnisse», «Bildungsferne», «Widerstände» etc.). Wenn man genau nach der beschriebenen Gesamtstrategie vorgeht - also mit einer Einstiegsveranstaltung zur gegenseitigen Information, gemeinsamen Aktivitäten zur Vertiefung der Kontakte, dem Einsatz von Mediatorinnen und der Institutionalisierung weiterer massgeschneiderter Brücken - ist der Erfolg, wenn nicht garantiert, so doch in greifbarer Nähe gerückt.

NÜTZLICHES HANDBUCH

Insofern ist der Untertitel «Ein Ideenbuch zur Schulentwicklung im multikulturellen Umfeld» allzu bescheiden. Es handelt sich nämlich um ein sehr nützliches Handbuch mit einem soliden Instrumentarium für die Entwicklung guter Schulen. Die Autorinnen und Autoren lassen sich nicht von einem separierenden und defizitorientierten Blick nach der

Logik des Verdachts leiten. Statt dessen zeigen sie sich zuversichtlich, dass mit professionellem Engagement pädagogische Erneuerungen machbar sind. Dabei beschönigen sie nichts und verleugnen auch die aktuellen Schwierigkeiten in multikulturell zusammengesetzten Schulen nicht. Vielmehr beschreiben sie konkret, wo die Klippen stehen und wie sie überwunden werden können. Am Schluss jedes Kapitels sind Qualitätsmerkmale zu jedem Interventionsbereich (Lernförderung im Unterricht, Sprachenlernen, Beurteilung, Elternkooperation, schulergänzende Freizeitangebote und Schulkultur) aufgelistet. Eine direkt anwendbare Hilfe, mit der eine Schule sich selbst evaluieren oder ein Leitbild geben kann.

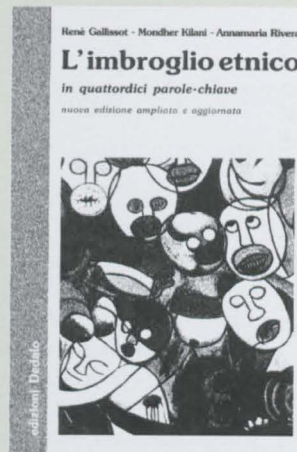
Vielfalt ist heute keine Störung mehr, sondern der Normalfall. Daher ist diese schlanke Publikation ein Referenzwerk für alle pädagogisch Tätigen, die der Qualität ihres Wirkens Sorge tragen wollen.

ANDREA LANFRANCHI

Fachstelle Interkulturelle Pädagogik
in der Lehrerbildung des
Kantons Zürich

Schulerfolg: kein Zufall.

Ein Ideenbuch zur Schulentwicklung im multikulturellen Umfeld (Projekt «Qualität in multikulturellen Schulen, QUIMS»), Redaktion und Leitung: Stefan Mächler. Autorinnenteam: Radmila Blickenstorfer, Dora Luginbühl, Peter Rüesch, Barbara Sträuli, Markus Truniger, Gert Wülser-Schoop; Lehrmittelverlag des Kantons Zürich, 2000, 136 Seiten, A4-Format, Schulpreis Fr. 35.-, Ladenpreis Fr. 43.80-



Le culture sono mondi chiusi e incommunicabili? I conflitti «etnici» davvero derivano da un'arcaica divisione fra enie? Le identità sono qualcosa di fisso e «naturale» o piuttosto mutevoli costruzioni sociali? Che rapporto c'è fra il nuovo razzismo contro gli immigranti e le vecchie idee nazionaliste, colonialiste, antisemite? Come affermare in Europa cittadinanza e diritti eguali per tutti i residenti?

I tre autori percorrono criticamente quattordici temi cruciali del dibattito contemporaneo sulla cosiddetta società multiculturale attraverso altrettante parole-chiave: cittadinanza, comunità, cultura, diritti dell'uomo, etnia-etnicità, idee razziste, identità-identificazioni, «immigranti», lingua, nazionalismo e razzismo, nazionalità, neorazzismo, parentela «di sangue», stereotipo. E in tal mondo mostrano come l'ideologia che interpreta il mondo in termini di encefali e rigide divisioni etniche nasconda il rifiuto dell'uguaglianza e del pluralismo culturale.

René Gallissot, storico, è professore nell'Università di Parigi-VIII. Dirige la rivista «L'homme et la société», co-dirige l'Istituto Maghreb-Europa ed è autore di numerose opere fra le quali, per i nostri tipi, Razzismo e antirazzismo (1992) e, insieme ad A. Rivera, Pluralismo culturale in Europa (1995).

Mondher Kilani è professore di antropologia nell'Università di Losanna. Ha fatto ricerche sul campo nelle Alpi svizzere, in Papua Nuova Guinea, Tunisia, Marocco e Niger. È autore di numerose opere, fra le quali antropologia. Una introduzione (Dedalo 1994) e L'invenzione dell'altro (Dedalo 1996).

Annamaria Rivera, antropologa, insegna etnologia nell'Università di Bari. Partecipa attivamente alla riflessione e al dibattito sul razzismo, collabora con quotidiani e riviste ed è autrice di volumi fra i quali Frammenti d'America (1988) e Il mago, il santo, la morte, la festa (1989), Pubblicati da questa casa editrice.



MONIKA HAAS

Von Völkerversöhnung und Völkerverständigung zur interkulturellen Erziehung

EINE HISTORISCHE-HERMENEUTISCHE UNTERSUCHUNG
GEOGRAPHIEDIDAKTISCHER KONZEPTE

Woran sollen Unterricht und Erziehung sich orientieren, um zu konstruktiver, gewaltfreier Konfliktbewältigung und friedlicher Koexistenz zu befähigen? Eine konkrete Chance bietet das Konzept des interkulturellen Erziehung, das sich orientiert an den Menschenrechten, an Freiheit, Frieden, und Gerechtigkeit. Insbesondere die Geographie scheint offen für die interkulturelle Erziehung, weil sie sich genuin mit dem Eigenen und dem Fremden beschäftigt oder, in traditionellen Begriffen, mit Heimat und Welt. Aus dem Verständnis von Geschichte als aktuellem Erfahrungsraum erwuchs die Motivation, die Vorgeschichte der interkulturellen Erziehung im Geographieunterricht zu untersuchen, um Einsichten und Entscheidungshilfen zu gewinnen. Der interdisziplinäre Anstz der Studie und die Methoden der interpretativen Sozialforschung ermöglichen eine ideologiekritische Deutung des historischen Konzepte zur Völkerversöhnung und Völkerverständigung.

ANCIENNES ÉDITIONS D'INTERDIALOGOS

Quelques exemplaires des anciennes éditions d'InterDialogos sont encore disponibles. Ils peuvent être obtenus au bureau du délégué aux étrangers de la Chaux-de-Fonds (Anne Jeanneret, téléphone 032 / 919 74 42, e-mail anne.jeanneret@ne.ch) pour le prix de 7 francs (port compris).

A ce jour, les dossiers suivants ont été élaborés :

- No 1/94** Recommandations officielles, nouvelles tendances et incidences au niveau secondaire
- No 2/94** Masculin / féminin et perspective interculturelle
- No 1/95** Exils
- No 2/95** Cultures plurielles et interrogations psychologiques
- No 1/96** Réussite / Echec scolaire
- No 2/96** Intégration professionnelle
- No 1/97** Pluralité des valeurs à l'école
- No 2/97** Pluralité des langues à l'école...
Oui, mais quelles langues ?
- No 1/98** Education aux droits de la personne
- No 2/98** Santé et migration
- No 1/99** Les jeunes kosovars et nous : quelles regards et quelles pratiques interculturelles
- No 2/99** Relations école-famille
- No 1/00** Chances et risques de l'école multiculturelle
- No 2/00** Intégration





GIANNI D'AMATO

Vom Ausländer zum Bürger

DER STREIT UM DIE POLITISCHE INTEGRATION VON EINWANDERERN
IN DEUTSCHLAND, FRANKREICH UND DER SCHWEIZ

Anhand der italienischen Migrantenin in Deutschland, Frankreich und der Schweiz wird in der Studie der Charakter und die Reaktionsfähigkeit von politischen Systemen auf die Herausforderung einer multikulturellen Gesellschaft untersucht. Das Buch thematisiert die Theorien und Entwicklungslinien der bisherigen Migrationsforschung und bietet eine historische Kontextualisierte Darstellung der Koevolution von Einwanderung und Staatsbürgerschaft in der drei untersuchten Ländern. Gerade die von Städten ausgehenden Partizipationsbestrebungen - lokales Wahlrecht, erleichterte Einbürgerung, doppelte Staatsbürgerschaft - sind für diese Debatten von besonderer Relevanz. Der Autor plädiert für die Bürgergesellschaft, die nach aussen hin offen bleibt und sich durch offene politische Debatten immer wieder dynamisiert. Gerade die Ausweitung politischer Teilhaberechte auf ehemalige Ausgeschlossene seien eine Bedingung für eine sich zivil verstehende Nation.

Das vpod-Projekt **interkulturelle Bildung PiB** unterstützt die Kurse in heimatlicher Sprache und Kultur HSK und setzt sich ein für mehrsprachige, interkulturelle Bildung in der Schweiz. Verschiedene interessante Publikationen zum Thema können gegen Selbstkostenpreis beim PiB bestellt werden:

- Begleitkommission Pilotprojekte HSK, Schulkreis Zürich-Limmattal: "Mitarbeit von Lehrpersonen der HSK-Kurse in Kindergarten und Schule, Schlussbericht", 28 S., Juni 1999 (Fr. 5.- + Porto)
- Maria Milagros Cristobal, "Die Gesundheitsförderung im spanischen Muttersprach- und Kulturunterricht in der Schweiz, Projektbericht", 10 S., November 1999 (Fr. 3.- + Porto)
- Emese Gulacsi Mazzucchelli, "I corsi di lingua e cultura d'origine in Ticino", 50 S., 1999, (Fr. 10.- + Porto) in □ italienischer oder □ deutscher Sprache
- vpod-Magazin für Schule und Kindergarten Nr. 120, Februar 2001: Referate der Tagung vom 2. Dez.00 "Die Zukunft der LehrerInnenbildung: mehrsprachig und interkulturell" (Probeheft)

Bestellungen bitte an vpod, Projekt interkulturelle Bildung, Postfach, 8026 Zürich
Fax 01 295 30 03 / e-mail simone.wassmer@vpod-zh.ch

Vorname, Name

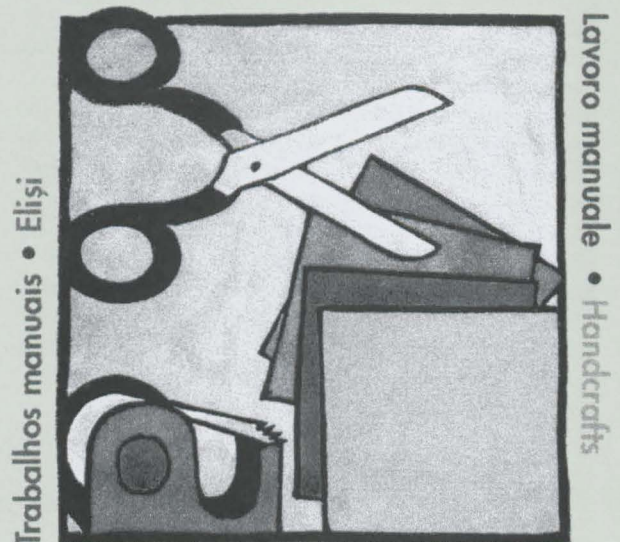
Strasse

PLZ, Ort

Sprachposter « Sag, wie sagt man..? »

Soeben ist im Lehrmittelverlag des Kantons Zürich ein Poster von Silvia Hüsler erschienen, welches ein spielerisches Eintauchen in fremde Sprache ermöglicht. Eine Einladung für Kinder im Kindergarten und in der Unterstufe, aber auch für deren Eltern, Bezeichnungen von Spielen und Tätigkeiten im Kindergarten in verschiedenen Sprachen zu vergleichen und Neugierde für eine andere Sprache zu entwickeln.

Bastelarbeit • Création



Punë kreative • Sto za ručni rad

Auf dem Plakat sind zwölf Spiele/Spielorte, welche in allen Schulzimmern der Grundstufe dazu gehören, abgebildet und in acht Sprachen bezeichnet, nämlich in: Deutsch, Französisch, Italienisch, Englisch, Albanisch, Kroatisch/Serbisch, Portugiesisch und Türkisch (siehe Beilage).

Das Plakat im Originalformat A2 (42 x 59,4 cm) gefalzt auf A4, beim Lehrmittelverlag des Kantons Zürich erhältlich.

**Lehrmittelverlag
des Kantons Zürich**

Telefon 01 365 85 85
Telefax 01 365 85 86 Bestellungen
Telefax 01 365 85 86 Allgemein
lehrmittelverlag@lmv.zh.ch
www.lehrmittelverlag.com



Video 23 Min., Albanisch (synchronisiert) und Schweizerdeutsch
Begleitmappe für den Unterricht 56 Seiten

FRACTAL FILMS
Simmmerstein 18, 8038 Zürich
Telefon/Fax: 01-481 34 68
E-Mail: fractal@pop.agri.ch

Im Sommer 2000 reisten der Lehrer Christian Labhart und der Filmemacher Jan Poldervaart nach Kosova. Ziel der Reise war ein Dokumentarfilm für Gebrauch an Schweizer Schulen. «Kinder in Kosova» wurde an den diesjährigen Solothurner Filmtagen uraufgeführt, im Zusammenhang mit Solothurner Auswahlsschau in verschiedenen Kinos gezeigt und mehrmals im Schweizer Fernsehen ausgestrahlt.

Der Film beschreibt in vier kurzen Portraits die Situation von sechs Kindern ein Jahr nach der Intervention der Nato-Truppen. Die Erinnerung an den Krieg, die Vertreibungen, die Flucht und die Rückkehr stehen für die Kinder noch immer im Vordergrund. Während Burim in Prishtina für seine Familie Geld als Zigarettenverkäufer verdient, kümmert sich Egzona auf dem Land um ihre Grossmutter, die Geschwister und die Pferde. Valdet und Kimete denken wehmütig an die Zeit in der Schweiz zurück, wo sie während mehr als sechs Jahren gelebt haben. Rina und Erita in Peja schliesslich freuen sich auf den Wiederaufbau ihres Hauses und eine bessere Zukunft in Freiheit.

Die im Film anklingenden Themen wie Gewalt und Hass, Flucht, Heimat und Fremde, der Einblick in die Lebensrealitäten der porträtierten Kinder und die Situation in Kosova werden in einer didaktischen Begleitmappe mit ausführlichen Unterrichtsvorschlägen vertieft. Die Materialien eignen sich für die Untzer-, Mittel- und Oberstufe sowie der Religionsunterricht.

Calendrier interreligieux 2001 / 2002 & Portfolio

UN OUTIL DE SENSIBILISATION AU PLURALISME RELIGIEUX ET À LA DIVERSITÉ CULTURELLE

UNE INVITATION AU DIALOGUE DANS LE RESPECT MUTUEL

Lois sacrées - Choix de vie



CALENDRIER INTERRELIGIEUX 2001 / 2002

Le calendrier vous offre un voyage en images et vous invite à la découverte des lois sacrées des diverses traditions religieuses. Chaque mois, on retrouve la mention des principales fêtes des diverses familles religieuses: chrétienne (catholique, orthodoxe et protestante), juive, musulmane, hindoue et bouddhiste, chinoise et japonaise, jaïne et sikhe, zoroastrienne et baha'ie, sans oublier l'Antiquité proche-orientale ni l'humanisme occidental.

Pour faciliter leur emploi dans les écoles, le calendrier et le portfolio sont accompagnés d'un dossier destiné aux enseignant-e-s. Il permet d'explorer diverses traditions religieuses et des aspects de l'humanisme occidental avec des élèves de 9 à 18 ans. Ce document, enrichi cette année, contient des pistes pédagogiques transversales et interdisciplinaires sur le thème des lois, des idées d'exploitation du portfolio, des documents de travail mois par mois, des fiches d'activités, sans oublier une large bibliographie.



InterDIALOGOS
Case postale 830
2301 La Chaux-de-Fonds
CCP 20-9933.9

CONTACT :

Mary-Claude Wenker
mcwenker@swissonline.ch

RÉALISÉ AVEC LE SOUTIEN DE :

Bureau du délégué aux étrangers du canton de Neuchâtel
Département de l'instruction publique du canton de Fribourg

ET L'APPUI FINANCIER DE :

La Loterie Romande
Caritas Suisse

PRÉSIDENTE DE L'ASSOCIATION INTERDIALOGOS :

Mary-Claude Wenker

COORDINATRICE DU COMITÉ DE RÉDACTION :

Mary-Claude Wenker

COMITÉ DE RÉDACTION :

Claudio Bolzman, Monique Eckmann, Anne Jeanneret, Stefane Luond,
Michel Nicolet, Mary-Claude Wenker.

COMPTABILITÉ :

Anne Jeanneret - Bureau du délégué aux étrangers, 2300 La Chaux-de-Fonds

ONT ÉGALEMENT COLLABORÉ À CE NUMÉRO :

Myrian Carvajal, Helgard Christen, Iren Delpasand, Ursula Fiechter, Rosita Fibbi,
Anni Lanz, Mariza Le Breton, Marina Marengo, Micheline Rey, Sabrina Rinaldo
Adam, Maria Roth, Annemarie Sancar, Giawdat Sofi, Ruedi Tobler, Martina
Turnes, Marie Vial

GRAPHISME :

arfys - Anne-Marie Brunner - 4, av.de Frontenex - 1207 Genève - (022) 840 1881

IMPRIMEUR :

Imprimerie Genevoise S.A. - Case postale 241 - 1211 Genève 24

Imprimé en 1800 exemplaires

ATTENTION !

Changement d'adresse pour les abonnements et
l'administration

Désormais :
**Interdialogos, case postale 830,
2301 La Chaux-de-Fonds**

E-mail : Anne.Jeanneret@ne.ch

ACHTUNG !

Adressen Wechsel für die Abonnemente und
Verwaltung

Von jetzt an :
**Interdialogos, case postale 830,
2301 La Chaux-de-Fonds**

E-mail : Anne.Jeanneret@ne.ch

InterDIALOGOS : Action sociale et éducation en contextes pluriculturels
InterDIALOGOS : Soziales Engagement und Bildung in einer plurikulturellen Umwelt
InterDIALOGOS : Azione sociale e educazione nei contesti pluriculturali

PROJETS POUR L'INTÉGRATION
PROGETTI D'INTEGRAZIONE
PROJEKTE ZUR INTEGRATION

I n t e r -

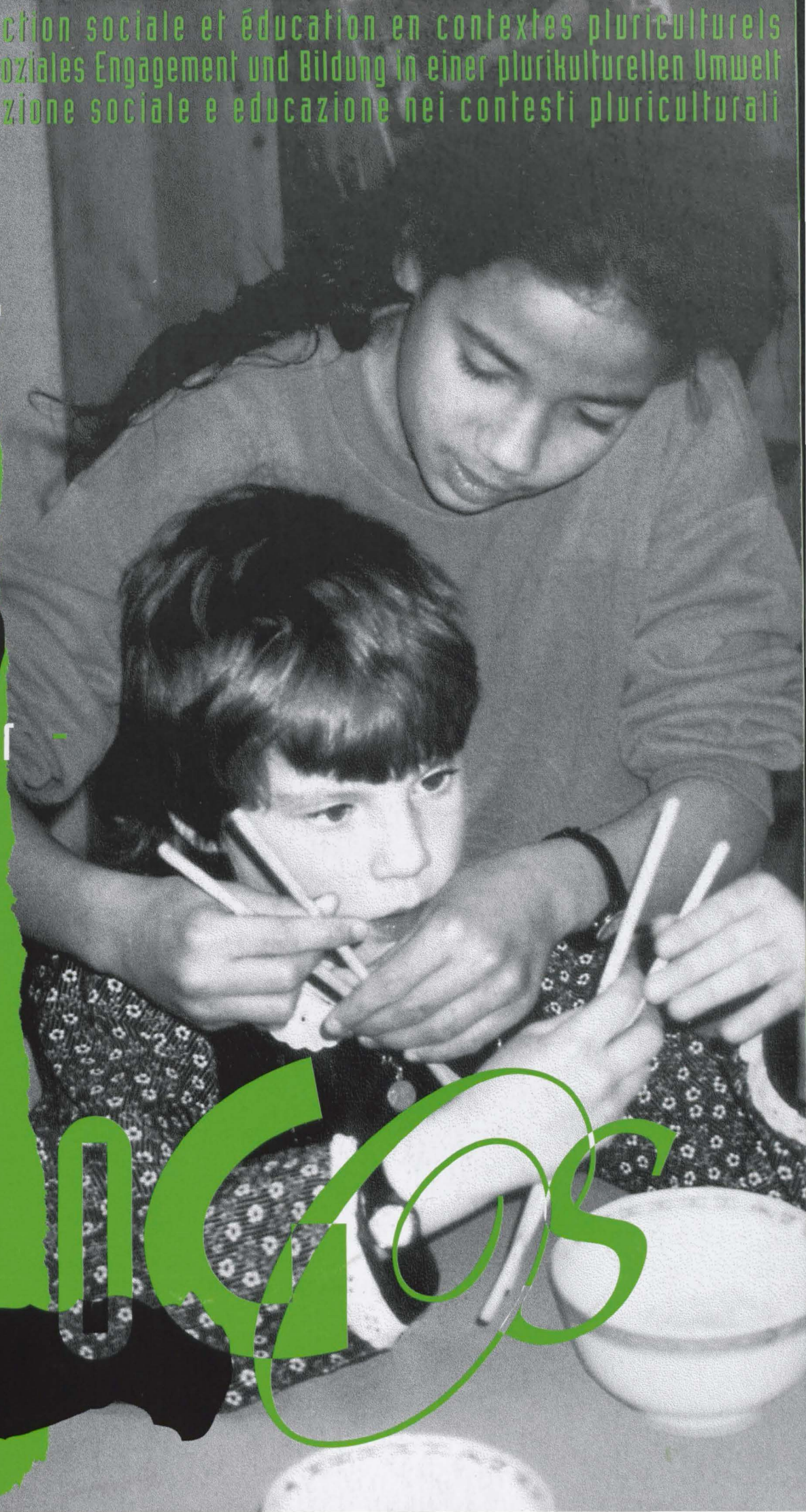
D

i

a

Dialogos

NUMERO 2 / 01



PHOTOS :

de couverture et pages 12 & 16

ELISABETH ZURBRIGGEN

pages 3, 18 & 44

IWONA HORNIK

pages 9 & 22

HEKS

page 29

VEREIN JOHANNA

page 32

CLAUDIA WALTHER

page 35

ALBERTO LAMAS

page 37

PIERRE GENOUD

pages 50 & 51

OSAR

ABONNEMENTS

(2 numéros par année)

PRIX / PREIS / PREZZO :

- Privé - Fr. 25.-
- Institution - Fr. 50.-
- Soutien (Unterstützung) - Fr. 50.-
- Prix au numéro - Fr. 15.-

• L'abbonamento non disdetto s'intende automaticamente rinnovato per l'anno successivo

• L'abbonement non révoqué est automatiquement renouvelé pour une année

• Das Abonnement verlängert sich automatisch um ein Jahr, wenn es nicht gekündigt wird

ADMINISTRATION ET ABONNEMENTS

InterDIALOGOS
Case postale 830
2301 La Chaux-de-Fonds
CCP 20-9933.9

RÉDACTION - INFORMATION - CONTACT :

InterDIALOGOS
Mary-Claude WENKER
Creux Dorand 11
1753 Matran
e-mail :
mcwenker@swissonline.ch

Sommaire

EDITORIAL	1
------------------------	---

DOSSIER	2
----------------------	---

PROJETS POUR L'INTÉGRATION

PROGETTI D'INTEGRAZIONE

PROJEKTE ZUR INTEGRATION

• «Da und fort», la double vie des immigrés.....	6
• Integrationsort Betrieb.....	8
• «Das Tor öffnen».....	10
• Genitori, figli e operatori in una nuova realtà.....	12
• Trois projets pour accélérer l'intégration des Albanais.....	14
• Integrationsprojekt für ausländische Kinder und Jugendliche.....	16
• Sport und Integration... / Le sport au service de l'intégration.....	18
• Le BUS: un outil au service de l'animation socio-culturelle.....	20
• Deutsche Konversation in kleinen Gruppen.....	22
• Integration dank Partizipation.....	25
• Une intégration dès l'arrivée.....	28
• Lernen im Park.....	30
• Deutsch und Integration im Quartier.....	32
• Les personnes immigrées au seuil de la retraite.....	35
• Fort- und Weiterbildung von Schlüsselpersonen in der spanischen Gemeinschaft.....	37
• Sprach- und Kulturvermittlung zwischen Elternhaus und Schule.....	39

FENÊTRE SUR...

MONDE	L'éducation interculturelle en Bulgarie.....	46
	Young people in Leicester (UK): community, identity and citizenship.....	48
SUISSE	flucht.ch.....	50
GENÈVE	L'interculturel à travers un cours de langue et culture arabe. Point de vue de l'enseignante.....	52
FRIBOURG	LivEchange: une «bibliothèque interculturelle».....	53



PLUME LIBRE
43



PUBLICATIONS
54



AGENDA
57

Le 1er octobre 2000 entrait en vigueur l'ordonnance sur l'intégration des étrangers (OIE) et la possibilité, pour la Confédération, de subventionner des projets visant à promouvoir l'intégration des étrangères et des étrangers. Parallèlement, un appel d'offres a été lancé, auquel ont répondu de nombreuses associations et institutions. De son côté, InterDialogos a également présenté un projet qui a été accepté et dont vous tenez la concrétisation entre vos mains: un numéro dont le dossier est exclusivement constitué de projets ayant bénéficié d'un cofinancement...

Pourquoi nous être associés à ce projet? Les motivations sont essentiellement de deux ordres:

Alors que le numéro 2/2000 de notre revue était consacré aux modèles d'intégration développés dans différentes villes et cantons, il nous paraissait intéressant de compléter l'analyse par une présentation de mesures concrètes. Nous espérons ainsi susciter un foisonnement d'idées et encourager l'émergence de nouveaux projets dans d'autres régions, la possibilité de solliciter une aide financière n'étant pas caduque.

Dans ce même numéro, nous signalions l'élargissement de nos champs d'intérêts, et par là même de notre public potentiel. En effet, si InterDialogos se préoccupait initialement essentiellement de la scène scolaire, la revue a progressivement abordé des thématiques beaucoup plus larges, impliquant d'autres professionnels (travailleurs sociaux, psychologues, conseillers en orientation scolaires et professionnelle...), de même que les multiples associations (étrangères et autochtones) impliquées dans les processus d'accueil, d'intégration et de promotion d'une approche interculturelle. La subvention de la Confédération nous a permis de faire connaître notre revue en la diffusant très largement dans ces différents milieux. Nous espérons vivement que cette action recevra un écho positif. Peut-être même nous permettra-t-elle par la même occasion d'agrandir le cercle de nos lecteurs!

Nous tenons à remercier ici Monsieur Christof Meier, coordinateur du projet intégration au secrétariat de la Commission fédérale des étrangers pour la confiance qu'il nous a témoignée en nous accordant ce mandat et l'aide apportée pour la réalisation de ce dossier. Puisse cette collaboration contribuer à faciliter l'intégration des étrangères et étrangers dans nos quartiers.

Am 1. Oktober 2000 trat die Verordnung zur Integration von Ausländern in Kraft. Hiermit erhielt der Bund die Möglichkeit Projekte für die Integration von Ausländern und Ausländerinnen zu fördern. Parallel dazu wurde aufgefordert, Projekte einzureichen und zahlreiche Stiftungen und Institutionen kamen dieser Bitte nach. Auch InterDIALOGOS hat ein Projekt eingereicht, welches angenommen wurde. Das Resultat halten Sie in der Hand: eine Ausgabe, die ausschliesslich Projekte beschreibt, welche mitfinanziert wurden.

Warum haben wir uns diesem Projekt angeschlossen?

Da schon unsere Ausgabe Nr. 2/2000 Integrationsmodellen verschiedener Städte des Kantons gewidmet war, erschien es uns interessant, unsere Analyse mit konkreten Massnahmen zu vervollständigen. Wir erhofften uns, damit engagierte Leute aus anderen Regionen zu neuen Projekten zu ermutigen, da ja eine finanzielle Unterstützung alles andere als abwegig war.

In dieser Ausgabe haben wir unseren Interessenbereich erweitert und somit auch unsere potentielle Leserschaft. InterDIALOGOS hat sich ursprünglich nur mit der schulischen Szene befasst, dies hat sich geändert. Wir haben die Thematik erweitert und somit ein breiteres Feld von Sozialarbeitern, Psychologen, Schul- und Berufsberatern, sowie zahlreiche Vereinigungen (aus dem In- und Ausland), welche sich um interkulturelle Integration bemühen, angesprochen. Die Bundessubvention hat es uns ermöglicht, die Zeitschrift weit zu streuen und verschiedene Milieus zu erreichen. Wir hoffen sehr, dass unser Vorhaben auf ein positives Echo stossen wird. Vielleicht ist es sogar möglich, auf diese Weise unseren Leserkreis zu erweitern.

Wir möchten an dieser Stelle Herrn Christof Meier, Koordinator der Integrationsförderung im Sekretariat EKA für das Vertrauen danken, dass er uns mit dem Mandat geschenkt hat, sowie für seine wertvolle Mithilfe an dieser Ausgabe. Es ist unser Wunsch, dass diese Zusammenarbeit die Integration von Ausländern und Ausländerinnen in unseren Quartieren erleichtert.

MARY-CLAUDE WENKER



D O

Projets pour l'intégration

Progetti d'integrazione

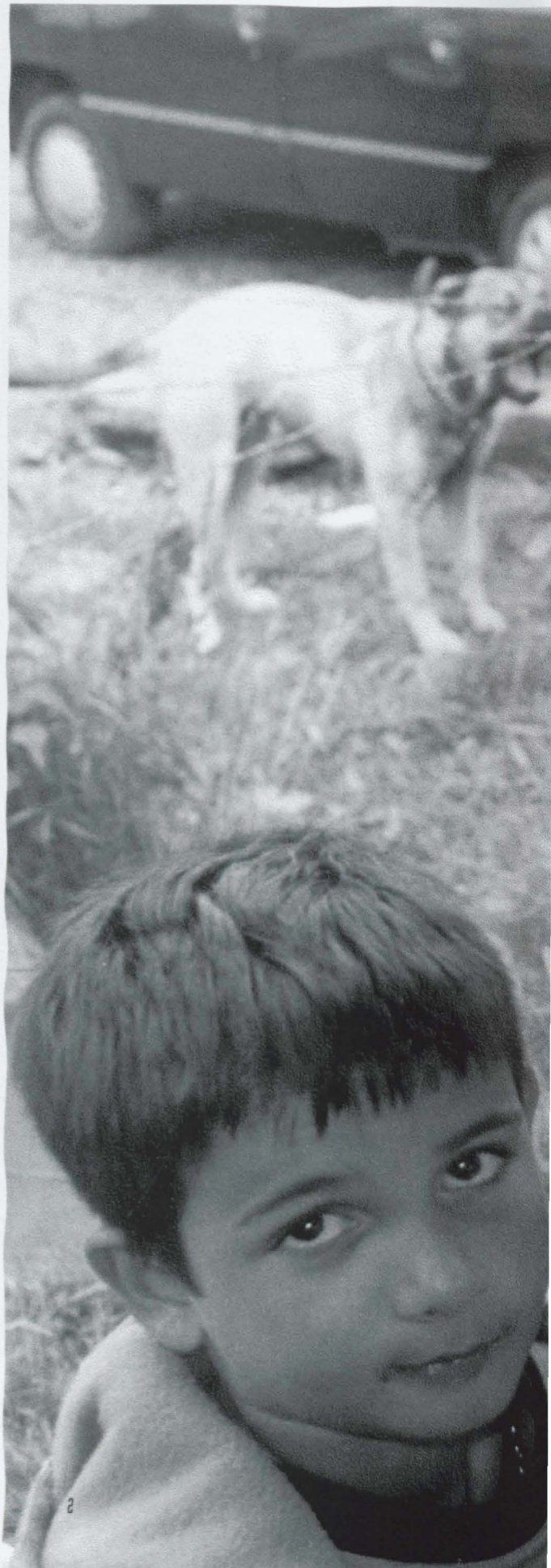
Projekte zur Integration

Der Redaktionsschluss für diesen Einführungsbeitrag zur Sondernummer der Zeitschrift InterDialogos fällt in die Woche nach dem 11. September 2001. Und damit in eine Zeit, in der ich wie viele andere Menschen auch, traurig und voller Sorge bin. Traurig, geschockt und ohnmächtig ob dem Leid, und voller Sorge und Angst in bezug auf das, was in den nächsten Wochen und Monaten geschehen wird.

Man sagt, dass mit dem symbolträchtigen Anschlag auf das World-Trade-Center wichtige Werte unserer Gesellschaft in Frage gestellt werden. Und man bekommt den Eindruck, dass die gesuchte Antwort vor allem in Richtung Vergeltung geht und damit auf einem Wert beruht, den ich persönlich nicht als sehr zentral erachte. Vielmehr denke ich, dass es gerade auch in Momenten des extremen Schmerzes bedeutsam ist, für Errungenschaften wie Dialog, Kooperation und gegenseitige Achtung einzustehen. Es ist entscheidend, die farbige und dynamische Weltrealität nicht auf ein schwarz-weißes Standbild zu reduzieren. Denn das Diskutieren und Handeln

muss gerade heute davon ausgehen, dass wir Menschen einen gemeinsamen Lebensraum teilen, und dass es uns nur gemeinsam gelingen kann, darin ein Mit- und Nebeneinander zum Wohle aller zu gestalten.

Ich schreibe diese Sätze, weil sie für mich auch im Hinblick auf die Frage nach der Integration von Ausländerinnen und Ausländern in der Schweiz richtungsweisend sind. Und ich schreibe sie, weil mich die vielen Projektgesuche, die beim Bund zur Mitfinanzierung eingereicht wurden, tief beeindruckt haben. Es ist gut zu wissen, dass sich sehr viele Frauen und Männer durch ihr konkretes Handeln für eine zukunftsorientierte und offene Lebensgesellschaft Schweiz einsetzen. Ich bin überzeugt, dass es durch die gemeinsame Arbeit gelingen wird, unzählige Brücken zu schlagen zwischen AusländerInnen und SchweizerInnen. Dadurch kann den überall vorhandenen ausgrenzenden Tendenzen eine starke und konstruktiv gestaltende Kraft gegenüber gestellt werden.



S

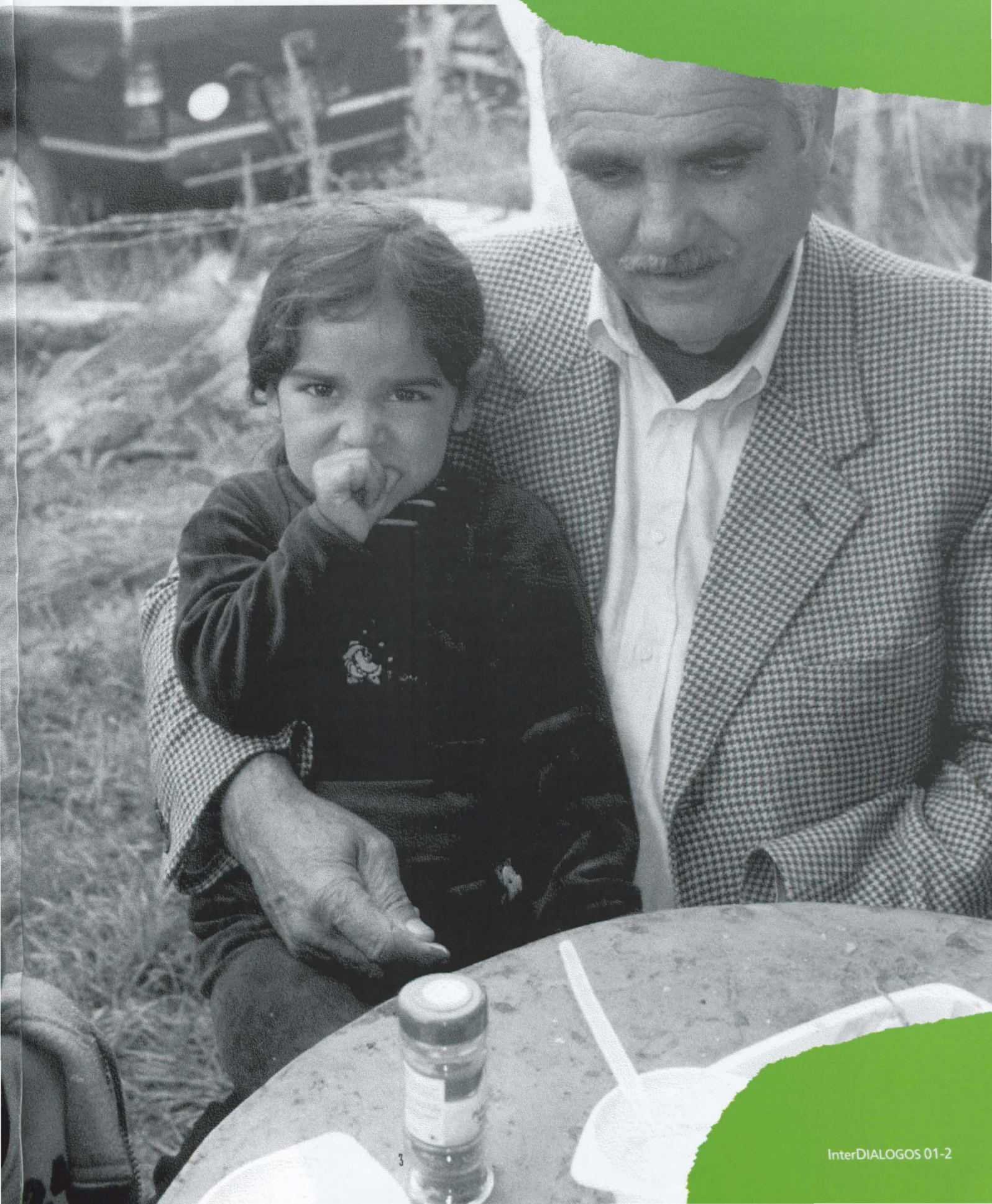
S

i

E

R

InterDIALOGOS 01-2



L'échéance pour la remise de ce texte introductif au dossier de ce numéro d'InterDialogos correspondait à la semaine 11 septembre 2001 et donc à une période dans laquelle je suis, comme beaucoup d'autres, triste et préoccupé. Triste, choqué et impuissant face à ce mal, préoccupé et empreint de peur face à ce qui nous attend dans les semaines et mois à venir. On dit que cet acte symbolique qui a visé le world-trade-center remet en question des valeurs importantes de notre société. On a l'impression que la réponse recherchée sera surtout revanche, une valeur que je ne considère personnellement pas comme très importante. Je pense plutôt qu'il est important, dans des moments de douleur extrême, de défendre des valeurs telles que le dialogue, la coopération et le respect mutuel. Il est important de ne pas réduire ce monde coloré et dynamique à une image rigide en noir et blanc. Les discussions et les actions doivent tenir compte du fait que nous partageons ce monde avec d'autres êtres humains, et que ce n'est qu'ensemble que nous parviendront à construire un avenir pour le bien de tous, dans un esprit solidaire. Si j'écris ces phrases, c'est qu'elles peuvent orienter les questions d'intégration des étrangers et des étrangères en Suisse. Je les écris, parce que le grand nombre de projets qui ont été présentés à la Confédération m'a impressionné profondément. Il est bon de savoir que beaucoup de femmes et d'hommes s'engagent à travers des actions concrètes pour une société suisse plus ouverte à l'avenir. Je suis persuadé que le travail en commun permettra de jeter des ponts là où s'observent encore des ruptures entre suisses et étrangers. Ainsi une force constructive et créative peut-elle faire face aux tendances discriminatoires. Certes, le chemin est long. Peut-être faudra-t-il en modifier quelques fois les étapes en cours de route. Mais pour le moment, relevons que la Confédération a donné un signal important en accordant un crédit pour l'intégration. Ce signal a été perçu et va permettre à différents acteurs d'être actifs en faveur de l'intégration des étrangers et étrangères en Suisse. La Commission Fédérale des Etrangers (CFE) joue un rôle central dans la répartition des moyens financiers et souhaite travailler dans la transparence. Pour ce faire, un rapport sur sa pratique de recommandation a

été publié en juillet dernier. Les structures actuelles ne permettent néanmoins pas encore, à ce stade, d'informer le public sur les buts et méthodes de travail des projets qui ont été acceptés. C'est la raison pour laquelle la CFE s'est réjouie de l'offre de la revue InterDialogos, une occasion pour elle d'illustrer par quelques exemples ce qui se cache derrière les projets cofinancés par la Confédération. Le choix des projets présentés dans ce dossier s'est fait au sein du secrétariat de la CFE, soit cinq illustrations par point fort. Le but de cette sélection n'était pas de décrire des exemples « modèles », mais plutôt de démontrer que des projets peuvent être menés dans différents lieux d'activités, en poursuivant le même objectif. Naturellement ces exemples invitent à l'imitation et à l'échange d'expériences. Les personnes de contact citées sont donc prêtes à fournir plus de renseignements. J'aimerais encore remercier Mary-Claude Wenker et les collaborateurs d'InterDialogos, ainsi que les responsables des projets présentés pour leur travail rédactionnel. Je vous souhaite une lecture intéressante qui vous transmettra, je l'espère, l'optimisme nécessaire à nos travaux.

Natürlich ist der Weg noch weit, und vielleicht werden sich unterwegs auch noch gewisse Teilziele verändern. Aber für den Moment ist es vor allem wichtig, dass der Bund durch die erstmalige Genehmigung eines Integrationskredites ein Signal gegeben hat. Ein Signal, das gehört wurde und das hoffentlich noch lange verschiedensten Akteuren ermöglicht, ihre Aktivitäten zugunsten der Integration von Ausländerinnen und Ausländern in der Schweiz zu realisieren.

Der Eidgenössischen Ausländerkommission EKA, der bei der Vergabe der zur Verfügung stehenden Mittel eine zentrale Rolle zukommt, ist es ein Anliegen, ihre Arbeit möglichst transparent zu gestalten. Sie hat deshalb bereits im Juli einen Bericht über ihre Empfehlungspraxis veröffentlicht. Was sie aber aufgrund der sich noch im Aufbau befindenden Strukturen dieses Jahr noch nicht kann, ist das Vermitteln eines Einblickes in die Ziele und Arbeitsmethoden der genehmigten Projekte.

Aus diesem Grund hat sich die EKA über das Angebot der Zeitschrift InterDialogos sehr gefreut. Und sie benützt diese Gelegenheit, allen interessierten Kreisen an einigen Beispielen zu erläutern, was hinter

BEMERKUNGEN ZU DEN SCHWERPUNKTEN

Die in dieser Sondernummer von InterDialogos vorgestellten Beispiele beschränken sich auf Projekte, die bereits zu einem frühen Zeitpunkt abschliessend genehmigt werden konnten und sind sowohl in Bezug auf ihre inhaltliche Ausrichtung als auch in Bezug auf die verantwortlichen Trägerschaften sehr vielfältig. In diesem Sinne sind sie repräsentativ.

Der erste Schwerpunkt der Prioritätenordnung sieht die Förderung von Sprach- und Integrationskursen vor. Sie sollen auf eine Zielgruppe ausgerichtet sein, die von anderen Angeboten nur ungenügend profitieren kann.

Dies kann im Rahmen von grösseren Projekten geschehen, die durch ein entsprechendes Konzept gute Rahmenbedingungen schaffen (Seiten 30 und 32). Oder diese können via bereits vorhandenen Kontakten und Vereinsstrukturen umgesetzt werden (Seiten 10 und 18). Das Beispiel aus Genf (Seite 14) zeigt zudem, wie es einer Zentrumsstruktur möglich ist, von der Integrationsförderung des Bundes zu profitieren. Dass es für entsprechende Aktivitäten nicht immer professionelle Lehrkräfte braucht, beweist das Projekt aus dem Kanton Zürich (Seite 22), bei dem Freiwillige in ihrer Tätigkeit von einer professionellen Begleitstruktur profitieren können.

Der zweite Schwerpunkt unterstützt die Fortbildung und den Erfahrungsaustausch von Schlüsselpersonen der Integrationsarbeit. Entsprechende Projekte können beispielsweise die Mitglieder von Ausländerorganisationen erreichen (Seite 37) oder auf ein wichtiges Thema wie Alter & Migration ausgerichtet sein (Seite 35). Ein anderes Beispiel ist im Thema Arbeit (Seite 8) und ein weiteres im Bereich Schule (Seite 39) angesiedelt. Das letzte Beispiel (Seite 25) richtet sich an Personen, die sich in verschiedenen Gesellschaftsfeldern engagieren. Die Einsätze der Schlüsselpersonen werden in allen Projekten nicht durch den Bund finanziert.

den durch den Bund mitfinanzierten Projekten steckt. Die Auswahl der vorgestellten Projekte erfolgte durch das Sekretariat der EKA und beschränkt sich auf etwa fünf Beispiele pro einem der ersten drei Schwerpunkte der Prioritätenordnung. Das Ziel der Auswahl war nicht, Musterbeispiele zu beschreiben, sondern vielmehr aufzuzeigen, dass an sehr vielen Orten durch verschiedenste Trägerschaften unterschiedlichste Aktivitäten mit einem gemeinsamen übergeordneten Ziel durchgeführt werden. Doch natürlich dürfen die Beispiele auch zur Nachahmung oder zu einem Erfahrungsaustausch anregen. Die jeweils aufgeführten Kontaktpersonen geben gerne Auskunft.

Ich möchte an dieser Stelle Mary-Claude Wenker und den MitarbeiterInnen von InterDialogos sowie den Verantwortlichen der vorgestellten Projekte ganz herzlich für ihre redaktionellen Arbeiten danken. Und Ihnen wünsche ich eine spannende Lektüre, die Ihnen hoffentlich ebenso viel Optimismus für unsere grosse Aufgabe vermittelt wie mir.

CHRISTOF MEIER

Koordinator Integrationsförderung
Sekretariat EKA / Sektion Integration BFA

Der dritte Schwerpunkt steht unter dem Stichwort Partizipation. Darunter verstehen wir grosso modo Beiträge zu einem verbesserten und näheren Zusammenleben der in der Schweiz lebenden Bevölkerung. Es handelt sich folglich um ein breites Feld möglicher Aktivitäten, und dementsprechend richten sich auch die Beispiele auf verschiedenste Bereiche. Das eine sieht vor, vermehrt ausländische Kinder und Jugendliche an den eigenen Vereinstätigkeiten teilnehmen zu lassen (Seite 16), ein anderes organisiert spezifische Aktivitäten direkt an ausgewählten Standorten (Seite 20) und wieder ein anderes richtet sich an Eltern

im Hinblick auf verbesserte Bildungschancen für deren Kinder (Seite 12). In Zofingen haben interessierte Gruppen die Wanderausstellung DA&FORT, die ebenfalls durch den Bund mitfinanziert wird, durch einen selbst erarbeiteten Beitrag bereichert (Seite 6). Im Kanton Neuenburg wird ein speziell erarbeitetes Konzept zur Begrüssung neuer EinwohnerInnen auf einige zusätzliche Gemeinden ausgeweitet (Seite 28).

PRÉCISIONS RELATIVES AUX POINTS FORTS RETENUS POUR L'OCTROI DES COFINANCEMENTS

Les projets présentés dans ce dossier ont été sélectionnés parmi ceux qui ont été acceptés dans la première étape du programme. Ils sont diversifiés, tant sur le plan de leur orientation thématique que des organisations responsables. Dans cet esprit, ils sont représentatifs. Ils s'articulent autour de trois points forts :

Le premier point fort est l'encouragement des cours de langues et d'intégration. Ces cours doivent s'adresser à un public qui ne peut que difficilement bénéficier d'autres offres. C'est le cas de grands projets qui posent de bonnes conditions cadres à travers un concept adéquat (pages 30 et 32). Cela peut aussi se faire à travers des contacts et des structures associatives déjà existantes (pages 10 et 18). L'exemple de Genève (page 14) montre comment un centre peut bénéficier de l'aide à l'intégration de la Confédération. Le projet du canton de Zurich (page 22) prouve qu'il n'est pas toujours nécessaire de disposer de personnel enseignant professionnel, que les bénévoles peuvent profiter pour leurs activités de structures d'accompagnement professionnelles.

Le deuxième point fort soutient la formation continue et l'échange d'expériences de personnes clés dans le travail d'intégration. Dans ce cadre, les projets peuvent impliquer les membres des associations étrangères (page 37) ou un thème aussi important que « vieillesse et migration » (page 35). Le monde du travail (page 8) et de l'école (page 39) sont aussi représentés. Le dernier exemple (page 25) s'adresse à des personnes qui s'engagent dans différents secteurs de la société. La rétribution salariale des personnes clés dans tous ces projets n'est pas financée par la Confédération.

Le troisième point fort entend encourager la participation. Nous entendons par là des contributions pour une meilleure cohabitation des populations vivant en Suisse. De multiples activités sont possibles et les différents projets peuvent s'articuler dans différents domaines. C'est ainsi qu'un projet veut faire participer les enfants et les jeunes aux activités de l'association (page 16). Un autre organise des activités spécifiques directement dans des lieux choisis (page 20). Un autre encore s'adresse aux parents qui veulent donner à leurs enfants de meilleures chances de formation (page 12). A Zofingen, des groupes ont enrichi l'exposition itinérante Da&Fort par une contribution qu'ils ont eux-mêmes conçue, contribution financée par la Confédération (page 6). Dans le canton de Neuchâtel, un concept d'accueil des nouveaux habitants s'étend sur de nombreuses communes (page 28).

Weitere Informationen zum Programm der Förderung von Ausländerinnen und Ausländern finden Sie auf der Website www.eka-cfe.ch

Suisse / Aarau

« Da und fort »

la double vie des immigrés

Ils viennent d'Italie, d'Allemagne, de Hongrie, de Turquie ou d'ex-Yougoslavie. Ils habitent aujourd'hui en Suisse et mènent une double vie, partagés entre le souvenir de leur pays d'origine et les tentatives d'intégration dans leur pays d'accueil. Par quels mots les immigrés racontent-ils eux-mêmes leurs aventures de l'exil? L'ethnologue et réalisateur Heinz Nigg a choisi de leur laisser la parole. Son exposition itinérante, sous forme d'installation vidéo intitulée « *Da und fort. Leben in zwei Welten* », est le résultat d'un long travail d'écoute. Son équipe a recueilli les histoires de vie de quelque septante témoins de l'immigration à l'échelle européenne, exprimant avec leur propre langage « l'ici et l'ailleurs ». Le réalisateur en a finalement choisi sept pour les présenter sous forme de portraits, retraçant leur point de départ, puis l'arrivée dans un nouveau cadre de vie. Chaque intervention dure entre 15 et 30 minutes et se base sur des documents, photos, objets et souvenirs personnels. Une dizaine d'enfants sont aussi confrontés à la fameuse question: « Que voudras-tu faire quand tu seras grand? » Ces futurs adultes originaires du Sri Lanka, d'Angola, d'Inde, du Vietnam, d'Irak et de Macédoine, tentent chacun leur réponse.

Personnes de contact / Kontaktpersonen:

Heinz Nigg, AV-Produktionen,
Habsburgerstrasse 34a, 8037 Zürich
Tel. 01/272 16 81
Hubert Kausch, Caritas,
Laurenzenvorstadt 90, 5001 Aarau
Tel. 062/822 91 10

Telle est la charpente du projet interculturel « *Da und fort* », qui donne enfin un visage représentatif aux situations complexes de la migration. « *Da und fort* » a déjà été exposé de nombreuses fois en Suisse alémanique - entre autres au Museum für Gestaltung à Zurich - avec chaque fois les contributions de partenaires locaux et des témoignages spécifiques proposés par des animateurs sociaux. Cette formule d'exposition évolutive, basée sur la présentation de moniteurs vidéo, a le mérite de rester « très facile à installer et toujours pertinente », comme l'a constaté M. Kausch de Caritas Aarau, pour une mise en scène à Zofingen. Les responsables de cette dernière adaptation ont pu compléter les témoignages avec du matériel et des enregistrements effectués sur place de dix nouvelles expériences de migration en provenance d'autres pays (Etats-Unis, Japon, Chili et Allemagne). « Nous avons aussi réservé une salle pour exposer des jeux de différentes cultures, en demandant aux visiteurs d'en découvrir les règles », commente M. Kausch.

D'étape en étape, « *Da und fort* » aborde la question des droits accordés en Suisse aux étrangers, des politiques d'intégration ou de la situation des Turcs, des Kurdes ou des Serbes réfugiés en Suisse. Le visiteur peut ainsi, l'espace d'un instant, faire siennes des incertitudes ou des doutes qui ne le frappent pas toujours dans sa vie quotidienne. Que signifie par exemple « venir de l'étranger » ou « avoir deux familles et deux patries »? Quelle image les immigrés ont-ils de la Suisse avant d'arriver dans notre pays? Quelle est la vraie valeur d'un passeport rouge à croix blanche? La Suisse multiculturelle existe-t-elle vraiment?

Qu'est-ce qu'une intégration réussie? Autant d'interrogations cruciales qui acquièrent ici une portée éducative.

Ces coups d'œil ou clins d'œil sur une vie «partagée entre deux mondes» permettent aussi de répondre aux stéréotypes souvent en vigueur. Certains attribuent au demandeur d'asile des étiquettes peu enviables: celle de criminel potentiel ou de parasite de la société, par exemple. Depuis les années 80, Heinz Nigg s'intéressait avec des étudiants de l'université de Zurich aux problèmes des migrations internes à la Suisse, dont celle de l'exode rural des années 40 et 50 qui conduisit par dizaines de milliers les habitants de nos montagnes vers les centres urbains. Pour quelle raison sont-ils partis? Comment parlent-ils d'eux-mêmes et de leurs origines? Ces expériences diverses de la migration ont permis de dresser plusieurs parallèles sur les difficultés de l'intégration, et de se pencher enfin sur la capacité réelle des villes à inclure des populations venant d'un autre milieu.

GILLES LABARTHE

«Da und fort. Leben in zwei Welten». Le projet vidéo de Heinz Nigg sur l'immigration et l'intégration en Suisse s'accompagne d'une publication. Un support vidéo VHS et DVD-Rom est spécialement destiné aux écoles et aux maisons de jeunes (à paraître cet hiver). Prochaine exposition à Zürich-Örlikon, du 10 novembre au 1^{er} décembre 2001.

Pour plus d'informations sur les événements à venir, consulter le site internet: www.av-produktionen.ch/da-und-fort/

ZUSAMMENFASSUNG:

Sie kommen aus Italien, Deutschland, Ungarn, der Türkei oder Ex-Jugoslawien. Sie leben heute in der Schweiz aber führen ein Doppelleben, gespalten zwischen den Erinnerungen an ihr Heimatland und den Integrationsbemühungen in ihrem Gastland. Wie fassen die Migranten ihr Abenteuer Exil in Worte? Der Ethnologe und Filmregisseur Heinz Nigg lässt sie zu Wort kommen. Seine Wanderausstellung in Form von Videoinstallationen «Da und fort. Leben in zwei Welten» ist zurzeit in der deutschen Schweiz unterwegs.

An einigen Orten wird die Ausstellung ergänzt durch einen speziellen, lokal konzipierten Teil. So beispielsweise in Zofingen, wo sich unter der Federführung der Caritas - und mit finanzieller Unterstützung des Bundes - eine Gruppe bildete, die einerseits zehn weitere Migrationsgeschichten erarbeitete und andererseits verschiedenste Spiele unterschiedlicher Herkunft zusammenstellte.

Die Portraits von Migranten geben ein umfassendes Bild der verschiedenen Gemeinschaften, welche in der Schweiz eine neue (zusätzliche?) Heimat gefunden haben. Schritt für Schritt geht «Da und Fort» verschiedenen Fragen nach: was für Schwierigkeiten bereitet der Weg zu sozialer Anerkennung? was heisst es, zwei Familien und zwei Heimatländer zu haben? welches Bild von der Schweiz haben Migranten, wenn sie in die Schweiz einreisen?

Dass die Antworten nicht theoretisch erarbeitet werden, sondern auf konkreten Zeugnissen beruhen, ist Konzept und Stärke dieses Projektes. Zur Originalausstellung aus dem Museum für Gestaltung in Zürich ist ein Buch erschienen, ein für die Arbeit mit Kindern und Jugendlichen geeignetes Lehrmittel ist in Arbeit.

Weitere Daten und Informationen sowie Kontakt für zusätzliche Ausstellungsorte via site internet: www.av-produktionen.ch/da-und-fort



Region Zürich

Integrationsort « Betrieb »

G

rundlagen für eine erfolgreiche Integration von Ausländerinnen und Ausländern können insbesondere auch am Arbeitsplatz gelegt werden. Hier setzt das Kursprojekt «MediatorInnen in den Betrieben» an, das von der Gewerkschaft Bau und Industrie GBI durchgeführt wird.

Die Gewerkschaft Bau & Industrie GBI ist mit rund 100'000 Mitgliedern eine der grössten ArbeitnehmerInnenorganisationen der Schweiz. Sie ist in zahlreichen Branchen gewerkschaftlich aktiv, so im Baubereich, im Industriebereich sowie in der Landwirtschaft. Insgesamt betreut die GBI über 200 Gesamtarbeitsverträge.

In ihrem Selbstverständnis definiert die GBI klar ihr Verhältnis zur Integrationsarbeit: «Gerade die Vielfalt der Kulturen kann neue Impulse zu Lösungen unserer eigenen Probleme bringen» (Unser Selbstverständnis, 1993). Ziel der GBI-Interessengruppe «Migration und Integration» (früher: «Ausländische Arbeitnehmende») ist es, die spezifischen Interessen der ausländischen Mitglieder wahrzunehmen und die Integration in allen Belangen des Arbeits- und Gewerkschaftslebens sowie darüber hinaus zu gewährleisten.

Mit der traditionellen Aus- und Weiterbildung der FunktionärInnen und den Kursen für ausländische Vertrauensleute verfügt die GBI über grosse Erfahrung in der politischen Bildung. Sie führt ein breites Bildungsangebot durch, das sich zum Teil spezifisch an die ausländischen KollegInnen richtet: Ausbildung der neuen gewerkschaftspolitischen MitarbeiterInnen (etwa die Hälfte davon sind AusländerInnen); Wochenendseminare für ausländische Vertrauensleute in sechs verschiedenen Sprachen (Italienisch, Spanisch, Portugiesisch, Serbokroatisch, Albanisch und Türkisch); Deutschkurse für Bauarbeiter.

DAS PROJEKT

Dem Kurs «MediatorInnen in Betrieben» liegt die Annahme zu Grunde, dass vor allem auch am Arbeitsplatz ein wichtiger Beitrag zu einer erfolgreichen Integration von AusländerInnen geleistet werden kann. Denn hier stehen (sehr) gut integrierte MigrantInnen und einheimische ArbeitnehmerInnen in permanentem Kontakt mit neu eingereisten und/oder (noch) schlecht integrierten Landsleuten und anderen AusländerInnen.

In diesem Kontext können wichtige, die Integration fördernde Informations- und Vermittlungsaufgaben systematisch wahrgenommen werden, wenn sehr gut integrierte ArbeitnehmerInnen sich ihrer Rolle als MediatorInnen bewusst sind und über die Voraussetzungen (Kompetenzen, Kenntnisse) verfügen, um konsequent diese Funktion zu übernehmen.

Im Kurs sollen gut integrierte ArbeitnehmerInnen ausgebildet werden, sodass sie im Umfeld ihres Arbeitsplatzes eine Vermittlerrolle in Sachen Integration einnehmen können. Sie sollen so zu Ansprechpersonen werden und als BeraterInnen bei Integrationsproblemen wirken. Die TeilnehmerInnen können auch schweizerischer Nationalität sein.

Die Ausbildung ist praxisorientiert aufgebaut. Die TeilnehmerInnen erhalten konkrete Instrumente zur Integrationsarbeit. Die Ausbildung umfasst zwei Teile: eine Grundschulung von vier Tagen und ein zweitägiges Schlussmodul. Dazwischen setzen die TeilnehmerInnen die erworbenen Kompetenzen und Kenntnisse mit der Beratung eines/r Mentors/in um. Im Jahr 2001 wird ein Pilotprojekt in der Nordwestschweiz durchgeführt. Für die nächsten zwei Jahre sind sechs Kurse in anderen Regionen der Schweiz vorgesehen.

Hauptinhalte des Kurses:

- Was ist Integration? Wie kann Integration gefördert werden? Was ist interkulturelle Mediation? Was macht ein/e Mediator/in?
- Welcher Bezug ist zwischen dieser Ausbildung und meinem (Arbeits-) Umfeld möglich? Probleme und Chancen der interkulturellen Kommunikation am Arbeitsplatz.
- Kenntnisse zu integrationsrelevanten Themen wie: Schule; Wohnen; Arbeitswelt; Sozialversicherungssystem; Ämter der Gemeinde; Gesundheitsvorsorge; Freizeit; Rechte und Pflichten der AusländerInnen.
- Was für integrationsfördernde Institutionen gibt es in der Region? Was bieten sie zu welchen Bedingungen an?

Kontaktperson / Personne de contact:

Vania Alleva, GBI, Postfach,
8021 Zürich (Tel. 01/295 16 63)

- Wie kann ich mein Wissen an meine ArbeitskollegInnen weitergeben?

Die langjährigen Erfahrungen der Gewerkschaft Bau & Industrie im Bereich der (gewerkschaftlichen) Schulung von Vertrauensleuten in zahlreichen Branchen und Unternehmen zeigen, dass sich der Betrieb besonders eignet, um Wissen und Informationen an AusländerInnen weiterzugeben und zu thematisieren.

Stellvertretend für verschiedene realisierte Initiativen sei an dieser Stelle als konkretes Beispiel das Projekt «Göttisystem» der Sozialpartner im Bauhauptgewerbe und der Suva erwähnt, bei dem erfahrene ausländische Facharbeiter ausgebildet wurden, um neu eingereisten Saisonniers mit dem Ziel beizustehen, Berufsunfälle zu vermeiden.

Die Stossrichtung, bei der Integrationsförderung für AusländerInnen gerade am Arbeitsplatz anzusetzen, gewinnt angesichts der aktuellen Zunahme von neu einreisenden ArbeitnehmerInnen besonders an Bedeutung.

L'ENTREPRISE COMME LIEU D'INTÉGRATION

La base pour une bonne intégration des étrangers peut être construite sur la place de travail. C'est le postulat et défi du projet lancé par le SIB (Syndicat Industrie et Bâtiment), « médiateurs dans les entreprises » veut être actif. C'est en effet dans l'entreprise que les immigrants déjà intégrés et les employés suisses sont en contact permanent avec les nouveaux arrivants et les étrangers qui rencontrent des difficultés d'insertion. Les employés au bénéfice d'une bonne intégration disposent de connaissances et de compétences qui pourraient leur permettre de jouer un rôle important, en diffusant notamment des informations susceptibles de faciliter l'intégration de leurs collègues. Le projet propose de leur offrir une formation qui leur permettra également de jouer un rôle de médiateur. Ces employés deviendront ainsi des personnes de contact qui pourront donner des conseils et résoudre des problèmes d'intégration.

La formation proposée est très proche de la pratique. Elle se déroulera sur deux modules de quatre et deux jours. Entre ces deux modules, les participants seront invités à mettre en pratique les nouvelles connaissances et compétences tout en bénéficiant d'une supervision. Un projet pilote a été lancé en 2001 dans la région nord-ouest de la Suisse. Six autres cours sont prévus dans des régions différentes de la Suisse pour les deux années à venir.

Chur

« Das Tor öffnen »

Lena (nicht ihr richtiger Name) las den Mietvertrag gut durch, bevor sie ihn unterschrieb. Sie ist sehr stolz auf sich, dass sie niemanden mehr fragen musste, um so etwas wie einen Mietvertrag für sie zu lesen und zu übersetzen. Das war noch nicht lange so. Seit sie sich von ihrem Mann getrennt hatte, musste sie sich um alles kümmern. Mietvertrag, Bank, Versicherung, Krankenkasse, etc. Und es war so schwer, da sie die deutsche Sprache nie gelernt hatte. Sie merkte, wie sie von der Gutmütigkeit anderer Leuten sehr abhängig war. Dann hörte sie vom Deutschunterricht für Migrantinnen, den das Balikatan durchführte. Er war günstig, und sie hatte die Möglichkeit, andere Migrantinnen zu treffen. Sie sehnte sich so sehr, andere Frauen wie sie zu treffen, mit ihnen Erfahrungen zu tauschen und vielleicht Freundschaft zu schliessen. Und sie wollte endlich Deutsch lernen. Nur, ihr Problem waren ihre Kinder. Sie waren damals 3 und 5 Jahre alt. Sie gingen zwar 3 Vormittage in der Woche in eine Spielgruppe, aber der Deutschunterricht war am Abend. Es gibt nun mal keine Spielgruppe am Abend. Einen Babysitter zu suchen kam für sie nicht in Frage, da dies eine zusätzliche Ausgabe bedeutet hätte. Ob das wahr ist, dass eine Spielgruppe und ein Kinderhütendienst für die Kinder der Kursteilnehmerinnen ebenfalls angeboten wird? Sie rief das Begegnungs- und Unterstützungszentrum für Filipinas, ihre Familien und Freundinnen an und erkundigte sich.

«Ja», sagte die Frau am Telefon. Die Kursteilnehmerinnen dürfen ihre Kinder mitnehmen. Egal wie alt sie sind. Die Kinder werden während des Unterrichtes gehütet. Diese Dienstleistung kostet gerade mal Fr. 5.- für 2 Stunden – die Länge des Unterrichtes. Lena meldete sich sofort, und fing an, endlich Deutsch zu lernen.

Lena ist nur eine von 12 MigrantInnen, die vom Projekt des Balikatan «das Tor öffnen», profitieren können. «Das Tor öffnen» wird von der Eidgenössischen Kommission für Ausländerfragen mitfinanziert. Es ist ein Deutschunterricht für Migrantinnen und Migranten, mit einem Spielgruppe/Kinderhütendienst-Angebot für die Kinder der Teilnehmerinnen.

WARUM DIESES PROJEKT

Sogar ausgebildeten Migrantinnen, die gute berufliche Qualifikationen mitbringen, stehen in der Schweiz wenig Arbeitsmöglichkeiten offen, weil ausländische Diplome und ausländische Berufserfahrung in der Schweiz nur selten anerkannt werden. Migrantinnen ohne Berufsausbildung, die aber die Sprache sprechen, arbeiten in der Regel als Hilfskräfte in Fabriken, als Putzfrauen und in anderen unqualifizierten Sektoren.

Migrantinnen, die die deutsche Sprache nicht beherrschen, haben überhaupt keine Chance, Arbeit zu finden. Diese Frauen sind gezwungen, in einer Welt zu leben, die sie überhaupt nicht verstehen. Deshalb sind sie auf die Hilfe ihrer Ehemänner und Umgebung angewiesen. Auch dann, wenn die eheliche Beziehung nicht mehr funktioniert, oder sie von ihren Ehemännern misshandelt werden, getrauen sie sich nicht, sich von ihrem Partner zu trennen.

Das Balikatan, Begegnungs- und Unterstützungszentrum für Filipinas, ihre Familien und Freundinnen, möchte etwas unternehmen, um diesen Frauen zu helfen. Durch das Projekt «Das Tor Öffnen», möchte das Balikatan es diesen in Chur und Umgebung lebenden Migrantinnen ermöglichen, die deutsche Sprache zu erlernen. Da diese Frauen oft auch Mütter von Kleinkindern sind, und oft niemanden haben, um das Kind während ihrer Abwesenheit zu hüten, bietet das Balikatan auch einen Spielgruppen/Kinderhütendienst im gleichen Gebäude wo der Kurs stattfindet, an.

DAS ZIEL

Das Hauptziel von «Das Tor Öffnen» ist buchstäblich das Tor für Möglichkeiten für Migrantinnen zu öffnen. Die Sprache ist der einzige Schlüssel zu diesem Tor.

Die Unterrichtsthemen: Einkaufen, Post/Bank Einzahlungen, telefonieren, Bahn Billete kaufen, Fahrplan lesen, Arbeitsformulare ausfüllen, Gesundheit, Familie, Ehe und Sexualität, bieten den Teilnehmerinnen die Möglichkeit, mindestens zu versuchen, ihr Leben selbst zu bestimmen.

Die Beherrschung der Sprache gibt jeder verstärktes Selbstbewusstsein. Sie ermöglicht ihnen auch, am Geschehen teilzunehmen.

Die Sprache durchbricht jegliche Isolation, welche Depressionen und andere psychische Krankheiten herbeiführen kann.

Wenn die Frauen beim Deutschkurs sind, findet nicht nur das Lernen, sondern auch eine Begegnung zwischen den Kulturen statt. Diese Begegnung ermöglicht den Teilnehmerinnen, ihre Umgebung wahrzunehmen. Durch diese Begegnungen lernen sie auch viel voneinander.

TEILNEHMENDE

«Das Tor öffnen» wurde speziell für in Chur und Umgebung lebende Migrantinnen mit Kleinkindern konzipiert.

Kontaktperson / Personne de contact:

Adora Fischer, Signinastrasse 49,
7000 Chur (Tél. 081 / 284 13 65)

« OUVRIR DES PORTES »

Lena (nom d'emprunt) est fière d'elle : elle n'a plus besoin de personne pour lui traduire les documents officiels. Depuis son divorce, elle doit s'occuper de tout : contrat de location, banque, assurances, etc. N'ayant jamais appris l'allemand, elle dépendait entièrement de la bonne volonté des autres. Mais cela a changé depuis qu'elle s'est inscrite au cours d'allemand pour les femmes migrantes organisé par le Balikatan, centre de rencontres et d'appui pour les Philippines, leurs familles et leurs amies. Ce cours, très bon marché, offre également la possibilité de mettre les enfants en bas âge à la garderie installée dans le même bâtiment. Grâce à ce cours, Lena, mère de deux enfants de trois et cinq ans, a pu rencontrer d'autres femmes, lier des amitiés et surtout apprendre l'allemand.

Lena est une de 12 migrantes qui participent au projet du Balikatan « Ouvrir des portes », cofinancé par la Commission fédérale des étrangers.

Même pour les migrants au bénéfice d'une bonne formation il est difficile de trouver du travail en Suisse, les diplômes étrangers étant rarement reconnus. Les migrantes sans expérience professionnelle, mais qui parlent allemand, travaillent en général dans des usines, comme femmes de ménage et dans d'autres secteurs non qualifiés.

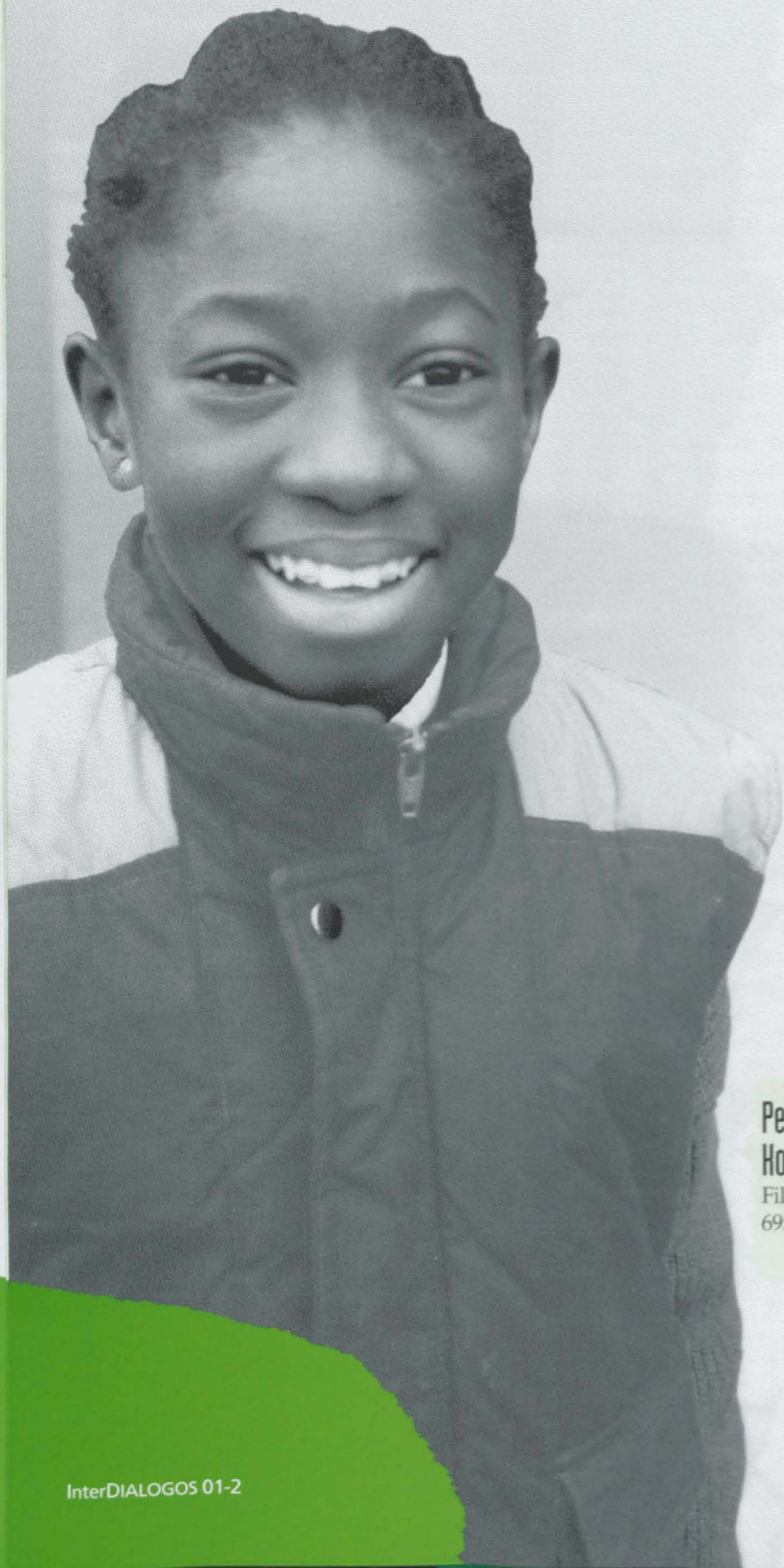
Les migrantes qui ne dominent pas l'allemand n'ont aucune chance de trouver du travail. Ces femmes sont obligées de vivre dans un monde qu'elles ne comprennent pas. Elles dépendent entièrement de l'aide de leur mari et de leur entourage, dont elles n'osent se séparer, même en cas de mésentente.

A travers le projet « Ouvrir des portes », le Balikatan veut permettre aux migrantes vivant à Coire et aux alentours d'apprendre l'allemand. Ces femmes étant souvent des mères célibataires, il met à disposition une garderie dans le bâtiment où ont lieu les cours.

Le but principal du projet « Ouvrir des portes » est littéralement d'ouvrir aux migrantes des possibilités, la langue étant la seule clé pour ces portes. A travers les thèmes des cours (faire les courses, payer les factures à la poste et à la banque, téléphoner, acheter des billets de train, lire un horaire, remplir les formulaires du chômage, famille, mariage et sexualité), les participantes peuvent rompre leur solitude, prendre confiance en elles, prendre conscience de leur environnement et décider de leur propre vie.

Ticino

Genitori, figli e operatori in una nuova realtà



Il progetto denominato «Genitori, figli e operatori in una nuova realtà» è una nuova iniziativa promossa dalla Divisione della formazione professionale (DFP) del Dipartimento dell'istruzione e della cultura del cantone Ticino e cofinanziata dalla Commissione federale degli stranieri.

Si rivolge ai genitori, o a eventuali altri familiari dei giovani stranieri iscritti alle classi del pretirocinio d'integrazione del cantone e ai responsabili dei centri di accoglienza e delle associazioni umanitarie.

Diamo qui di seguito una breve descrizione del Pretirocinio d'integrazione, della sua utenza e dei suoi contenuti, con l'intento di chiarire bene il contesto in cui si situa il nuovo progetto.

Il pretirocinio d'integrazione si svolge in Ticino ormai da 9 anni, è finanziato dalla DFP e dall'Ufficio federale della formazione professionale e della tecnologia (UFFT/BBT) nell'ambito delle Raccomandazioni 2000 UFFT inerenti alle offerte di formazione transitoria tra scuola dell'obbligo e formazione professionale. Si tratta di un corso di un anno, a tempo pieno, destinato a ragazzi stranieri in età fra quindici e ventun anni, residenti nel cantone, appena giunti in Svizzera per ricongiungersi con i loro familiari o quali rifugiati o richiedenti l'asilo. Alla fine dell'anno di pretirocinio la maggior parte di loro sceglie la via dell'apprendistato, mentre una minima parte continua gli studi accedendo a scuole a tempo pieno quali scuole di commercio, licei o istituti d'arte.

Personne de contact / Kontaktperson / Per saperne di più:

Filipo Jörg, Pretirocinio d'integrazione,
6952 Canobbio (Tel 091/815 10 31)

RÉSUMÉ

Le projet proposé par le service de la formation professionnelle du Tessin s'adresse prioritairement aux familles de jeunes migrants inscrits dans les classes de préapprentissage et d'intégration du canton, de même qu'aux centres d'accueil et aux associations humanitaires concernées.

Les jeunes engagés dans cette formation sont confrontés à une double réalité : ils traversent la phase de l'adolescence et sont tous étrangers, ce qui engendre parfois une certaine insécurité sur le plan identitaire. Cette insécurité s'intensifie encore lorsque parents et enfants ont été réunis tardivement, ce qui occasionne parfois une remise en question des valeurs véhiculées par la famille et des situations conflictuelles difficiles à gérer.

Il importe de permettre aux intéressés d'évoquer ces difficultés et d'échanger leurs points de vue. Le projet prévoit

l'organisation de soirées hebdomadaires qui devraient permettre la création d'un réseau de soutien au sein de toutes les personnes impliquées : familles et élèves, mais également directions d'écoles, professeurs, conseillers en orientation, travailleurs sociaux et partenaires professionnels. D'anciens élèves seront sollicités pour jouer un rôle de traducteur, mais également pour partager leur expérience personnelle.

Un tel projet devrait permettre aux parents issus d'autres cultures de renouer pleinement avec leur rôle d'éducateur, de conseiller et d'accompagner leurs enfants dans la délicate étape de l'orientation scolaire et professionnelle. Les dernières recherches dans ce domaine l'attestent : l'implication des parents dans ce processus est en effet déterminante.

Il corso di italiano, accompagnato da una serie di altre materie e da attività pratiche, si sviluppa sull'arco di un anno attorno a tre tematiche: la conoscenza di sé, del mondo del lavoro con la relativa scelta professionale e del territorio con le sue strutture sociali. Il lavoro tiene conto di dell'approccio interculturale, cura il piano relazionale e soprattutto privilegia in modo sistematico la crescita della competenza linguistica.

Ciò che accomuna i ragazzi del pretirocinio d'integrazione è la coincidenza di due importanti condizioni: l'essere adolescenti e l'essere stranieri. L'incontro di questi due particolari fattori è caratterizzato da situazioni di incertezza rispetto al sé, all'identità maschile e femminile e alle conseguenti relazioni e alla messa in discussione dell'adeguatezza dei valori di cui sono portatori i genitori. Per parecchi di loro, inoltre tutto ciò è ulteriormente caricato dalle insicurezze generate dagli incontri tardivi tra genitori e figli. Abbiamo infatti incontrato spesso situazioni in cui i figli erano stati affidati e cresciuti da famiglie allargate o da parenti lontani, mentre i genitori si trovavano in Svizzera a lavorare. La decisione di riunire la famiglia, per ragioni dovute a conflitti bellici nei paesi in cui si trovavano i figli, o per ragioni di tipo personale (salute dei genitori anziani, decessi...), presenta a volte problematiche conflittuali e situazioni cariche di tensioni difficili da gestire. Tale decisione è inoltre spesso vissuta dai figli adolescenti come un'imposizione improvvisa, in un momento delicato, carico di speranze e incertezze, come può esserlo l'adolescenza.

I ragazzi apprendendo la nuova lingua più facilmente rispetto ai genitori, apprendono in contemporanea tratti culturali che contrastano con quelli dei loro paesi d'origine e a volte con quelli dei loro genitori più restii a conoscere e ad adottare modalità e tratti culturali del paese ospitante.

Il dilemma se conservare e fino a che punto conservare la cultura di provenienza, crediamo sia uno dei problemi più sentiti dalle famiglie e prevediamo sia il tema forte che accompagnerà gli argomenti che verranno proposti durante le serate previste, con il ritmo di un incontro settimanale.

Questo progetto di appoggio ai genitori ha come obiettivo la creazione di una rete di coinvolgimento affinché il lavoro in classe diventi più efficace e possa avvenire con la collaborazione di tutte le parti coinvolte (allievi, familiari, direzione della scuola, docenti, orientatori professionali, operatori sociali e del mondo del lavoro).

Anche i genitori provenienti da altri paesi potranno così svolgere a pieno titolo la loro funzione nell'accompagnare e consigliare i figli nella delicata fase dell'orientamento scolastico e professionale. Le ultime ricerche in questo ambito considerano infatti fondamentale il loro pieno coinvolgimento.

A questo scopo avranno l'opportunità di conoscere l'organizzazione scolastica cantonale e in particolare le strutture frequentate dai figli, saranno coinvolti nelle loro scelte professionali e scolastiche, potranno conoscere altre realtà culturali, confrontare i loro progetti migratori e affrontare le problematiche relazionali con i propri figli adolescenti.

Saranno inoltre informati sui diritti, le norme, le procedure giuridiche e amministrative concernenti l'immigrazione, le strutture sociali e il mondo della formazione professionale e del lavoro.

Il progetto è nella fase iniziale. Abbiamo coinvolto un gruppo di ex-allievi, di varie lingue e culture, che fungono da traduttori e che presenteranno la loro esperienza. Nei primi incontri, in piccoli gruppi, i genitori, i mariti, i parenti hanno presentato una gran varietà di problemi e formulato le loro richieste. A una parte di esse risponderanno gli specialisti nelle riunioni plenarie già programmate. Altre saranno affrontate individualmente o in piccoli gruppi d'interesse, sotto la guida di due insegnanti della scuola che hanno anche le qualifiche di terapeuta di gruppo e di formatrice di adulti. Per altre ancora i familiari saranno indirizzati a quelle strutture di consulenza, d'appoggio o eventualmente terapeutiche, già esistenti, che verranno presentate dai vari specialisti sull'arco dell'anno.

l'intégration des Albanais

LES ALBANAIS EN SUISSE : UNE IMPORTANTE COMMUNAUTÉ, TROP MÉCONNUE

Actuellement en Suisse, environ un habitant sur quarante est de langue et de culture albanaise. Il s'agit majoritairement de ressortissants albanais de Kosove, de Macédoine et de Serbie du Sud, et également d'une minorité du Monténégro et d'Albanie. Environ 200'000 hommes, femmes et enfants sont titulaires d'une autorisation de séjour (permis B) ou d'une autorisation d'établissement (permis C). Peu de personnes, en Suisse, du simple citoyen au décideur, n'ont encore réalisé ce fait marquant de l'histoire migratoire contemporaine. Réduite à la problématique des réfugiés albanais et kosovars «qui posent problèmes», on croit généralement qu'une fois les réfugiés retournés ou renvoyés dans leur pays, nous n'auront plus à nous préoccuper de cette population.

C'est justement cette ignorance de la présence des Albanais, groupe d'immigrés le plus important après les Italiens et avant les Portugais, qui a posé et qui continuera à poser des problèmes d'une ampleur de plus en plus importante, si un changement radical n'intervient pas rapidement.

Personne de contact / Kontaktperson:

Ueli Leuenberger, Université populaire albanaise, 112, rue de Lyon,
1211 Genève 13 (Tél. 022/340 25 77)

ABSENCE DE STRUCTURES ASSOCIATIVES UNITAIRES DANS LA DIASPORA

Les Albanais n'ont jusqu'à présent pas réussi à s'organiser en tant que partenaires pour les autorités et la société civile suisse. Aucune association unitaire de défense des intérêts sociaux, économiques et culturels n'existe au niveau suisse, et les tentatives allant dans cette direction n'ont jamais trouvé un réel soutien, dans le passé, auprès des principaux dirigeants albanais en Kosove comme dans la diaspora. Des questions de pouvoir, des tentatives de contrôle de la diaspora et l'utilisation financière de son soutien fournissent quelques éléments de réponse. L'absence d'expérience démocratique, le fonctionnement clanique, l'hostilité des représentants diplomatiques yougoslaves et les agissements des services secrets de différents pays balkaniques constituent d'autres éléments d'explications.

L'UPA UN OUTIL POUR FAVORISER LA COMPRÉHENSION RÉCIPROQUE ET L'INTÉGRATION

L'Université populaire albanaise a été créée à Genève en 1996 avec le soutien du Centre social protestant, de Caritas, des autorités de la Ville et du Canton de Genève, ainsi que de l'ensemble des associations albanaises de Genève. Située dans un bâtiment industriel, dans le quartier des Charmilles, c'est alors un projet pilote en Suisse et en Europe, visant à rassembler les Albanais et à les aider à mieux vivre dans leur pays d'exil.

Depuis son ouverture, en automne 1996, des centaines de personnes ont suivi des cours de français, d'anglais, d'albanais, des formations dans les domaines de l'électroménager, de l'informatique et du service en restauration. Une garderie d'enfants, quelque peu improvisée, permet aux mères, l'après-midi, de suivre des cours ou de participer à d'autres activités de l'UPA. De nombreuses manifestations culturelles, rencontres, débats, etc. ont également eu lieu à l'UPA.

LE PRÉSENT - UN MOMENT DÉCISIF POUR L'INTÉGRATION.

Actuellement l'immense majorité des Albanais de Suisse est confrontée à la réalité, celle de constater que le retour au pays si ardemment souhaité n'est pas pour demain. Une fois ce constat établi, il doit logiquement inciter de plus en plus d'hommes et de femmes albanais-es à se préoccuper de leur situation en Suisse, car l'intégration dans le pays où l'on vit est une des conditions importantes pour la réussite économique, sociale et pour le bien-être. Mieux connaître le pays dans lequel on vit, apprendre la langue de ce pays et avoir de plus en plus de responsables associatifs formés «à la sauce helvétique» devient primordial pour les Albanais vivant en Suisse et pour les autres habitants de notre pays qui cohabitent avec eux.

LES TROIS FORMATIONS SOUTENUES PAR LA COMMISSION FÉDÉRALE DES ÉTRANGERS (CFE)

C'est dans ce contexte que l'UPA propose actuellement trois formations utiles à des personnes de langue et de culture albanaise et à la communauté albanaise dans son ensemble.

Il s'agit tout d'abord d'un cours de français et de «culture générale helvétique» pour femmes albanaises. Ce cours s'adresse à des femmes albanaises, originaires de Kosove et de Macédoine, issues de la société rurale et généralement peu scolarisées. Vu la répartition traditionnelle des rôles dans leur pays d'origine, celles-ci ont longtemps été confinées à l'intérieur des maisons et tenues à l'écart de la vie sociale. Une meilleure connaissance du français devrait donc les aider à sortir de ce schéma qui n'a plus cours en Suisse. L'UPA organise avec un groupe d'une dizaine de femmes 13 séances de «français pratique» utiles à la découverte de la vie en Suisse.

Deux enseignantes, une francophone et une de langue albanaise travaillent en duo. A la fin des 13 semaines pendant lesquelles les femmes ont suivi ce cours, l'UPA intervient pour convaincre les participantes de continuer à suivre des cours de français à l'UPA.

«Mieux connaître le pays dans lequel je vis» s'adresse à des Albanais qui ont envie en 13 soirées, de découvrir le fonctionnement de la société helvétique sous différents angles. Six heures sont consacrées au pays, à sa population, à ses coutumes, à la Suisse et à la Genève multiculturelle, au système politique, avec une visite des tribunes du Conseil municipal. Quatre heures sont consacrées à quelques aspects de la sécurité sociale et quatre autres heures aux droits et devoirs en tant que travailleur, entrepreneur, locataire, propriétaire, parent d'élève etc... Les soirées restantes abordent des aspects de la vie associative en Suisse.

«Formation et promotion de (futurs) responsables associatifs» est un module qui propose, en plus de l'acquisition de connaissances théoriques relatives au fonctionnement de la société helvétique en général et des associations, l'acquisition d'un certain nombre de techniques. Il s'agit entre autres, de la prise de notes, de la négociation, de la rédaction de convocations et de la gestion de l'information. A l'issue du cours, les participants devraient se sentir renforcés et «outillés» pour assumer des responsabilités dans une association non-albanaise.

Le découpage du cours est le suivant. Une association pour quoi faire? Prendre la parole; Comment parler aux Suisses; Négocier; Prendre des notes; Préparer une action; Où est ma place dans la société genevoise? Le programme s'étend sur 13 semaines, à raison d'une soirée par semaine.

L'UPA espère avec ces trois formations, provoquer «un petit choc» positif au sein de la communauté albanaise de Genève, et avant tout de donner envie à des femmes et des hommes de langue et de culture albanaise de participer plus activement dans la société.

ZUSAMMENFASSUNG:

Einer von vierzig Einwohnern in der Schweiz ist albanischer Sprache und Kultur. Die grosse Mehrheit kommt aus Kosova, eine Minderheit aus Mazedonien, Montenegro, Südserbien und Albanien. Nur wenige Schweizer, darunter auch die politischen Behörden, haben dies bisher zur Kenntnis genommen. Besonders wichtig zu wissen ist es, dass ungefähr 200'000 Albaner mit B und C-Ausweis in der Schweiz verweilen. In der Bevölkerung herrscht immer noch das Bild vor vom «jungen Asylsuchenden der Probleme macht». Es wird kaum zur Kenntnis genommen, dass uns mittlerweile eine 35-jährige Immigrationsgeschichte mit den Albanern aus dem ehemaligen Jugoslawien verbindet. Die albanische Volkshochschule in Genf (UPA), die seit 1996 im Bereich der Integration tätig ist und verschiedenste Kurse durchführt, ein Schulrestaurant betreibt und sich auch im kulturellen Bereich engagiert, lanciert ein Spezialprogramm, das vermehrt zur besseren Integration der Albaner beitragen soll. Die Eidgenössische Ausländerkommission unterstützt zur Zeit folgende drei Projekte: «Französisch und Wissensvermittlung zur Einführung in die schweizerische Gesellschaft». Das Projekt wendet sich an Frauen aus ländlichen Regionen mit verhältnismässig schwacher Schulausbildung. «Das Land in dem wir leben, besser kennen lernen» Das Projekt vermittelt Wissen über Land und Leute, Sozialsystem, Gesetzgebung u.s.w. Konkret werden Situationen wie Arbeitnehmer/Arbeitgeber, Mieter/ Vermieter, Eltern u.s.w. behandelt. Das dritte Projekt ist eine «Ausbildung für Verantwortliche und zukünftige Verantwortliche von Vereinen». Neben theoretischem Wissen zum schweizerischen und albanischen Vereinswesen, werden praktische Dinge wie Protokollführung, Verhandeln, ein Projekt durchführen u.s.w. vermittelt. Die UPA hofft mit diesen drei Kursen einen weiteren Beitrag zur besseren Integration der Albaner in der Schweiz beizutragen.

Schweiz

Integrationsprojekt

für ausländische Kinder und Jugendliche

TRÄGERIN

Das Projekt wird von der Pfadibewegung Schweiz (PBS) getragen. Als grösste Jugendorganisation in der Schweiz, mit 55'000 Mitgliedern in allen Landesteilen, verfolgt sie die ganzheitliche Entwicklung ihrer Mitglieder als erzieherisches Ziel. Traditionell pflegt sie, auch dank der weltweiten Verbreitung der Pfadibewegung, Offenheit gegenüber allen Religionen und Kulturen und ist politisch neutral.

AUSGANGSLAGE

Was schon länger vermutet worden war, bestätigte sich in einer Erhebung zur Mitgliederstruktur 1998: Der Anteil der Kinder und Jugendlichen von ausländischen Eltern ist in der Pfadibewegung im Vergleich zum schweizerischen Mittel klein (3-10% je nach Altersstufe). In einer qualitativen Anschlussstudie wurde untersucht, welche Gründe zu dieser schwachen Integration dieser Gruppe führen. Die Studie ermittelte verschiedene Gründe, welche die Teilnahme ausländischer Kinder und Jugendlicher an den Anlässen und Lagern der Pfadi erschweren. Wo beispielsweise ausländische Leiterinnen fehlen, gibt es auch weniger ausländische Kinder. Grundsätzlich nimmt der Anteil ausländischer Kinder mit zunehmendem Alter ab. Auch auf der Ebene des Programmangebotes, der Verbandsstrukturen und des Ausbildungsstandes der Leiter sind Massnahmen zur verstärkten Integration ausländischer Kinder und Jugendlicher möglich.

Aufgrund dieser Studie entschloss sich die Verbandsleitung, ein Projekt zu lancieren, welches eine bessere Integration der ausländischen Kinder und Jugendlichen in die Pfadibewegung zum Ziel hat. Sie beauftragte eine Arbeitsgruppe, ein sinnvolles Projekt vorzuschlagen.

ZIELE

Das Projekt hat zum Ziel...

1. interessierte Leiter und LeiterInnen bestehender Pfadigruppen zu befähigen und zu ermutigen, ein Freizeitprogramm nach Pfadigrundsätzen anzubieten, das für Kinder oder Jugendliche aus verschiedenen Kulturen attraktiv ist. Damit dies möglich ist, müssen auf Verbandsebene Hilfsmittel und Ausbildungsmodule entwickelt werden.
2. verschiedene Modelle der Integration für den Verband zu evaluieren, zum Beispiel die Gründung von kultur- oder religionsspezifischen Gruppen. Unter Mitarbeit verbandsexterner ExpertInnen sollen die Modelle, welche sich für die ehrenamtliche Jugendarbeit eignen, ausgewählt und für die gewählten Modelle Hilfsmittel und Ausbildungsmodule erarbeitet werden. Ausserdem sollen lokale Pilotprojekte den Integrationsprozess in Gang setzen und Erfahrungen liefern
3. die Leiter- und Leiterinnen der Pfadibewegung Schweiz für das Thema des multikulturellen Zusammenlebens zu sensibilisieren und Begegnungen von Kindern und Jugendlichen aller in der Schweiz ansässiger Kulturen zu fördern. Damit soll ein Beitrag zum friedlichen Zusammenleben in der Schweiz und zur Verhinderung rassistischer oder fremdenfeindlicher Tendenzen geleistet werden.

METHODEN

• INTEGRATIONSMODELLE

Die Pfadi ist ein mittelschichtorientierter schweizerischer Verband. Der Anteil ausländischer Kinder und Jugendlicher ist im Vergleich zur Bevölkerung gering. Durch geeignete Integrationsmodelle kann die Struktur geöffnet werden. Mit Hilfe von Fachleuten sollen verschiedene Modelle bis Ende Jahr evaluiert werden. Als Referenzprojekte dienen die laufenden Pilotprojekte in den Kantonalverbänden, sowie Projekte aus anderen Ländern, die auf ihre Vor- und Nachteile geprüft werden.

Ein wichtiger Faktor ist die Durchführbarkeit. Welche Strategien sind für die PBS realistisch? Dies zu beurteilen ist Aufgabe der Projektleitung. Die Verbandsstruktur besteht aus verhandelba-

ren (Uniform, Tag der Gruppenaktivität) und unverhandelbaren (Junge leiten Junge, Gleichstellung Mann/Frau, Pfadigesetze) Grundsätzen. Integration wird deshalb über die Ausbildungskurse vermittelt. Es werden nicht nur schweizerische, sondern auch ausländische Jugendliche als Leiter ausgebildet. Bei Bedarf können sie dadurch später auch eine eigene Gruppe bilden. Je nach Modell werden auch die Ausbildung und das Angebot entsprechend beeinflusst.

• AUSBILDUNG

In Zusammenarbeit mit der Ausbildungsgruppe und Expertengruppe werden geeignete Module entwickelt, die in die Ausbildung integriert werden sollen. Ziel ist es, die Leiterinnen zu sensibilisieren und ihnen geeignete Hilfsmittel und Hintergrundwissen für die Umsetzung der Ziele des Integrationsprojektes zu vermitteln.

Themen Persönlichkeitsentwicklung: Leitungsteam (Einstellungen, Ressourcen, Reformwille), interkulturelle Kommunikation, Mediation, kulturelle Vielfalt, Rassismus, Fremdenfeindlichkeit, Vorurteile, Konfliktbewältigung, Gewalt

Themen Integrationsmodelle: Auswahl, Vor-/Nachteile, Zielgruppe, Vorgehen

• ANGEBOT (DIDAKTISCHE/METHODISCHE HILFSMITTEL)

In einem weiteren Schritt werden von der Projektleitung Hilfsmittel für die Gestaltung der Pfadiaktivitäten entwickelt, mit dem Ziel, die Integration von ausländischen Kindern zu fördern.

Die Umsetzung findet in lokalen Gruppen und in den Ausbildungskursen schwerpunktmässig statt. Eine ehrenamtliche Arbeitsgruppe wird diese Umsetzung betreuen und unterstützen. Ab dann soll ein «Schneeballeffekt» auf lokaler Ebene entstehen und somit das Projekt nachhaltig wirken.

Personne de contact / Kontaktperson:

Andrea Bader, Integrationsprojekt der PBS,
Speichergasse 31, 3000 Bern 7
(Tel 031/328 05 50)

PROJET D'INTÉGRATION POUR ENFANTS ET JEUNES ÉTRANGERS

Avec ses 55'000 membres dans tout le pays, le Mouvement Scout de Suisse est la plus grande organisation de jeunes sur le plan national. Apolitique et non confessionnelle, elle promeut le développement personnel de ses membres. Lors d'une enquête sur la structure des membres en 1998, il s'est avéré que le pourcentage d'enfants et de jeunes étrangers au sein du Mouvement Scout était minime par rapport aux Suisses (3 - 10 % selon les classes d'âge). Les responsables du Mouvement Scout ont alors lancé un projet dont le but est la meilleure intégration des enfants et des jeunes étrangers en son sein.

A travers ce projet, il s'agit d'évaluer divers modèles d'intégration possible pour le Mouvement (par exemple, création de groupes culturels ou religieux spécifiques), de sensibiliser les personnes en charge des groupes et des animations aux thèmes de la vie communautaire multiculturelle, de promouvoir des rencontres et des activités attractives entre enfants et jeunes de toutes les cultures présentes en Suisse. Le projet comprend trois axes:

- Définition de modèles d'intégration, évalués par des experts, basés sur les projets actuels des mouvements cantonaux, ainsi que des projets à l'étranger.
- Intensification de formation pour sensibiliser les personnes engagées dans le Mouvement, afin de leur donner les moyens et les connaissances de base pour l'application des projets d'intégration.
- Recherche de moyens financiers pour mettre en œuvre les activités de scoutisme qui permettront l'intégration d'enfants étrangers.

Zürich

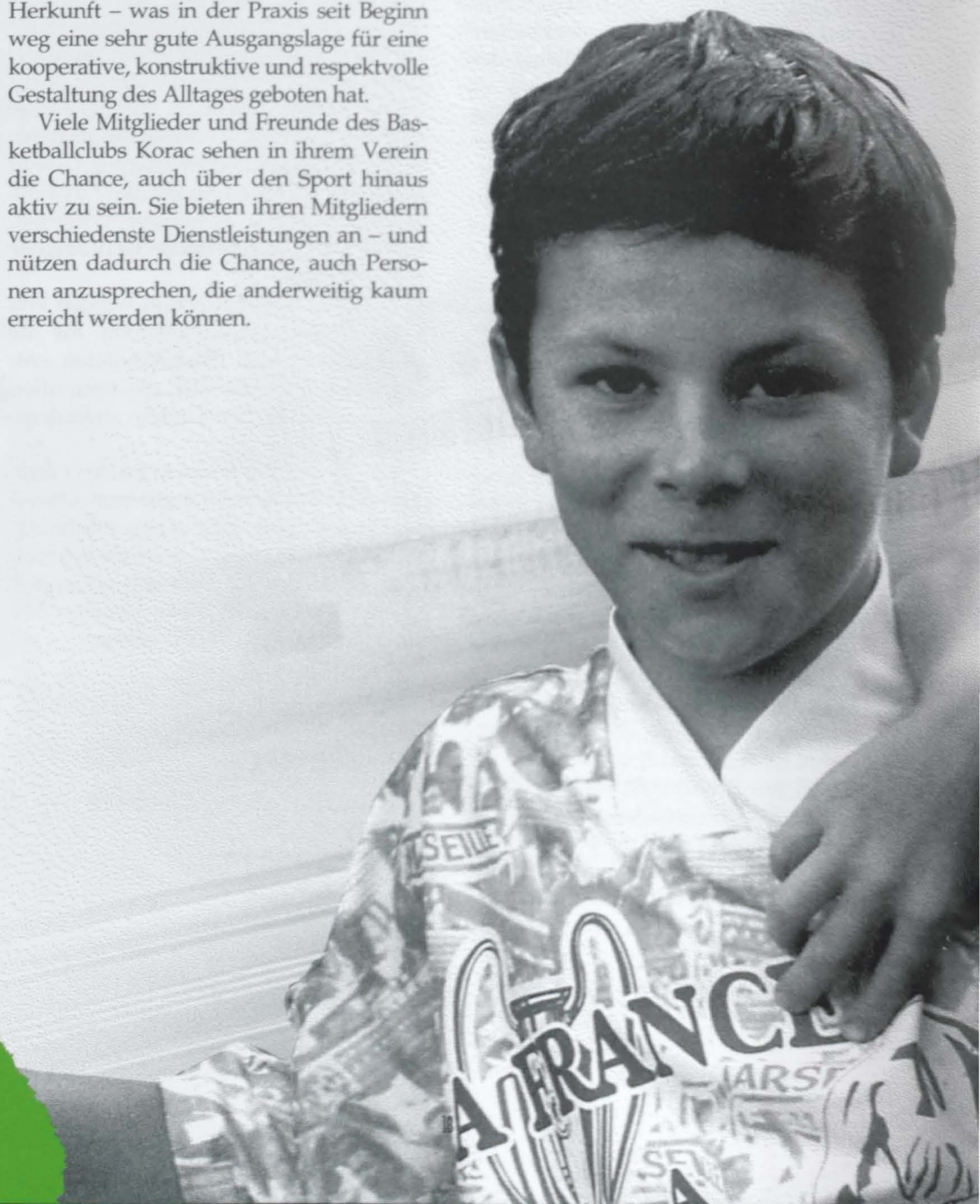
Sport und Integration...

Sport ist ein Gebiet, wo Menschen aufeinandertreffen, sich kennen lernen und Freundschaften schließen. Und Sport ist ein Gebiet, innerhalb dessen positives vermittelt und erreicht werden kann. Und somit ist Sport ein Gebiet, das sich auch für soziokulturelle und integrationsbezogene Arbeit sehr gut eignet.

Der Basketballclub Korac Zürich besteht seit 1993 und nimmt momentan mit neun von dreizehn Mannschaften an der Meisterschaft teil. Er versteht sich als ein schweizerischer Basketballclub mit sehr vielen Spielern und Trainern serbischer Herkunft – was in der Praxis seit Beginn weg eine sehr gute Ausgangslage für eine kooperative, konstruktive und respektvolle Gestaltung des Alltages geboten hat.

Viele Mitglieder und Freunde des Basketballclubs Korac sehen in ihrem Verein die Chance, auch über den Sport hinaus aktiv zu sein. Sie bieten ihren Mitgliedern verschiedenste Dienstleistungen an – und nützen dadurch die Chance, auch Personen anzusprechen, die anderweitig kaum erreicht werden können.

Neben Angeboten, die auf die täglichen Probleme ausgerichtet sind (Schule, Arbeit, Weiterbildung, Kommunikation), werden auch spezielle Veranstaltungen organisiert, die jeweils einem spezifischen Thema gewidmet sind. Neu – und nicht zuletzt dank der Unterstützung durch den Bund – kann nun auch ein Deutschkurs für die Mitglieder und Angehörigen angeboten werden.



Zurich

Le sport au service de l'intégration...

Le sport est un domaine qui offre aux gens des occasions de se rencontrer, de faire connaissance et de tisser des liens d'amitié. Il permet également de vivre des sentiments positifs et de les transmettre. C'est pourquoi le sport est un lieu privilégié pour un travail socio-culturel et d'intégration.

Le club de basketball Korac a été fondé à Zurich en 1993. Actuellement 9 à 13 de ses équipes participent au championnat. C'est un club de basket suisse comprenant de nombreux joueurs et entraîneurs d'origine serbe. Il a été, de ce fait, et dès le début, un lieu très favorable à l'aménagement d'une vie quotidienne constructive et respectueuse, basée sur la coopération.

Un grand nombre de membres et d'amis du club de basketball Korac voient également cette société comme une occa-

sion d'être actifs en dehors du sport, en proposant divers services, ce qui permet de rencontrer des personnes difficilement atteignables le reste du temps.

A côté des services en rapport avec les préoccupations quotidiennes (travail, école, formation continue, communication), des réunions spéciales sont organisées sur un thème particulier. Une nouveauté – et grâce en grande partie à l'aide de la Confédération – un cours d'allemand est maintenant offert aux membres du club et à leurs proches.

Personne de contact / Kontaktperson:

B. Milenkovic, Basketballclub Korac,
Postfach 911, 8029 Zürich
(Tel. 01/382 00 64)
Internet: www.korac.ch



Le BUS:

Valais: un outil au service de l'animation socio-culturelle

Depuis quelques années, force est de constater que les dispositions prises lors des années 70-80 en termes d'animation socio-culturelle ne correspondent plus qu'imparfaitement à la situation. En effet, une nouvelle population constituée d'enfants migrants ne se rend pas dans les lieux où l'animation est proposée. Ces jeunes, souvent en échec scolaire, en marge d'une formation professionnelle, se retrouvent en bande et poursuivent leur migration à l'intérieur même des cités. Ils sont rejoints par des jeunes qui autrefois, au vu même de leur petit nombre, auraient été entraînés dans les locaux ad hoc. Du fait même de leur marginalisation, ces jeunes disposent d'un temps « libre » conséquent, accentuant encore les possibilités de dérapage et de développer une micro-culture basée sur la dissidence et la valorisation de comportements à risque. Préoccupé et directement concerné, le centre de loisirs et culture de Martigny innove en proposant un outil original.

Martigny compte 15'000 habitants dont près de 30% sont étrangers, soit plus de 70 nationalités. La cité réfléchit depuis longtemps à ces phénomènes d'exclusion et d'intégration. Cherchant à préserver autant les valeurs traditionnelles qu'à s'ouvrir aux valeurs véhiculées par les nouveaux arrivants, il s'agit pour elle de trouver un équilibre, un espace où chacun peut y trouver sa place. Dans ce sens, les écoles proposent depuis quelques années une formule d'intégration pour tous, en proposant un soutien directement en classe ordinaire plutôt que dans des locaux séparés.

Dans la même logique, l'étape suivante était donc de trouver un moyen de contacter les jeunes là où ils se trouvent, d'aller à leur rencontre dans leurs lieux de résidence naturelle plutôt que de les inciter sans succès de rejoindre un groupe dans lequel ils ne se reconnaissent pas. La réflexion s'est

portée sur la forme du lieu... Proposer un endroit stable, fermé, même dans les quartiers sensibles, ne semblait pas la bonne solution. Mandater un éducateur des rues... Oui, mais avec quelle mission, quel outil ?

Le choix s'est finalement porté sur l'acquisition d'un bus à « impérial », à mettre au service de l'animation socio-culturelle.

Deux étages donc pour deux besoins apparemment contradictoires :

- un espace de travail fixe et facilement identifiable pour l'animateur responsable et
- un espace mobile, déplaçable à souhait pour les jeunes en déshérence.

Le BUS: un outil de travail, certes, mais surtout un outil de relation, qui permettra de nouer des contacts, premier pas vers l'intégration. Un local qui permet la discrétion du partage, mais également un local destiné à être vu et reconnu.

Le bus est arrivé à Martigny fin août. Durant la première étape d'appropriation, l'intérieur a été aménagé par les jeunes concernés. La distribution de l'espace se voulait mobile, adaptable selon les besoins des hôtes et des activités. Tour à tour, le BUS pourra prendre la forme d'un lieu de rencontre à la sortie de discothèque ou de l'école, d'un dortoir, d'un véhicule pour les déplacements lors de sorties, d'une scène mobile avec un avant-toit, d'un stand de prévention... Liste qui n'est pas exhaustive et qui pourra être complétée au gré des envies et des initiatives qui verront le jour.

Doit-on dès lors associer ce bus à un véhicule libre de tous ses mouvements, à l'image de ces groupes de jeunes qui vont et viennent? Pas tout à fait! Ce projet s'intègre dans un réseau local déjà constitué, dont une large représentation de la population de Martigny constitue la force principale. Autorités, société civile, autochtones et migrants sont autant de partenaires garants d'une variété de public (âge, quartiers, associations), qui seront sollicités pour évaluer et alimenter le projet dans le futur, dans un esprit de partenariat.

La difficulté principale résidera sans doute dans le lien à créer avec une population-cible par définition mouvante, filante, méfiante de ce qui justement pourrait l'enfermer dans une relation dont elle a perdu l'habitude, une relation que certains de ces enfants et adolescents n'ont jamais vraiment expérimentée... Il s'agira d'être un lien continuuel entre les lieux informels de rencontre (véritables points de départ à l'errance urbaine) et un lieu plus formel d'activités (le centre de jeunes auquel est rattaché le projet BUS).

A plus long terme, le projet BUS devrait aussi permettre d'informer plus largement la population sur d'autres activités en cours. Des «forums de concertation» (forums auxquels pourront participer toutes les personnes intéressées) sont déjà prévus. Une occasion pour inviter les parents qui habituellement ne participent pas à la vie associative de leur lieu de résidence. A ce moment-là, le projet-bus sera vraiment un outil, un moyen permettant la rencontre de tous les habitants de la cité. C'est ainsi que l'intégration se travaille, se construit à Martigny.

CLAUDE ROSHIER

ZUSAMMENFASSUNG :

Seit einigen Jahren schon verändert sich die Bevölkerung Martigny's. Die sichtbarste Konsequenz davon ist die immer grösser werdende Anzahl Jugendlicher, die sich nicht mehr im Freizeit-Treff aufhalten, sondern ohne festes Ziel irgendwo in der Stadt herumtreiben. Dieses städtische Herumlungen ist Quelle abweichenden Verhaltens und – noch bedenklicher – einer zunehmenden Marginalisierung durch aggressive Gewaltäusserungen. Die Stadt Martigny sorgt sich schon seit einiger Zeit um diese Schwierigkeiten. Darum haben sich die Schulbehörden für ein Programm entschieden, das eine weitgehende Integration ermöglicht. Es ist das

Zentrum für Freizeit und Kultur der Stadt, welches in Form eines zweistöckigen Buses ein originelles Integrationswerkzeug anbietet. Wieder Instand gestellt durch diese Jugendlichen, dient der Bus zwei anscheinend widersprüchlichen Bedürfnissen: Einerseits ist er der einfach auszumachende, fixe Arbeitsort des verantwortlichen Animators, andererseits ist der Bus auch ein mobiler Ort, beweglich je nach Wunsch, um sich dort hinzubewegen, wo die Jugendlichen sich gerade aufhalten. Ziel ist es, einen Erstkontakt zu schaffen, eine erste Anlaufstelle in Richtung Integration zu sein. Je nach Initiativen und Vorschlägen dieser Jugendlichen wird der Bus eine Diskussionsplattform, eine Schlafmöglichkeit, ein Transportmittel, das verschiedenartige Entdeckungen möglich macht oder eine Bühne mit Vordach... Getragen von der gesamten lokalen Bevölkerung, integriert in ein Netz, das Behörden und Bevölkerung, Einheimische und MigrantInnen, Junge und weniger Junge und BewohnerInnen verschiedener Quartiere zusammen bringt, will dieses Projekt Brücke sein zwischen traditionellen Freizeitaktivitäten und den Bedürfnissen dieser neuen Gruppe von Jugendlichen.

Personne de contact / Kontaktperson:

Mads Olesen, centre de loisirs
et de culture, Les Vorziers 2,
1920 Martigny

Bemerkung / Remarque

Die Mitfinanzierung durch den Bund bezieht sich auf die Realisierung von konkreten Aktivitäten innerhalb des Gesamtprojektes.

Le cofinancement de la Confédération est destiné à la mise en place d'activités concrètes développées au sein de ce projet.

Region Zürich

Deutsche Konversation

in kleinen Gruppen

DAS HEKS IN DER SCHWEIZ

Das Hilfswerk der Evangelischen Kirchen Schweiz (HEKS) engagiert sich im Inland einerseits für sozial Benachteiligte und andererseits für Migrantinnen und Migranten. Bis Ende 2000 betreute das HEKS im Auftrag des Bundes anerkannte Flüchtlinge. Dabei halfen die regionalen Flüchtlingsdienste den Flüchtlingen z.B. bei der Suche nach einer Wohnung, in Fragen der

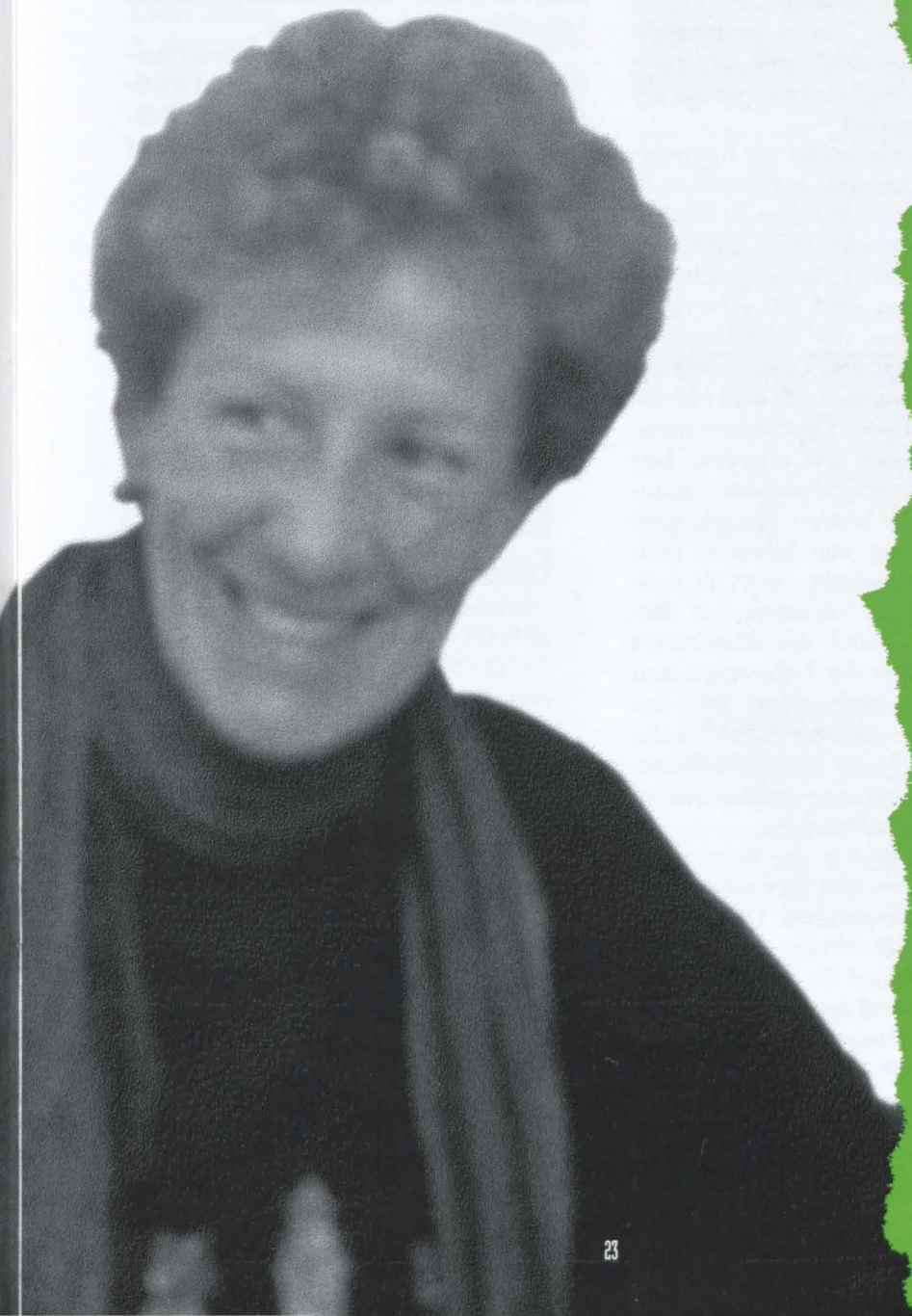
sprachlichen und beruflichen Ausbildung und bei der Lösung von finanziellen und persönlichen Problemen. Während dieser langjährigen Tätigkeit erwarb sich das HEKS ein fundiertes Know-how im Bereich der Integration von Ausländerinnen und Ausländern in der Schweiz. Im Rahmen dieser Arbeit entstanden auch einige Angebote, die sich an den aktuellen Bedürfnissen der Flüchtlinge orientierten, so auch das Projekt «Deutsche Konversation in kleinen Gruppen».

DIE REGIONALSTELLE ZÜRICH

Im Kanton Zürich haben die kantonalen Behörden die Betreuung der anerkannten Flüchtlinge per 1. Januar 2001 selber übernommen. Die Regionalstelle Zürich des HEKS konzentriert sich seither verstärkt auf den Ausbau und die Entwicklung von eigenen Integrationsangeboten für Migrantinnen und Migranten. So betreiben wir



z.B. seit Anfang 2001 eine Arbeitsvermittlung für anerkannte Flüchtlinge und organisieren bei Bedarf neue Konversationsgruppen für Fremdsprachige. Zudem führen wir in Zürich schon seit Jahren einen Treffpunkt für tamilische Frauen und bauen gegenwärtig einen Dolmetscherdienst für den Gesundheits- und Sozialbereich auf.



CONVERSATION EN ALLEMAND EN

PETITS GROUPES

L'Entraide protestante suisse (EPER) est engagée dans l'aide aux personnes immigrées dans notre pays. Jusqu'à la fin de l'année 2000, l'EPER s'est occupée de la prise en charge des réfugiés reconnus dans le cadre d'un contrat la liant à la Confédération. Durant cette longue période, l'EPER a acquis un savoir faire important dans le domaine de l'intégration des personnes d'origine étrangère. A l'échéance de ce contrat, l'EPER s'est concentrée sur le développement de ses propres offres d'intégration pour les migrants et les migrantes. Ainsi, depuis le printemps 2001, un travail de médiation pour les réfugiés reconnus a été mis en place et un service de traducteurs pour les secteurs de la santé et du social a été constitué.

Le projet « conversation en allemand en petits groupes » s'inscrit dans ce travail direct avec les réfugiés reconnus. Une offre importante de cours favorise l'apprentissage de l'allemand. Mais, en raison d'une inactivité persistante et d'une insuffisance de contact avec des personnes de langue allemande, les occasions de mettre en pratique et de fixer ce que l'on a appris sont rares. De plus, les cours existants donnent souvent beaucoup plus d'importance à la grammaire et au vocabulaire qu'à la conversation quotidienne.

Nous avons cherché à combler ces manques avec notre offre de petits groupes de discussion. Les thèmes abordés sont liés à la vie de tous les jours et se développent à partir des expériences de vie des participants. Le mode d'animation de ceux-ci visent à favoriser la participation de tous. Les connaissances préalables en allemand sont mises en évidence et développées. La compréhension orale est accrue et la confiance dans la capacité à s'exprimer est renforcée. Ces rencontres, qui se déroulent chaque semaine pendant environ deux heures, sont gratuites pour les personnes de langue étrangère.

L'animation des groupes est assurée par des bénévoles de langue allemande. En plus d'un renforcement des connaissances en allemand, ces moments de conversation sont l'occasion pour les personnes de mettre en commun des intérêts et des cultures différents.

Les bénévoles ne reçoivent aucun honoraire en dehors d'une prise en charge de leurs frais et des conseils prodigués par la directrice du projet. Le contact avec des personnes de cultures étrangères et la tâche consistant à soutenir l'intégration linguistique trouvent auprès des bénévoles une résonance importante.



DAS PROJEKT «DEUTSCHE KONVERSATION IN KLEINEN GRUPPEN»

Das Projekt «Deutsche Konversation in kleinen Gruppen» entstand aus den unmittelbaren Erfahrungen in der Arbeit mit anerkannten Flüchtlingen. Viele Fremdsprachige verfügen nicht über die für eine soziale und berufliche Integration notwendigen Deutschkenntnisse. Ein grosses Angebot an Deutschkursen ermöglicht es zwar, Deutsch zu lernen. Wegen lang andauernder Erwerbslosigkeit und mangelnden Kontakten zu Deutschsprachigen fehlen jedoch vielfach die Möglichkeiten, das Erlernte anzuwenden und zu festigen. Abgesehen von den Kurskosten, die oft ein Problem darstellen, legen bestehende Kurse das Hauptgewicht meist auf Grammatik und Wortschatz und weniger auf alltagsnahe Konversation.

Diese Mängel versuchen wir mit unserem Angebot «Deutsche Konversation in kleinen Gruppen» zu beheben. In familiärer, entspannter Atmosphäre in Kleingruppen werden in erster Linie Gespräche geführt. Die Themen sind alltagsbezogen, entwickeln sich aus der Erfahrungswelt der Teilnehmenden. Die Leitung regt an, moderiert und ermuntert alle zum Mitmachen. Die vorhandenen Deutschkenntnisse werden angewendet und erweitert. Das Sprachverständnis soll erhöht, das Zutrauen, sich äussern zu können, gestärkt werden. Der Einbezug von Lesestoff (Zeitungsausschnitte, einfache Texte) als Ausgangspunkt oder zur Vertiefung von Themen ist möglich. Durch die alltagsnahen Gespräche erfahren die Teilnehmerinnen und Teilnehmer noch mehr über das Leben in der Schweiz, aber auch über die Herkunftskulturen und Integrationserfahrungen der anderen Gruppenteilnehmerinnen und Gruppenteilnehmer.

Die Gruppen sind in der Regel auf 6 Monate angelegt, werden aber auf Wunsch unbefristet weitergeführt. Die einmal wöchentlich stattfindenden Treffen von 1,5 bis 2 Stunden sind für die Fremdsprachigen kostenlos und finden meist in Räumen von Kirchgemeinden oder Gemeinschaftszentren statt.

Für die Gruppenleitung kommen deutschsprachige Freiwillige zum Einsatz. Neben sicheren mündlichen Deutschkenntnissen sind Lebenserfahrung, soziale Kompetenz, eine gute Allgemeinbildung und Interesse am Kontakt mit Fremden Voraussetzung. Die Freiwilligen erhalten kein Honorar, jedoch Spesenentschädigung und haben Anspruch auf Betreuung durch die Projektleiterin. Im weiteren sollen Treffen zum Erfahrungsaustausch und einzelne Weiterbildungsangebote ihre Fachkompetenz vertiefen. Der Kontakt mit Menschen aus fremden Kulturen und die spannende Aufgabe, diese bei der sprachlichen Integration zu unterstützen, findet bei Freiwilligen grossen Anklang.

Mit den Konversationsgruppen schliessen wir eine grosse Lücke zwischen traditionellen Deutschkursen und selbstständigem Deutschlernen. Schon der Probelauf vom Herbst 1999 bis Herbst 2000 zeigte das grosse Bedürfnis nach unserem niederschweligen Übungsangebot auf. Heute existieren im Kanton Zürich bereits mehr als zwanzig Konversationsgruppen mit durchschnittlich fünf Teilnehmerinnen und Teilnehmern. Weitere Gruppen befinden sich im Aufbau – der Bedarf ist längst noch nicht gedeckt.

Kontaktperson / Personne de contact:

Mathias Kippe, HEKS Regionalstelle
ZH/SH, Forchstrasse 282, 8029 Zürich
Tel. 01/422 40 47
e-mail:kippe@hekseper.ch

Integration dank Partizipation

Unter diesem Titel unternimmt die Shoqata Drini im Raum Luzern / Zentralschweiz ein Projekt zur Förderung der Integration albanischer Migranten und Migrantinnen.

Integration heisst Teilnahme – Partizipation – am öffentlichen und gesellschaftlichen Leben der MigrantInnen in ihrem Umfeld, in ihrer Wohn- und Arbeitswelt, in der Schul- und Freizeitwelt.

Diese Partizipation wollen wir mit Hilfe freiwilliger Animatorinnen und Animatoren fördern.

Unser Ziel ist

- dass sich Einheimische und MigrantInnen gegenseitig und ihre Kultur und ihre Lebensart besser kennen lernen, sich dadurch besser verstehen, miteinander besser kommunizieren und auch zusammen arbeiten können; dazu sind Information und gemeinsames Erleben nötig.
- dass Migrantinnen und Migranten aktiv in Institutionen, Vereinen und Gruppierungen der schweizerischen Zivilgesellschaft, einschliesslich anderer Migrationsgruppen, mitmachen.
- dass Migrantinnen und Migranten die notwendigen Kenntnisse, vor allem auch im Gebrauch der deutschen Sprache erwerben.

Dazu wollen wir unsere Animatorinnen und Animatoren, alle selbst albanische MigrantInnen, ausbilden und begleiten, damit sie an ihren Wohnorten Kontakte unter den Angehörigen albanischer Sprache und zu den Behörden, zu Schulen und Vereinen herstellen und mit interessierten Institutionen und Gruppen zusammenarbeiten können. Ihren Einsatz wollen wir mit einem Beitrag an ihre Unkosten und mit der Gelegenheit zur Aus- und Weiterbildung entschädigen.

Die Ausbildung der AnimatorInnen wird einen Einführungskurs und den praktischen Gebrauch der deutschen Sprache umfassen und Grundkenntnisse in der Arbeit mit dem Internet zur Informationsbeschaffung vermitteln. Der erste Kurs für 12 Personen hat am 10. März 2001 begonnen und dauert bis Ende Jahr. In ihrer praktischen Arbeit werden sie durch Fachleute begleitet.

Für die Finanzierung sind wir auf die Unterstützung durch die Öffentlichkeit, durch Betriebe und private Gönner angewiesen. Die Eidgenössische Ausländerkommission EKA hat einen Beitrag gesprochen und vom Kanton Luzern ist ein Beitrag in Aussicht gestellt. Zusätzlich werden wir die Gemeinden, in denen die AnimatorInnen tätig sein werden, und Unternehmen, die MigrantInnen beschäftigen oder als Kunden haben, um Beiträge bitten. Wir zählen aber auch auf die Mithilfe unserer Mitglieder und von Unternehmern albanischer Herkunft.

Wir sind in diesem Projekt auf die Zusammenarbeit mit anderen Institutionen, die für die Integration von Ausländerinnen und Ausländern arbeiten, angewiesen. Wir bitten Interessierte um Kontaktaufnahme.

Auf unserer Homepage www.drini.ch informieren wir Sie über den Fortschritt des Projektes.

Kontaktperson / Personne de contact:

Franz Moos, Projektleiter
Shoqata Drini, Zentralstrasse 42,
6031 Ebikon (Tel. 041 / 440 43 33)

L'INTÉGRATION PAR LA PARTICIPATION

« Intégration par la participation », tel est le nom du projet lancé par l'association Shoqata Drini dans la région de Lucerne afin de faciliter l'intégration de migrantes et migrants albanais.

L'intégration implique une participation des migrants à la vie publique et sociale de leur entourage, sur le plan privé mais aussi sur le lieu de travail, dans les écoles et pendant leurs loisirs. Ce projet a pour objectif de faciliter la participation à l'aide d'animateurs et d'animatrices volontaires.

Les objectifs du projet sont multiples:

- Permettre aux autochtones et aux migrants de se connaître afin de mieux communiquer et travailler ensemble. Expériences communes et informations sont donc nécessaires.
- Stimuler la participation active des migrantes et des migrants sur le plan institutionnel et associatif local.
- Faciliter l'acquisition des connaissances nécessaires pour atteindre ces objectifs, notamment par l'utilisation de la langue d'accueil.

Des animatrices et animateurs ont été recrutés dans la communauté albanaise. Ces personnes seront formées et accompagnées. Elles auront pour mandat d'établir des contacts avec leurs compatriotes sur leurs lieux de résidence, de même qu'avec les autorités, les écoles et les associations, l'objectif étant de pouvoir instituer une collaboration entre institutions et groupes intéressés.

Des informations plus spécifiques ainsi qu'un suivi du projet sont disponibles sur le site internet de l'association: www.drini.ch.

Interview mit Franz Moos vom Shoqata Drini,

dem Verein für schweizerisch-albanische Zusammenarbeit

InterDialogos: Herr Moos, wie sind Sie persönlich zu diesem Projekt gestossen?

F. Moos: Durch meine Projektarbeit für die DEZA in Albanien. Ich bin Agronom und als freier Berater tätig. Im Anschluss an den Krieg im Kosovo war ich in der Katastrophenhilfe beschäftigt. Als ich wieder in die Schweiz zurückkehrte, wollte ich hier in meiner Umgebung mit der albanischen Bevölkerung zusammenarbeiten um die Integration zu fördern. Ich spreche selber auch albanisch.

ID: Wie kam die albanische Bevölkerung in den Kanton Luzern? Wie ist sie zusammengesetzt?

F. Moos: In den 60er bis tief in die 80er Jahre hinein kamen jugoslawische Gastarbeiter für die Arbeit in der Landwirtschaft in die ländlichen Gegenden des Kantons. Später wechselten viele von ihnen in die besser bezahlten Arbeiten in Bau und Industrie. Es waren überwiegend Männer und ungefähr die Hälfte war albanischer Abstammung. Ihre Frauen und Kinder kamen erst in die

Schweiz, als durch die ethnischen Spannungen und die Kriege im ehemaligen Jugoslawien ihre Lebensgrundlagen immer mehr zerstört und ihr Leben akut bedroht wurde. Heute leben im Kanton Luzern ca. 10 000 Albaner und Albanerinnen, davon sind etwa 4000 Kinder und Jugendliche bis 16 Jahre. In der Volksschule hat es über 2800 albanische Kinder, davon ca. 180 in Kleinklassen.

ID: Gibt es genügend Kurse in albanischer Muttersprache für die vielen Schulkinder?

F. Moos: Nein, die Kurse in heimatlicher Sprache und Kultur (HSK) sind ein grosses Problem. Es finden sich keine albanischen HSK-Lehrkräfte mehr, weil die Finanzierung nicht mehr gesichert ist. Die Caritas Schweiz unterstützte während des Kosovokriegs die HSK-Lehrkräfte über das Flüchtlingsbudget. Das ist vorbei. Jetzt werden wir versuchen müssen, die Bildungsdirektion davon zu überzeugen, dass die Ausbildung und die Anstellungen von albanischen HSK-Lehrkräften eine sinnvolle Investition für die Schulung der vielen

albanischsprechenden Kinder wäre. Da steht uns aber noch ein grosses Stück Arbeit bevor.

ID: Worin sehen Sie Ihre persönlichen Aufgaben in diesem Projekt?

F. Moos: Meine Hauptaufgaben liegen einerseits im Coaching und in der Beratung meiner beiden albanischen Mitarbeiter, andererseits bin ich die Kontaktperson zu den schweizer Behörden, Institutionen und Vereinen. Auch Bern gegenüber (EKA) bin ich die offizielle Ansprechperson.

ID: Welchen Teil der Arbeit übernehmen ihre beiden Co-Leiter des Projekts?

F. Moos: Unsere beiden albanischen Co-Leiter sind die eigentlichen Koordinatoren und Ausbildner. Sie haben beide eine interkulturelle Ausbildung absolviert und haben Erfahrung in der Mediatoren-tätigkeit.

ID: Wo steckt das Projekt im Moment?

F. Moos: Wir sind in der zweiten Phase, in der eigentlichen Einsatzphase. Sie ist für uns eine grosse Herausforderung. Die Mediatorentätigkeit

muss in den verschiedenen Institutionen vorgestellt, und deren Sinn und Nutzen für alle Beteiligten sichtbar gemacht werden. Natürlich braucht aktive Integration immer auch ein Engagement der albanischen Bevölkerung selbst. Dieser Schritt nach aussen auf die schweizerische Bevölkerung zu ist nicht einfach und oft mit gewissen Ängsten und Unsicherheiten verbunden. Die zu überwinden braucht viel Zeit und Geduld. Auch für unsere beiden Ausbildner ist es nicht immer einfach, an die etwas bildungsferneren Schichten der albanischen Bevölkerung heranzukommen. Aber wie hat die Präsidentin der Eidgenössischen Ausländerkommission kürzlich gesagt: wir sind alle am Üben.

Interview de Franz Moos de Shoqata Drini,

l'association de collaboration suisse-albanaise

InterDialogos:
Monsieur Moos,
comment avez-vous
eu l'idée de ce
projet ?

F. Moos: A travers mon travail pour la DDC en Albanie. Je suis agronome-conseil. Lors de la guerre au Kosovo, j'ai travaillé à l'aide en cas de catastrophe. A mon retour en Suisse, je voulais travailler en collaboration avec la population albanaise, afin de favoriser son intégration. Je parle moi-même albanais.

ID: Comment la
population albanaise
est-elle arrivée dans
le canton de
Lucerne ? Comment
est-elle composée ?

F. Moos: Depuis les années 60 jusque dans le milieu des années 80, des travailleurs saisonniers yougoslaves sont venus travailler dans les exploitations agricoles du canton. Beaucoup d'entre eux se sont tournés vers des emplois mieux rémunérés dans le bâtiment et l'industrie. Il s'agissait surtout d'hommes et la moitié était d'origine albanaise. Leurs femmes et leurs enfants les ont rejoints quand les

tensions ethniques et les guerres en ex-Yougoslavie ont commencé à menacer leurs vies. A l'heure actuelle, environ 40 000 Albanais et Albanais vivent dans le canton de Lucerne, dont 4 000 enfants et jeunes en âge de scolarité.

ID: Y-a-t-il assez de
cours en langue
maternelle
albanaise ?

F. Moos: Non, les cours de langues et de cultures d'origine posent un problème important. On ne trouve pas assez d'enseignants pour ces cours, parce que leur financement n'est plus assuré. Caritas Suisse a soutenu ces enseignants pendant la guerre au Kosovo à travers son budget pour les réfugiés. Cela est terminé. Nous devons maintenant convaincre la Direction de l'instruction publique que la formation et l'engagement d'enseignants albanais est un investissement justifié pour la scolarisation des enfants albanophones. Cela représente beaucoup de travail.

ID: Quels sont vos
tâches au sein du
projet ?

F. Moos: Je m'occupe prioritairement de former et de conseiller mes deux collaborateurs albanais. De plus, je suis la personne de contact pour les autorités, les institutions et les associations suisses. Je représente également officiellement le projet auprès de la Commission fédérale des étrangers à Berne.

ID: De quoi
s'occupent les deux
coresponsables du
projet ?

F. Moos: Nos deux coresponsables albanais sont en fait les vrais coordinateurs et formateurs. Ils ont tous deux une formation universitaire et ont de l'expérience dans la médiation.

ID: Où en est le
projet ?

F. Moos: Nous en sommes à la deuxième phase, la phase d'application. C'est un grand défi pour nous. Nous devons présenter le travail de médiation aux différentes

institutions et rendre clair son sens et son utilité. Il va de soi qu'une intégration active nécessite toujours plus d'engagement de la part de la population albanaise. Ce pas en direction de la population suisse n'est pas facile à franchir et provoque des peurs et des incertitudes. Il faut du temps et de la patience pour surmonter cela. Ce n'est pas facile non plus pour nos deux formateurs d'approcher certaines couches de la population albanaise relativement éloignées des préoccupations de formation. Mais comme l'a dit la présidente de la Commission Fédérale des Etrangers : nous essayons.

une intégration dès l'arrivée...

Les mouvements de populations, suisses ou étrangères, forment une composante importante de notre société. La Communauté de travail pour l'intégration des étrangers (CTIE) et le Bureau du délégué aux étrangers (BDE) ont décidé de faire un pas en faveur de l'accueil des nouveaux arrivants suisses (d'autres cantons) et étrangers. Selon ces instances, le premier contact des nouveaux arrivants avec l'autorité communale joue un rôle important sur le sentiment d'être accueilli avec bienveillance ou avec réticence et ainsi sur le processus d'intégration de la personne dans son nouvel environnement. Si, parallèlement à ces expériences de la vie quotidienne, les premiers contacts avec l'administration de la commune de résidence ne reflètent qu'un aspect partiel d'un processus complexe, ils façonnent cependant les premières impressions qui encouragent ou freinent l'adaptation.

En raison de sa complexité et de l'hétérogénéité des groupes de nouveaux arrivants, le processus d'adaptation varie d'une personne à l'autre. Il dépend, d'une part, du statut et des dynamiques socio-économiques qui structurent la vie des personnes, et, d'autre part, des causes et de la finalité attribuées par chaque individu à sa venue dans le canton et la commune, des ressources internes et externes à sa disposition et de ses interactions avec l'environnement.

La CTIE avait édité en 1995 une brochure intitulée «*Bienvenue dans le canton*» contenant plusieurs informations et un bon nombre d'adresses utiles dans les domaines social, administratif, culturel, sanitaire ou économique. Cette brochure traduite dans les principales langues parlées par les habitants du canton est actuellement remise systématiquement aux nouveaux arrivants lors de leur inscription dans la commune. Les communes mettent également à disposition des nouveaux habitants une documentation diverse selon leurs goûts et sensibilités. Bien que ces ef-

forts soient fort appréciables, ils ne suffisent pas toujours à fournir aux nouveaux venus les moyens de se sentir accueillis et invités à prendre part à la vie sociale et culturelle de la commune.

De ce constat et de cette réflexion, la CTIE et le BDE ont développé un concept d'accueil plus personnalisé en conduisant un projet pilote dans la commune du Landeron. Des délégués à l'accueil ont été formés pour se mettre à la disposition des nouveaux arrivés seulement si ceux-ci les sollicitent. Ces personnes connaissent bien la commune et pouvaient ainsi mettre leurs connaissances à profit. Tout était mis en place pour que le premier contact ne se limite pas à une inscription au guichet de l'administration communale. Des traducteurs pouvaient être sollicités pour les entretiens. Des lettres rédigées en français et au besoin traduites ont été envoyées aux nouveaux habitants pour les inviter à une verrée de bienvenue ou à une visite des lieux villageois. A la suite d'une évaluation conduite par une étudiante de l'Université de Neuchâtel, l'expérience s'est avérée concluante dans son ensemble. La CTIE et le BDE ont souhaité élargir l'expérience dans d'autres communes du canton tout en adaptant ou en élargissant certains aspects. Pour ce faire, une aide financière a été sollicitée auprès de la Confédération dans le cadre du programme national de promotion de l'intégration.

Le but principal du projet est d'assurer, au moment de l'installation des nouveaux arrivants suisses et étrangers, dans les communes partenaires du projet, un accueil personnalisé qui permette aux intéressés de se mouvoir plus aisément dans leur nouvel environnement. La formule proposée contribue significativement à améliorer l'information et les connaissances des nouveaux arrivants au sujet de leur commune de domicile. Elle constitue en outre un instrument adéquat pour surmonter les incompréhensions et malentendus d'ordre linguistique ou socioculturel.

Personne de contact / Kontaktperson:

Thomas Facchinetti,
délégué aux étrangers,
La Chaux-de-Fonds
(Tél. 032/919 74 42)

qui surgissent parfois dans les relations entre les institutions publiques et les nouveaux arrivants.

La formule d'accueil s'adresse à tous les nouveaux arrivants, suisses et étrangers, qui prennent leur domicile dans les communes. Le dispositif proposé comprend les étapes suivantes:

- A. Au moment de l'inscription des nouveaux arrivants au contrôle de l'habitant, remise d'une série de documents d'informations utiles et différenciés, avec traduction des textes les plus importants dans les principales langues parlées dans le canton (italien, allemand, espagnol, portugais, anglais, albanais, serbo-croate et turc).
- B. Peu de temps après l'enregistrement au contrôle de l'habitant, envoi d'une lettre du Conseil communal souhaitant la bienvenue dans la commune et indiquant que les nouveaux arrivants seront conviés à une réception organisée par la commune. Ce courrier sera traduit au besoin.
- C. Organisation par le Conseil communal, deux à quatre fois par an, d'une réception des nouveaux arrivants (souhaits de bienvenue, rappel de quelques informations particulièrement importantes, présentation des autorités, verrée amicale).
- D. Organisation de quelques visites guidées, par groupes linguistiques, des principaux lieux de la ville ou de la commune. Il s'agit de combiner lors de ces visites la connaissance du patrimoine historique et culturel de la ville ou de la commune et les aspects plus pratiques de la vie quotidienne (principaux services publics et privés à disposition, règlements communaux essentiels et usages locaux). Une collaboration avec les visites organisées par l'office du tourisme est indispensable.
- E. Option complémentaire recommandée: constitution d'un groupe officiel de délégués à l'accueil, formés et indemnisés, chargés d'entrer en contact avec les nouveaux arrivants qui le souhaiteraient. La mission de ces délégués à l'accueil se limite strictement à assurer une médiation initiale entre les nouveaux arrivants intéressés et les principales institutions à disposition de la population dans la commune ou le canton. Ils interviennent uniquement sur demande des nouveaux arrivants pour

éviter de générer un sentiment d'intrusion dans la sphère privée des personnes. L'expérience au Landeron a démontré que seule une minorité des nouveaux arrivants sollicitent un entretien, mais le cas échéant cette possibilité s'avère très utile et appréciée. Ces délégués peuvent être également chargés de l'organisation pratique des réceptions du Conseil communal et des visites guidées. Mandaté par le Conseil communal, les délégués agissent dans un cadre contractuel et sur la base d'un cahier des charges précis (modèles élaborés par le Bureau du délégué aux étrangers).

- F. Un cours modulaire facultatif d'apprentissage du français en collaboration avec le Centre neuchâtelois d'intégration professionnelle (CNIP). Ce cours vise à fournir les éléments de base indispensables en français pour effectuer des démarches élémentaires de la vie quotidienne dans la société neuchâteloise. Le cours est facultatif et il s'adresse, en principe, à des personnes non francophones, âgées de plus de 18 ans et dont l'accueil et le séjour ne relève pas de la loi sur l'asile (un programme spécifique est proposé pour cette catégorie de personnes). L'offre de cours est proposée par chacune des communes partenaires, selon les modalités propres de sa formule d'accueil, en priorité aux nouveaux arrivants. La formation donne lieu à une attestation de participation et une certification officielle en cas de réussite des objectifs de formation. L'expérience permettra d'évaluer l'offre nécessaire pour les années suivantes.

L'expérience pilote sera conduite dans les villes de Neuchâtel et de Boudry en poursuivant celle du Landeron. Les villes de La Chaux-de-Fonds et du Locle seront associées. L'idée est d'élargir l'offre aux soixante-deux communes du canton.

Si l'intégration reste un processus complexe d'adaptation mutuelle entre les populations étrangères et autochtones, le contact du nouvel arrivant avec les autorités communales paraît déterminant dans la mise en route de ce processus.

ANNE JEANNERET

ZUSAMMENFASSUNG :
Der Empfang der Neuankömmlinge ist wichtiger Teil der Integration von Ausländern. In diesem Sinne testete die Arbeitsgemeinschaft für Integration von Ausländern und die zuständigen Behörden mit den Neuankömmlingen in der Gemeinde Landeron eine neue Form des personalisierten Empfangs. Diese Erfahrungen sollen nach positiver Evaluation auf die Städte Neuchâtel und Boudry mit dem Ziel einer Anwendung auf alle Gemeinden des Kantons ausgeweitet werden. Die neue Form des Empfangs umfasst folgende Leistungen: Abgabe von Dokumenten mit Informationen über die Gemeinde und Ihre Dienste, eine Einladung zu einem Willkommensapéro, Besichtigung der Ortschaft, Verfügbarkeit von Empfangsabgeordneten sowie ein Angebot zum Erlernen der französischen Sprache.

Basel Stadt Quartierprojekt 1:

Lernen im Park

Seit 1998 bietet der Verein Johanna mit dem Projekt Lernen im Park kostenlose Deutschkurse für Migrantinnen an. Das Angebot ist bewusst niederschwellig, die Kurse finden vom Mai – September nicht in Schulräumen statt, sondern im Park, «wo die Frauen sowieso schon sind», wie die Projektleiterin Birgit Schwarz sagt. Die Kurse sind kostenlos. Gleichzeitig wird eine Kinderbetreuung angeboten, so dass auch Frauen mit kleinen Budgets und / oder kleinen Kindern die Möglichkeit haben, ohne grossen Aufwand an den Kursen teilzunehmen. Das Angebot stiess auf grosses Echo und wird seit dem Beginn kontinuierlich erweitert. Zu Beginn war es ein Deutschkurs mit durchschnittlich 16 Teilnehmerinnen, in diesem Jahr finden 14 Kurse mit 146 regelmässigen Kursteilnehmerinnen aus 41 Nationen statt. Neben den Deutschkursen führt der Verein Johanna auch Alphabeti-

sierungs- und Konversationskurse. Die Kurse beinhalten 2 x 2 Stunden wöchentlichen Unterricht während 34 Wochen im Jahr. Dass die Frauen Deutsch lernen ist aber nur ein Aspekt. Die Kurse ermöglichen es den Migrantinnen, einerseits Frauen in gleichen Situationen zu treffen und sich mit ihnen auszutauschen, andererseits ihre kommunikativen und sozialen Kompetenzen zu fördern, was für eine erfolgreiche Integration unerlässlich ist. Zudem helfen die Kurse den Teilnehmerinnen zu mehr Selbstwertgefühl: «Gewisse Frauen erkenne ich nicht wieder, wenn ich sie nach einem Jahr wieder sehe», sagt Birgit Schwarz, «und erlebe sie viel selbstbewusster.» Die Frauen nehmen ihr Leben selbst in die Hand, hinterfragen ihre Situation, überlegen sich, was sie daran ändern können und beginnen, sich für ihre Rechte einzusetzen und damit ihr Alltagsleben viel aktiver gestalten.

Personne de contact / Kontaktperson:

S. Rhinow, Verein Johanna, Teodorskirchplatz 7,
4058 Basel (Tel. 061/699 34 69)



« C'est bien d'apprendre l'allemand dès le début, sans pression, lentement.

Les thèmes nous concernent directement, la matière enseignée nous est utile tout de suite, dans la vie courante. Le contenu est transmis de façon simple et nous sommes contentes d'étudier sans livre. Nous recevons des informations sur Bâle, et sur comment s'y retrouver ici. Les cours sont gratuits et nos petits enfants sont pris en charge. L'atmosphère est détendue, nous apprenons de manière ludique.

C'est bien que seules des femmes puissent participer. »

« Es ist gut, Deutsch zu lernen von Grund auf, langsam und ohne Druck.

Die Themen betreffen uns direkt, der Lernstoff ist praktisch, und wir können ihn direkt in unserem Alltag benutzen. Wir bekommen auch Informationen über Basel, erhalten Hilfe, wie wir uns hier zurechtfinden können.

Die Lernatmosphäre ist entspannt, wir lernen spielerisch. Wir finden es gut, dass die Kurse nur für Frauen reserviert sind. »

« Nous aimons étudier dans le parc en été, l'air est bon, nous avons beaucoup de place et nous apprenons à connaître notre environnement. Comme les cours ont lieu dans les quartiers où nous habitons, nous pouvons rapidement aller au cours et ne devons pas traverser toute la ville avec nos enfants. »

« Es ist toll, im Sommer draussen im Park zu lernen, die Luft ist gut, wir haben viel Platz, und wir lernen unsere Umgebung besser kennen. Da die Kurse in den Quartieren stattfinden, in denen wir wohnen, müssen wir mit unseren Kindern nicht durch die ganze Stadt fahren. »

« C'est bien de connaître des femmes d'autres cultures et d'en savoir plus sur leur vie. Nous pouvons parler de tous les thèmes, il n'y a pas de tabou, nous pouvons parler ouvertement quand quelque chose ne va pas ou si nous avons un problème. Nous nous amusons beaucoup et avons trouvé de nouvelles amies. Quand quelqu'un ne comprend pas, les autres tâchent de l'aider et de lui expliquer.

Nous nous réjouissons toujours de la prochaine leçon, car nous y rencontrons des femmes qui, comme nous, essaient de mieux apprendre la langue et veulent s'intégrer. »

« Es ist schön, hier Frauen aus verschiedenen Kulturen kennen zu lernen und mehr über ihr Leben zu erfahren. Es gibt keine Tabus. Wir können offen reden, wenn wir Probleme haben oder es uns nicht gut geht. Wir haben auch sehr viel Spass miteinander und viele von uns haben hier neue Freundinnen gefunden. Wir freuen uns jedes mal auf die nächste Doppellektion, weil wir hier Frauen treffen, die wie wir versuchen, die Sprache besser zu lernen und die sich hier stärker integrieren möchten. »

RÉSUMÉ

Depuis 1998, l'association Johanna offre des cours d'allemand aux migrantes de mai à septembre. Ils n'ont pas lieu dans une salle de cours, mais dans un parc, « où les femmes sont de toute façon », selon Birgit Schwarz, responsable du projet. Les cours sont gratuits et une garderie pour les enfants est à disposition, afin que les mères de famille ayant peu de revenus aient la possibilité d'y participer. L'offre a trouvé un vaste écho et est continuellement élargie. Au départ, il s'agissait d'un cours d'allemand avec 16 participantes. A l'heure actuelle ont lieu 14 cours qui totalisent 146 participantes de 41 nations. En plus des cours d'allemand, l'association Johanna offre également des cours d'alphabétisation et de conversation. Le cours à lieu a raison de deux fois deux heures par semaine pendant 34 semaines. Il va plus loin que le simple apprentissage de l'allemand : il permet aux migrantes de rencontrer d'autres femmes dans la même situation et d'échanger leurs expériences, et d'utiliser leurs compétences sociales, de communication et d'apprentissage. Cela est indispensable à une intégration réussie. Les participantes gagnent également en assurance personnelle. « Je ne reconnais plus certaines femmes, quand je les revois un an après, dit Birgit Schwarz, elles ont beaucoup plus confiance en elles. » En effet, ces femmes prennent leur destin en main, se posent des questions, se demandent comment agir, ce qu'elles peuvent faire pour changer leur situation et commencent à se battre pour leurs droits.

ALLEMAND ET INTÉGRATION DANS LE QUARTIER

Le Centre K5 de Bâle (Centre culturel pour ressortissants des cinq continents) a développé un concept de formation continue pour les femmes de langue étrangère récemment arrivées. Il s'inscrit dans la perspective de création de programme d'intégration décrit dans le « Concept (Leitbild) pour la migration et l'intégration » adopté en 1999 par le Grand Conseil bâlois) et va dans le sens d'un renforcement des structures communales au niveau des quartiers. Son but est de favoriser chez ces personnes les premiers pas dans l'apprentissage de l'allemand et leur intégration dans la vie du quartier. Le fait que ce cours ait lieu au début du séjour en Suisse a été voulu par le Concept (Leitbild) de façon à éviter notamment que ces personnes ne tombent sous la dépendance des services sociaux.

L'apprentissage de l'allemand pour les personnes de langue étrangère est étroitement lié à la possibilité pour elles-mêmes de prendre place dans leur nouvel environnement de vie et de travail. Ces deux processus sont généralement plus difficiles pour les femmes que pour les hommes du fait que ces dernières sont le plus souvent isolées dans leur univers domestique et qu'elles ont moins de possibilités d'exercer une activité professionnelle.

Le monde du travail, dont elles sont éloignées, ne représente pas pour elles une entrée dans leur nouvel environnement de vie. En conséquence, il existe là un grand potentiel d'intégration non exploité sur lequel les femmes pourraient prendre appui.

Le cours « Allemand et intégration dans le quartier » s'adresse pour cette raison aux femmes de langue étrangère récemment arrivées en Ville de Bâle et se déroule dans leur environnement de vie immédiat. Le premier module de ce cours vise à transmettre des connaissances de base en allemand, en rapport direct avec la vie du quartier. Le deuxième module a pour objectif de transmettre aux participantes des informations en relation avec leur vie quotidienne et de créer un réseau de contacts à différents niveaux.

Le cours pilote se déroulera du 13 août au 29 novembre 2001 dans deux quartiers à forte population immigrée de la Ville de Bâle.

Personne de contact / Kontaktperson:

Anette Stade, K5 Basler Kurszentrum,
Gundeldingerstrasse 161, 4053 Basel
(Tel 061/365 90 20)

Der Kurs ist in zwei Modulen aufgebaut. Im ersten steht der Deutschunterricht in Gruppen von 10 – 12 Personen im Zentrum. Im zweiten Modul erfolgt der Unterricht in vier thematischen Blöcken und konzentriert sich auf Quartier- und Stadtinformationen: 1) Mein Quartier, 2) Ökologie und Verkehr, 3) Gesundheit, 4) Bildung und Freizeit.

Bei Kursende haben die Frauen wichtige Kompetenzen erworben, dank derer sie sich selbständig in der neuen Wohnumgebung zurechtfinden können:

- Sie verfügen über genügend Deutschkenntnisse, um ihr alltägliches Leben zu gestalten. Sie können über einfachste Sachverhalte kommunizieren, verstehen die gebräuchlichsten Dialektwendungen und beherrschen grundlegende Lerntechniken.
- Sie kennen wichtige Umgangsnormen von SchweizerInnen, sind sich ihres eigenen kulturellen Hintergrundes besser bewusst und können ihn in Bezug zur Kultur der neuen Umgebung setzen.
- Bei Kursende kennen die Teilnehmerinnen ihr Wohnquartier und bewegen sich darin selbständig. Sie haben erste Kontakte geknüpft und wissen, wie sie weitere herstellen können.
- Die Frauen sind informiert über Beratungsstellen, die Möglichkeiten der medizinischen Versorgung in ihrem Quartier, über Kindergärten und Schulen. Sie kennen die für sie relevanten Institutionen und Ämter und sind – last but not least – über die Regelungen der Abfallsorgung informiert.
- Sie kennen die regulären Deutschkurseangebote der Stadt Basel.

Suisse

Les personnes immigrées au seuil de la retraite

« Un petit peuple souverain se sent menacé: on voulait seulement des bras et ce sont des êtres humains entiers qui sont arrivés. » Cette traduction libre du propos caustique, mais juste, de l'écrivain Max Frisch reflète parfaitement l'esprit de l'époque, où l'on évoquait la «surpopulation étrangère», sans toujours réaliser que «ces gens» du sud de l'Europe étaient là pour nos usines et nos chantiers, qui tournaient à plein régime dans la surchauffe économique des années 60 et 70 du XX^e siècle.

Aujourd'hui, les femmes et les hommes de cette première génération d'immigrés de l'Après Guerre ont vieilli. Ces personnes arrivent à l'âge de la retraite. Certains se posent la question récurrente du retour dans leur pays d'origine. D'autres ont déjà tranché et restent en Suisse, là où se trouvent leurs enfants et petits-enfants. Les indécis

optent pour une sorte de pendularisme entre ici et là-bas, du moins tant que leur état de santé leur permet de faire la navette.

Dans une perspective d'intégration globale, il était normal de ne pas oublier les personnes âgées, ce qu'a bien compris notamment la Commission fédérale des étrangers (CFE) qui a décidé de soutenir ce projet. Mais les immigrés âgés d'aujourd'hui seront vite remplacés par ceux de demain, qui ne présenteront pas les mêmes caractéristiques. Les femmes et hommes, immigrés âgés des années 2000, sont les témoins vivant des lacunes de notre politique d'intégration passée. L'objectif doit être qu'il n'en soit plus ainsi dans vingt ans au plus.



PROJEKT ALTER UND MIGRATION BEI PRO SENECTUTE ZUSAMMENFASSENDE PROJEKTBESCHREIBUNG

In den Grossregionen Zürich, Aargau, Solothurn, Bern, der Ost-, Nordwest- und Zentralschweiz sowie in der Romandie wird von Kantonalen Pro-Senectute-Organisationen in Zusammenarbeit mit lokalen Ausländer- und Migrationstellen ein Multiplikatorenkurs aufgebaut und durchgeführt. In einer globalen Integrationsperspektive war es normal, die betagten Menschen nicht zu vergessen, was die eidgenössische Kommission für Ausländerfragen auch so verstanden hat und darum entschied, dieses Projekt zu unterstützen. Dennoch, die betagten Migranten und Migrantinnen von heute werden schon bald abgelöst werden durch jene von morgen, mit anderen Charakteristika. Die Männer und Frauen, betagte Migranten und Migrantinnen des dritten Jahrtausends, sind lebenden Zeugen der Unterlassungen unserer vergangenen Integrationspolitik. Das Ziel muss es sein, dass dem in 20 Jahren nicht mehr so ist. Der Kurs richtet sich an Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter auf Ausländer- und Migrationstellen sowie an Freiwillige die im Auftrag von Ausländer- und Migrationstellen tätig sind. Er fördert die Beratungskompetenz indem die Teilnehmenden die ambulanten, soziokulturellen und stationären Angebote der Altersarbeit kennenlernen, sozialversicherungsrechtliche und gerontologische Informationen erhalten und Kontakte zu Schlüsselpersonen im Altersbereich knüpfen und sich vernetzen können. Die Teilnehmenden erhalten zudem Gelegenheit ihre Erfahrungen in der Altersarbeit einzubringen und im Austausch mit andern zu ergänzen.

BRÈVE DESCRIPTION DU PROJET

Dans les régions urbaines de Zurich, Argovie, Soleure, Berne, Bâle, Lucerne, Genève et Lausanne, Pro Senectute conduit une série de cours dits «à effets multiplicateurs» sous la direction de ses institutions cantonales, en collaboration avec les structures locales d'entraide aux personnes de nationalité étrangère.

Il s'adresse aux collaboratrices et collaborateurs de ces structures locales, ainsi qu'aux bénévoles qui les assistent. Ces cours exigent des compétences et connaissances en matière de consultation sociale, de manière à permettre aux participant-e-s d'apprendre à connaître les opportunités de toutes sortes liées au travail social avec la vieillesse, de recevoir des informations juridiques sur les assurances sociales et sur la gérontologie, de nouer des contacts avec les personnes-clés dans le secteur du vieillissement et de pouvoir se mettre en réseau avec ces dernières. Les participant-e-s saisissent l'occasion de faire part de leurs expériences spécifiques en matière d'immigration et dans le travail avec les personnes âgées et profitent par la même occasion de l'apport des autres participants.

POINT DE DÉPART

La génération des immigré-e-s, qui font partie de la population active des années 50 et 60 du siècle dernier, s'approche aujourd'hui de l'âge de la retraite ou est déjà retraitée¹. Selon les prévisions de l'Office fédéral de la statistique (OFS), le nombre de bénéficiaires étrangers de l'AVS pourrait doubler entre 1997 et 2010, et passer de 67 000 à 123 000. Des enquêtes démontrent qu'un tiers de ces personnes envisagent de retourner dans leur pays d'origine à l'âge de la retraite, un tiers est indécis et un autre tiers entend rester en Suisse.

Dans notre pays, ni les institutions s'occupant des personnes âgées, ni les organisations d'entraide des personnes étrangères, ou qui s'occupent des mouvements migratoires, ne sont vraiment préparées à cette évolution socio-démographique ni au fait que la majorité de la population résidente étrangère puisse le cas échéant vivre sa vieillesse en Suisse. Les personnes de référence des services administratifs suisses ou des ambassades ou organisations s'occupant des étrangères et étrangers et d'immigration, ainsi que des bénévoles travaillant pour ces derniers, sont des points de chute importants pour la population concernée, également à l'âge de la retraite. Toutefois, il leur manque souvent des informations précises sur les offres spécifiques en relation avec le vieillissement dans leur région, ou sur les prestations complémentaires au niveau communal ou cantonal et parfois même fédéral, de même que les connaissances de base précises liées à la gérontologie. Il y a aussi très peu de contact des personnes compétentes entre elles.

Pro Senectute, en sa qualité de plus importante institution privée d'utilité publique qui s'occupe d'aide à la vieillesse de manière professionnelle et qui compte depuis longtemps, au nombre de ses prestations variées, des cours ciblés de préparation à la retraite se devait de participer activement par ces cours «à effet de rayonnement», à la création de réseaux de compétences locaux qui allient les savoirs en matière de gérontologie et d'immigration.

Personnes de contact / Kontaktpersonnen:

Pierre Aeby et Jacques Repond
Pro Senectute Suisse - secrétaire romand,
1800 Vevey (Tél. 021/925 70 10)

¹ Population étrangère de plus de 55 ans résidant en Suisse au 31 décembre 1999:

- Italie	environ 83500
- Espagne	environ 13000
- Ex-Yougoslavie	environ 8500
- Turquie	environ 4000
- Portugal	environ 2300

Fort- und Weiterbildung

von Schlüsselpersonen in der spanischen Gemeinschaft

HINTERGRUND

Die spanischen Immigrantenvereine haben implizit und explizit immer eine ganz wichtige Rolle bei der Integration der spanischen Bevölkerung im Aufnahmeland gespielt und spielen sie auch heute noch. Die Vereine bilden das Basisnetzwerk, in dem verschiedene Projekte verankert und entwickelt wurden. Es gibt in der Deutschschweiz 152 spanische Vereine, von denen sich 110 in der Zentralschweiz und den angrenzenden Kantonen befinden.

Menschen der ersten Generation haben die Vermittlung- und Integrationsausgabe als freiwillige und engagierte Arbeit im Rahmen der Vereine verstanden. Aber die Vereine haben heute Mühe, Jugendliche der zweite Generation für diese Arbeit zu rekrutieren.

Die Arbeitsmethode der ersten Generation entsprechen manchmal nicht dem Stil der zweiten.

Im Vergleich zu anderen Gemeinschaften wird es immer schwieriger, ausgebildete Spanierinnen und Spanier in Bereichen wie Sozialarbeit, Erwachsenenbildung, Psychologie zu finden. Die sozialen Berufe scheinen unter der zweiten Generation relativ wenig repräsentiert. Vereine und Laienvermittler/innen haben die Funktionen von Mediation und Integration übernommen.

Bestimmte Erfahrungen haben aber gezeigt, dass die Zusammenarbeit der jungen Erwachsenen mit den Vereinen möglich ist. Sie zeigen auch die Wichtigkeit der lokalen und regionalen Arbeit, welche die eigenen Ressourcen der Gemeinschaft mobilisieren und eine Brücke zwischen Institutionen und Generationen schlagen kann.

Eine dauerhafte und wirksame Arbeit der Mediatoren/innen braucht Rückenstärkung, Anerkennung und Weiterbildung. Deshalb ist das Projekt zur Weiterbildung der Schlüsselpersonen erarbeitet worden.

ZIELSETZUNGEN

Dabei geht es um darum, Freiwillige, die sich als Schlüsselpersonen innerhalb der spanischen Vereine oder der multikulturellen Projekte betätigen, durch Weiterbildung gezielt zu fördern. Unter diesen Schlüsselpersonen befinden sich junge Erwachsene und Frauen der ersten und der zweiten Generation. Deren Ressourcen und Erfahrungen als zweisprachige und bikulturelle Menschen sollen mithelfen, neue Brücken im Bereich der Integration zu schlagen. Schlüsselpersonen der ersten Generation, die über eine grosse Erfahrung verfügen, sollen zudem durch eine spezifische Fort- und Weiterbildung auf die neuen Bedürfnisse und Herausforderungen im Rahmen eines partizipativen Konzeptes der Integration besser vorbereitet werden.



FORMATION CONTINUE DE PERSONNES-CLÉS AU SEIN DE LA COMMUNAUTÉ ESPAGNOLE

Les associations d'immigrés espagnols ont toujours joué un rôle prépondérant dans le processus d'intégration de la population espagnole dans les pays d'accueil. Ces associations forment un réseau de base au sein duquel différents projets se sont développés. Il existe en Suisse alémanique 152 associations espagnoles, dont 110 en Suisse centrale et dans les cantons avoisinants. Les Espagnols de la première génération ont toujours considéré le travail d'intégration et de médiation au sein de ces associations comme un bénévolat. A l'heure actuelle, les associations ont du mal à recruter des jeunes de la deuxième génération formés dans les domaines du travail social, de la formation d'adultes ou de la psychologie. Mais certaines expériences ont montré que la collaboration de jeunes adultes avec des associations est possible. Elles montrent aussi l'importance du travail régional et local, qui mobilise les ressources propres de la communauté et peut établir un lien entre les institutions et les générations. Un travail durable et efficace des médiateurs nécessite de l'appui, de la reconnaissance et de la formation. D'où l'idée du projet de formation continue de personnes clés décrit ci-dessous.

Ce projet a pour but d'encourager les bénévoles actifs dans les associations espagnoles ou dans des projets multiculturels. Parmi eux se trouvent des jeunes adultes de la première et de la deuxième génération, dont les ressources et les expériences en tant que personnes bilingues et biculturelles doivent servir à établir de nouveaux ponts dans le domaine de l'intégration. De plus, à

travers une formation spécifique, les personnes-clés de la première génération, qui bénéficient d'une grande expérience, doivent être mieux préparées aux nouvelles exigences et aux nouveaux défis dans le cadre d'un concept participatif.

Durant la première phase de ce projet, le groupe cible sera constitué de 20 personnes résidant en Suisse centrale, au bénéfice de connaissances suffisantes en allemand pour comprendre des conférences dans cette langue et pour collaborer avec des institutions suisses. Ces personnes bénéficieront d'une formation composée de 6 modules de 9 heures qui aborderont notamment les aspects suivants:

- l'immigration espagnole en Suisse
- la collaboration avec les institutions suisses
- Gestion de conflits, empowerment et organisations de manifestations
- le travail avec des groupes spécifiques : vivre dans deux cultures
- l'intégration sociale comme partie intégrante de l'encouragement à la santé
- Perspectives et projets

Concept de formation
La formation consiste en six modules de 9 heures, donnés par des experts suisses et espagnols. Pour leur travail final, les participant(e)s travailleront à l'élaboration d'un projet d'intégration qui devra être appliqué dans l'environnement local de leur travail de bénévolat.

ZIELGRUPPE

Gesucht werden maximal 20 Personen aus der Zentralschweiz (Luzern, Obwalden, Nidwalden, Schwyz und Zug) und den umliegenden Kantonen (Aarau, Basel, Bern, Solothurn und Zürich), die alle über genügende Deutschkenntnisse verfügen, um Referate auf Deutsch verstehen und mit den schweizerischen Institutionen zusammenarbeiten zu können. Die Suche läuft primär über die beiden Vereine Bund der Bewegung der spanischen Vereine in der Schweiz und Dachverband der spanischen Vereine in der Zentralschweiz.

AUSBILDUNGSKONZEPT

Die Ausbildung besteht aus sechs Ausbildungsmodulen à je 9 Stunden, die von spanischen und schweizerischen Fachpersonen geleitet werden. Die Schwerpunkte der Ausbildungsmodule sind:

- Spanische Immigration in der Schweiz
- Zusammenarbeit mit den schweizerischen Institutionen
- Konfliktbearbeitung, Empowerment und Organisation von Veranstaltungen
- Arbeit mit spezifischen Gruppen: In zwei Kulturen leben
- Die soziale Integration als Bestandteil der Gesundheitsförderung
- Perspektiven und weitere Arbeit

Als Schlussarbeit der Ausbildung werden die Teilnehmerinnen und Teilnehmer während des Jahres 2002 ein Integrationsprojekt erarbeiten, das im lokalen Umfeld ihrer freiwilligen Arbeit umgesetzt werden soll.

Personnes de contact / Kontaktpersonen:

Milagros Cristóbal, Leiterin des Projektes
Murbacherstrasse 17, 6003 Luzern
(Tel. 041/210 93 06 – e-mail: mila.cristobal@tic.ch)

Sprach- und Kulturvermittlung

zwischen Elternhaus und Schule

1997 nahm die Fachstelle für Zusatzunterricht des Schulamtes Biel die Konzeptidee des Vereins Elternbildung Kanton Bern (VEB) auf und organisierte in Zusammenarbeit mit dem Verein Elternbildung Biel den ersten «Lehrgang Elternarbeit im eigenen Kulturkreis» - LEA. Eine Gruppe von 12 MigrantInnen aus der Stadt und Agglomeration Biel wurde in 90 Stunden zu Sprach- und KulturvermittlerInnen für den Erziehungs- und Schulbereich ausgebildet.

Inhaltliche Themen waren das bernische Schulsystem, Institutionen im Erziehungs- und Schulbereich, Migration und Integration, Übersetzen und Vermitteln, Projekte im MigrantInnenbereich entwickeln, organisieren, durchführen und evaluieren. Es folgte im selben Jahr ein Kurs für französisch-sprechende MigrantInnen, durchgeführt in Zusammenarbeit Appartenance Lausanne, wo sich MigrantInnen mit ihrer Migration, Integration und ihrer Aufgabe als MultiplikatorInnen auseinander setzten. 1999 schliesslich wurden im zweiten LEA-Kurs nochmals 15 MigrantInnen mit einem erweiterten Programm während 120 Stunden zu Sprach- und KulturvermittlerInnen ausgebildet.

Die Sprachen, die durch die ausgebildeten Sprach- und KulturvermittlerInnen angeboten werden, sind: Albanisch, Türkisch, Kurdisch, Serbokroatisch/Bosnisch, Tamilisch, Spanisch, Portugiesisch, Arabisch, Italienisch, Englisch, Lingala und Somalisch.

Nach Abschluss des ersten Kurses engagierte das Schulamt Biel die interessierten AbsolventInnen mit einem Leistungsvertrag für Vermittlungsarbeiten zu festen Bedingungen und erstellte ein Verzeichnis mit allen Adressen der ausgebildeten und an Vermittlungsarbeiten interessierten MigrantInnen, das sie sowohl in den Schulen und Institutionen der Stadt Biel, als auch in den Aussengemeinden verteilte. Gleichzei-

tig wurde auf dem Schulamt Biel eine Vermittlungsstelle geschaffen, die die Vermittlung der Sprach- und KulturvermittlerInnen an die Schulen der Stadt Biel übernahm. Für die regelmässige organisatorische und administrative Begleitung der Sprach- und KulturvermittlerInnen wurde durch das Schulamt eine Begleitperson designiert.

Die praktische Arbeit der je ca. 20 deutsch- und französischsprachigen VermittlerInnen zeigte bald, dass die einmalige Grundausbildung nicht alle Themen abdeckt, mit denen die VermittlerInnen in ihrer Arbeit konfrontiert werden. Bedürfnisse nach Weiterbildung, mehr Einsatzmöglichkeiten und auch nach einem Gefäss, das den Austausch zwischen den verschiedenen VermittlerInnen in einem «geschützten Rahmen» ermöglicht, wurden von den VermittlerInnen angemeldet.

Die breite nachhaltige Verankerung des Vermittlerangebotes in den Bieler Schulen erweist sich als schwierig, braucht Zeit, Geduld, Ausdauer und verlangt immer neue, gezielte Einsätze an den Schulen.

Aus dieser Grundsituation heraus entstand das folgende, von der EKA finanziell unterstützte Projekt, das in 3 Teilprojekte aufgeteilt ist:

INTERVISION FÜR SPRACH- UND KULTURVERMITTLERINNEN:

Die Sprach- und KulturvermittlerInnen unterstehen in ihrer praktischen Arbeit einer Schweigepflicht. Schwierige Situationen mit Eltern und Kindern und belastende Lebenssituationen von «Klienten» mussten bis anhin mit sich selbst ausgemacht und alleine verarbeitet werden. Gleichzeitig sind die VermittlerInnen oft auch mit Vermittlungssituationen konfrontiert, in denen sie sich unzulänglich fühlen und nicht sicher sind, ob sie die Situation bestmöglich gemeistert haben.

INTERPRÉTARIAT ET

MÉDIATION CULTURELLE

Depuis 1997, 30 médiateurs de langue allemande et 20 de langue française ont été formés à Bienne dans le cadre du projet « Interprétariat et médiation culturelle ». Ces formations ont été assurées par l'Association de formation des parents de Bienne et l'Association Appartenances de Lausanne, sur mandat du service de l'enseignement. Les thèmes principaux de ces formations ont été les suivants: migration et intégration, système scolaire bernois, institutions dans le domaine de l'école et de la formation, transmettre et traduire, et conduite de projet. Aujourd'hui, un pool de 40 médiateurs est opérationnel, et les langues concernées sont nombreuses: albanais, turc, kurde, serbo-croate, bosniaque, tamoul, espagnol, portugais, arabe, italien, anglais, lingala et somalien.

QUELQUES ASPECTS

SPÉCIFIQUES DU PROJET:

- **Séances d'échanges pour les médiateurs de langue et de culture:**

Une fois par mois, un groupe d'échanges se réunit. Ces sessions permettent aux médiateurs de discuter de façon collégiale de problèmes de médiation ou de traduction et de trouver des solutions communes. Ce groupe est soutenu par une responsable professionnelle.

- **Formation continue:**

- **« Comment traiter avec des personnes traumatisées »**

L'intervention auprès de personnes traumatisées pose souvent un problème aux médiateurs, qui se retrouvent alors dans des situations difficiles. Cette formation a pour but de donner aux médiateurs des clés pour intervenir dans des situations émotionnelles intenses.

- **Intensification de la collaboration entre le corps enseignant et les médiateurs:**

Quelques enseignants font appel aux médiateurs lors de réunions de parents d'élèves ou pour des projets de classes. Afin de faire connaître cette possibilité d'intervention au sein du corps enseignant, il est prévu d'organiser, en fin d'année 2001, une « action de présentation » dans les écoles, afin de rapprocher les médiateurs et les enseignants et de faciliter la collaboration entre les écoles biennoises et les médiateurs pour la langue et la culture.

Personnes de contact / Kontaktpersonen:

Helen Lamontagne, Schulamt Biel,
Interkulturelle Médiation /
médiatrice interculturelle, direction
des écoles de la ville de Bienne
Tél. 032/326 14 29

Einmal monatlich findet jetzt je in Deutsch und Französisch eine Interventionsgruppe statt. Unterstützt von einer professionellen Leiterin ermöglicht dieses Gefäss den interessierten VermittlerInnen, in einem geschützten und kollegialen Rahmen Übersetzungs- und Vermittlungsprobleme auszusprechen, zu diskutieren und gemeinsam angepasste Lösungen zu finden.

Die jeweils zweistündigen Interventionsabende werden seit Mai 2001 in deutscher Sprache monatlich durchgeführt, die französischsprachigen Veranstaltungen beginnen im Herbst 2001.

WEITERBILDUNG: « UMGANG MIT TRAUMATISIERTEN PERSONEN »:

Der Umgang mit traumatisierten Personen ist eines der Themen, das für die VermittlerInnen ein zentrales Problemthema bedeutet. Immer wieder werden sie in ihrer Arbeit mit Situationen und Lebensgeschichten konfrontiert, die « unter die Haut gehen ».

Das Ziel dieser Weiterbildung ist es, den VermittlerInnen einerseits Selbstschutzmethoden in die Hand zu geben und gleichzeitig auch Möglichkeiten zu zeigen, wie auch in sehr emotionalen Situationen sachlich vermittelt werden kann.

Geplant sind ab Ende Oktober 2001 je 4 x 3 Kursstunden in Deutsch und Französisch zu diesem Thema. Der Kurs wird von einer ausgewiesenen Fachperson durchgeführt.

PROJEKT: VERSTÄRKUNG DER ZUSAMMENARBEIT ZWISCHEN LEHRKRÄFTEN UND VERMITTLERINNEN:

Eine noch nicht sehr grosse, aber treue Gruppe von Lehrkräften benutzt die VermittlerInnen regelmässig bei Elternabenden, Elterngesprächen oder für Klassenprojekte. Noch immer jedoch ist diese Anzahl zu klein. Um die VermittlerInnen und ihre Angebote an den Schulen besser bekannt machen zu können und eventuelle « Schwellenängste » von Lehrkräften zu überwinden ist eine « Vorstellungskaktion » an den Schulen in Planung, die VermittlerInnen und Lehrkräfte sich gegenseitig näher bringen sollen und in der Folge die Zusammenarbeit zwischen Schule und Sprach- und KulturvermittlerInnen an allen Bieler Schulen selbstverständlicher zu machen. Die Durchführung ist für Herbst und Winter vorgesehen.



Pour vous abonner et pour soutenir l'association

La revue InterDIALOGOS a été lancée en 1988 grâce à un financement ponctuel du Conseil de l'Europe. Une Association du même nom, fruit d'une collaboration entre enseignants, travailleurs sociaux, chercheurs, suisses et étrangers, de différentes langues, a été créée pour en assurer la publication. Par ce moyen principalement, l'Association InterDIALOGOS se propose « d'élaborer, de promouvoir, de recueillir et de diffuser des idées, projets, expériences et informations dans le domaine de l'éducation en situations pluriculturelles » (art. 2 des statuts).

La revue InterDIALOGOS paraît deux fois par an. Elle s'adresse à toute personne concernée ou intéressée par le contexte pluriculturel contemporain, dans le monde socio-éducatif en particulier. Enseignants, éducateurs, travailleurs sociaux, psychologues, conseillers en orientation scolaire et professionnelle et autres intervenants de l'action éducative y trouveront matière à réflexion, ainsi que de nombreuses pistes d'action pour la promotion d'une approche interculturelle dans leur champ d'activité.

Depuis plusieurs années, chaque numéro est centré autour d'un thème (voir la palette des thèmes encore disponible à la page 56). D'autres rubriques (Fenêtres sur le monde, La Suisse, Les cantons, Publications, Agenda, Plume libre) permettent une prise de connaissance de différents projets menés dans une perspective interculturelle, ici et ailleurs.

Mais InterDIALOGOS, c'est également une association, ouverte à toute personne désireuse de collaborer à la réalisation de la revue, dans la perspective définie ci-dessus.

Vous désirez vous abonner à InterDIALOGOS et recevoir deux fois par année notre revue? Ou mieux, adhérer à l'Association InterDIALOGOS? Merci de bien vouloir nous retourner le coupon ci-dessous!

☐ **JE SOUHAITE M'ABONNER À LA REVUE INTERDIALOGOS**

- | | |
|---|---------------------------|
| <input type="checkbox"/> Abonnement individuel | Fr. 25.- par an |
| <input type="checkbox"/> Abonnement institution | Fr. 50.- par an |
| <input type="checkbox"/> Abonnement de soutien | Fr. 100.- ou plus, par an |

☐ **JE SOUHAITE DEVENIR MEMBRE DE L'ASSOCIATION INTERDIALOGOS ET SOUTENIR SON ACTIVITÉ**

- | | |
|--|---|
| <input type="checkbox"/> Membre individuel | Fr. 50.- ou plus par an (abonnement compris) |
| <input type="checkbox"/> Membre institutionnel | Fr. 100.- ou plus par an (abonnement compris) |

☐ **JE SUIS ÉGALEMENT INTÉRESSÉE À COLLABORER À LA RÉALISATION DE LA REVUE**

Mes coordonnées sont les suivantes :

Nom:

Prénom:

(Institution):

Adresse:

N° postal: Localité:

Téléphone: E-mail:

Lieu et date: Signature:

Coupon à retourner par courrier à : **INTERDIALOGOS, CP 830, 2301 LA CHAUX-DE-FONDS**
Ou par e-mail à : **anne.jeanneret@ne.ch**

ABONNEMENT ET SOUTIEN



Abonnieren Sie InterDIALOGOS oder unterstützen Sie den Trägerverein

InterDIALOGOS gibt es seit 1988. Das erstmalige Erscheinen verdankt die Zeitschrift einer einmaligen Unterstützung des Europarats. Um die nachfolgenden Ausgaben zu sichern, wurde ein Verein gegründet, der denselben Namen trägt. Dieser wird getragen durch die Zusammenarbeit von Unterrichtenden, SozialarbeiterInnen, Forscher und Forscherinnen aus der Schweiz und von anderswo. Der Verein hat sich zum Ziel gesetzt, Forum zu sein für Ideen und Erfahrungen aus pluri-kulturellen Bildungsbereichen und Projekten (gemäss Artikel 2 der Statuten).

Die Zeitschrift InterDIALOGOS erscheint zwei Mal jährlich, ist mehrsprachig gehalten und richtet sich an interessierte Personen aus dem Sozial- und Bildungsbereich, insbesondere Unterrichtende, ErzieherInnen, SozialarbeiterInnen, PsychologInnen sowie an Berater und Beraterinnen dieser beiden Felder. Für sie werden Themen aufgearbeitet, Diskussionen angeregt und zahlreiche Handlungsalternativen vorgeschlagen, die interkulturelle Ansätze aufnehmen, die sich auch im eigenen Handlungsfeld integrieren lassen.

Seit mehreren Jahren konzentriert sich jede Ausgabe auf ein spezifisches Thema (siehe auch die Liste mit Themen der noch erhältlichen Ausgaben auf Seite 56). Andere Rubriken wie die Fenêtres sur le monde, la Suisse, les cantons, Publications, Agenda, Plume libre erlauben ein Kennen Lernen verschiedener Projekte in interkultureller Perspektive, hier und anderswo.

InterDIALOGOS ist aber - wie oben erwähnt - auch ein Verein. Er ist offen für alle Personen, welche mit eigenen Beiträgen die Zeitschrift in genannter Perspektive mitgestalten wollen.

Möchten Sie die Zeitschrift InterDIALOGOS abonnieren und zwei Mal pro Jahr zugestellt erhalten, oder - besser noch - dem Verein beitreten? Dann schicken Sie einfach den untenstehenden Abschnitt an uns zurück. Für Ihre Unterstützung danken wir Ihnen im voraus herzlich.

☐ **ICH MÖCHTE DIE ZEITSCHRIFT INTERDIALOGOS GERNE ABONNIEREN**

- | | |
|---|------------------------------|
| <input type="checkbox"/> Individuelles Abonnement | jährlich Fr. 25.- |
| <input type="checkbox"/> Abonnement einer Institution | jährlich Fr. 50.- |
| <input type="checkbox"/> Unterstützungsabonnement | jährlich Fr. 100.- oder mehr |

☐ **ICH MÖCHTE GERNE MITGLIED DER STIFTUNG INTERDIALOGOS WERDEN UND IHRE AKTIVITÄTEN UNTERSTÜTZEN**

- | | |
|---|---|
| <input type="checkbox"/> Mitglied individuell | jährlich Fr. 50.- oder mehr (Abonnement inbegriffen) |
| <input type="checkbox"/> Mitglied als Institution | jährlich Fr. 100.- oder mehr (Abonnement inbegriffen) |

☐ **ICH BIN EBENFALLS AN EINER KONKRETEN MITARBEIT AN DER ZEITSCHRIFT INTERESSIERT**

Angaben zu meiner Person sind :

Name:

Vorname:

(Institution):

Adresse:

PLZ: Ort:

Telephon: E-mail:

Ort und Datum: Unterschrift:

Bitte senden an : **INTERDIALOGOS, CP 830, 2301 LA CHAUX-DE-FONDS**
Oder per mail an : **anne.jeanneret@ne.ch**

ABONNEMENT UND UNTERSTÜTZUNG



Les conditions d'emprisonnement pour une femme d'origine étrangère, n'ayant ni de permis de séjour, ni d'attaches conséquentes avec la Suisse sont particulières au regard de celles d'une femme résidant dans notre pays. En effet, la détenue étrangère qui de surcroît est aussi condamnée à l'expulsion du territoire helvétique n'a pas des possibilités aussi conséquentes telles que, par exemple, des congés réguliers dès le premier tiers de la peine ou un réel dispositif d'aide à la réinsertion professionnelle. De plus, elle n'arrive pas toujours à bien maîtriser notre langue, donc la détenue ne pourra que difficilement accéder aux formations professionnelles telle qu'un apprentissage.

LE PROJET DE CONFÉRENCE COMME MOYEN DE VALORISATION ET DE STIMULATION.

Dès lors, comment introduire des conditions d'incarcération moins inévitables qui leur permettent de vivre leur temps carcéral de manière plus dynamique ?

C'est à cette question que je tente, depuis le printemps 1998, de répondre. Ceci à la demande de la direction de la prison de la Tuilière à Lonay dans le canton de Vaud.

Mon action en tant qu'assistant social s'est d'abord orientée vers un travail en groupe sous la forme de réunions régulières avec les détenues étrangères en vue de mieux connaître leur réalité carcérale et d'envisager des réponses à leurs besoins. De cette dynamique de groupe est né le modèle d'intervention de la conférence. Cette activité pédagogique, outre le fait de stimuler l'apprentissage de la langue française et de l'outil informatique, a pour finalité de valoriser la détenue et lui redonner confiance en elle. Les détenues ont construit leur projet avec l'aide d'un intervenant extérieur, souvent provenant de la même culture, et de moi-même qui intervient au niveau de la logistique. Les thèmes exposés ont été, majoritairement, sur le pays d'origine des femmes en détention : Brésil, Colombie, Albanie et Afrique du Sud. Cette action de présentation contribue également à donner une autre image des cultures et des modes de vies.

Le projet de conférence contient indéniablement des aspects positifs. Cependant, il reste exigeant et pas toujours accessible pour des personnes qui ont eu une trajectoire scolaire partielle. La durée de préparation de la conférence était également importante car elle est de 5 à 6 mois de travail. De plus, ce projet ne permettait pas d'engager une confrontation avec le monde extérieur et d'envisager la création d'un réseau social. Il ne participe donc pas pleinement au processus de réinsertion.

Dès lors, il s'agissait de repenser le modèle à partir des premières conférences, dans une perspective d'accompagner la détenue dans un projet moins « intellectuel », plus pratique et sur une durée adaptable à la longueur du temps de détention.

LA PHOTOGRAPHIE COMME MISE EN MOUVEMENT VERS L'EXTÉRIEUR

L'atelier de photographie a été mis sur pied, à la demande de la prison, au mois d'août 1999. N'ayant pas reçu de consignes particulières quant au contenu de l'action à mener à travers l'atelier, je l'ai modélisé comme un outil de préparation au retour à la vie libre à l'occasion d'un transfert en semi-liberté (travail en journée et détention la nuit) ou d'une libération conditionnelle. Bien entendu, j'ai choisi la photographie parce que c'est une pratique accessible et familière. Faire de la photographie engage aussi la détenue dans une dynamique d'appréhension de l'espace et du temps bien différente de ce qu'elle vit derrière les barreaux. Enfin, réaliser des images exige de la rigueur, de l'attention et de la créativité.

En l'espace de deux ans, cinq participantes ont réalisé des projets photographiques. Les détenues d'origines colombienne, brésilienne, albanaise et polonaise ont été au bénéfice de sorties, accompagnées ou non, afin de travailler un thème qu'elles avaient choisi. Chaque participante a développé ses films et photos dans un laboratoire aménagé au sein de la prison et animé par une étudiante en photographie. Certaines détenues ont opté pour un thème général tel que les châteaux ou les écoliers d'un centre de loisirs. D'autres, ont saisi l'opportunité d'aborder un sujet lié à une préoccupation plus personnelle comme la toxicomanie ou encore la différence culturelle. Généralement, les images sont présentées sous la forme d'une exposition qui est d'abord visible au sein de l'établissement carcéral, puis à l'extérieur.

UN ESPACE RELATIONNEL

Cette démarche originale en milieu carcéral et unique en Suisse, montre la nécessité de créer des espaces relationnels dans lesquels la détenue peut se positionner comme sujet d'un projet personnel. Réaliser une activité de ce genre à l'extérieur des murs, permet également à la participante de réfléchir sur ses doutes, sur son autonomie et sur ses capacités à faire face à des situations nouvelles. Le projet photographique répond aussi à la question du lien social en ce sens qu'il est vecteur de contacts et de rencontres. Ainsi la détenue peut-elle vivre une semi-liberté non seulement au niveau professionnel, mais également sur le plan social.

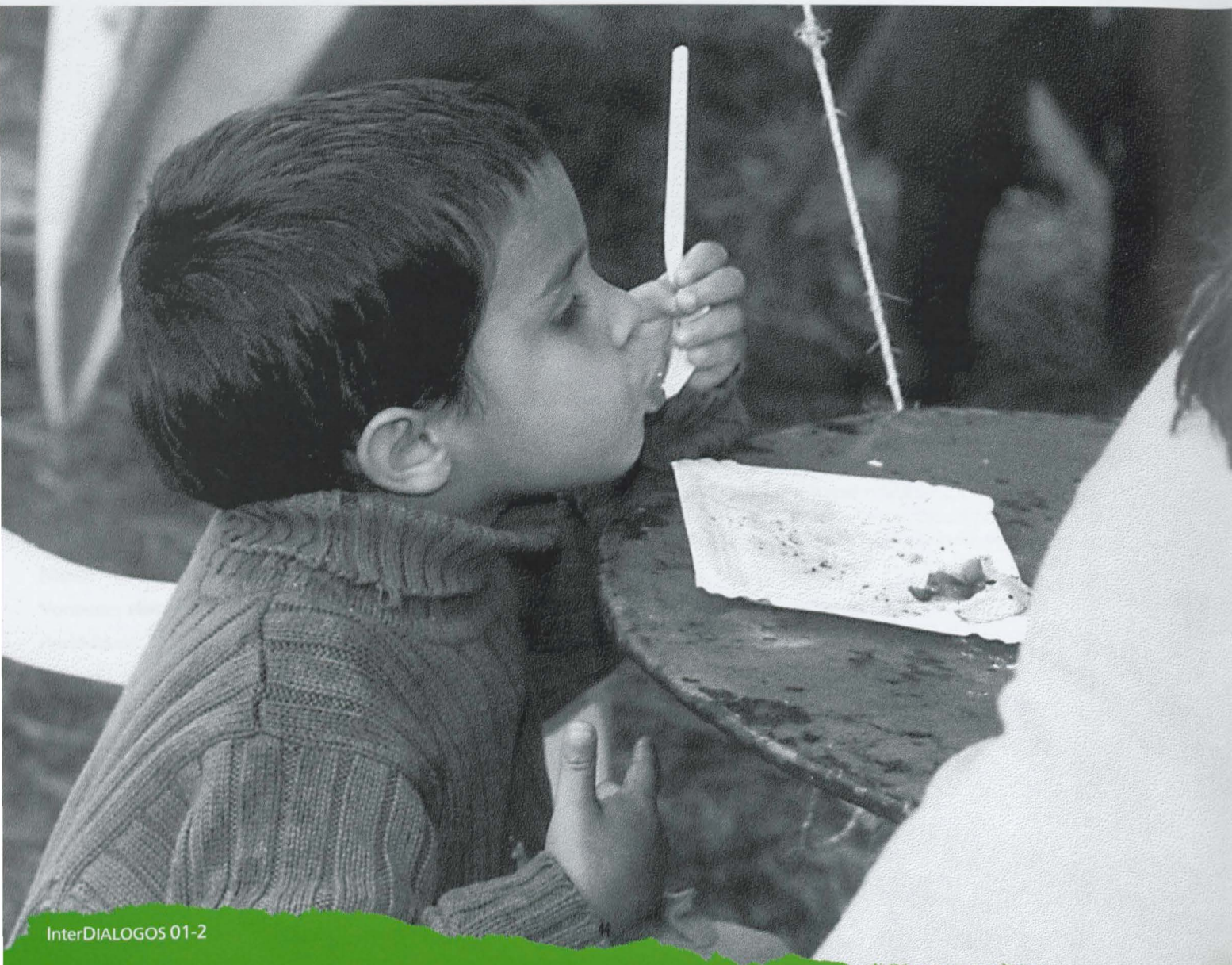
CHRISTOPHE PITTET
Assistant social



Iwona Horniak est Rom, née en Pologne il y a 28 ans.

Avant d'être emprisonnée pour vol au mois de janvier 2000 à la prison de la Tuilière, Iwona vivait dans une petite ville à quelques kilomètres au nord de Francfort. Mère de quatre filles, Iwona est, comme la plupart des femmes tsiganes, analphabète. Au mois d'avril 2001, elle a souhaité réaliser un travail photographique sur les Tsiganes suisses.

Ce projet avait comme but général de donner une autre image des gens du voyage et de faire connaissance avec leur mode de vie. La démarche effectuée à travers l'Atelier de photographie a permis à cette femme de s'interroger sur les conditions de cohabitation entre nomades et sédentaires. Pour cela, elle a pu bénéficier de quatre sorties accompagnée d'un assistant social pour se rendre dans un camp de la Mission évangélique tsigane à Lavigny (VD). Le résultat de ce travail est une exposition de photos et de textes qui s'intitule «Le temps d'un autre voyage» qui a été inaugurée en présence d'une trentaine d'invités provenant de l'extérieur de la prison. Quelques questions ont été posées à Iwona, afin de connaître ce qu'elle a vécu durant ce projet original.





COMMENT S'EST DÉROULÉE LA PREMIÈRE JOURNÉE À L'EXTÉRIEUR DES MURS DE LA PRISON, APRÈS 18 MOIS D'INCARCÉRATION ?

Cette première sortie m'a fait du bien. La tête me tournait quand même un peu. Et j'ai eu peur de sortir par la porte. Peur que toutes les personnes me regardent comme une prisonnière. C'est comme si j'avais oublié tout ce qu'il y a dehors. Et ce jour-là, j'ai pensé que ce n'est pas la réalité. Je ne croyais pas que j'étais dehors.

QU'EST-CE QUE ÇA A PROVOQUÉ EN VOUS LORSQUE VOUS AVEZ PHOTOGRAPHIÉ LE CAMP DE LA MISSION ÉVANGÉLIQUE TSIGANE ?

Je me suis souvenue comment ma vie était avant. Les roulottes, la liberté, les fêtes qu'on faisait au camp. Et de regarder de nouveau ça, ça m'a donné du courage.

PENSEZ-VOUS RECOMMENCER À VOYAGER COMME LORSQUE VOUS ÉTIEZ ENFANT ?

Non, juste durant quelques semaines à la belle saison. Je veux retourner à Francfort vivre dans un appartement et que mes enfants commencent l'école. Je veux pas que mes filles suivent le même chemin que moi.

EST-CE QUE LE FAIT D'AVOIR RÉALISÉ UN PROJET PERSONNEL VOUS A PERMIS DE RÉFLÉCHIR SUR VOTRE VIE ?

Oui. J'ai beaucoup pensé aux choses que j'ai faites. Ce que j'ai fait n'était pas bien. Avant, il y avait la liberté. Je n'ai jamais pensé que la liberté avait une valeur comme ça. Je ne peux pas vous expliquer avec des paroles. Je n'avais pas connu de différence comme ça. On ne peut pas la payer avec de l'argent et ce n'est pas possible d'expliquer comment la liberté fait du bien.

AVEZ-VOUS PLUS CONFIANCE EN VOUS APRÈS AVOIR RÉALISÉ UN TRAVAIL PHOTOGRAPHIQUE ?

Oui, ça aussi. Et puis ça m'a fait du bien qu'on m'autorise à sortir. Parce qu'avant, le directeur, le surveillant-chef, pensaient que si je sortais, je m'évadera. Et moi toujours j'ai dit que je le ferais pas. Ça fait aussi mal quand une personne dit une chose et tu sais que c'est pas vrai ça.

VOUS POUVEZ ME PARLER DE L'INAUGURATION DE VOTRE EXPOSITION ?

C'était très bien. J'étais nerveuse au début. Mais après ça a été parce que les personnes ont été très gentilles avec moi. Elles ont discuté avec moi. Vous savez ici, c'est comme une planète. Et quand je regarde les personnes qui proviennent de dehors, elles sont différentes de la prison.

ET QU'EST-CE QUE LES PERSONNES VOUS ONT DIT ?

Que les photos sont très bien. Ça m'a fait du bien pour le moral et pour le cœur.

Depuis le 28 août, Iwona Horniak est au bénéfice d'une semi-liberté à Genève. Son exposition de photographies est également sortie de la prison et elle a été présentée dans le cadre du festival « Voyage au pays des sédentaires » qui s'est déroulé lors du premier week-end de septembre à Yverdon-les-Bains. En avril 2002, Iwona pourra demander sa libération conditionnelle.

Propos recueillis par
CHRISTOPHE PITTET



L'éducation interculturelle en Bulgarie

Les notions d'«interculturalisme» et d'«interculturel» n'existent pas dans le discours politique bulgare. Certes, au niveau du ministère de l'Enseignement et de la Science, on observe, depuis 1993, quelques témoignages d'une tolérance envers les valeurs de l'interculturalité. Il s'agit de nouvelles normes concernant le niveau minimum exigible en langues étrangères, de partenariat dans des programmes internationaux à caractère interculturel et de soutien à des projets bulgares scientifiques et/ou éducatifs impliquant une approche interculturelle. L'introduction de cette approche est principalement le résultat d'une influence étrangère, surtout de la part du Conseil de l'Europe et de l'UNESCO, qui coïncide avec une aspiration à moderniser l'enseignement et à le situer à un niveau européen. Mais la stratégie interculturelle reste marginale dans la politique éducative bulgare.

Ce fait coïncide bien avec l'état balbutiant des recherches scientifiques dans le domaine de l'éducation interculturelle. La littérature étrangère et traduite de ce domaine n'entre dans l'usage scientifique en Bulgarie qu'en 1992/93. Quelques articles et deux livres traitent et analysent les résultats des recherches menées à l'étranger (I. Tepavitcharov, E. Satchkova, I. Ivanov). Parallèlement, des chercheurs bulgares commencent à

obtenir des résultats originaux dans le domaine interculturel. S'appuyer sur les concepts créés et les expériences menées à l'étranger leur permet de faire l'économie de quelques étapes ou impasses qu'ont connues les pays occidentaux.

Les recherches s'inscrivent essentiellement dans trois axes, correspondant aux contextes pris en compte. Le premier est celui des recherches attentives à la situation internationale. La nécessité d'une instruction interculturelle est justifiée par le processus de mondialisation où l'éducation interculturelle est un moyen qui facilitera les contacts entre les citoyens de différents pays (L. Koprinarov, S. Krusteva). Le second axe se situe dans le contexte des relations interethniques en Bulgarie même (R. Vultchev, I. Tomova, I. Ivanov). On ne réduit pas l'éducation interculturelle à celle des immigrés ou des minorités, mais on pense que son point de départ en Bulgarie est différent de celui d'Europe occidentale et des Etats-Unis. Dans le cas bulgare, on cherche un ralliement des groupes ethniques ayant vécu ensemble pendant plusieurs siècles. L'alternative entre ces deux axes est dépassée par quelques auteurs qui inscrivent les perspectives interculturelles dans un double contexte, national et international. Selon eux, l'éducation interculturelle destinée à tous constitue une alternative à l'éducation

monoculturelle et ethnocentrique (A. Andonov, P. Makariev, Ch. Todorov, E. Satchkova). De cette branche est sorti le premier recueil qui contient des articles théoriques et des leçons modèles, incluant des suggestions de techniques d'animation de groupes et de conduite de classes multiculturelles. Il montre la spécificité bulgare, où le rôle primordial dans l'étude de l'éducation interculturelle a été joué par des philosophes. A leur tour, des ethnologues se sont intéressés à l'acculturation et à l'utilisation des connaissances ethnologiques pour une éducation interculturelle (P. Traïkova).

Malgré le petit nombre des travaux sur l'éducation interculturelle, la comparaison avec les recherches menées dans d'autres domaines prouve que, dans ces derniers, les publications sont plus rares, voire encore inexistantes. En Bulgarie, l'éducation est donc le domaine le plus favorable pour les études interculturelles. Cet état de choses s'explique en partie par la stabilité de son système d'éducation et par les réformes inspirées par la volonté de sortir le pays de son relatif isolement, tout en conservant ou retrouvant certaines traditions bulgares; la volonté, aussi, de tenir compte des tendances pédagogiques et des innovations observées à l'étranger. Mais le cas bulgare fait une exception à la règle selon laquelle l'option



interculturelle s'est développée d'abord à l'école, car c'est là qu'avait été mise en évidence l'inégalité des chances. En raison de l'héritage de la période totalitaire, les statistiques éducatives n'incluent en effet pas encore d'indicateurs correspondant aux catégories socio-professionnelles.

En analysant les pratiques pédagogiques, on constate qu'à la différence d'autres pays où l'éducation interculturelle commence par des projets scolaires et scientifiques locaux incluant des enfants de différentes cultures, elle débute en Bulgarie dans les domaines de l'enseignement renforcé des langues étrangères et de la formation continue des professeurs. Les écoles bulgares associées à l'UNESCO travaillent dans une perspective interculturelle. Elles pratiquent un enseignement renforcé des langues étrangères et participent à des projets internationaux et à des échanges internationaux d'élèves et de professeurs.

L'enjeu de l'interculturel est plus manifeste dans la formation continue des professeurs. A partir de 1993, ont été organisés des travaux pratiques ou des séminaires pour sensibiliser des professeurs de deux ou trois groupes ethniques aux différences culturelles, au dialogue, à la collaboration. Le nombre des maîtres ayant participé jusqu'à ce jour à la formation interculturelle n'est pas grand et dépend sur-

tout du financement de projets précis. Le mérite principal de cette formation appartient aux ONG et aux enseignants universitaires dont les projets sont subventionnés par des organisations internationales et étrangères.

Dans la formation initiale, le thème interculturel est introduit dès 1996 à l'université de Choumen par un projet Tempus. Deux ans plus tard, le professeur I. Ivanov y inaugure le premier cours du pays en éducation interculturelle.

Sachant que l'approche interculturelle n'existe que dans les directives ministérielles pour l'enseignement des langues étrangères, que la littérature pédagogique est pauvre en informations, que très peu de professeurs (futurs et actuels) sont sensibilisés à la problématique interculturelle, on peut affirmer que la pédagogie interculturelle n'est pas vraiment répandue dans la pratique. Les exceptions à la règle concernent l'enseignement de l'histoire et quelques activités extrascolaires. Elles prennent les formes de manuels et de livres pour les professeurs qui représentent « le monde tsigane », ainsi que les fêtes et les coutumes des chrétiens, des musulmans et des israélites dans une trentaine d'écoles expérimentales; d'un club interculturel de discussion et d'art; d'une école de dimanche pour enfants et parents; d'un studio théâtral.

Dans les pratiques, l'interculturel est étroitement lié aux écoles dont la population est d'origines ethniques mixtes. L'essentiel de la contribution apportée à ces pratiques revient à des ONG qui font de l'interculturel un enjeu majeur.

Bien que rares, il ne manque pas en Bulgarie de manifestations d'intérêt envers l'éducation interculturelle, conçue comme moyen d'intégration nationale et de participation au processus de mondialisation. La volonté d'intégration des minorités autochtones est portée par les courants politiques les plus influents. L'interculturel ne fait l'objet d'aucune critique. Cela témoigne moins d'une tolérance que d'une absence de prise en compte sérieuse des phénomènes concernés. On y trouve aussi l'explication de la place marginale de l'interculturel dans la sphère éducative bulgare¹.

ELENA SATCHKOVA

Professeur à l'Université de Sofia
St-Kliment-Ohridski, Bulgarie

¹ Pour plus de détails, cf. Sachkova, E. « The Bulgarian Educational System and the Challenge of Interculturalism ». - *European Journal of Intercultural Studies*, Vol. 8, 1997, n° 3, 267-277 ; Id. « From education of minorities to intercultural education ». - In : Keersmaecker, G., Makariev, P. (ed.). *Bulgaria - Facing Cultural Diversity*. IPIS, ACCESS, 1999, 132-161 ; Sachkova, E. L'enseignement bulgare et ses enjeux interculturels. - In : Choukri, F., Tanon, F. (éd.). *Savoirs et enjeux de l'interculturel*. VII^e congrès international de l'ARIC, 29 Juin - 3 Juillet 1999. Paris, L'Harmattan, 18 p. (sous presse).



Young people in Leicester (UK): community, identity and citizenship

EDUCATION FOR CITIZENSHIP. A DEFICIT MODEL ?

Education for citizenship is too often based on a deficit model of the learner. For instance, young people are often perceived as citizens in waiting rather than as citizens in their own right (Verhellen, 2000). Since few young people of school age are entitled to vote, it is often assumed that they are not involved in political processes or engaged in community action. This is a deficit model.

Young people from ethnic minority backgrounds may be seen as having a double deficit. There is evidence that teachers and others working in schools, as well as those working in the police and in many other sectors with public contact, perceive ethnic minorities as not quite citizens. They may make assumptions about their nationality or their residence status, their language skills or their capacity to operate effectively in society (Osler & Starkey, 2001). They may make further assumptions about their religious affiliations and about the impact of any religious attachment on social cohesion.

In terms of the citizenship curriculum, it is often assumed that young people from ethnic minorities require extra instruction or even special programmes not required by the majority. For example, in England, the report of the Advisory Group on Education for Citizenship suggested that: «minorities must learn and respect the laws, codes and conventions as much as the majority». This implies that visible ethnic minorities are somehow less law-abiding than the majority and therefore have more need of citizenship education (Osler, 2000). A similar assumption was made by the chair of the drafting committee for the non-statutory guidance for citizenship education in France.

In March 2001 we conducted workshops with groups of about 8 volunteers from each of four schools in central Leicester, a city with a particularly high proportion of ethnic minorities. We wanted to learn how young people perceive their identities and their citizenship. Here we report on just one of the four groups, the 16 - 18 year olds.

MULTIPLE IDENTITIES

The students define themselves as having complex and multiple identities. They also tend to situate themselves both within a local or national community and within an international frame of reference. This is what Meera said:

«In terms of religion I define my self as a Hindu. I've learnt a lot about my culture over the few years, since I went India. In my culture, I don't believe in some of the Indian values, like the caste system, women doing all the cooking, fasting and so on. But overall, I'm proud of my culture».

Meera, like several others in our sample, reveals ways in which her identities are evolving. She challenges and distances herself from some of the values and traditions of her family but expresses considerable pride in her culture and community. Another student, Sean, admired the strict Catholicism of his Irish grandfather, but was also proud of the fact that his own father had rebelled against this authoritarianism. Anita, who is Hindu, told how her sister, now aged 30, defied her parents and left home at age 17 married a Muslim, and converted to Islam.

These young people accept that things are changing and are positively inclined to contribute to that change, particularly in terms of justice and equality. They have pride in their cultures but they are also capable of challenging the accepted values of the communities they come from.

ACTIVE ENGAGEMENT IN THE COMMUNITY

These young people had strong affective links to Leicester, which is where they have family and friends. They experience it as an accepting and diverse community. Within the city they identified special places, particularly public spaces such as parks, schools, shopping centres and libraries. They spoke of a strong feeling of community, a commitment to public facilities and recognition of the importance of education. In other words they did not appear to suffer from a deficit but rather felt themselves to be citizens.

The students provided a number of examples of ways in which they were active citizens. All were aware of the major earthquakes in India at the beginning of the year and had been involved in community fundraising. However, their fundraising also included a national medical research charity and the Comic Relief television campaign supporting development projects in poor communities across the world.

Centre for Citizenship Studies in Education,
University of Leicester, GB.
<http://www.le.ac.uk/se/centres/citizenship/cs.html>



There was some engagement with broader political issues. One student was particularly committed to wild life preservation in the city. Others had been involved in a campaign to stop the closure of a school, involving petitions, demonstrations and public meetings. One had been on a silent march protesting at the treatment of Palestinians. Another was a member of Amnesty International.

By giving the young people chances to express themselves, through a series of workshop activities, we discovered a variety of ways in which they actively engage, through their local community, with wider political issues. There was no sense of apathy, but rather a concern and a willingness to participate.

LEARNING WITHIN THE COMMUNITY

Learning for citizenship takes place in informal settings in the community as well as in schools. We were able to identify a number of sites of this informal learning and influences. In particular the young people referred to religion, to their parents, to teachers and other youth leaders, to peers and, to a surprising extent, to traumatic events, such as a death. Ethnic minority students particularly had learning experiences from travel and from living in other countries.

CONCLUSION

This small scale study of young people in one European city provides important insights which may well be echoed in other settings. We find young people from a range of backgrounds all with multiple and shifting identities and prepared to challenge the orthodoxy and conventions of their parents' generation. We find that they are proud of their city, recognise the importance of public facilities, engage in a variety of active contributions to the community and to the wider world. Their association with religious communities and with family from other parts of the world gives them an international perspective. They value their schooling but also have access to other sources of learning in the community.

This research suggests that applying a deficit model to young people's citizenship is not only inaccurate but may also be damaging. If schools ignore community learning, students are likely to be demotivated. The challenge is how education for citizenship can be organised so as to value, build on and take advantage of the skills, experiences and community learning that young people bring to their studies.

**AUDREY OSLER
AND HUGH STARKEY**



References:

- OSLER, A. (2000) The Crick Report: Difference, Equality and Racial Justice. *The Curriculum Journal* Vol.11(1) pp25-37.
- OSLER, A. & STARKEY, H. (2001) Citizenship Education and National Identities in France and England: Inclusive or Exclusive? *Oxford Review of Education* Vol. 27(2) pp 287-305.
- VERHELLEN, E. (2000) Children's Rights and Education in A. Osler (ed.) *Citizenship and Democracy in Schools: diversity, identity, equality*. Stoke-on-Trent: Trentham.



Du verabschiedest Dich von Deiner Familie, Deinen Freunden. Du bist auf der Flucht, eine Reise ins Ungewisse. Das haben 200 junge SchweizerInnen am nationalen Flüchtlingstag erlebt, zusammen mit 200 jungen Asyl Suchenden. Für die einen war es eine Fiktion, für die anderen war es mal harte Realität. Das Projekt wurde zum 50. Jahrestag der Flüchtlingskonvention von der Schweizerischen Flüchtlingshilfe SFH und der Schweizerischen Arbeitsgemeinschaft der Jugendverbände SAJV organisiert.

FLUCHTPARCOURS

«Sind sie ein Schlepper?» Der Passant, von der Frage überrascht, antwortet den Jugendlichen: «Nein, warum?» Samstag Morgen der 16. Juni, boulevard de Grancy in Lausanne. Das Rollenspiel, organisiert von der Schweizerischen Flüchtlingshilfe SFH hat gerade begonnen, die TeilnehmerInnen erfahren die ersten Hindernisse ihrer Flucht. Gestartet wird in Lausanne, Zürich und Basel, Asyl Suchende und

SchweizerInnen zwischen 16 und 26 Jahren bestreiten in gemischten 4er Gruppen den Fluchtparcours. Alle haben sich vorher über die Homepage www.flucht.ch angemeldet und erhielten per Post ihren ersten Auftrag: Einen schriftlichen Visumsantrag stellen. Nach Einreichung des Antrages wurden sie von der «festländischen Botschaft» für weitere Abklärungen eingeladen. Vor der Botschaft treffen sie ihre Fluchtgefährten...

ZUM BEISPIEL...

... Medja, Joël, Salomé und Damien; sie haben gerade versucht, die «sture Botschafterin von festland» dazu zu bringen, ihnen ein Visum zu erteilen, ohne Erfolg. Nun stehen sie vor der Botschaft und diskutieren, was man unternehmen könnte. Zwei weitere «Flüchtlinge» beteiligen sich an der Diskussion mit konkreten Vorschlägen: «Wir sollten die Medien kontaktieren, oder einen Hungerstreik veranstalten...» Dann kursiert das Gerücht, es sei Schlepper in der Gegend mit hellen Hosen und einer Jeansjacke. Die Gruppe macht sich auf die Suche. Der Schlepper hat ihnen ihr nächstes Reisziel angegeben, im Zug finden die TeilnehmerInnen etwas Zeit, sich besser kennen zu lernen. Joël 21 Jahre alt aus Burundi: Sein Vater war in der politischen Opposition tätig, die ganze Familie musste das Land verlassen. Medja ist Opfer des Genozids in Ruanda. Er hat für Médecins sans frontières (MSF) gearbeitet, kurz nach Beginn des Massakers in 1994, wurden die französischen MitarbeiterInnen von MSF evakuiert, zurückgeblieben sind 13 einheimischen Mitarbeiter.

4 haben überlebt. Salomé, 19 Jahre alt aus Bern, hat keine Asyl Suchende in ihrem Bekanntenkreis. Damien, 16 Jahre als, lebt in Martigny, betitelt sich selber als links autonom.

Die Reise führt in ein Durchgangszentrum, zu weiteren Schleppern, über die grüne Grenze ins festland. An der Empfangsstelle reicht die Gruppe ein Asylgesuch ein, der Befrager erkundigt sich über die realen Gefahren in ihren Herkunftsländer...die Gruppe wird provisorisch aufgenommen, immerhin nicht sofort zurückgewiesen.

VERSTÄNDNIS, BEKANNTSCHAFTEN UND INTEGRATION

Mit flucht.ch verfolgten wir kurzfristige und langfristige Ziele. Kurzfristig konnten junge SchweizerInnen nachempfinden, was es heisst, zu flüchten. Dabei entscheidend war die Teilnahme von Asyl Suchenden, die über ihre eigenen Erfahrungen berichten konnten. Diese zwei Ebenen (Fiktion und Realität) ermöglichte eine differenzierte Wahrnehmung. Einerseits versetzten sich die SchweizerInnen über die partizipativen Methoden des Parcours selbst in die Haut eines Flüchtlings,





was einem hohen Grad an Identifikation ermöglicht, andererseits mussten sie ihre eigenen Erfahrungen relativieren und klisierte Vorstellungen revidieren, da jeder Flüchtling eine sehr individuelle «Fluchtgeschichte» hat.

Kurzfristig ermöglichte das Projekt auch viele Bekanntschaften, manche davon wurden zu Freundschaften, die noch heute existieren.

Nach dem Parcours fand das öffentliche Fest auf dem Bundesplatz und Konzerte in der Reithalle statt, am darauffolgenden Tag nahmen die TeilnehmerInnen am Seminar wendepunkt teil. wendepunkt bestand aus Workshops zu Themen wie Integration, Flüchtlinge in den Medien, Rassismus / Intoleranz u.ä., sie wurden von jungen ModeratorInnen in Zusammenarbeit mit ExpertInnen (SFH / BFF und andere) geleitet.

Langfristig wollen wir über und mit Jugendliche eine direkte, komplementäre Integration fördern, via Jugendorganisationen, Vereine und Treffs.

FAZIT

Dass 400 Jugendliche aus der ganzen Schweiz bereit waren, sich an einem zweitägigen Anlass zu beteiligen und dass sich rund 120 Jugendliche für die Durchführung des Projekts engagiert haben, stimmt uns für künftige Schritte zuversichtlich: Das Thema interessiert, die Bereitschaft, einen persönlichen Beitrag zu leisten, ist gross. Es ist uns gelungen, einen Grossanlass zu veranstalten, der letztlich von den kleinen wichtigen Dingen lebte: Begegnungen, Bekanntschaften, Erfah-

rungs- und Meinungsaustausch und gegenseitiges Verständnis. Das Motto RESPECT der internationalen UNHCR Kampagne wurde für kurze Zeit wahr.

Wenn die Evaluationsphase abgeschlossen ist, werden wir entscheiden, in welcher Form wir unser Ziel weiterhin anstreben werden. Wir wollen prüfen, ob es wirklich ein geeignetes Instrument ist, für die Integration junger Asyl Suchender in die Jugendwelt und -kultur der Schweiz zu fördern, damit Hassan am Som-

merlager der Pfadi teilnimmt, Merju das Kinderprogramm von Blauring Jungwacht leitet, Denise bei der Organisation der Disco im Jugendtreff mithilft und Ali in den Vorstand des Jugendparlamentes gewählt wird.

JULIEN JAECKLE

Projektleiter flucht.ch, SFH





Genève

L'interculturel à travers un cours de langue et culture arabes.

Point de vue de l'enseignante

Le mélange des personnes qui s'inscrivent au cours de langue et culture arabes est souvent passionnant! Grâce à cette alchimie, chaque groupe est unique dans son interaction et ses attentes. Certains participants ont un conjoint arabe et d'autres viennent parce que leur travail l'exige. Il y a aussi ceux qui, nés en Suisse de parents arabophones avec lesquels ils parlaient l'arabe dialectal, cherchent à retrouver leurs racines grâce à l'apprentissage de l'arabe classique. Parfois, c'est la découverte, le rêve de l'Orient, ou le plaisir qui attirent les participants.

Au début des cours, un partage timide se fait des expériences et des attentes des uns et des autres par rapport à l'arabe. Au fur et à mesure, chacun trouve sa place, des liens se nouent, des voyages se racontent et les vécus s'expriment!

Les premières semaines sont consacrées à l'alphabet: 28 lettres dont 3 voyelles. Les cours se déroulent en alternant un peu de lecture et d'écriture. Deux règles de base distinguent l'arabe du français: en arabe on écrit de droite à gauche et on est obligé d'attacher les lettres! Très vite, on commence les dialogues et le vocabulaire concernant des situations diverses: comment expliquer à un douanier que vous avez besoin d'un visa, ou comment convaincre votre belle-mère que vous avez eu assez à manger sans l'offusquer!

Lorsque sont abordées les notions de grammaire, inévitablement, des grands yeux me fixent en essayant de faire des passerelles entre la grammaire arabe et celle du français. Les passerelles existent toujours. Par exemple, les mots hasard, nouba, café et moka sont d'origine arabe. Et les chiffres utilisés en Europe, tout le monde le sait, sont arabes. Mais quelle est leur histoire? Ce qui nous renvoie à la dimension culturelle.

Par ailleurs, l'aspect ludique existe également: Kalimat, un jeu qui ressemble à un Scrabble très simplifié autour duquel les têtes se concentrent pour trouver la bonne lettre sous la bonne forme. Parfois, les difficultés entraînent des rires créant une bonne ambiance: comment prononcer la lettre h et faire la différence avec le kh, et le h? Et bien, il faut arrondir le palais, imaginer que vous avez une petite pomme de terre chaude dans la bouche et, en même temps, bouchez vos oreilles de l'intérieur et ça sort tout seul...

Ces éléments permettent à ce cours d'être un lieu d'échanges interculturels et non pas seulement un cours d'apprentissage linguistique. La diversité d'origines des personnes qui apprennent l'arabe et leurs parcours différents y ajoutent beaucoup de richesses. Les questions et commentaires de ceux qui ont eu l'occasion de faire un voyage, ou un séjour familial dans un pays arabe amènent une discussion autour des mœurs de là-bas. Cela permet de comprendre un peu les généralisations - et parfois les préjugés - sur ce monde arabe, devenu aujourd'hui beaucoup trop complexe pour qu'on puisse le limiter à quelques images médiatisées. Peut-être cela aidera-t-il à mieux appréhender l'autre!

CALLIGRAPHIE DU MOT SAVOIR

Savoir, murmura-t-elle.

De quelle connaissance s'agissait-il?

L'homme s'immobilisa, lâcha la main

de sa compagne, rebroussa subitement chemin.

ABEER KHOURY DE BELLET
Professeur à l'Ecole-club Migros

Andrée Chedid
Hassan
Massoudy



LE JARDIN
PERDU



Fribourg

LivrEchange : une « bibliothèque interculturelle »

L'idée de créer une bibliothèque interculturelle à Fribourg trouve son origine dans un projet d'insertion sociale et professionnelle développé par la section fribourgeoise de Caritas-Suisse et repris par le Groupe de rencontre Ecole - Migrants (GREM), actif à Fribourg depuis octobre 2000. D'après les milieux immigrés impliqués, un tel lieu servira à développer les liens avec les pays d'origine tout en promouvant les relations entre les différentes communautés.

L'Association de soutien à la Bibliothèque Interculturelle de Fribourg (ABIF) s'est constituée le 3 mai 2001 avec comme objectif la mise sur pied de « LivrEchange », la première bibliothèque interculturelle du canton. Actuellement, l'association compte une soixantaine de membres, elle dispose d'un local (mis à disposition par Caritas), d'un stock important de livres et de la disponibilité de plusieurs personnes bénévoles pour la permanence.

Tout comme les autres bibliothèques interculturelles de Suisse « LivrEchange » vise la création de ponts entre les différentes cultures qui composent notre société, en vue de favoriser l'intégration dans un esprit de tolérance et de compréhension réciproques. La bibliothèque interculturelle entend mettre à disposition des communautés immigrées des livres, des revues ou d'autres formes de publications dans leur langue et proposer un lieu de rencontre, de travail et d'échange culturel entre communautés étrangères et entre celles-ci et la population locale.

Les activités de la bibliothèque interculturelle vont recouvrir les domaines suivants : prêt de livres et autres documents au public, aux enseignants et à d'autres bibliothèques; accueil des classes; animations culturelles (contes, séances de lectures, expositions, conférences, etc.) sans négliger la participation aux manifestations à caractère interculturel dans la région.

Le fonds initial de la bibliothèque est constitué d'ouvrages mis à disposition par les diverses communautés. Elle dispose de livres pour enfants et adultes de genres différents : du roman à la bande dessinée, en passant par les encyclopédies, les dictionnaires et les méthodes de langues, jusqu'aux nouveaux supports d'information et cela dans toutes les langues présentes sur notre territoire (albanais, amharique, arabe, serbo-croate, espagnol, italien, turc, vietnamien, portugais, polonais, russe, tamoul, etc.).

« LivrEchange » collabore avec le réseau des bibliothèques interculturelles de Suisse réunies dans l'organisation faîtière Association Livres sans Frontières - Suisse (ALSFS). Fondée en 1993, l'ALSFS sert de centre d'échange d'informations et d'expériences. Financée par l'Office fédéral de la Culture, elle représente ses membres au niveau fédéral.

La bibliothèque fait appel aux différentes synergies existantes dans la région, au niveau public et privé (bibliothèques publiques, centres de documentation pédagogique, écoles et enseignants, institutions sociales etc.). Elle compte sur des donations pour alimenter son fonds et équiper les locaux (rayons, ordinateur etc.), ainsi que sur l'aide de personnes bénévoles pour la permanence.

La bibliothèque interculturelle « LivrEchange » ouvrira ses portes fin 2001.

LE COMITÉ DE LIVRECHANGE



livrEchange

Adresse de contact:

LivrEchange, Rue du Botzet 2, 1700 Fribourg (tél. 026/481.14.34)
CCP 30-38190-2 Caisse d'Épargne de la Ville de Fribourg,
cpté 18,615/00,07 Assoc. Soutien biblioth.intercult. LivrEchange



L'eau de la Terre

La production de moyens d'enseignement répondant à l'approche du développement durable n'en est qu'à ses débuts. Mais les ONG et les éditeurs ont compris l'intérêt pédagogique de cette approche. A titre d'exemple, L'eau de la Terre, un nouveau jeu, fournit une possibilité de mise en application du développement durable. Il est constitué de 70 photos illustrant les diverses utilisations de l'eau dans toutes les parties du monde: l'eau boisson, l'eau polluée par un pétrolier, l'eau présente dans notre nourriture, la rizière, la consommation industrielle de l'eau, les bains thermaux, l'eau pour l'hygiène, l'eau sacrée du baptême et autres rites.



L'eau de la Terre

Jeu dès 8 ans. Les multiples utilisations de l'eau.

Une introduction au développement durable. Fr. 39.-

Edition: Communauté de travail Swissaid, Action de Carême, Pain pour le prochain, Helvetas, Caritas / Loisirs et pédagogie / Editions scolaires du canton de Berne. Disponible à la FE&D.

A commander à la Fondation Education et Développement, avenue de Cour 1, 1007 Lausanne (Tél. 021 612 00 81)



Les portraits de seize familles du monde constituent le noyau du présent dossier pédagogique.

« Album de familles » s'adresse à l'ensemble des élèves de la scolarité obligatoire, des classes enfantines au secondaire 1 (6-15 ans).

Les activités proposées sont regroupées par thèmes: la famille, les loisirs, le milieu de la vie, la vie sociale, l'environnement, l'habitat, la communication...

Elles relèvent essentiellement du photo-langage et sont conçues de façon à permettre aux élèves d'établir un lien continu avec leurs références personnelles et leur expérience de vie.

Il s'agit de permettre à l'élève d'élaborer activement des outils d'apprentissage transposables dans d'autres domaines/disciplines (approche socio-constructiviste): développer le sens de l'observation et de la description (sélection de critères, classification par catégories).

Le cartable comprend:

- 16 photographies couleurs A3
- 1 brochure pédagogique, 19 x 27cm, 36 p.

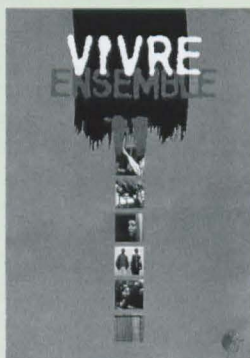
Réf. 920126A1 Fr.29.-

Fondation Education et Développement
Avenue de Cour 1, 1007 Lausanne
Tél. 021/ 612 00 81 Fax 021/ 612 00 82
E-mail: fed@lausanne.globaleducation.ch
www.globaleducation.ch



BILDUNG UND ENTWICKLUNG
EDUCATION ET DEVELOPPEMENT
EDUCAZIONE E SVILUPPO
EDUCAZIUN E SVILUP

Vivre ensemble



La prévention du racisme passe, entre autres, par la capacité de « changer de lunettes » et d'analyser la réalité avec différentes optiques. « Vivre ensemble » s'adresse directement aux adolescents et présente des situations conflictuelles dont ils sont - ou pourraient être - les protagonistes. Après une description de la situation, « la caméra » propose un gros plan sur chaque acteur, en décrivant le pourquoi de ses réactions, les valeurs auxquelles il se réfère, son histoire personnelle, ses attentes, ses besoins, ses rêves. Dans un troisième moment, l'analyse porte sur l'évolution de la situation telle qu'elle s'est passée dans la réalité, avec ses réussites et ses échecs.

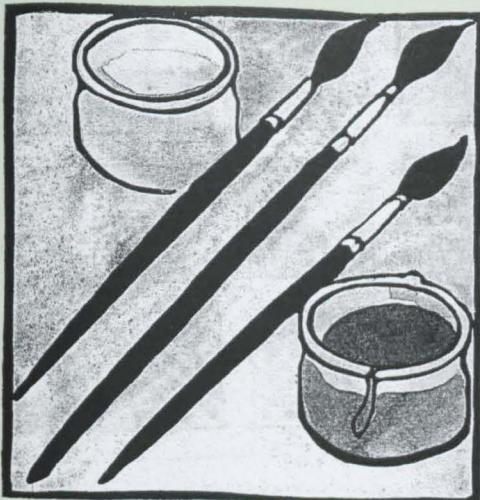
Loisirs et pédagogie, Fondation pour la tolérance,
Editions scolaires bernoises



Plakat: Sag, wie sagt man...?

Wasserfarben • Peintures

Pintura • Suluboyalar



Ngjyra uji • Vodene boje

Acquarelli •

Sag, wie sagt man...? ist der Titel von einem farbigen Plakat, auf dem zwölf Spielorte, Spiele oder Materialien, die fast in allen Kindergärten und in vielen Schulzimmern der Grundstufe dazugehören, abgebildet sind. Jedes der zwölf Spielorte ist in acht Sprachen beschriftet.

Es sind die laut Zürcher Schulstatistik acht häufigsten Muttersprachen der Kindergartenkinder: Deutsch, Albanisch, Englisch, Französisch, Italienisch, Kroatisch/Serbisch, Portugiesisch und Türkisch.

Das Plakat, das vielleicht in der Garderobe oder im Kindergarten hängt, soll fremdsprachige Eltern dazu anregen, die Bezeichnung der Spiele in der eigenen Sprache zu lesen.

Da viele der Spielmaterialien der schweizerischen Kultur entstammen, kennen die Eltern oft gar keine entsprechende Namen in ihren Muttersprachen. Das Plakat soll das Gespräch über die Tätigkeiten in Kindergarten und Schule auch in der Familie ermöglichen, und es soll zu Gesprächen mit der Kindergärtnerin anregen.

Zudem erleben die Kinder, die selbstverständliche Präsenz ihrer Muttersprache im Kindergarten- und Schulalltag.

Gerne hätten wir noch mehr Sprachen angefügt, was aber leider wegen der Übersichtlichkeit nicht möglich war. Vielleicht werden Kindergärtnerinnen in Zusammenarbeit mit den Eltern selber das Plakat mit deren Sprachen ergänzen.

Ich habe das Plakat mit kolorierten Linolschnitten gestaltet. Es ist im Lehrmittelverlag des Kantons Zürich erschienen.

Lehrmittelverlag
des Kantons Zürich

Beziehen für Fr. 9.90 beim
Lehrmittelverlag des Kantons Zürich
Räffelstrasse 32
8001 Zürich
Tel: 01 465 85 85
Fax: 01 465 85 86
lehrmittelverlag@lmv.zh.ch



Ein albanisches Märchen zum Lesen und Vorlesen
erzählt auf Deutsch und Albanisch von Silvia Hüster
und Mahir Mustafa

Lehrmittelverlag
des Kantons Zürich

SHIRLEY R. STEINBERG (ED.)

Multi/Intercultural Conversations

A READER

PREFACE BY PETER J. McLAREN

Multi/Intercultural Conversations brings together voices from all over the world in the examination of critical pedagogy and the politics of identity in regard to viewing education as a global endeavor. The authors are teachers, parents, professors, and writers engaged in projects of social justice and education with the desire to open a conversation between both students and teachers about education in the new millennium.



Interactions et acquisitions en contexte

Modes d'appropriation de compétences discursives plurilingues par de jeunes immigrés

Laurent Gajo
Lorenza Mondada



Editions Universitaires Fribourg Suisse

Programme National de Recherche - 33 - Officette de nos systèmes de formation

260 pages, broché, Fr. 39.-
ISBN 2-8271-0860-7

compétences discursives. Ces compétences touchent en l'occurrence au moins trois langues et donnent lieu à un examen de la construction, du fonctionnement et du traitement du bilinguisme.

L'approche est fondée sur un vaste corpus d'interactions, recueillies dans des classes d'accueil pour élèves migrants récemment arrivés en Suisse romande et dans d'autres contextes de leur vie quotidienne, en famille ou entre amis. Leurs transcriptions rendent observables des procédés situés d'acquisition, en mesure de nourrir à la fois un modèle théorique de l'acquisition dans l'interaction et une description détaillée des processus acquisitionnels observables dans les contextes sociaux de leur émergence. De ce deuxième point de vue, le livre fournit ainsi de précieux outils d'analyse, dont l'efficacité est mise à l'épreuve d'un vrai terrain d'enquête.

Laurent Gajo est le premier assistant en linguistique et Chargé de cours et d'enseignement en français langue étrangère aux Universités de Lausanne, Neuchâtel et Genève. Ses travaux portent essentiellement sur l'acquisition des langues secondes, la didactique du bilinguisme et l'interaction en milieu institutionnel.

Lorenza Mondada est professeure assistante en linguistique à l'Université de Bâle. Ses travaux portent notamment sur l'analyse conversationnelle d'interactions quotidiennes, scientifiques et professionnelles. Elle a publié de nombreux articles ainsi que deux ouvrages, *Verbalisation de l'espace et fabrication du savoir* (Lausanne, 1994) et *Décrire la ville* (Paris, 2000).

ANCIENNES ÉDITIONS D'INTERDIALOGOS

Quelques exemplaires des anciennes éditions d'InterDialogos sont encore disponibles. Ils peuvent être obtenus au bureau du délégué aux étrangers de la Chaux-de-Fonds (Anne Jeanneret, téléphone 032 / 919 74 42, e-mail anne.jeanneret@ne.ch) pour le prix de 7 francs (port compris).

A ce jour, les dossiers suivants ont été élaborés:

- No 1/98** Education aux droits de la personne
Bildung und Menschenrechte
Educazione ai diritti della persona
- No 2/98** Santé et migration
Gesundheit und Migration
Sanità e migrazione
- No 1/99** Les jeunes Kosovars et nous: quels regards et quelles pratiques interculturelles
Junge Kosovo-Albaner und wir – Wege zum kulturellen Miteinander
I giovani Kosovari e noi: Quali Interpretazioni e quali azioni interculturali
- No 2/99** Relations école-famille
Zusammenarbeit mit den Eltern
La relazione scuola e famiglia
- No 1/00** Chances et risques de l'école multiculturelle
Risiken und Chancen der multikulturellen Schule
Rischi e I vantaggi della scuola multiculturale
- No 2/00** Intégration(s): quels modèles pour quels objectifs?
Integration: Welche Modelle für welche Zielsetzungen?
Integrazione: Quali modelli per quali obiettivi?
- No 1/01** Femmes et migration: changer le regard
Frauen und Migration: ein Blickwechsel
Donne e migrazioni: cambiare lo sguardo

DAGMAR ABENDROTH-TIMMER / STEPHAN BREIDBACH (HRSG.)

Handlungsorientierung und Mehrsprachigkeit

FREMD- UND MEHRSPRACHLICHES HANDELN IN INTERKULTURELLEN KONTEXTEN

Der Band vereint Beiträge zur interkulturellen Fremdsprachendidaktik von kooperierenden Wissenschaftler/innen aus drei europäischen Ländern. Im Zentrum stehen mentale Prozesse des Fremdspracherwerbs sowie innovative und handlungsorientierte Unterrichtsformen. Die relevanten Grundbegriffe «Kultur», «Sprache» und «Verstehen» werden in einem ersten Teil aus Sicht der Mehrsprachigkeitstheorie, des Konstruktivismus und der Relevance Theory untersucht. In einem zweiten Teil werden Formen des Fremdsprachenlernens als mentales Handeln in schulischen Erwerbskontexten beschrieben. Weitere Schwerpunkte bilden Selbstkonzepte von Lehrenden und Bilinguales Sachfachunterricht als schulinstitutionelle Innovation.



A ppartenances •



Formations

MAI 2001 - JUIN 2001

TECHNIQUES D'ANIMATION DE GROUPES MULTICULTURELS

Dates: lundi 15, mardi 16, mercredi 17 avril 2002 (17h15-20h15)
Lieu: Association Appartenances, rue des Terreaux 10, Lausanne
Prix: 250.-

IDENTITÉS ET SANTÉ

Dates: mardis 7, 14, 21, 28 mai, 4 et 11 juin 2002
Lieu: Association Appartenances, rue des Terreaux 10, Lausanne
Prix: 480.-

Inscriptions: (tél. 021/341 12 50)

Délais d'inscription: 28 février 2002

Dans la peau d'un enfant des rues . . .

Terre des hommes 20 novembre 2001



Action

"Les petits métiers des enfants des rues"
Journée des droits de l'enfant

L'espace de quelques heures, descendez dans la rue et exercez un petit métier de votre choix, par solidarité avec les enfants qui vivent cette situation au quotidien.

Organisez-vous en groupes et, munis de votre matériel, abordez les passants pour leur proposer vos services. Profitez de cette occasion pour provoquer l'étonnement et la réflexion du public en créant, par exemple, un espace évoquant l'atmosphère de la rue (carton pour s'abriter, journaux, sacs en jute, objets de récupération, etc.).

Acteur d'un jour, prenez la parole et ensemble, agissons pour les droits de l'enfant!

Pour les métiers effectués, vous ne demanderez pas de montant fixe. Les dons du public seront intégralement versés en faveur des nombreux programmes «Enfant en situation de rue» de Terres des Hommes.

Le jour de l'action, vous devrez être encadrés par des adultes (enseignants, parents, ...) et recevrez la visite d'une personne de Terre des Hommes.

Nous mettrons à votre disposition une partie du matériel nécessaire (boîte de cira-ge, paquets de chewing-gum, journaux, sacs en plastique). Tous les groupes recevront l'affiche de l'action et chaque participant sera identifié par un badge.

Les groupes qui participent à cette journée peuvent demander l'intervention du Service de la jeunesse pour une séance de sensibilisation sur les enfants en situation de rue.

**RÉALISÉ AVEC LE SOUTIEN DE :**

Bureau du délégué aux étrangers du canton de Neuchâtel
Département de l'instruction publique du canton de Fribourg

ET LE SOUTIEN FINANCIER DE :

La Commission Fédérale des Etrangers (CFE)

ÉDITÉ PAR L'ASSOCIATION INTERDIALOGOS

PRÉSIDENTE : Mary-Claude Wenker

COMITÉ DE RÉDACTION :

Claudio Bolzman, Monique Eckmann, Anne Jeanneret, Stefan Luond,
Michel Nicolet, Mary-Claude Wenker (coordinatrice).

ONT ÉGALEMENT COLLABORÉ À CE NUMÉRO :

Pierre Aeby, Vania Alleva, Andrea Bader, Maria M. Cristobal, Adora Fischer,
Julien Jaeckle, Filippo Jörg, Mathias Kippe, Abeer Khoury de Bellet, Gilles Labarthe,
Helen Lamontagne, U. Leuenberger, C. Meier, B. Milenkovic, Franz Moos, Mads
Olesen, Audrey Osler, Christophe Pittet, Jacques Repond, Claude Roshier,
S. Rhinow, Elena Satchkova, Annette Stade, Hugh Starkey.

TRADUCTION ET ADAPTATION DES TEXTES :

Christian Graf, Michel Nicolet, Isabelle Steinhäuslin, Carmen Voegeli,
Mary-Claude Wenker.

GRAPHISME :

www.arfys.ch - Genève - Anne-Marie Brunner

IMPRIMEUR :

Imprimerie Genevoise S.A. - Case postale 241 - 1211 Genève 24

Imprimé en 9000 exemplaires

InterDIALOGOS
Case postale 830
2301 La Chaux-de-Fonds
CCP 20-9933,9

CONTACT :

mcwenker@swissonline.ch